

Jean-Baptiste TREILHARD

Ministre Plénipotentiaire de la République
au Congrès de Rastadt

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 20 mai 1939

PAR

Jean TREILHARD

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. de GEOUFFRE de la PRADELLE, <i>professeur</i>
Suffragants. . . .	LE FUR, <i>professeur</i>
	SCELLE, <i>professeur</i>

IMPRIMERIE HENRI JEHAN

GAILLON (EURE)

6, RUE DE LA GARE

1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Jean-Baptiste TREILHARD

Ministre Plénipotentiaire de la République
au Congrès de Rastadt

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 20 mai 1939

PAR

Jean TREILHARD

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. de GEOUFFRE de la PRADELLE, <i>professeur</i>
Suffragants.	LE FUR, <i>professeur</i>
	SCELLE, <i>professeur</i>

IMPRIMERIE HENRI JEHAN

GAILLON (EURE)

6, RUE DE LA GARE

1939



Jean-Baptiste TREILHARD

« Jean-Baptiste, fils naturel et légitime de Messire
« Jean TREILHARD, Avocat en Parlement, et de Dame
« Jeanne LACHÈZE, est né le troisième jour de Janvier Mil
« sept cent quarante-deux ». Ainsi s'exprime le registre
de catholicité de la Paroisse Saint-Martin, faisant partie
maintenant de l'Etat Civil de la Mairie de Brive.

La maison dans laquelle il naquit, et qui existe toujours à Brive, avait été construite en 1589 par Dominique TREILHARD, consul de la Ville. C'est dire que sa famille était de vieille souche limousine.

Jean-Baptiste était l'aîné des enfants de Jean-François TREILHARD, avocat au Parlement, juge de l'Abbaye d'Obazine, Fermier et Administrateur des terres du Duché de Ventadour, premier consul de Brive en 1740, Maire perpétuel de la Ville le 21 mai 1769 par Ordonnance royale, Seigneur de Jayac et de la Chapelle, rendant hommage pour le fief de Jayac à Messire Guillaume de Puymaretz et au Duc d'Ayen, le 3 mai 1750. Toute cette énumération permet de situer Jean-Baptiste TREILHARD dans le milieu social que son père occupait à Brive.

Tout individu est toujours plus ou moins influencé par ses origines ethniques et sociales. Or, au cours de son existence, TREILHARD devait être avocat, homme politique, magistrat, jurisconsulte, orateur, homme d'Etat, et sa carrière a été diversement jugée. Elle pouvait être et devait l'être tant à cause de sa variété même

qu'en raison de l'époque où il vivait, mais bien des explications nous seront données en plaçant notre personnage dans le cadre de son enfance.

Jean-Baptiste TREILHARD, nous l'avons dit, est né à Brive-la-Gaillarde. Cette ville, parmi celles du Royaume de France, a une histoire assez spéciale.

Brive, en langue celtique, veut dire Pont. Grégoire de Tours l'appelle Briva Curretia : le Pont sur la Corrèze. Dès 390, saint Martin, disciple de saint Martin de Tours, y fut martyrisé. L'origine de la ville, fort ancienne, ne peut être fixée de façon précise.

Le Limousin, envahi par les Visigoths, conquis par CLOVIS, enlevé à ses successeurs par EUDES, Duc d'Aquitaine, fut enfin réuni à la Couronne par PÉPIN LE BREF. Brive, capitale d'une portion de cette province, en suivit le sort.

A l'époque de la formation du gouvernement féodal, la ville de Brive demeura libre, possédant au XII^e siècle sa maison commune et ses Consuls et ne reconnaissant d'autre suzeraineté que celle du Roi. Mais la royauté était encore bien faible et les voisins de Brive étaient puissants. Les Seigneurs de MALEMORT et de TURENNE entamèrent contre elle une lutte sans merci. D'abord guerre de procédure, puis guerre de conquête facilitée plus tard par le voisinage des Anglais qui faisaient de Brive « assise et située sur les marches et « frontières du Périgord » une Place importante, frontière de la France

Voici ce que disent au sujet de ces luttes les Lettres Patentes de CHARLES VI des années 1406, 1408, et 1410 :
« Nos bien aimés pauvres Consuls, Manants et Habi-
« tants de notre ville de Brive-la-Gaillarde, en Limou-

« sin, nous ont fait humblement exposer la grande pauvreté, misère et désolation en quoi Raimond de TURENNE, Chevalier, les a mis par la grande, mortelle et inhumaine guerre qu'il leur a fait et fait faire par les Anglais et autres Robeurs, que contre eux a tenu sur le pays par long temps, pour haine de ce qu'ils ne voudraient honque se départir de notre obéissance et eux soumettre du tout à celle dudit TURENNE..... Icelui de TURENNE leur a fait guerre mortelle pendant l'espace de trois ans et plus, leur a pris et fait prendre leurs bestiaux, vivres, denrées, marchandises et autres biens quelconques, tuer et meurtrir plusieurs hommes et femmes de ladite ville et autres, qu'il a pu prendre et avoir vifs en très grand nombre, et fait mettre et avaler en puits et fossés, cavernes très horribles et inhumaines et il les a fait mourir de faim à très grande pauvreté et misère... »

Toutes ces lettres patentes seraient intéressantes à citer. Elles décrivent l'âpreté de cette guerre : les moulins détruits et brûlés, les blés « que lesdits pauvres sup-
« pliants avaient et ont semés » cueillis, les vignes extirpées, les arbres arrachés, les sièges soutenus et la misère des habitants si grande « qu'ils n'ont de quoi
« avoir la moitié de leur vie et sustentation..... et déjà
« s'en sont allés une grande partie d'iceux, jusqu'au
« nombre de soixante feux et plus, et les autres qui sont
« demeurés en ladite ville n'y pourraient nullement
« vivre... »

Malgré tout, Brive n'aliéna pas sa liberté, mais dut transiger en 1361 et en 1473. Les appétits n'en étaient pas calmés pour cela et, si la guerre n'était plus san-

glante, elle n'en était pas moins âpre. Nous aurons l'occasion d'assister à son épilogue auquel J.-B. TREILHARD fut particulièrement mêlé. D'ailleurs, presque tous les TREILHARD, depuis 1580, avaient été Consuls et, comme tels, avaient pris une part active aux divers épisodes de cette lutte. On conçoit sans peine, dans ces conditions, combien ils appréciaient le libre gouvernement de la cité, n'excluant pas l'ordre, mais mettant au-dessus de tout l'idée de liberté.

Jean-François TREILHARD fit entrer son fils au Collège de Brive, alors tenu par les Pères Doctrinaires. Ceux-ci avaient été préférés aux Jésuites comme ayant un enseignement plus conforme aux idées de progrès du siècle.

Si le Collège de Brive était alors renommé pour sa bonne tenue et ses fortes études, l'esprit de la Congrégation des Pères Doctrinaires était nettement janséniste comme le prouve leur bibliothèque actuellement à la bibliothèque municipale de Brive. Ces idées anti-romaines, empreintes d'un particularisme et d'un puritanisme étroits, se concilièrent avec celles, étatistes, de ROUSSEAU qui bientôt s'y substituèrent. Elles formèrent des esprits rigides, à cheval sur des principes faux et n'en voulant pas démordre, épris de systèmes et de théories absolues, novateurs irréflechis, destructeurs impavides ; d'ailleurs convaincus, honnêtes, honorables dans leur vie de famille et dans leurs mœurs.

De Brive, J.-B. TREILHARD alla terminer ses études à Paris au Collège d'Harcourt, autre foyer d'idées gallicanes et jansénistes. L'abbé d'ESPAGNAC, ami de sa famille, alors conseiller clerc à la Grand'Chambre du Parlement y veillait sur lui et écrivait, le 4 janvier

1765, à TREILHARD père : « Monsieur votre fils est un
« excellent sujet et, quand mes sentiments pour vous
« ne m'exciteraient pas à lui rendre service, son mérite
« m'y déterminerait. »

C'est à cette époque, âgé de vingt-trois ans, que TREILHARD se fixa à Paris comme Avocat au Parlement, ainsi que l'avaient été, à Brive, ses ancêtres pendant quatre générations. Il y exerça jusqu'en 1789.

1765-1789

Bien que protégé et conseillé par l'abbé d'ESPAGNAC et par TURGOT qui, lorsqu'il était Intendant du Limousin, s'était lié d'amitié avec son père, le jeune avocat trouvait au Barreau de Paris une concurrence redoutable. A cette époque, en effet, y brillaient les talents incontestés de TRONCHET, BIGOT de PRÉAMENEU, TARGET, CAMUS et de tant d'autres jurisconsultes éminents.

TREILHARD n'avait rien dans son extérieur qui pût inspirer une prévention favorable. On le dépeint avec une tournure gauche, une écorce rude, une figure plate et anguleuse, un front haut et un peu fuyant, des sourcils élevés, les pommettes saillantes, une parole naturellement lourde et embarrassée, une imagination plus solide que brillante.

On voit que le portrait n'est pas flatteur et que, pour arriver à se faire une place, TREILHARD devait mettre en pratique ces paroles qu'on lui prête : « Plus les difficultés sont grandes, plus il faut chercher à les vaincre ». Grâce à un travail acharné et à la vigueur de sa dialectique, il parvint à triompher de tous ces désavantages physiques.

Ce fut son père qui, en 1769, lui procura sa première cause importante, celle qui, malgré la perte de son procès, allait faire de lui un avocat en renom. Il s'agissait de l'épilogue de la lutte dont nous avons parlé entre Brive et les Seigneurs ses voisins. A cette époque, le Duc de NOAILLES réclamait, au nom des TURENNE et des MALEMORT, ses auteurs, la propriété de l'emplacement des fossés et des murs de la ville, l'hommage des clefs et du tiers de la haute justice. Ce procès était appelé devant le Parlement de Paris en vertu du privilège de « committimus » exercé par le Duc de NOAILLES en raison de sa qualité.

Plus que tout autre, TREILHARD pouvait défendre sa ville natale et il le fit avec une vigueur, une érudition juridique incontestables.

Il ne s'appuyait pas seulement sur des faits historiques. Il invoquait les principes nouveaux qui commençaient à régir la France. Il repoussait le droit féodal au nom de l'unité française. Les actes qui lui étaient opposés étaient contestables, sans doute, mais, pour lui, il y avait autre chose que ces actes. « Vous réclamez, « disait-il, la propriété et la disposition des fossés et des « murs de la ville de Brive ; vos prédécesseurs, depuis « six siècles, ne les ont jamais réclamés. Nous avons « veillé seuls à leur construction ; ils sont cimentés de « la sueur et du sang de nos pères ; c'est à l'abri de ces « murs que nous avons défendu notre état et notre « liberté contre les Seigneurs de TURENNE et de MALE- « MORT que vous représentez. Ces remparts nous ont « protégés quand ils ont voulu nous contraindre, par « la force de leurs armes, à trahir notre souverain. « Pendant deux siècles entiers, ils ne se sont occupés

« que du projet de les renverser. Depuis que nos Monar-
« ques, devenus plus absolus, ont réprimé les efforts de
« ces vassaux indociles, aucun acte de bienfaisance de
« leur part n'a effacé les maux qu'ils avaient faits ; ils
« ne sont connus que par des meurtres et des incendies.
« Eh quoi ! vos auteurs auront d'abord arrosé nos murs
« de notre sang, ils auront vu nos ancêtres sacrifier leur
« fortune pour pourvoir à leur entretien ; ils ne se
« seront montrés, ni lorsqu'il a fallu les réparer, ni lors-
« qu'il a fallu les défendre contre les ennemis de l'Etat ;
« et aujourd'hui que leur destruction laisse un empla-
« cement que vous annoncez vous-même de la valeur la
« plus minime, vous voudriez nous arracher cette fai-
« ble ressource ! Vous nous disputeriez le prix de nos
« travaux et de notre sang ! »

Il est inutile de se demander, après avoir lu ces lignes, si la Révolution devait laisser TREILHARD insensible.

Un an après l'arrêt qui avait donné gain de cause au Duc de NOAILLES, une crise politique vint tout à coup, en 1771, interrompre la carrière de TREILHARD. Le Parlement de Paris était entré en lutte avec la Couronne. Refusant d'enregistrer les Edits impopulaires, rendant des Arrêts qui avaient déplu aux Ministres, les Magistrats furent exilés par le Chancelier MAUPEOU. Le Barreau de Paris prit fait et cause pour la magistrature et refusa de plaider devant le Parlement MAUPEOU. TREILHARD suivit l'exemple de ses collègues. Il avait alors vingt-sept ans.

On lui a reproché d'avoir accepté peu de temps après, du Gouvernement dont il condamnait les actes,

une place de Directeur des Fermes. On oubliait trop qu'il se trouvait alors sans position, sans fortune et qu'il ne tenait pas sa nouvelle fonction de l'impopulaire Chancelier, dont elle était indépendante, mais d'un gouvernement auquel nul, à cette époque, ne songeait à faire une opposition systématique.

En 1775, LOUIS XV mourait et TURGOR remplaçait MAUPEOU. Les Magistrats de l'ancien Parlement furent solennellement réintégrés et les avocats reprirent leur place à la barre. TREILHARD résilia ses fonctions de Directeur des Fermes et conquist au Barreau une place éminente, particulièrement dans les questions d'affaires. Il comptait dans sa clientèle les plus illustres familles de France, la Ferme Générale, le Haut Clergé et son nom est souvent cité dans les *Annales judiciaires* du Barreau de Paris.

Ce furent certainement les années les plus heureuses de sa vie. TURGOR le faisait entrer au Conseil du Roi en qualité d'Inspecteur Général du Domaine de la Couronne, ce qui lui permettait de cumuler, avec sa lucrative profession d'avocat, les importantes fonctions de Ministère Public dans les bureaux du Conseil d'Etat, des Aydes et du Domaine. C'est là que se traitaient toutes les questions contentieuses de la Monarchie. Il y prit cette connaissance approfondie des Ordonnances royales et de la législation administrative de l'ancien régime qui lui donna, dans ces matières, une réelle supériorité sur ses collègues des Assemblées de la Révolution et de l'Empire.

Ajoutons qu'en 1781 il avait épousé Edme-Elisabeth BOUDOT, de la famille des anciens imprimeurs-libraires de ce nom, dont le père était un des plus riches et des

plus honorables procureurs du Châtelet de Paris. Il habitait avec elle, depuis 1787, une maison qu'il avait achetée rue des Maçons (actuellement 1, rue Champollion), lorsque commença la Révolution.

1789-18 Brumaire an 8

TREILHARD sentait comme tant d'autres que des réformes étaient nécessaires. La formation première qu'il avait reçue et les constatations qu'il avait pu faire, tant à Paris que dans sa Province natale, devaient influencer sur lui dans le plan religieux, son procès pour la Ville de Brive, qui lui avait démontré les abus auxquels pouvaient aboutir la survivance de certains droits féodaux plus ou moins contestables, ses relations avec TURGOT, l'étude de cette nouvelle science qu'était alors l'Economie Politique, tout contribuait à l'empêcher de contempler les événements en spectateur passif.

Nul autre, avec TRONCHET, ne semblait mieux préparé que lui à préciser les réformes que réclamait l'opinion par la voix des Cahiers de Revendications. La notoriété de ses idées libérales, l'estime où l'on tenait au Palais son intégrité et ses talents, le désignèrent aux suffrages des électeurs de la Ville de Paris qui le nommèrent Député du Tiers aux Etats Généraux.

A l'Assemblée Constituante, on le regarda plutôt comme un travailleur que comme un homme d'Etat. Or le rôle du juriste devait s'y révéler plus destructeur encore que celui du Tribun.

Il fit publier, le 1^{er} avril 1790, le Livre Rouge, bilan des dépenses secrètes de la Monarchie : révélation des abus pour aboutir à une meilleure utilisation des impôts.

Rapporteur au Comité Ecclésiastique, il prépara tous les projets de décrets sur le Clergé, l'aliénation de ses biens et sa constitution civile. Ample sujet de reproches que cette constitution civile qui allait avoir en France de telles répercussions. Cependant nous ne croyons pas que TREILHARD prévît tout d'abord les suites qu'aurait son œuvre, ni qu'elle amènerait la guerre civile. Mais, comme le dit THIERS dans son *Histoire de la Révolution*, il appartenait à ces « hommes de lois galli-
« cans qui, par amour de la règle et de l'uniformité,
« voulaient assimiler les fonctions civiles et religieuses
« aux fonctions judiciaires en les rendant toutes élec-
« tives, en créant partout une hiérarchie et des circons-
« criptions identiques et en imposant à tous un même
« serment de fidélité à la constitution. »

Ce sont bien là ses idées. Il reconnaît à l'Etat le droit de mettre la main sur les biens ecclésiastiques que les titulaires ne possèdent qu'en vertu d'une autorisation qui peut toujours leur être retirée.

Ses rapports sont de véritables chefs-d'œuvre d'éru-
dition, et de vrais actes d'accusation contre les Con-
grégations qu'il fit supprimer, et contre les privilèges de
l'Ordre du Clergé qu'il réduisit à n'être plus qu'un corps
de fonctionnaires.

Au point de vue politique, TREILHARD se montra dans ses débuts fort modéré. Il se prononça, pour parvenir à la réunion des trois ordres, sur l'opportunité d'adresser à la noblesse et au clergé une « invitation sans morgue et sans fiel », il vota pour une chambre unique, pour le veto absolu. Au mois de septembre 1791, il était nommé Président de l'Assemblée Constituante et

commençait déjà ses études pour l'unification de la législation.

Signalons que, dans la séance du 22 mai 1791, il avait insisté pour que les actes de naissance, mariage et sépulture soient reçus par des officiers civils et que les citoyens soient libres d'y ajouter les cérémonies du culte auxquelles ils sont attachés, contribuant ainsi à créer l'état civil tel qu'il existe actuellement.

Inéligible à l'Assemblée Législative, il fut, à sa création, nommé Président du Tribunal Criminel de la Seine, place qu'il occupa pendant un an. Il y fut ferme mais impartial, acquittant MONTMORIN, ministre de Louis XVI, contre lequel avaient été intentées des poursuites.

En septembre 1792, les électeurs de Seine-et-Oise l'envoyèrent à la Convention et sa tâche allait y être autrement difficile et périlleuse. Une partie de la direction des débats du procès du Roi allait lui revenir comme Président de cette terrible Assemblée.

Au début, TREILHARD fit tous ses efforts pour sauver LOUIS XVI. Il s'était uni aux Girondins pour opposer avec eux, contre l'accusation d'avoir attenté aux libertés publiques et à la sûreté générale de l'Etat, l'irresponsabilité écrite dans la Constitution de 1791. C'est lui qui proposa et obtint de faire donner au Roi des conseils. N'ayant pu éviter le procès, il le présida avec impartialité, réprimant les interpellations parties des tribunes, n'hésitant pas à rappeler ROBESPIERRE à l'ordre avec censure, toutes manifestations dangereuses dans une pareille enceinte.

Son vote paraît en contradiction avec cette attitude. Tout en ayant déclaré que LOUIS XVI était coupable,

TREILHARD a voté contre l'appel au peuple en ces termes : « J'ai cru longtemps la mesure d'appel au peuple « bonne, mais les inconvénients qui y paraissent attachés m'obligent à dire non. »

En ce qui concerne la peine de mort, il formule ainsi son vote : « En consultant le plus grand intérêt « de la République que nous ne pouvons, ni ne devons « perdre de vue, je pense en mon âme et conscience « que la mesure la plus sage et la plus politique est, en « déclarant que LOUIS XVI a mérité la mort, de décréter un sursis, qui laisse à la nation la faculté d'ordonner de sa personne suivant les circonstances et « les intérêts du peuple français. Je vote pour la mort « avec sursis. »

Trois explications en ont été données. Pour les uns, TREILHARD estimait, après la découverte des documents de l'armoire de fer, que LOUIS XVI avait trahi en établissant des relations avec les puissances étrangères en guerre avec la France.

Pour d'autres, TREILHARD eut peur. Peut-être. S'il en est ainsi, nous pourrions le comprendre, mais nous ne le pensons pas. Ce fut plus tard qu'il eut peur, rétroactivement, pourrions-nous dire, et nous le démontrerons.

Son fils, lui, nous dit : « Ces deux votes combinés « étaient-ils le seul moyen d'éviter la sanglante catastrophe ? On comprend du moins qu'on ait pu le « penser. »

De TREILHARD lui-même : rien.

Toujours est-il que, ne voulant pas s'associer aux actes de la Convention déchaînée, il se fit, au mois de février 1793, envoyer en mission en Belgique où il arriva pour assister à la défection de DUMOURIEZ, dont il rendit compte à la Convention dans la séance du 3 avril.

A son retour, il fut, le 7 avril, nommé membre du Comité de Salut Public où ses actes furent peu remarqués. Entraîné maintenant dans le torrent où les circonstances l'avaient amené, TREILHARD s'est, autant qu'il l'a pu, exclusivement consacré aux questions législatives.

En juin de la même année, il repart en mission en Gironde, centre d'agitation fédéraliste. Arrêté à Bordeaux par les adversaires de la Convention, il est, au contraire, accusé de tiédeur par les patriotes de Périgueux. En Dordogne, il ramena le calme troublé par les mesures prises contre les Girondins à l'instigation de DANTON. Rappelé, il devait être remplacé par TALLIEN dont les méthodes pacificatrices étaient certes plus... tranchantes.

Après le coup d'Etat du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794) et malgré la réaction profonde qui marqua la chute de ROBESPIERRE et la fin de la Terreur, TREILHARD fut, le 31 juillet, rappelé au Comité de Salut Public et y remplaça BARRÈRE comme Rapporteur. Son influence y fut modératrice et il sut, le 30 juin 1795, faire adopter l'échange avec l'Autriche et la Duchesse d'ANGOULÊME, fille de LOUIS XVI, contre les commissaires de la Convention livrés par DUMOURIEZ. Il s'y occupa, en outre, de politique internationale et fut en correspondance suivie avec BARTHÉLÉMY, Plénipotentiaire de la République à Bâle, pour la conclusion de la paix avec la Prusse. C'est

TREILHARD qui se chargea de faire ratifier ce traité. Il n'était, il est vrai, que provisoire, mais son gros intérêt, sur le plan diplomatique, réside dans le fait, que, pour la première fois, l'Europe monarchique consentait à traiter et par conséquent reconnaissait le Gouvernement de la République.

En septembre 1795, il entra au Conseil des Cinq Cents et en devint rapidement Président.

C'est alors que TREILHARD à qui, suivant l'énergique expression de BARBÉ MARBOIS, « son passé revenait », comme à bien d'autres de ses collègues, se mit à trembler. Cependant tout paraissait se calmer. Si nous signalons ce fait c'est qu'il est important au point de vue historique, puisqu'il a permis le 18 brumaire.

Les élections de 1795 avaient, en effet, envoyé aux Cinq Cents des députés qui étaient, pour la plupart, soit d'anciens conventionnels, soit des royalistes constitutionnels. Les premiers, tous plus ou moins compromis dans le procès de LOUIS XVI, craignaient qu'une République modérée ne fût le prélude d'une restauration monarchique qui les exposerait à des représailles. C'est pourquoi, lorsque MATHIEU-DUMAS, qui siégeait parmi les modérés, demanda à TREILHARD son opinion sur ses amis et lui, la réponse fut catégorique : « Vous êtes de fort honnêtes gens, fort capables, et je crois que vous voulez sincèrement soutenir le Gouvernement tel qu'il est parce qu'il n'y a aucun moyen sûr, ni pour vous, ni pour nous, de lui en substituer un autre. Mais nous, conventionnels, nous ne pouvons laisser faire. Que vous le vouliez ou non, vous nous menez à une perte certaine. Il n'y a rien de commun entre nous. »

Et comme on lui reprochait de sacrifier la France à « de vaines terreurs », il répondit : « Non, la partie « n'est pas égale, nos têtes sont en jeu ! ».

C'était bien la peur rétroactive dont nous avons parlé. L'abîme qu'avait creusé la mort de LOUIS XVI dictait la seule politique à suivre : ce fut le serment de haine à la royauté que TREILHARD prononça le 21 janvier 1796 du haut de la tribune des Cinq Cents.

Il déploya alors, dans cette lutte du Directoire et de ses amis contre la coalition des monarchistes et des modérés, une énergie et une ardeur qu'on ne lui connaissait pas. Elle amena la répression du 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), qui balaya les Royalistes et dissipa les craintes du retour de la Monarchie.

TREILHARD, à cette époque, quitta le Conseil des Cinq Cents, mais l'année 1797 devait lui réserver bien d'autres travaux. Il fut nommé, le 26 fructidor an 5 (12 septembre), au Tribunal de Cassation où ses collègues lui déférèrent une présidence. Il ne siégea pas à ce tribunal car il fut, dès le 27 fructidor, envoyé à Lille, sur décision du Directoire, par TALLEYRAND, Ministre des Relations Extérieures. Il devait y remplacer, avec BONNIER, en qualité de Plénipotentiaire, LE TOURNEUR et MARET, et poursuivre, ou plutôt rompre, les négociations engagées pour la paix avec l'Angleterre.

En effet, le ton des discussions changeait : BONAPARTE, par la campagne d'Italie, affermissait la situation internationale de la France. Aussi, lorsque Lord MALESBURY, Plénipotentiaire d'Angleterre, retourna en Grande-Bretagne pour y prendre de nouvelles instructions de son Gouvernement, TALLEYRAND écrivit-il à ses envoyés : « Le Directoire Exécutif a marqué le 25

« Vendémiaire (16 octobre vieux style), pour le terme
« fatal auquel, si le négociateur anglais n'est pas dé
« retour à Lille, il rappellera les Citoyens TREILHARD et
BONNIER. » C'était la veille de la signature du traité de
Campo Formio qu'expirait ce délai. La rupture était
certaine et Lord MALESBURY, dans ses Mémoires, rend
hommage au tact, à la dignité et à la convenance dont
TREILHARD fit preuve en ces circonstances.

A peine rentré à Paris, il est désigné comme Ambassadeur à Naples, mais ne rejoindra pas son poste, où le remplacera GARAT, car, au début de Brumaire, il est nommé Ministre Plénipotentiaire au Congrès de Rastadt où nous le retrouverons.

C'est là qu'il fit la connaissance du général BONAPARTE et il est intéressant de donner l'impression qu'il ressentit et dont il fait part à sa femme par une lettre en date du 6 Frimaire, an 6.

« Je profite du courrier que BONAPARTE dépêche à
« Paris pour te donner de mes nouvelles. Je t'avais an-
« noncé, dans ma lettre d'hier son arrivée prochaine et,
« en effet, il est venu le soir. Je suis comblé de l'accueil
« qu'il m'a fait : on ne peut avoir plus d'attention et
« montrer plus de confiance (tout ceci entre nous, car
« je n'aime pas à me trouver dans les caquets). Il est
« venu me voir ce matin et nous avons passé plusieurs
« heures ensemble. Je trouve chez lui le feu du génie
« et la simplicité d'un enfant. Il est plein de connais-
« sances, il a la tête la mieux organisée que j'ai
« jamais connue. En un mot, c'est un être extra-
« ordinaire sous tous les points de vue et je ne
« regretterai pas mon voyage n'en eussé-je tirer
« d'autres avantages que celui d'avoir vu BONAPARTE. »

Le 14 mai 1798 (prairial an 6), à la majorité de 126 voix sur 163 votants, le Conseil des Anciens proclama TREILHARD, membre du Directoire en remplacement de François de NEUFCHATEAU. Il revint alors à Paris. « Homme probe, habitué aux affaires, mais un peu « rude, son entrée au Directoire n'apporta aucune modification à l'esprit du gouvernement, alors composé, à « l'exception de BARRAS, de républicains sincères, LA « RÉVEILLÈRE, MERLIN et REUBEL, tous en parfaite communion d'idées et qui unissaient les lumières à l'intégrité » (1).

C'était alors l'apogée du régime que TREILHARD célébrait, comme Président du Directoire, à la fête anniversaire de la fondation de la République, le 1^{er} vendémiaire, an 7 : « C'est ainsi que nous avons vu la République enfanter des miracles d'industrie et d'audace « inconnus à nos pères, tous les talents et tous les arts « se dévouer à elle, la France devenue un camp « immense, et la science des combats un instinct national, les hommes naissant armés comme au temps des « prodiges ; les nouvelles de leurs triomphes transmises « au-dessus de leurs têtes avec la rapidité de l'éclair, le « génie de la liberté tonnant dans la tribune aux harangues, tous les préjugés du fanatisme remplacés par « l'éternelle raison, des institutions républicaines élevées sur les débris de ces institutions serviles où l'autorité comprimait le génie, l'agriculture agrandissant « son domaine aux dépens d'un luxe stérile, l'Océan « étonné de voir une association guerrière et savante « porter l'affranchissement et la lumière sur cette terre

(1) Thiers, « Histoire de la Révolution ».

« antique que le Nil arrose de ses eaux fécondes, l'éten-
« dard tricolore arboré sur les murs d'Alexandrie et
« poursuivant par des routes nouvelles le despote des
« mers jusque dans le centre de sa domination et de sa
« force. Voilà le magnifique témoignage de la grandeur
« française ! L'histoire, plus impartiale que nos enne-
« mis, se chargera de recommander tant d'efforts au
« souvenir et à l'admiration des siècles. »

Apogée sans lendemain. BONAPARTE parti, la deuxième coalition formée, la patrie de nouveau en danger, le règne des « ventres pourris » comme BARRAS, la banqueroute déguisée, bien des écueils attendaient le Directoire.

Les Elections de l'an 7 (avril 1799) devaient forcément introduire dans les Conseils une majorité hostile à la politique suivie par l'Exécutif. Nous sommes aujourd'hui davantage habitués à ces revirements. REUBELL en fut la première victime, il fut remplacé par SIÉYÈS, celui que M^{me} ROLAND avait jugé d'un mot « Médiocrité ».

TREILHARD fut la seconde. Il malmenait rudement les Conseils, aussi l'exécutèrent-ils. Ce fut très simple. On s'aperçut et on déclara qu'il n'avait jamais fait partie légalement du Gouvernement ayant été, en l'an 6, élu contrairement à la Constitution avant qu'une année se fût écoulée depuis l'expiration de ses fonctions législatives. Pour « rétablir la Constitution », on le pria de s'en aller : il se leva, prit son parapluie et rentra coucher chez lui, rue des Maçons. C'était le début du coup d'Etat du 30 prairial.

TREILHARD avait alors cinquante-sept ans. Il était fatigué, écœuré par cette instabilité politique et aspirait

au repos. Voici d'ailleurs ce qu'il écrivait à son frère le 14 brumaire an 8 (4 novembre 1799) : « Je pense bien comme vous, mon très cher frère, sur toute place d'administration. J'y ai renoncé, j'y renonce encore absolument de tout cœur ; mais je ne me soucie pas davantage de rouvrir mon Cabinet. J'ai besoin de repos, je veux en prendre et j'ai acquis le droit d'en avoir. Du reste, je me soucie fort peu de tout ce qu'on a pu dire, tout ce qu'on peut et pourra dire. On ne peut accuser ni inculper un homme que par ses discours ou par ses actions ; s'il y avait eu quelque chose de répréhensible dans mes discours, il y a longtemps qu'on l'aurait publié, et, quant à mes actions, je n'ai à rougir d'aucune et je peux me glorifier de plusieurs. »

Ce repos auquel il aspirait tant, cinq jours avant le Coup d'Etat du 18 brumaire, TREILHARD ne devait jamais le trouver. Quant à l'indifférence qu'il affectait, elle était loin d'être réelle et il avait écrit sous le titre « Sur le 30 Prairial » tout un Mémoire. C'est un exposé très complet et détaillé de la situation politique, des fautes du Directoire et en voici la conclusion : « Hom-
« mes pusillanimes, descendez d'un poste où votre pré-
« sence est une calamité publique. La Nation n'a pas
« imposé de moindres devoirs au Directoire Exécutif,
« elle a peut-être plus encore besoin de ses vertus. Pla-
« cés au sommet de la Magistrature, les membres du
« Gouvernement fixent tous les regards et leur exemple
« doit être une leçon vivante et continue. Entourés de
« tous les genres de séduction, ils n'auront pas trop des
« cent yeux d'Argus pour distinguer tous les intrigants
« qui se pressent autour d'eux, et, de sa massue d'Her-
« cule, pour les écarter. Qu'une grande probité soit sou-

« tenue par un grand courage ! Malheur au pouvoir
« exécutif dont les arrêtés seraient des toiles légères
« qu'un peu de réputation et d'éclat donnerait le droit
« de briser impunément.

« Périssent aussi cette politique meurtrière qui ne
« sait gouverner qu'en divisant et ce funeste système
« d'une balance entre les bons et les méchants. La Répu-
« blique ne peut subsister que par la vertu ; il n'y a pas
« de véritable vertu sans courage et sans lumières.
« Puisse le Peuple Français, pénétré de cette grande
« vérité, se diriger toujours d'après elle dans ses choix
« politiques ; puisse-t-il les fixer désormais non sur le
« frère, l'ami, l'associé, le patron, le client, mais sur
« l'homme instruit, laborieux. Voilà le coup le plus ter-
« rible qu'on puisse porter à la coalition, voilà le plus
« grand pas que nous puissions faire vers l'aisance, le
« repos et la prospérité. »

Les lignes que nous venons de citer décrivent, dans le style pompeux de l'époque, le sentiment de TREILHARD. Elles seraient, même de nos jours, matière à réflexion ; mais, écrites avant le Coup d'Etat de Brumaire elles appellent BONAPARTE. N'est-il pas l'homme à qui un peu de réputation et d'éclat donnait le droit de briser les arrêtés du pouvoir exécutif ?

La Révolution marquait un point mort. Il n'y avait pas d'issue en perspective, pas de gouvernement stable. Des difficultés sans nombre, intérieures et extérieures demandaient une prompt solution.

TREILHARD était un révolutionnaire, certes, mais aussi un juriste et un bourgeois. Il éprouvait le besoin d'une autorité. Où la trouver ? Du côté de la Monarchie ?

Il ne pouvait en être question. En dehors même des conventionnels compromis dans le procès de Louis XVI, la masse des paysans qui avaient acquis des terres provenant des biens nationaux s'y opposait.

La forme même du nouveau Gouvernement devait séduire TREILHARD. La France toute entière administrée par trois consuls, c'était, en grand, ce que sa ville de Brive avait toujours connu. On a reproché à TREILHARD, comme à bien d'autres, de s'être rallié à BONAPARTE. Nous ne comprenons pas ce reproche. Il se rendait parfaitement compte de la nécessité où l'on se trouvait de fixer la révolution qui durait depuis dix ans.

18 Brumaire An 8-1^{er} décembre 1810

Au moment du 18 brumaire, auquel il ne prit aucune part, TREILHARD était oisif, pour la première fois depuis 1765. Cette inaction ne devait pas durer. Le 14 Germinal An 9 il fut appelé au siège de vice-président du Tribunal d'Appel de la Seine, et en devint président le 11 Nivôse An 11. En cette qualité, il eut à prononcer, le 27 thermidor, un discours lors de la nomination de BONAPARTE au Consulat à vie et ne lui ménagea pas l'expression de son admiration : « Au degré de
« gloire où vous avez élevé la nation française, dans ce
« siècle que déjà on peut appeler le vôtre, il ne nous
« restait qu'un vœu à formuler : celui de vous voir
« consolider votre ouvrage. Votre vie toute entière à
« dû devenir la propriété du peuple français. »

Il avait été, le 17 pluviôse de la même année, désigné par arrêté du Premier Consul pour coopérer à la rédaction d'un Code de procédure civile.

Puis, le 17 fructidor An 11, il entra au Conseil d'Etat où il retrouva tous ses anciens collègues de la Révolution : CAMBACÉRÈS, MERLIN, TRONCHET, BERLIER, PORTALIS, etc...

On sait toute l'importance que BONAPARTE attachait au Conseil d'Etat, créé par la Constitution du 22 frimaire An 8.

La grande œuvre à accomplir était la rédaction du Code Civil que l'opinion publique réclamait depuis longtemps et dont le projet avait été déposé pour la première fois le 9 août 1793, par CAMBACÉRÈS, sur le bureau de la Convention. Cette assemblée y avait consacré soixante séances et le projet de Code qui en était résulté, servit de point de départ à la réforme du droit civil.

Les séances au Conseil d'Etat étaient fort animées, TREILHARD était loin d'être toujours de l'avis de NAPOLÉON. CORMENIN, auditeur en 1810, a tracé dans son *Livre des Orateurs* un tableau des discussions qui se poursuivaient dans cette enceinte et où BONAPARTE aimait « à « s'escrimer contre le plus nerveux dialecticien du Conseil, TREILHARD, logicien opiniâtre, athlète intrépide « qui ne lâchait pas son adversaire impérial. Aussi « disait-il familièrement qu'une victoire remportée sur « TREILHARD lui coûtait plus de peine que le gain d'une « bataille. » C'était un des rares conseillers dont il acceptait les contradictions et celles-ci étaient tenaces quand il s'agissait de défendre, contre le pouvoir absolu, certains principes de la Révolution. C'est à cette ténacité qu'est dû le maintien, en matière criminelle, de l'institution du jury dont NAPOLÉON ne voulait pas.

Cela n'empêchait pas l'Empereur d'accorder toute sa confiance à TREILHARD.

La somme de travail exigée était énorme et, en dehors de tous les rapports qu'il eut à fournir sur les questions journellement soumises à son examen, sa collaboration aux différents Codes ressort de la simple énumération des projets qu'il eut à présenter au Corps législatif et dont il s'était spécialement occupé.

En 1803 :

le 25 février, il rapporte le projet de loi sur le titre I du Code Civil (jouissance et privation des droits civils), en donne lecture et en développe les motifs ;

le 10 mars, il présente le projet de loi sur le divorce (titre VI du Code Civil) et prononce, le 21 mars, un discours à ce sujet ;

le 10 avril, il prononce un discours sur le projet de loi du titre I, livre 3 du Code Civil : des successions.

En 1804 :

le 30 janvier, il présente et discute le projet de loi du titre III, livre 2, sur l'usufruit, l'usage et l'habitation ;

le 3 février, il prononce un discours sur le titre XIV, livre 3 : du cautionnement ;

le 1^{er} mars, il développe les motifs du projet de loi sur le contrat de Société (titre IX, livre 3 du Code) ;

le 15 mars, il présente et développe le projet sur les privilèges, hypothèques et expropriations (titres XVIII et XIX, livre 3 du Code).

En 1806, le 4 avril, il présente les deux premiers livres de la première partie du Code de Procédure et en développe les motifs.

En 1807, au mois d'août, il prononce un discours sur le Code de Commerce.

En 1808, les 9 novembre, 30 novembre et 2 décembre, il présente et développe diverses parties du Code d'Instruction Criminelle.

En 1810, le 1^{er} février, il prononce, à l'ouverture de la session législative, un discours dans lequel il annonce la présentation d'un Code Pénal. Celle du premier livre a lieu le lendemain et il en développe les motifs.

Pendant la même période, il avait été appelé à prendre souvent la parole, tant au Corps législatif qu'au Tribunal,

Pour reconnaître les services que TREILHARD lui rendait, NAPOLÉON le nomme, le 25 mars 1805, membre du Conseil de discipline et d'enseignement de l'Ecole de Droit de Paris, le 4 janvier 1808, président de la Section de Législation du Conseil d'Etat, le 30 mars 1809, Ministre d'Etat et Comte de l'Empire. Cette dernière nomination fut, aussi, souvent reprochée à TREILHARD, à l'ancien conventionnel. Cependant, outre qu'il n'était pas toujours facile de dire : « Non » à l'Empereur, la noblesse d'Empire avait une organisation un peu spéciale, comme en témoigne le sénatus-consulte organique du 14 août 1806 qui l'avait créée. Si nous reprenons son article 4, nous y verrons que tout Ministre d'Etat était, par le fait même, comte de l'Empire. Il est en effet ainsi conçu : « Nos Ministres, les Sénateurs, les Conseillers d'Etat à vie, les Présidents du Corps Législatif, les Archevêques, porteront pendant leur vie le titre de Comte... »

Et, comme nombreux étaient les révolutionnaires qui s'étaient ralliés au Régime nouveau, ils n'avaient ainsi ni à demander, ni à accepter, ni à refuser un titre

qui s'attachait à une fonction ou à un grade qui leur était décerné en reconnaissance de services rendus.

Nous avons dit la confiance que NAPOLÉON avait eu TREILHARD. Une lettre que celui-ci écrivait à son fils, le 10 février 1809, nous en est un témoignage : « J'ai été
« hier au Grand lever ; le Grand Juge (RÉGNIER) était
« avant moi dans la salle où l'on attend. Quand il m'a
« vu, il s'est empressé de venir pour me dire que l'Em-
« pereur avait parlé sur mon compte au Conseil des
« Ministres en termes très flatteurs. En sortant, le Minis-
« tre de la Police (FOUCHÉ, duc d'OTRANTE) m'a répété
« la même chose et voici l'édition de l'un et de l'autre :
« l'Empereur a dit qu'il avait fait une grande perte
« dans la personne de TRONCHET, qu'il avait pleuré sur
« sa tombe et sur celle de PORTALIS, qu'il pleurerait sur
« celle de TREILHARD, qu'il ne connaissait pas de meil-
« leure tête et qu'il serait difficile à remplacer. J'ai été
« fort aise de voir que, si l'on avait voulu me desservir
« auprès de l'Empereur (ce que je crois), on n'y avait
« pas réussi ; assurément, je ne néglige rien pour le
« bien servir, c'est mon devoir et j'aime sa personne.
« Tout ceci entre nous, quoique le Ministre de la Police
« ne m'ait pas donné ces détails sous le sceau du secret,
« ni toi, ni moi, ne devons en ouvrir la bouche ; peut-
« être un jour ces bonnes dispositions produiront-elles
« quelque chose d'avantageux pour toi. Au reste, l'essen-
« tiel est que tu mérites .»

C'est que TREILHARD, dont la vie publique appartenait à l'histoire, était dans la vie privée un mari et un père de famille sur lequel aucune critique n'a pu être formulée : s'occupant constamment, malgré tous ses travaux, de ce qui pouvait contribuer à former ses enfants,

il les encourageait et leur prodiguait sans cesse des conseils. Nous ne citerons que celui-ci qu'il donnait à son fils, alors auditeur au Conseil d'Etat, chargé de mission, dans une lettre qu'il lui adressait le 27 février 1807 :

« Le grand point est de se montrer supérieur, ou
« du moins de niveau à sa place, quelque part qu'on se
« trouve ; tu as eu cet avantage jusqu'à ce moment, tu
« le conserveras, je l'espère ; tu as tout ce qu'il faut
« pour réussir. Lorsqu'on a fait ses preuves de zèle et
« de talent et surtout lorsqu'on développe un caractère
« de probité, l'on peut se flatter que tôt ou tard on par-
« viendra. »

Nous pouvons, malgré tout, dire que ce fut là aussi, la règle de vie que TREILHARD s'était imposée et que, dans les diverses circonstances, il était toujours « parvenu » par son zèle et sa probité.

La mort le surprit le 1^{er} décembre 1810. La veille encore, bien que très fatigué, il siégeait au Conseil d'Etat. Puis il rentra chez lui, rue des Maçons, dans cette maison qu'il avait achetée vingt-trois ans plus tôt, et y mourut à 68 ans.

Il était Ministre d'Etat, Membre du Comité de consultation de la Légion d'Honneur dont il était Grand Officier, Membre du Comité pour les affaires contentieuses de la Maison de l'Empereur, Doyen Honoraire de la Faculté de Droit. Ses obsèques eurent lieu à Saint-Etienne-du-Mont, d'où le cercueil fut transféré au Panthéon, alors l'église Sainte-Geneviève. La Faculté de Droit tint à rendre hommage à sa mémoire en louant
« sa bonté toute paternelle qui encourageait les timides
« efforts et laissait puiser dans les trésors de sa longue

« expérience avec un zèle infatigable et un absolu
« dévouement. »

C'est un des épisodes de cette existence que nous nous proposons d'étudier : le Congrès de Rastadt.

Il nous a paru intéressant, dans les circonstances actuelles, de revivre ces délibérations qui nous permettront peut-être de dégager, malgré un renversement complet de la situation, quelques analogies entre les faits qui se déroulèrent alors et ceux auxquels nous assistons.

INTRODUCTION A L'ETUDE DU CONGRES DE RASTADT

Situation de la France en 1797

Nous sommes en 1797, au lendemain du Traité de Campo-Formio. La première Campagne d'Italie vient de finir et les éclatants succès du Général BONAPARTE ont forcé l'Autriche à déposer les armes.

Après la signature des préliminaires de Léoben, le 18 avril, la paix a été conclue et, le 17 octobre, a été signé à Campo-Formio un traité (1) auquel sont adjoints un autre traité secret (2) et une convention additionnelle également secrète (3). La première coalition est vaincue, seule l'Angleterre demeure irréductible.

A Léoben, il a été décidé que « S. M. l'Empereur
« ayant à cœur que la paix se rétablisse entre l'Empire
« Germanique et la France, et le Directoire Exécutif de
« la République Française voulant également témoigner
« à S. M. Impériale son désir d'asseoir la paix sur des
« bases solides et équitables, conviennent d'une cessa-
« tion d'hostilités entre l'Empire Germanique et la
« France, à commencer d'aujourd'hui.

« Il sera tenu un Congrès formé des plénipotentiai-
« res respectifs, pour y traiter et conclure la paix défi-
« nitive entre les deux puissances sur la base de l'inté-
« grité de l'Empire Germanique. »

(1) Annexe 1.

(2) Annexe 2.

(3) Annexe 3.

Le lieu où devait se tenir le Congrès fut fixé dans l'article 20 du Traité de Campo-Formio : c'était Rastadt; mais l'Empereur qui avait communiqué à la Diète le texte des préliminaires de Léoben, se borna, le 1^{er} novembre, à lui faire part du lieu de la réunion, sans parler du texte du traité. Nous verrons plus tard pourquoi.

C'était la fin d'une guerre qui durait depuis le 20 avril 1792, date à laquelle l'Assemblée Législative l'avait décrétée, sur la proposition de Louis XVI, « contre le « Roi de Hongrie et de Bohême, pour la défense de la « liberté et de l'indépendance de la Nation Française. » L'on sait que l'Autriche entraîna contre la France la presque totalité de l'Europe en formant la première coalition.

Des causes qui l'avaient provoquée officiellement, l'une, celle des rassemblements armés d'émigrés dans les électors du Rhin, était depuis longtemps oubliée, l'autre, celle des indemnités dues aux Princes possesseurs d'Alsace, était toujours d'actualité et devait entraver la bonne marche des négociations futures.

Mais, au lieu d'être écrasée, la République avait vaincu l'Empire en étendant ses conquêtes : en 1792, elle n'était allée qu'en Belgique ; en 1794, elle avait atteint la Hollande ; en 1796, elle avait franchi l'Italie et atteint l'Allemagne.

En moins de cinq ans, elle avait acquis la Belgique, le Luxembourg, Nice, la Savoie, les îles ci-devant vénitiennes du Levant, le Protectorat du Piémont, de Gênes, de Milan, de la Hollande.

L'on était loin du décret incorporé dans la Constitution de 1790 : « La Nation Française renonce à entre-

« prendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Sous le couvert d'apporter « secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté », ainsi que l'avait déclaré la Convention le 19 novembre 1792, la conquête s'était étendue. Son but était celui que, depuis HENRI II, poursuivait la politique extérieure de la Royauté : les limites naturelles de la France.

Et, en cette fin d'année 1797, on semblait près d'atteindre à la réalisation de ce rêve de la Monarchie. Seule l'Angleterre empêcha cet aboutissement, car, depuis le Moyen-Age, elle aussi suivait un principe rigoureux de politique extérieure : ne pas laisser la France s'étendre jusqu'à l'estuaire de l'Escaut et devenir maîtresse d'Anvers. Dans ce but, dès le 31 janvier 1793, PITT avait annoncé que la guerre qu'il déclarait à la France serait « une guerre d'extermination ».

La première coalition avait commencé à se disloquer en 1795, année pendant laquelle la Prusse, l'Espagne et la Hollande demandèrent la paix.

Dès le mois de décembre 1794, FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, craignant de voir CATHERINE II et FRANÇOIS II procéder seuls à un troisième partage de la Pologne et voyant les troupes françaises envahir son royaume, se détermina à négocier.

Le traité de Bâle, signé le 5 avril 1795 (11 floréal an 3), reconnaissait l'occupation de la rive gauche du Rhin, de la Belgique et Terres d'Empire par les Armées Françaises. Tout ne devait être définitif qu'à la Paix

Générale, aussi bien la cession de la rive gauche du Rhin, que les indemnités et toutes les autres stipulations qui avaient fait l'objet également du traité secret de Bâle du 28 floréal an 3 (4) et de deux conventions secrètes ultérieures avec la Prusse du 18 Thermidor an 4 (5 août 1796) (5).

Il en était de même pour les conventions, tant patentes que secrètes, conclues à Bâle le 11 fructidor an 3 avec le Landgrave de HESSE-CASSEL (6), à Paris, les 20 thermidor an 4 et 7 brumaire an 5, avec le duc de WURTEMBERG (7) et, à Paris, le 5 fructidor an 4 avec le Margrave de BADEN (8).

La paix avec l'Espagne fut également signée à Bâle après la paix prussienne, elle valait à la République l'acquisition de la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue et un traité franco-espagnol d'alliance contre l'Angleterre.

La Hollande, par le traité de La Haye du 16 mai 1795, avait, elle aussi, promis son appui contre l'Angleterre. La Maison d'Orange perdait le stathoudérat, et la République des Provinces Unies devenait la République Batave. Par l'article 12 du traité, nous obtenions les territoires de la rive gauche du Rhin, mais par l'article 16, nous nous engagions, lors de la paix définitive, à lui procurer des extensions de territoire à l'est.

En 1796, le 11 octobre, la paix avait été signée à Paris entre la République Française et le Roi des Deux-Siciles, FERDINAND IV.

(4) Annexe 4.

(5) Annexes 5 et 6.

(6) Annexe 7.

(7) Annexe 8.

(8) Annexe 9.

Quant à l'Angleterre, des pourparlers avaient bien été engagés à Lille, mais nous savons qu'ils n'avaient pas abouti et la rupture avait été consommée par TREILHARD au mois d'octobre de cette année 1797.

Il s'agissait donc de rendre définitifs tous ces accords provisoires, de pourvoir aux arrangements territoriaux et aux indemnités, ce qui amenait à la réorganisation partielle du Corps Germanique, à l'établissement stable des Républiques Batave, Cisalpine et Ligurienne.

Vaste programme que le Directoire Exécutif pensait cependant pouvoir mener à bonne fin ; et d'ailleurs, n'avait-il pas, pour faire céder les résistances, l'appui de l'épée du Général BONAPARTE ?

PREMIÈRE PARTIE

LES DÉLÉGATIONS EN PRÉSENCE

CHAPITRE PREMIER

LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

La délégation française était composée officiellement du Général BONAPARTE, de TREILHARD et de BONNIER. TALLEYRAND leur avait adjoint comme secrétaire un homme de son choix, ROSENSTIEL. Ce dernier, d'origine prussienne, parlait parfaitement l'allemand, langue ignorée des plénipotentiaires français et son concours fut précieux à la Légation.

Des trois plénipotentiaires, deux seulement étaient à Paris : TREILHARD et BONNIER. Ils partirent pour Rastadt le 22 brumaire an 6 (12 novembre 1797) et n'arrivèrent que le 29 à cause du mauvais état des chemins. Il était, d'ailleurs, inutile de se presser ; les ministres allemands étaient loin d'être tous rassemblés et rien n'était préparé pour les recevoir. C'est ainsi que TREILHARD écrivait à sa femme demeurée à Paris : « Les appartements qu'on nous destine au Château n'étant pas prêts, nous sommes à l'hôtel, fort mal. Ce pays est beau, mais il y a bien peu de ressource pour tout », et, quelques jours après : « Je me félicite de ne pas t'avoir amenée ; nous sommes ici à l'auberge, horriblement mal et ruinés, pour mourir de faim et de soif. Nous nous établirons bientôt au Château dans des appartements où nous trouverons, je l'espère, les gros meubles les plus nécessaires, mais nulle ressource ici. Je ne sais comment nous nous en tirerons ; nous nous

« sommes adressés à Strasbourg qui est à la distance de
« 14 lieues et l'on ne trouve rien à louer, il faut tout
« acheter. »

Enfin, tant bien que mal, l'installation se fit. Il fallut également s'occuper d'établir des courriers entre Rastadt et Strasbourg pour éviter l'intervention de la poste allemande dans les communications avec le Directoire. TREILHARD régla seul cette organisation et, en général, tous les détails de l'installation de la Légation.

Et BONNIER, dira-t-on, que faisait-il ? Rien. Nous verrons plus tard que son attitude fut toute d'inertie. On pourrait peut-être, à ce sujet, accuser TREILHARD de partialité pour se faire valoir auprès de TALLEYRAND. Or, les délégués étrangers représentaient BONNIER comme « un bourru de première qualité » et METTERNICH, qui tenait TREILHARD pour « un homme fort poli » appelait BONNIER de la « quintessence de rustre ».

Quant à BONAPARTE, il avait été nommé à Rastadt à son insu et, en réalité, n'accepta pas cette mission. Aussi n'y fit-il qu'un court séjour. Parti de Milan le 27 brumaire, il arriva le 5 frimaire au soir et regagna Paris dans la nuit du 11 au 12 frimaire. On lui avait réservé au château l'appartement du Maréchal de VILLARS où il s'installa, éblouissant les diplomates par ses uniformes brodés d'or, toujours accompagné de sept à huit aides de camp et déclarant que, bien qu'il sût que le Congrès ne pouvait se terminer en vingt-quatre heures, tout devait être fait en vingt-quatre jours. Pendant son séjour, il procéda à l'échange des ratifications du traité de Campo-Formio. Le général BERTHIER avait apporté celle du Directoire et le comte de COBENZEL celle de son souverain, l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de

Bohême. En outre, et malgré l'opposition manifestée par le comte de COBENZEL et ses collègues, les généraux comte de BAILLET DE LA TOUR et comte de MERVELDT, il signa avec eux une convention militaire rigoureuse en exécution de la convention additionnelle de Campo-Formio (1).

C'était donc TREILHARD seul qui allait supporter le poids de la négociation.

(1) Annexe 10.

CHAPITRE II

LE CORPS GERMANIQUE

A. — Comment Talleyrand désirait-il le voir représenter ?

La désignation des plénipotentiaires de la République n'avait souffert aucune difficulté, mais qui auraient-ils en face d'eux à Rastadt pour discuter de la Paix ?

En effet, l'article 20 du traité de Campo-Formio porte qu'il « sera tenu à Rastadt un congrès uniquement « composé de plénipotentiaires de l'Empire Germanique et de la République Française pour la pacification « entre ces deux puissances ; que ce congrès sera ouvert « un mois après la signature du présent traité ou plus « tôt, s'il est possible ».

Donc, au congrès, pas de plénipotentiaire de toute puissance qui ne fait pas partie du Corps Germanique. Cela est clair. Mais que doit-on entendre par les plénipotentiaires de l'Empire ? Cela n'est pas clair, car plusieurs modes de représentation des différents Etats de l'Empire pouvaient être envisagés.

TALLEYRAND étudia les diverses éventualités qui pouvaient se présenter dans un rapport qu'il remit, avant leur départ, aux plénipotentiaires français et dont voici le texte :

« Depuis la paix signée à Vienne le 8 novembre « 1738, aucune des guerres qui ont précédé la guerre

« actuelle n'a été une guerre d'Empire ; celle même
« d'Aix-la-Chapelle ne fut qu'une guerre intérieure
« entre les principaux membres du Corps Germanique
« et à laquelle toutes les puissances de l'Europe prirent
« part.

« De sorte que, pour rechercher dans le passé des
« exemples applicables à la formation et à la composi-
« tion du Congrès qui va s'ouvrir à Rastadt, il suffit
« d'examiner les négociations auxquelles l'Empire a eu
« une part directe depuis la paix de Westphalie jusqu'à
« celle de Vienne, toutes deux comprises.

« Ces négociations sont au nombre de cinq, à
« savoir : de Westphalie, de Nimègue, de Riswick, de
« Bade et de Vienne.

Paix de Westphalie

« En conséquence des préliminaires signés à Ham-
« bourg entre l'Empereur et la France, le double Con-
« grès qui devait traiter de la paix définitive fut fixé à
« Münster et à Osnabrück pour le 11 juillet 1643 ; son
« ouverture n'eut lieu que l'année suivante.

« L'Empereur envoya pour ses plénipotentiaires
« les comtes de NASSAU et de LAMBERG, assistés de deux
« jurisconsultes : Isaac WOLMAR et Jean CRARNÉ.

« A ces ministres, il faut joindre le comte de TRAUT-
« MANSDORFF, qui n'arriva qu'en 1645 en qualité d'Am-
« bassadeur extraordinaire, de même, de la part de la
« France, le duc de LONGUEVILLE fut envoyé pour accor-
« der et présider les plénipotentiaires qui étaient le
« Comte d'AVAUX et Monsieur SERVIEN.

« Le Comte de PENNARANDA, premier plénipoten-
« tiaire d'Espagne, était accompagné de SAAVERDEN et
« de BRUN ; OXENSTIERN et SALVIUS étaient Ministres de
« Suède, CHIGI et CONTARINI remplissaient les fonctions
« de médiateurs au nom du Pape et de la République
« de Venise.

« Le Portugal envoya deux Ministres, le Duc de
« Savoie, un, les Etats Généraux des Provinces Unies,
« huit.

« Il s'y trouvait aussi des ministres du Grand Duc
« de Toscane, des Ducs de Lorraine et de Mantoue, et
« un député des Treize Cantons. Enfin tous les Elec-
« teurs, Princes et Etats de l'Empire, y avaient des
« Ambassadeurs et Ministres. Ce qui est à remarquer
« d'autant plus que dans aucun des Congrès qui ont
« succédé à ceux de Münster et d'Osnabrück les Mem-
« bres du Corps Germanique n'ont été ainsi représentés
« individuellement ; l'Empereur, à cette époque, essaya
« même de s'y opposer.

« Ce concours, sans distinction, de tous les Etats de
« l'Empire aux négociations avec les Puissances étran-
« gères lui parut préjudiciable à ses intérêts et à sa
« dignité.

« Il proposa, par forme d'accommodement, d'admet-
« tre les Ministres électoraux et une députation de l'Em-
« pire, mais les plénipotentiaires de France et de Suède
« insistèrent parce que, les objets qui étaient à traiter
« ne concernant pas seulement l'Empire en général
« mais chacun de ses membres en particulier, il était
« indispensable que chacun d'eux pût y discuter ses
« intérêts.

« Ils écrivirent, en conséquence, à tous les Princes
« et Etats de l'Empire pour les inviter à envoyer leurs
« Ministres au Congrès, et l'Empereur fut obligé d'ac-
« céder à cette mesure et d'adresser aux Membres du
« Corps Germanique la même invitation.

« Les conférences de la Paix durèrent plus de
« quatre ans. On connaît le traité célèbre qui en est
« résulté et qui fut signé à Münster le 24 octobre 1648,
« On sait que, depuis cette époque, il n'a point cessé
« d'être la base de toute la politique européenne, que
« tous les traités subséquents l'ont rappelé constamment
« et qu'ils n'ont point remonté au delà. On sait que
« toutes les affaires d'Empire y sont définitivement
« réglées, que la satisfaction des couronnes et des mai-
« sons protestantes de l'Allemagne a été toute entière-
« établie par la sécularisation d'un certain nombre
« d'évêchés et de bénéfices ecclésiastiques.

« On sait enfin que ce traité renferme tout ce qui
« est relatif à sa garantie et à son exécution ; aussi peut-
« on dire que, malgré les guerres qui lui ont succédé, il
« a fait jusqu'à présent la destinée de l'Europe. Mais,
« quoique la guerre qui vient de finir n'ait pas duré
« Trente ans, elle a changé la face des choses de ma-
« nière qu'il faut un nouveau pacte pour organiser de
« nouvelles combinaisons et rendre au système européen
« la base qui est prévue.

Paix de Nimègue

« Les négociations pour la Paix de Nimègue avaient
« commencé en l'An 1675 sous la médiation du Pape et
« celle de l'Angleterre. Les Ministres de France au

« Congrès furent le Maréchal d'ETRADES, M. de COLBERT
« et le Comte d'AVAUX. Ceux de l'Empereur, le Comte
« de GURCK, le Comte de KINSKY et le Conseiller auli-
« que de STRATTMANN.

« Ceux d'Espagne, le Marquis de LOS BALBASU, le
« Marquis de LA FUENTE et Don Pedro ROQUILLO.

« Une contestation s'était élevée à la Diète de l'Em-
« pire pour savoir s'il fallait envoyer, de la part des
« Etats, une députation à Nimègue ou si chaque Etat
« d'Empire y enverrait ses Ministres. Après de longues
« délibérations, il fut décidé que, pour le cas présent,
« on se dispenserait même d'envoyer une députation et
« qu'on se bornerait à charger l'Empereur des pleins
« pouvoirs de la Diète en le priant de communiquer
« avec elle sur les points les plus importants. Cette réso-
« lution de la Diète n'empêcha pas les Electeurs et plu-
« sieurs princes de l'Empire, qui avaient un intérêt
« direct dans les négociations, tels que ceux de Bruns-
« wick et de Neubourg, d'envoyer leurs Ministres au
« Congrès. La paix fut signée le 5 février 1679.

Paix de Riswick

« Celle de Riswick fut conclue sous la médiation de
« la Suède exercée par M. de LILIENROTH, son ambas-
« sadeur. Les Ministres de France furent MM. de HAR-
« LAY, de VERJUS, de CALLIÈRES.

« Ceux d'Angleterre, le Comte de PEMBROCK, le
« Vicomte de DERFORD, le Lord LEXINGTON et le Cheva-
« lier WILLIAMSON.

« Ceux de l'Empereur, le Comte de KAUNITZ, le
« Comte de STRATTMANN et le Baron de SEILERN.

« Ceux de l'Espagne, don Francisco de BERNARDO
« de QUIROS et Louis Alexandre SCHOKAN.

« Ceux des Etats Généraux, Antoine HEINSIUS, Jac-
« ques BOREL, etc...

« Les Etats d'Empire arrêterent une Députation
« pour le Congrès ; elle fut choisie dans les trois col-
« lèges de la Diète en nombre égal des deux religions,
« conformément à l'article 5 paragraphe 18 du traité
« de Westphalie. Cette députation étant arrivée à
« Riswick, les Ministres Impériaux refusèrent de l'ad-
« mettre à la conférence avec les Ministres français, se
« bornant à ne communiquer avec elle que sur les objets
« absolument relatifs aux affaires de l'Empire. La paix
« fut signée le 3 octobre 1697.

Paix de Bade

« Moins de trois ans après, la guerre fut rallumée
« par la succession d'Espagne et elle devint générale.
« On vit alors, comme de nos jours, l'Europe presqu'en-
« tière liguée contre la France et acharnée à la détruire.

« Tout au contraire de la France républicaine, qui
« après ses premiers revers n'a plus connu que des
« succès, Louis XIV commença par quelques victoires et
« finit par des disgrâces qui auraient pu entraîner la
« ruine de la Monarchie Française, sans les circonstances
« bien connues qui amenèrent d'abord les traités d'U-
« trecht entre la France et l'Angleterre, la France et la
« Hollande, la France et la Prusse, la France et le Por-
« tugal, la France et le Duc de Savoie et ensuite la paix

« de Rastadt et de Bade entre la France, l'Empereur et
« l'Empire.

« Comme les négociations de Rastadt avaient été
« secrètes et que les Etats d'Empire n'y avaient point
« participé, pour rendre cette paix solennelle, par l'ac-
« cession des dix états, un congrès fut formé à Bade, en
« Suisse. L'Empereur y envoya les Comtes de GOES et de
« SEILERN, la France MM. du LUC et de SAINT-CONTEST.

« On balança, à Ratisbonne, s'il fallait envoyer une
« députation de l'Empire à Bade ou conférer à l'Em-
« pereur les pleins pouvoirs de la Diète ; on se décida
« pour ce dernier parti, d'autant plus qu'il ne restait pas
« assez de temps pour nommer une députation en forme.
« Le traité définitif fut signé par le Maréchal DE VILLARS
« et le Prince EUGÈNE le 7 octobre 1714.

Paix de Vienne

« C'est vingt-quatre ans après, que la guerre de
« Pologne fut terminée par le Traité de Vienne, pour
« la conclusion duquel l'Empereur reçut encore les
« pleins pouvoirs de la Diète.

« Cette guerre n'était devenue une guerre d'Empire
« que parce que l'Empereur avait réussi à entraîner le
« Corps Germanique dans sa querelle ; quoique LOUIS
« XIV, en faisant passer le Rhin à ses troupes, eût
« annoncé qu'il n'avait pas l'intention de rompre avec
« l'Empire, qu'il rendrait le fort de Kehl à la paix et
« qu'il offrait aux Etats d'Empire une exacte neutralité,
« il n'y eut que les Electeurs de Cologne et de Bavière et
« le Palatinat qui s'opposèrent au Conclusum de la Diète
« et qui restèrent neutres.

Conclusions

« Par ce qui vient d'être exposé, on voit que, sur
« cinq traités auxquels l'Empire a pris part, il a
« concouru à celui de Westphalie par la représentation
« immédiate de chacun de ses membres en particulier, à
« celui de Riswick par une députation des trois collèges
« de la Diète constitutionnellement formée, aux trois
« autres par la remise de ses pleins pouvoirs à l'Empe-
« reur.

« Il est manifeste que cette différence tient au plus
« ou moins d'intérêt que l'Empire avait dans ces négocia-
« tions. Le Corps Germanique n'ayant fait, dans les
« guerres qui ont précédé les traités de Nimègue, de
« Bade et de Vienne, que partager par entraînement
« les querelles particulières de son Chef, il s'est trouvé
« pacifié du moment que celui-ci eut traité et il fut
« porté à le charger de stipuler pour lui une accession
« qui n'était que de forme ; mais on demande lequel de
« ces trois exemples est applicable au Congrès qui va
« s'ouvrir.

« Si on considère l'importance des changements qui
« ont été opérés pendant la guerre et qui, ayant besoin
« d'être consolidés par le traité définitif, nécessiteraient
« dans l'organisation du Corps Germanique des muta-
« tions ultérieures, il est visible que nous sommes reve-
« nus au temps du traité de Westphalie, avec cette dif-
« férence qu'à cette époque mémorable les négociations
« se trouvaient compliquées de deux manières :

« 1° parce qu'elles étaient communes à presque
« toutes les puissances de l'Europe.

« 2° parce que les préliminaires de Hambourg n'ayant
« stipulé que quelques conditions relatives à la tenue du
« Congrès, les hostilités n'ayant pas même été suspen-
« dues, il s'agissait à la fois de rendre le repos à l'Eu-
« rope, de déterminer la satisfaction d'un grand nombre
« de partis intéressés et d'organiser l'Empire sur des
« bases solides. Au lieu qu'aujourd'hui le traité qui
« vient d'être conclu avec l'Empereur ayant réglé son
« indemnité, en même temps que la satisfaction de la
« République, il ne s'agit plus que d'établir celle des
« Princes dépossédés et, en resserrant les limites de
« l'Empire, de conserver et d'affermir son organisation
« intérieure ; de manière que, sous ce rapport, nous
« sommes à peu près dans les mêmes positions qu'à la
« paix de Bade et qu'il suffit de faire sanctionner par
« l'Empire le pacte primitif conclu avec son Chef et d'en
« tirer les conséquences : ce qui se réduit à transporter
« dans un traité public les articles principaux du traité
« secret et à régler la distribution des dédommagements
« qui doivent avoir lieu par suite de ces arrangements
« préalables et fondamentaux. Mais, pour arriver à ce
« résultat et pour que l'Empire exerce son concours,
« quel mode sera choisi ?

« Celui qui fut employé pour les négociations de la
« paix de Westphalie et sur lequel les plénipotentiaires
« français n'insistèrent pas sans de puissants motifs,
« qui sont à peu près les mêmes aujourd'hui, serait le
« préférable pour la République, si la considération du
« temps n'était point d'une importance majeure et si
« la multiplicité des négociations n'ouvrait trop de
« chances aux délais, aux entraves, dont les discussions
« d'un congrès sont déjà susceptibles.

« Celui d'une députation de la Diète formée aux
« termes du traité de Westphalie, et qui n'exclut point
« d'ailleurs quelques Ministres des Membres principaux
« du Corps Germanique, de ceux particulièrement inté-
« ressés dans les arrangements de l'Empire, peut rem-
« placer, comme à Riswick, la représentation immédiate
« de tous les Etats.

« Mais ce qu'il faut surtout éviter et ce qui, peut-
« être, est déjà sur le point d'avoir lieu, c'est que l'Em-
« pereur, profitant de l'exemple des trois Congrès
« récents et de l'influence qu'il exerce à la fois sur tous
« les Princes Ecclésiastiques et sur quelques Etats de la
« Haute-Allemagne, obtienne de la Diète les pleins pou-
« voirs pour traiter en son nom. Dans aucun cas le
« Gouvernement Français ne devra souffrir que les
« intérêts de l'Empire soient ainsi confiés au Chef de
« la Maison d'Autriche, mais surtout quand il est mani-
« feste que son intérêt est en opposition avec le prin-
« cipe qu'il s'agit de faire prévaloir dans le Congrès :
« celui des sécularisations appliquées dans son ensemble
« ou dans sa plus grande partie. L'Empereur saura
« profiter du bref délai qui a été marqué pour la convo-
« cation du Congrès : comme à l'époque du Traité de
« Bâle, il aura soin de faire entendre qu'il ne reste
« point assez de temps pour nommer une députation
« en forme. L'intérêt d'un grand nombre, l'aveuglement
« de quelques-uns, l'incertitude de plusieurs, précipite-
« ront la Diète vers la résolution de l'Empereur de
« négocier en son nom. Encore une fois, c'est à quoi le
« Gouvernement ne veut point consentir. Il est hors de
« toute possibilité que cette détermination soit una-
« nime ; ce sera toujours la majorité qui fera la loi à

« une minorité plus ou moins nombreuse, mais à une
« minorité vivement intéressée à empêcher l'effet de
« cette procuration exclusive.

« Pour peu qu'elle soit appuyée par le Gouverne-
« ment Français, elle ne manquera pas d'énergie, elle
« réclamera la députation des trois Collèges en nombre
« égal des deux religions ou la représentation immédiate
« de chacun des membres de l'Empire et la République
« ne devra pas hésiter à presser l'adoption d'un de ces
« deux moyens, même du dernier dont les lenteurs sont
« beaucoup moins dangereuses que l'action exclusive
« de l'Empereur, s'il n'existait un quatrième mode qui
« n'a pas été employé jusqu'ici et qui peut l'être et qui
« convient à tous égards au rôle imposant que la Répu-
« blique veut jouer dans les négociations, celui d'arbi-
« tre, et au principe que le Gouvernement s'est fait de
« marcher à son but par l'opposition même des deux
« Maisons prépondérantes de l'Allemagne et de leurs
« adhérents réciproques.

« Dans les temps antérieurs, à l'occasion des
« troubles religieux qui ont si souvent déchiré l'Empire,
« on a vu plus d'une fois le corps évangelique, pour se
« soustraire à la domination d'une majorité qui ne ten-
« dait qu'à l'asservir, obligé d'avoir recours à la voix
« extraordinaire d'une scission qui s'opérait « *per itio-*
« *nem in partes* ».

« Mais cette formule, consacrée par l'usage, prouve
« que la constitution germanique ne répugne pas à une
« pareille mesure quand elle s'applique à des troubles
« intérieurs qui ne peuvent se terminer autrement.

« On voit même que le traité de Westphalie a sanc-
« tionné cette séparation en établissant les cas où la
« pluralité des suffrages ne doit point avoir lieu à la
« Diète :

« 1° dans toutes les matières de religion,

« 2° lorsqu'il ne s'agira pas proprement d'une
« affaire de religion, mais que les Etats catholiques ou
« protestants se formeront encore à la Diète.

« 3° généralement dans tous les cas où les Etats ne
« pourront être envisagés comme un seul et même
« corps, comme lorsqu'il s'agit de droits et prérogatives
« acquis à juste titre par chaque Etat d'Empire en par-
« ticulier. Dans tous ces cas la pluralité cesse et il faut
« traiter de corps à corps ou s'arranger par des voies
« amiables, ce qui s'exprime par ces mots sacramen-
« taux : « *in causis religionis omnibusque aliis negociis*
« *ubi status tanquam unum corpus considerare nequeunt*
« *uti etiam catholicis augustiani confessionibus statibus*
« *in partes euntibus, sola amiabilis compositio lites*
« *dirimas* ». (Traité de Westphalie, article 8, paragra-
« phe 19).

« Or la grande, la presque unique affaire qu'il s'agit
« de traiter aujourd'hui n'est-elle pas une affaire de
« religion puisqu'il est question de déposséder le clergé
« pour transporter ses immenses propriétés dans des
« mains séculières, pour la plupart protestantes.

« C'est une lutte entre les catholiques et le corps
« évangelique, entre la Haute et la Basse Allemagne,
« entre ceux qui réclament une indemnité et ceux qui
« doivent la payer, entre la Maison d'Autriche protec-
« trice nécessaire des puissances sacerdotales et celle

« de Brandebourg qui se trouve aujourd'hui à la tête
« de la ligue protestante. La République est placée entre
« l'un et l'autre parti comme médiateur et arbitre car,
« puisque le principe des dédommagements pour ceux
« qui ont été dépossédés a été reconnu, il s'agit de
« savoir aux dépens de qui ces dédommagements seront
« donnés. Quoi de plus naturel que de placer d'un côté,
« autour du Chef de la Maison d'Autriche, tous les
« Princes ecclésiastiques, et, de l'autre, sous la bannière
« du Roi de Prusse, les Princes laïcs et protestants qui
« veulent avoir part dans la spoliation du clergé. Cette
« opposition des deux Maisons rivales, ce partage
« entre Elles de la représentation de l'Empire, agréera
« sans doute à Berlin plus qu'à Vienne où l'humiliation
« de la Prusse est une des plus douces espérances de la
« paix. Mais la République ne doit point souffrir que la
« Prusse soit sacrifiée, que l'Autriche soit exclusivement
« dominante ; un champ assez vaste est ouvert à l'am-
« bition de cette Puissance vers d'autres points pour
« qu'on puisse lui faire entendre qu'elle doit renoncer
« à maîtriser sans partage le Corps Germanique.

« Il est donc à propos que le Directoire, sachant
« profiter de la position glorieuse où les événements
« l'ont placé et bien convaincu qu'avec un sage emploi
« de sa force il peut à peu près tout ce qu'il veut, dirige
« en ce moment tous ses efforts vers l'organisation qui
« vient d'être indiquée pour le Congrès de Rastadt, c'est-
« à-dire pour que l'Empire se divise en deux parties et,
« l'Empereur se trouvant chargé des pouvoirs de l'une,
« le Roi de Prusse reçoive les pleins pouvoirs de l'autre,
« ce qui réduira la composition du Congrès aux éléments
« les plus simples et les mieux disposés pour une négocia-

« ciation rapide puisqu'il n'y aura, en réalité, que trois
« légations : celle d'Autriche, de Prusse et celle de la
« République et que les envoyés qui pourront affluer
« de toute part autour de chaque légation particulière
« ne seront que des conseillers bénévoles sans séance
« et sans voix dans le Congrès.

« Ce n'est peut-être qu'en appelant ainsi la Prusse
« à un rôle utile et brillant qu'on peut l'empêcher, dans
« la crainte d'être sacrifiée, de se jeter en aveugle dans
« les bras de l'Angleterre et d'appeler en aide la Russie
« qui convoite depuis si longtemps d'être immiscée aux
« affaires germaniques et qui, dans cette circonstance,
« ne manquerait pas de vouloir y paraître comme
« garante de la paix, surtout si elle est invoquée par la
« Prusse, par la Maison Palatine et par tous les Princes
« qui cesseront de voir dans la République leur protec-
« teur naturel. De cette combinaison, engendrée par la
« peur, et vigoureusement exécutée par le Cabinet
« britannique, on pourrait voir éclore une nouvelle
« coalition ou plutôt le foyer de l'ancienne aura été seu-
« lement transporté de Vienne à Berlin.

« Si on n'a point voulu une paix éphémère, il faut
« en garantir la durée par une pacification de l'Empire,
« prompte, habile et stable. Cette pacification de l'Em-
« pire repose sur le principe des sécularisations et ce
« principe ne peut être proclamé et appliqué que dans
« le Congrès. Le Congrès doit donc être organisé de
« manière que cette grande mesure puisse avoir son
« exécution.

« Tel fut l'objet du mémoire qu'on vient de lire,
« la proposition qui est développée paraît être celle qui
« mette la République dans le cas d'arriver plus faci-

« lement à son but ; pour assurer l'emploi de ce mode,
« il faut d'abord prévenir le Cabinet de Berlin et le dis-
« poser à agir dans un sens qui ne peut que lui être
« agréable. Il faut, par des insinuations adroites, pré-
« parer les Princes, qui ont des rapports avec la Répu-
« blique et des envoyés à Paris, à tout attendre de l'ap-
« pui de la Prusse et de l'arbitrage de la France et il
« faut principalement éviter de laisser connaître cette
« détermination avant que les ratifications du traité
« avec l'Empereur aient été échangées à Rastadt, avant
« que Mayence nous ait été remis. Quoique l'ouverture
« du Congrès soit indiquée pour le 26 de ce mois, on ne
« manquera, ni de prétextes ni de bonnes raisons pour
« éviter de commencer les conférences, surtout de
« reconnaître l'Empereur comme représentant unique
« de l'Empire. S'il arrivait qu'il fût choisi pour tel dès
« les premiers jours, et une fois que nos troupes seront
« dans Mayence, que celles de l'Empereur auront évacué
« toutes les places qui ne font point partie de ses pos-
« sessions héréditaires, le Gouvernement français pour-
« ra proclamer sans danger ses résolutions : il est à peu
« près certain qu'elles ne seront point inefficaces ».

B. — Difficultés de cette réalisation

TALLEYRAND n'eut pas la représentation qu'il dési-
rait. Si la France ne se trouva pas seule à négocier avec
l'Autriche, il n'y eut pas que la Prusse qui intervint en
tiers et bien d'autres Etats avaient envoyé des ministres.
De sorte que, en arrivant à Rastadt, les plénipotentiaires
français trouvèrent un congrès tout formé et demandè-
rent des instructions au Directoire.

De plus, les délégués du Corps Germanique (et dans ce nombre étaient compris ceux de l'Autriche en tant que membre du Corps Germanique), n'avaient pas les pouvoirs nécessaires parce que la Diète, se fiant aux préliminaires de Léoben qui, seuls, lui avaient été communiqués, avait donné des pouvoirs se basant sur l'intégrité de l'Empire. Par contre, M. de METTERNICH, qui représentait l'Empire romain, avait les pouvoirs les plus étendus.

Aussi entre TREILHARD et TALLEYRAND s'échangea-t-il une importante correspondance officielle. Voici des passages de celle qui traite de la formation du Congrès et des pouvoirs des Ministres.

Rastadt, 12 Frimaire an 6

TREILHARD *au Ministre des Relations Extérieures,*

Citoyen Ministre,

« Vous n'aurez pas été surpris sans doute de l'insignifiance de nos lettres officielles depuis notre arrivée,
« ni de mon silence.

« BONAPARTE et les Ministres de l'Empereur
« n'étaient pas arrivés et nous, occupés de pourvoir à
« nos besoins les plus pressants, ne pouvions avoir rien
« d'intéressant à vous transmettre. Depuis quelques
« jours, c'est-à-dire depuis que BONAPARTE a paru, la
« scène s'est animée, nous avons lu et médité nos instructions, et nos communications avec les ministres
« étrangers ont pu donner lieu à quelques réflexions.
« Vous savez déjà que BONAPARTE ne partage pas l'avis
« du Gouvernement sur quelques articles, il a dû vous

« développer ses idées. La composition du Congrès telle
« que vous l'avez méditée ne lui paraît pas avantageuse.
« Il y voit un partage de l'Empire avec l'Autriche et la
« Prusse et il n'y trouve pas l'assurance de plus de
« promptitude dans les négociations ; enfin, il prévoit
« telles circonstances où les ministres des deux Etats,
« contrariés par ceux de la République, finiront par
« s'unir entre eux. Sans examiner la valeur de chacun
« de ces motifs en particulier, j'avouerai qu'au fond je
« ne mettrais pas à votre composition du Congrès toute
« l'importance que le Gouvernement y attache. Mais ce
« n'est pas cela qui m'occupe en ce moment. Ne recevant
« aucune nouvelle de la Prusse, que nous ne pouvons
« mettre en avant si elle ne s'y met pas elle-même, vous
« concevez facilement quel peut être notre embarras et
« avec quelle impatience nous attendons à ce sujet des
« instructions ultérieures. »

« Vous n'ignorez pas que celles des Ministres des
« Etats Germaniques sont basées sur l'intégrité de l'Em-
« pire et l'on m'assure que leurs pouvoirs s'y réfèrent
« positivement. Il est clair que nous ne pouvons ouvrir
« un Congrès avec ces données ; or, pour avoir d'autres
« instructions, il faut retourner à la Diète et peut-être
« même aux commettants. Que de temps perdu ! Cepen-
« dant, si vous persistiez à désirer que le Congrès fût
« uniquement composé de plénipotentiaires prussiens et
« autrichiens pour tout l'Empire, cette circonstance
« pourrait être utile ; le roi de Prusse aurait une occa-
« sion de faire revenir la Diète sur ses premières déli-
« bérations pour parvenir à un autre mode de représen-
« tation. Je ne vois pas trop comment on réussirait
« d'une autre manière. En attendant, nous tâcherons de

« perdre ici notre temps sans scandale et sans qu'on
« puisse nous accuser de ne pas vouloir aller en avant.

« L'absence de BONAPARTE nous fournit un prétexte,
« mais retenez-le le moins possible, car il est nécessaire
« ici sous tous les rapports. En mon particulier, j'atten-
« drai son retour avec la plus vive impatience... La
« majorité des Etats dont les ministres doivent assister
« au Congrès a un puissant intérêt à la paix parce que,
« n'étant pas compris dans la ligne de neutralité, ils sup-
« porteraient tout le poids de la guerre. Cette considéra-
« tion devrait peut-être faire recevoir avec moins de
« répugnance l'organisation actuelle du Congrès. Je vous
« soumets mes réflexions ; je ne connais pas encore
« assez les personnes avec qui je dois traiter pour
« asseoir sur elles un jugement définitif, mais je les vois
« tous les jours, je cherche à obtenir leur confiance,
« j'étudie l'art de faire parler les autres et celui de
« parler moi-même sans rien dire. Je suis tout hon-
« teux de me trouver des dispositions pour celui-ci. Je
« ne manquerai pas de vous faire part de tout ce qui
« me paraîtra mériter votre attention ; vous m'éclaire-
« rez lorsque je serai dans l'erreur. »

« Salut et respect... »

Puis M. de METTERNICH arrive à Rastadt ; les pre-
miers contacts sont loin d'être chaleureux, malgré les
efforts de M. de COBENZEL, représentant de l'Autriche.
Fions-nous à la correspondance.

Citoyen Ministre-,

« Vous savez que M. de METTERNICH est arrivé. Le
« lendemain, c'est-à-dire hier, il a envoyé un secrétaire

« de légation pour nous en instruire et pour rejeter les
« causes de son retard sur les accidents de son voyage.
« Ce secrétaire n'a trouvé ni mon collègue, ni moi.

« Comme nous ne sommes pas pressés d'aller en
« avant et que M. de METTERNICH n'a pas été fort
« empressé de venir nous rejoindre à Rastadt, j'ai
« attendu au lendemain pour lui envoyer BERTHOLIO
« qui lui a dit que j'avais appris avec bien de la peine
« qu'il avait éprouvé des accidents en route et que je
« faisais demander s'il se ressentait encore de ses fati-
« gues. C'était hier. Ce soir je me propose de lui faire
« demander à quelle heure il pourra nous recevoir
« demain. Bien entendu, mon collègue trouvera bon
« qu'on lui parle aussi en son nom. Le Général BONA-
« PARTE m'a dit, avant son départ, que, dans le cours
« des négociations, les derniers venus avaient toujours
« reçu la visite des premiers arrivés. Le contraire a été
« constamment pratiqué à Lille, mais le traité de Cam-
« po-Formio conservant aux agents de l'Empereur une
« espèce d'avantage et pour nous conformer à l'usage
« suivi en Italie nous ferons la visite si mon Collègue
« ne s'y oppose pas. Néanmoins, M. de METTERNICH
« nous a fait assez attendre pour, qu'à son tour, il
« attende un peu. Nous n'irons que demain. Les acci-
« dents de voyage sont un jeu. Fussent-ils réels, il
« serait toujours vrai qu'il n'est parti que dix jours
« après l'époque fixée pour la réunion. Tout ce détail
« n'a pas grand intérêt, j'ai cru cependant ne devoir
« pas vous l'épargner.

« Les Ministres des Etats germaniques pour le
« Congrès se sont légitimés ; ils ont instruit le Ministre
« Impérial de cette vérification ; selon toute apparence
« il nous en instruira bientôt officiellement.

« Je vous marquais dans ma dernière lettre que les
« pouvoirs et les instructions voulaient pour base de
« la paix l'intégrité de l'Empire, cela est constant. Que
« devons-nous faire quand ils nous seront notifiés ?
« Il me semble qu'il ne conviendrait pas de se borner
« à répondre que nous instruirons notre Gouvernement.
« Nous ne devons pas balancer à nous prononcer et
« il ne faut pas qu'il reste d'équivoque sur les inten-
« tions de la République.

« D'ailleurs le temps nécessaire pour obtenir
« d'autres pouvoirs est beaucoup plus que suffisant
« pour que, dans l'intervalle, vous connaissiez les
« intentions de la Prusse et que vous nous ayez donné
« des instructions ultérieures d'après les sentiments et
« la conduite du Chef de cet Etat. Il faudra seulement
« rédiger notre note de manière que, sans la contester,
« nous ne reconnaissons pas l'organisation actuelle du
« Congrès et qu'on ait toute latitude pour parvenir à
« un autre mode de représentation, si le Directoire
« Exécutif le juge convenable et possible.

« Notre réponse doit donc exprimer la surprise
« de trouver dans les pouvoirs une restriction inadmis-
« sible qui déciderait sur-le-champ la question contre
« la République ; nous devons dire que le Corps Ger-
« manique ne peut prouver de son désir de traiter de la
« paix que par l'envoi de plénipotentiaires revêtus des
« pouvoirs suffisants pour consentir toute cession, tout
« arrangement, que pourront solliciter la justice, la
« convenance et l'intérêt mutuel des parties contrac-
« tantes. Cette réponse, ou une équivalente, laisserait
« toute latitude pour un nouveau mode d'organisation
« et, sans méconnaître la qualité des ministres actuels.

« nous ne les reconnâtrions cependant pas dans le fait.
« Ou je me trompe fort ou ne pouvons pas entrer mieux
« dans le sens de nos instructions. Au surplus, je me
« concerterai sur tout cela avec mon collègue, comme
« de raison, et ce n'est là qu'une première idée....

« Vous connaissez sans doute les Ministres que le
« Roi de Prusse a envoyés au Congrès, c'est le comte
« de GOERTZ, Ministre de la Diète à Ratisbonne, et
« Messieurs JACOBI et de DOHM, dont le premier est
« actuellement à Hanau et le second dans le pays de
« Hanovre ; les ministres du Duc de WURTEMBERG
« paraissent fort contents du choix...

Post-Scriptum. — Nous quittons M. de METTERNICH,
« nous avons été reçus avec politesse et dignité. Nous
« avons mis dans nos manières un peu de l'aisance
« républicaine, pas trop cependant... Il nous communi-
« quera ses pouvoirs, il nous demande les nôtres que
« nous lui donnerons quand il voudra. Au reste, cette
« entrevue nous laisse où nous en étions auparavant ».

Rastadt, 18 Frimaire An 6.

Citoyen Ministre,

« La correspondance diplomatique peut et doit
« même quelquefois dégénérer en commérages. Il faut
« que le Gouvernement connaisse les hommes avec qui
« nous avons à traiter, et peut-on mieux les peindre que
« par les faits ?

« En vous rendant compte, dans ma dernière
« lettre, de notre visite à METTERNICH je ne vous ai peut-
« être pas assez fait entendre qu'il m'a paru froid,

« impertinent au besoin, grand formaliste, mesurant
« tous ses mouvements, craignant par-dessus tout d'être
« trop honnête, en un mot archi-allemand par l'éti-
« quette ; au fond, homme de peu d'esprit, par consé-
« quent fort têtue. Enfin tout le contraire de ce qu'il
« faut pour négocier.

« Le soir du jour où nous le vîmes, deux cartes ont
« été mises chez mon collègue, l'une de M. de METTER-
« NICH, père, l'autre de M. de METTERNICH le fils. On
« n'a même pas demandé s'il y était, on n'a rien porté
« chez moi. Le lendemain, c'est-à-dire hier, je vis M.
« de COBENZEL qui est bien plus traitable, en apparence
« du moins, et avec qui je me suis trouvé dès le pre-
« mier jour sur un ton d'aisance et de familiarité
« décente. Il a étudié avec vous au Collège d'Harcourt.
« Il m'avait invité à dîner pour aujourd'hui ; je ne vais
« pas accepter. Il m'a dit qu'il aurait désiré me faire
« faire connaissance avec M. de METTERNICH. Je lui ai
« répondu que la connaissance était toute faite, que je
« l'avais vu la veille. Par la suite de la conversation je
« lui fis entendre qu'il serait peut-être à désirer que le
« négociateur de l'Empire mît plus de moelleux dans les
« formes, je lui parlai même des deux cartes chez
« BONNIER. C'était sans doute, me dit-il, un malentendu.
« Le soir, il vint me voir. M. de METTERNICH lui avait
« assuré être venu, qu'on avait répondu à ses gens que
« nous n'y étions pas et qu'il avait laissé sa carte. J'ai
« rappelé à M. de COBENZEL ce que je lui avais dit le
« matin : que j'étais resté chez moi toute la soirée, que
« ma porte n'avait pas été fermée, que mes domesti-
« ques n'avaient pas entendu parler de M. de METTER-
« NICH et n'avaient reçu aucune carte. Je lui observai

« que je faisais fort peu de cas des formes, mais qu'une
« visite à rendre n'était pas une affaire de formes, mais
« bien un devoir de la part de celui qui l'avait reçue
« et que je ne souffrirais jamais que la dignité de la
« République fût méconnue dans ma personne. Nous en
« sommes là.

« Le Baron ALBINI, Ministre de Mayence, est venu
« me demander quand nous voulions échanger nos pou-
« voirs. Je lui ai répondu qu'amicalement je lui mon-
« trerais les miens quand il voudrait, qu'il pouvait aussi
« me montrer les siens mais que, pour procéder à un
« échange, il fallait connaître tout ce qu'on devait
« échanger, que, par conséquent, il convenait qu'il nous
« donnât préalablement copie de ses pouvoirs et les
« instructions de l'Empire auxquelles ils se réfèrent.
« Je lui ai offert copie des nôtres, j'ai ajouté qu'ensui-
« te nous pourrions mutuellement nous expliquer. Il a
« trouvé tout cela fort juste. Il m'a observé que ses pou-
« voirs et ses instructions étaient imprimés et il nous a
« envoyé un petit livret dans lequel ils se trouvent.
« Nous les faisons traduire. Nous n'oublierons pas qu'il
« ne faut pas nous presser. Je continuerai à vous ins-
« truire de tout ce qui me paraîtra mériter d'être écrit.
« Je serai d'autant plus exact que, mon collègue ayant
« pour principe que les lettres officielles ne peuvent
« être trop succinctes, il me paraît nécessaire de sup-
« pléer à leur maigreur. Je ne vous écrirai jamais sans
« vous rappeler que BONAPARTE ne peut pas venir trop
« tôt, que, quand on est plus d'un, il faut être trois et
« que deux personnes n'ont jamais fait rien de bien.

« Salut et Respect.

« P. S. — Mon collègue et moi nous nous sommes
« réunis ce matin ; depuis ma lettre écrite, nous avons
« préparé une dépêche dans laquelle nous vous rendions
« compte de la manière dont M. de METTERNICH rend
« ou prétend rendre ses visites et nous vous annoncions
« que nous prenions le parti de n'avoir aucune commu-
« nication avec lui jusqu'à ce qu'il se fût mis en règle,
« mais, dans l'intervalle, et pendant que ma porte était
« fermée, M. de METTERNICH est venu en personne avec
« son fils ; ils se sont inscrits et nous avons brûlé notre
« dépêche, ce qui ne m'empêche pas de laisser partir
« celle-ci. »

Rastadt, 27 Frimaire An 6.

Citoyen Ministre,

« Nous ne vous avons dit qu'un mot dans notre
« dernière lettre (il s'agit là d'une dépêche officielle)
« de notre conversation avec le Baron d'ALBINI. Je viens
« réparer ce laconisme, au risque d'entrer dans des
« détails qui paraissent superflus à mon collègue.

« Nous avons commencé par donner lecture de nos
« pouvoirs à M. d'ALBINI et nous lui avons fait remar-
« quer qu'ils étaient purs et simples. Nous lui avons
« appris aussi que ceux de l'Empereur étaient très
« généraux et sans aucune espèce de restriction. Après
« cela, nous avons fait lecture des siens que nous con-
« naissons déjà.

« J'ai lu d'abord les pleins pouvoirs généraux de
« l'Empire, j'ai pesé sur ces expressions « délibérer
« dans le sens de leurs instructions données à cet
« égard ». Passant ensuite aux pouvoirs donnés par

« l'Electeur, j'ai fait remarquer, indépendamment des
« expressions dont je viens de parler, celle-ci : « tout
« ce qui pourrait contribuer à la réintégration des Etats
« et membres lésés de l'Empire ». Nous sommes venus
« ensuite aux instructions et j'ai beaucoup pesé sur le
« paragraphe suivant :

« Mais si par-dessus (je copie la traduction d'AL-
« BINI) la négociation de paix sera établie sur les bases
« des anciens traités de paix faits avec la France, l'on
« devra regarder comme un désir modéré que la dépu-
« tation propose le rétablissement du *statu quo*. Ce sera
« donc dans ce sens que la députation devra articuler
« sur les matières de paix à l'ouverture des négocia-
« tions et les continuer ultérieurement jusqu'à la
« conclusion, pour obtenir... et en général une paix
« acceptable et qui assurera en même temps la conser-
« vation de l'intégrité intacte et de la constitution de
« l'Empire ».

« Après la lecture, j'ai fait observer à M. D'ALBINI
« que ses pouvoirs se rapportant à ses instructions et
« ses instructions étant publiques et notoires, il était
« démontré qu'il ne pouvait traiter que sur une base
« évidemment inacceptable, pour ne pas employer des
« termes plus forts qui seraient cependant très conve-
« nables. Il a été fort embarrassé et s'est rejeté sur
« l'Empereur qui, dit-il, a annoncé à la Diète qu'il *fal-*
« *lait traiter sur la base de l'intégrité de l'Empire*. (Cela
« est vrai.) Et l'on a en conséquence adopté les ins-
« tructions rédigées en 1795. J'ai répondu qu'il ne
« s'agissait pas de rechercher par quels motifs on avait
« pris cette base, qu'il suffisait qu'elle existât pour que

« les pouvoirs fussent inadmissibles. Je lui ai demandé
« de me répondre catégoriquement à cette question :
« Les députés de l'Empire ont-ils pouvoir de céder un
« pouce de territoire ? » Il m'a balbutié : « Dans la
« suite on demandera des pouvoirs. » — « Vous n'en
« avez donc pas, lui avons-nous dit. Nous ne pouvons
« donc pas traiter puisqu'il faudrait, de votre aveu, de
« nouveaux pouvoirs. Commencez donc par les deman-
« der. »

« Nous lui avons fait sentir que l'on ne pouvait
« trop se hâter, parce que l'intérêt général et le vœu
« du gouvernement français sollicitaient une prompte
« conclusion... »

Puis, le 26 Frimaire, la délégation prussienne arri-
vait à Rastadt et, le 28, après une première prise de con-
tact, TREILHARD écrivait à TALLEYRAND :

« Le Comte de GËERTZ m'a paru loyal. Si j'en crois
« un instinct qui m'a rarement trompé sur les person-
« nes, nous pouvons prendre confiance en lui et si, en
« dernière analyse, il doit y avoir une dupe, ce ne sera
« pas, j'espère, la Nation Française qui ne veut, au sur-
« plus, ni être dupe, ni en faire. »

Le même jour, il recevait une lettre de TALLEYRAND
qui, sur la question des pouvoirs, lui écrivait : « Ce
« serait, de la part de la députation de l'Empire, une
« étrange manière d'entamer les négociations, que de se
« présenter au Congrès avec des pouvoirs et des ins-
« tructions qui auraient pour base l'intégrité du Corps
« Germanique. Malgré le bruit qu'on en répand, j'hésite
« à croire que la Diète ait méconnu à ce point la posi-

« tion de l'Empire et la nôtre et, sans m'arrêter à discuter vraiment une prétention insoutenable, je partage
« entièrement votre avis et je vous exhorte à vous prononcer très nettement, et dès le premier instant où
« elle vous serait communiquée, contre une limitation
« de pouvoirs qui fermerait la voie à toute négociation
« ultérieure, puisque, sans doute, on n'imagine point
« que la République veuille obtenir moins de la Paix de
« l'Empire qu'elle n'a obtenu de l'Empereur lui-même. »

Ayant ainsi l'accord de son gouvernement, TREILHARD continue à batailler pour que les plénipotentiaires qu'il avait en face de lui fussent munis des pouvoirs nécessaires. Nous ne pouvons entrer davantage dans le détail de cette correspondance qui, à la longue, devient fastidieuse. Contentons-nous d'indiquer que, le 19 Nivôse an 6 (8 janvier 1798), la Diète accorda des pouvoirs illimités.

Cette question réglée, bien d'autres difficultés attendaient les négociateurs. Voyons d'abord quelles instructions ils avaient reçues.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONGRÈS

CHAPITRE PREMIER

LES DÉSIRS ET LES CRAINTES DES PARTIES EN PRÉSENCE

Au moment du départ de ses plénipotentiaires, le « vœu » du gouvernement français n'était pas nettement défini et les instructions qui leur furent données étaient multiples, prolixes, et quelquefois contradictoires. Ce n'est que grâce à des demandes réitérées et pressantes, que TREILHARD finit par obtenir quelques directives précises dans les dépêches envoyées par TALLEYRAND à la députation, d'accord avec MERLIN et REUBELL. Sans ces directives, rien ne pouvait être fait : BONAPARTE, en effet, n'était pas à Rastadt, TREILHARD n'avait pas qualité pour agir seul, il lui fallait l'accord de BONNIER qui ne voulait pas s'engager sans ordres.

Quoi qu'il en soit, TALLEYRAND avait présenté au Directoire le 12 Brumaire an 6 (12 novembre 1797), un rapport contenant « quelques considérations pour servir de bases aux instructions des plénipotentiaires de la République au Congrès de Rastadt ».

Nous croyons, malgré sa longueur et quelquefois sa confusion, devoir en donner la reproduction parce qu'il permet de se rendre compte des fins auxquelles tendait le Gouvernement Français.

« Quoique le traité qui vient d'être conclu avec l'Empereur soit appelé définitif, il n'est encore qu'un préliminaire en cela qu'une partie des arrangements qui y sont stipulés sont dépendants de la paix de l'Empire. »

« Un Congrès sera tenu à Rastadt, son objet direct
« est le rétablissement de la paix entre la République
« Française et l'Empire en général. Son objet majeur,
« puisque réellement la guerre n'existe plus depuis que
« l'Empereur a cessé de combattre, c'est d'assurer l'exé-
« cution du traité conclu avec ce Prince, c'est de réor-
« ganiser l'Empire et le Corps Germanique en consé-
« quence des réductions qu'ils auraient éprouvées l'un
« et l'autre.

« Sous ces deux rapports, je ne connais pas un plus
« important ouvrage que celui qui va être confié aux
« Plénipotentiaires de la République.

« Le traité vraiment définitif qu'ils auront mission
« de conclure et qui, en fixant le sort de l'Empire, ne
« peut être étranger aux destinées des autres puissan-
« ces de l'Europe, ne devra pas occuper dans l'histoire
« une place moindre que les faits mémorables qui l'au-
« ront précédé.

« A tout l'éclat de nos victoires, il s'agit d'ajouter
« les avantages d'une paix solide. Au niveau de notre
« puissance militaire, il s'agit d'élever notre puissance
« politique et fédérative : il s'agit enfin de recueillir les
« conséquences d'un traité qui n'a éprouvé quelques
« désapprobations que de la part de ceux qui n'ont su
« l'apprécier ni pour le présent, ni pour l'avenir.

« Avant de soumettre au Directoire Exécutif les
« instructions qui devront être données à ses négocia-
« teurs, il m'a paru indispensable de lui présenter quel-
« ques considérations préliminaires sur le texte même
« du traité, sur ses effets probables et sur ses résultats
« possibles, car il n'est pas douteux que le grand évé-

« nement va donner à la politique européenne une
« impulsion tout à fait nouvelle, et il importe au Gou-
« vernement de la République d'en calculer la marche
« pour s'attacher à quelques principes généraux qui
« deviendront la base de ses volontés et de ses direc-
« tions.

« Il y a loin du traité de Campo-Formio aux préli-
« minaires de Léoben ; si, à cette première époque, la
« diplomatie de l'épée s'était montrée indulgente, celle
« du Cabinet a ressaisi une partie du rôle qui conve-
« nait à la première et, sur une base qu'il avait posée
« avec un peu de précipitation, le Général négociateur
« a édifié un traité dont les conditions patentes n'ont
« rien qui ne convienne à la gloire et à la prospérité
« de la République.

« Une politique prévoyante regrette sans doute de
« ne pas trouver dans le traité patent ce qui n'est
« énoncé que dans le traité secret ; la reconnaissance
« des limites de la République Française étendue jus-
« qu'au Rhin depuis Germesheim jusqu'à Neuwied et
« depuis Kerpien jusqu'à Venloo, et l'explication du
« principe des dédommagements par celui des séculari-
« sations.

« Mais le traité secret offre des garanties à cet
« égard et l'engagement que prend l'Empereur de favo-
« riser cette extension du territoire français ne peut être
« illusoire, du moment que, par la convention addition-
« nelle, il s'engage à remettre Mayence aux troupes de
« la République avant que les Places du Domaine Véné-
« tien lui soient livrées.

« Si, comme je l'ai toujours annoncé, il a évité de
« se prononcer sur le principe des sécularisations d'une
« manière catégorique, parce qu'il regarde les Puissan-
« ces Sacerdotales comme les premiers auxiliaires de
« sa Maison, il a cependant donné la mesure de sa faci-
« lité en stipulant à son profit la cession de l'Archevêché
« de Salzbourg.

« J'avoue que j'ai besoin d'être convaincu du grand
« intérêt que nous avons à voir la Maison d'Autriche por-
« ter la main sur les dépouilles du Clergé allemand,
« pour ne pas être effrayé de cet article qui, en donnant
« à l'Empereur l'Archevêché de Salzbourg, la Prévôté
« de Berchtesgaden et toute la partie de la Bavière qui
« s'étend jusqu'à l'Inn et qui renferme les riches salines
« de Trancstein et de Richenhall, n'indique même pas
« de quelle cession à notre profit cet immense apanage
« est l'équivalent : ce ne peut être des pays cédés par le
« traité patent, puisque leur indemnité est expressé-
« ment stipulée ; ce ne peut être des pays situés entre
« Meuse et Rhin puisqu'occupés depuis trois ans par les
« Armées Françaises qui ont pénétré bien au delà ; ils
« ne renferment d'ailleurs que le Comté de Falkenstein
« qui appartient à l'Empereur, c'est-à-dire une terre
« patrimoniale d'un modique revenu qui n'a d'autre
« importance que d'être le dernier héritage de la Mai-
« son de Lorraine.

« Il paraît donc évident que cette concession, si elle
« a lieu, ne doit pas rester gratuite et, qu'aux termes
« mêmes de l'article 7 du traité secret qui porte que
« si l'une des parties contractantes acquiert en Allema-
« gne une portion quelconque de territoire, une portion
« égale doit être accordée à l'autre », nous avons droit

« de ne consentir à l'exécution de cet article 5 qu'autant que nous obtiendrons en Allemagne l'équivalent des pays qui y sont désignés, sinon pour les garder, du moins pour en disposer à notre volonté.

« Je reviendrai sur cette considération importante, mais je dois observer encore que, si les articles 9 et 10 du traité secret avaient pu être divulgués, ils auraient excité le juste étonnement de ceux mêmes qui sont le plus disposés à reconnaître les avantages du traité patent. Je ne les regarde que comme un appât donné à la jalousie et à la rancune autrichienne pour hâter des résolutions sur l'objet principal. J'observe que le second, malgré l'obscurité de sa rédaction et malgré la réserve qui le termine, contredit le premier. J'observe que, par la manière dont notre ligne est tirée depuis Juliers jusqu'à Venloo, le territoire prussien est déjà entamé dans la Seigneurie de Kessel. J'observe que l'un et l'autre article, essentiellement secrets, en tout temps, en tout lieu, peuvent être niés, même si l'Autriche ne les avait placés là que pour les divulguer à propos et nous compromettre vis-à-vis de la Prusse, et que, s'il devient convenable, leur exécution pourra toujours être éludée.

« Car il est manifeste que les stipulations du traité secret sont toutes essentiellement soumises aux résultats du Congrès, et je répète que celles même qui sont à notre avantage manqueraient de consistance si la convention additionnelle, que je regarde comme une des plus importantes parties du traité, comme celle dont la prompte exécution réclame tous les soins du Gouvernement, en nous donnant Mayence et en nous laissant Kehl, ne nous mettait dans le cas d'effectuer sans peine ce qui nous est propre.

« Maintenant donc, il s'agit d'examiner quel ébran-
« lement va donner aux principaux Cabinets de l'Eu-
« rope le rapprochement direct, dont on commençait à
« douter, entre deux puissances qui, depuis six ans,
« n'avaient point cessé de se faire une guerre acharnée.

« Le Cabinet Britannique perd son plus constant
« allié, celui dont la résistance lui a coûté tant d'efforts.
« et d'argent, celui dont la diversion puissante était à la
« fois la cause et le garant de sa sécurité. J'ai peine à
« ne pas penser que, du jour où cette nouvelle sera par-
« venue à Londres, un véritable désir de paix n'ait pas
« remplacé les démonstrations hypocrites par lesquelles
« on a essayé de tromper deux fois l'Europe et le Peu-
« ple anglais.

« A Pétersbourg, que dira PAUL I^{er} qui, tout récem-
« ment, sur les bruits qui s'étaient répandus de la
« reprise prochaine des hostilités, s'était hâté de rom-
« pre toute négociation avec la République et se mon-
« trait presque disposé à faire, pour notre dernier
« ennemi, plus que sa Mère ne fit jamais pour une coa-
« lition qu'elle a puissamment concouru à former. Peut-
« être le Comte PANIN sera-t-il chargé de revenir à nous
« avec autant d'empressement qu'il en a mis à s'éloi-
« gner ; peut-être aussi, la face des choses changeant
« tout à coup, verrons-nous, comme dans le règne éphé-
« mère de PIERRE III, la Russie et la Prusse associées
« l'une à l'autre et toutes deux dirigées par l'Angleterre
« dans un sens absolument contraire à celui qu'on se
« hâtera de supposer commun à l'Autriche et à nous.

« De fait, j'ai la certitude que Berlin est le lieu où
« le traité du 26 vendémiaire aura jeté le plus d'éton-
« nement, d'embarras et de crainte.

« Qu'on se représente la situation de cette Cour. Un
« Roi mourant qui n'a même plus la force de signer
« son nom, un Prince royal sans autorité, sans désir d'en-
« saisir aucune, un Ministère trop divisé pour être puis-
« sant, qui, depuis vingt-deux mois, n'a pas su décider
« le Monarque à prendre un parti commandé par l'évi-
« dent intérêt du Pays, désiré par la Nation et par l'Ar-
« mée et qui, naguère, en déclinant encore nos propo-
« sitions itératives, ou ne croyait pas que nous fussions
« en mesure de nous concilier avec l'Autriche, ou s'ima-
« ginait que celle-ci lui saurait gré de sa modération.

« Que va dire M. d'HAUGWITZ ? Il affectera de ne
« point se montrer mécontent, il trouvera dans la con-
« clusion même de ce traité l'excuse du dernier refus
« de son Cabinet, il réclamera à son tour les stipulations
« d'une convention éventuelle pour l'exécution de
« laquelle la Prusse n'a rien voulu faire, et déjà, sans
« doute, Lord ELGIN est chargé de préparer le Cabinet
« de Londres à concerter avec celui de Berlin la con-
« duite que l'un et l'autre devront tenir au Congrès de
« Rastadt. Peut-être même, en supposant que, contre
« toute probabilité, FRÉDÉRIC-GUILLAUME puisse végéter
« encore quelque temps, cette circonstance mettra le
« Prince Royal dans la nécessité de prendre en mains
« les rênes du Gouvernement et certes son début aura
« lieu à une époque bien difficile.

« Que deviendront cependant les Princes du nord
« ou du milieu de l'Allemagne qui s'étaient alliés à la
« Prusse autant pour se soustraire au ressentiment de
« l'Autriche que pour obtenir le dédommagement de
« ce qu'ils s'attendaient à perdre sur la rive gauche du
« Rhin, de ce qu'ils perdront en effet. J'ai déjà reçu les

« insinuations de tous leurs envoyés, incertains, comme
« leurs Maîtres, de la bannière sous laquelle ils doivent
« se placer pour arriver à leur but.

« Si l'électeur Palatin, ou son héritier, le Duc des
« DEUX-PONTS, est lié à l'Autriche par la peur que cette
« puissance voisine lui inspire, il tient à la Prusse et à
« la Russie par la protection qu'il attend d'elles comme
« garantes de la Paix de Teschen.

« Au contraire, l'Electeur de Saxe tient, par la
« crainte, à la Prusse et, par affection, à l'Autriche.

« Le Landgrave de Hesse, le Duc de Wurtemberg et
« le Margrave de Baden sont attachés à la République
« plus qu'à toute autre puissance. Il est probable qu'ils
« attendent d'elle seule l'effet de ses promesses, et qu'ils
« iront se ranger du côté qui leur sera désigné.

« Telle paraît devoir être la pente des opinions
« parmi les puissances directement intéressées. Je m'abs-
« tiens de parler de celles qui, comme la Suède et le
« Danemark, n'ont qu'un intérêt secondaire dans les
« affaires d'Allemagne et dans la pacification du Conti-
« nent ; je n'ai rien dit non plus des puissances ecclé-
« siastiques parce qu'il n'est pas douteux qu'elles sont
« essentiellement soumises à l'influence autrichienne et
« que leurs voix et leurs efforts seront tous employés
« pour assurer la prépondérance d'une Maison de
« laquelle elles attendent le salut.

« C'est donc sur ces données probables que le Direc-
« toire Exécutif doit asseoir ses premiers calculs. Il n'est
« plus question d'examiner ce qui aurait pu être fait,
« mais bien ce qui doit être achevé ; c'est ici qu'un vaste
« champ s'ouvre à nos combinaisons, je m'arrête aux
« principales.

« Si, contente du lot que le traité patent lui assure
« et de celui que le traité secret lui promet, et dont elle
« jouira dans son intégrité du jour où Mayence sera en
« son pouvoir, la République s'isolait des arrangements
« ultérieurs qui devront avoir lieu dans le Corps Ger-
« manique et laissait s'opérer sans elle les dédommage-
« ments, les compensations, qui devront résulter du
« déplacement de plusieurs Princes possessionnés à la
« Rive Gauche du Rhin, peut-être verrait-on se réaliser
« bientôt un projet qui a existé, qui peut exister encore
« et que quelques faits ont trahi : celui de partager
« l'Allemagne en deux grandes Monarchies, l'une au
« Nord, et l'autre au Midi. On ferait un livre pour
« démontrer les dangers de ce partage, on en ferait un
« autre pour y répondre.

« Dans une de ses dépêches, BONAPARTE disait, en
« parlant du Corps Germanique, que, s'il n'existait pas,
« il faudrait l'inventer et je regrette que le Général
« Négociateur ait paru quelquefois perdre de vue ce
« principe, en ne craignant point assez de donner à la
« Maison d'Autriche une influence, une force, funestes
« à l'indépendance des Etats de l'Empire.

« Il me semble démontré que le Gouvernement
« Français, même après avoir assuré la part de la Répu-
« blique, ne peut hésiter à s'immiscer dans les arrange-
« ments du Corps Germanique.

« Mais avec qui ? Au profit de qui ? Suivant quels
« principes devra-t-il agir ?

« Il y a peu de temps encore qu'il était disposé, si
« la Prusse avait voulu devenir son auxiliaire, à favo-
« riser de tous ses moyens l'extension de cette puissance
« en Allemagne, soit en territoires, soit en influence.

« Mais, bien loin qu'elle mérite récompense ou faveur,
« notre intérêt seul peut empêcher qu'elle ne soit sacri-
« fiée en raison de ses éternelles tergiversations qui ont
« compromis si longtemps le prix de nos succès.

« Toutefois, une alliance avec l'Autriche, une
« alliance intime qui serait basée sur le sacrifice des
« autres liens que nous avons formés en Allemagne, n'a-
« t-elle rien qui nous répugne ? Parce que cette Puis-
« sance n'est plus limitrophe de notre sol, n'aurions-
« nous à redouter aucun des funestes effets de l'alliance
« de 1756 qui a, jusqu'à nos jours, discrédité dans toute
« l'Europe le Cabinet de Versailles ? Si les Pays-Bas ne
« sont plus entre nous une source éternelle de guerres,
« la République Cisalpine, notre alliée, notre ouvrage,
« longtemps convoitée par cette ambitieuse Maison, ne
« sera-t-elle pas encore un brandon de discorde, et, pour
« garantir l'indépendance de ce nouvel Etat, n'aurons-
« nous pas besoin en Allemagne d'un allié puissant et
« capable de prendre l'Autriche à revers sitôt qu'elle
« voudrait s'étendre en Italie ?

« Faut-il répéter que, sous aucun rapport, il ne
« convient à la République Française de se placer côte
« à côte d'une puissance qui, soit en considération, soit
« en force, est vraiment la puissance rivale. Cette
« vérité que, depuis la Révolution, on s'était accoutumé
« à regarder presque comme un axiome en politique ne
« m'a parue jusqu'ici ni contestée, ni ébranlée.

« Si je m'attache à prouver que nous ne devons pas
« nous lier exclusivement, soit à la Prusse, soit à l'Au-
« triche, c'est que je suis convaincu qu'il est en notre
« pouvoir de tenir dans le Congrès qui va s'ouvrir la
« balance entre les deux Maisons et d'arriver, par leur

« opposition même, à des résultats avantageux à la stabilité du Corps Germanique, dont il est nécessaire que la nouvelle organisation soit établie et appréciée avant que nous puissions former définitivement notre système fédératif.

« Ainsi, par la crainte que ne manquera pas d'inspirer à la Prusse notre union avec l'Autriche, nous pourrons obtenir d'elle, avec de médiocres dédommements, quelques arrondissements pour la République Batave. L'indemnité de la Maison d'Orange sera le prix de quelques complaisances et surtout nous aurons besoin de ramener sans cesse tous les dédommements des Princes Laïcs sur le compte des Principautés Sacerdotales.

« L'Autriche y répugnera, elle ne manquera pas d'ameuter toute la troupe épiscopale, abbatiale et capitulaire. Ce sera pour lutter contre cette réunion que nous ne négligerons point de donner de la force au parti protestant qui sera facilement grossi des Princes catholiques non prêtres qui se trouveront dans le cas d'être indemnisés.

« C'est à ce principe fondamental qu'il faut tenir.

« Des trois électeurs ecclésiastiques, celui de Cologne aurait mauvaise grâce à se plaindre.

« Celui de Mayence conserve aussi assez de territoire pour que sa réclamation puisse être mise de côté.

« Celui de Trêves demeure Evêque d'Augsbourg et Prince d'Elwangen ; quelques bénéfices peuvent être ajoutés à son lot.

« Que tous les trois conservent leur vie durant la dignité électorale avec les biens qui leur restent, avec ceux même qui leur seraient accordés en supplément,

« mais qu'il soit expressément stipulé, par le traité défini-
« nitif, qu'à la mort de chacun d'eux, et leurs titres, et
« leurs domaines, deviendront le partage de tel ou tel
« prince séculier d'Allemagne. Les beaux évêchés de
« Wurtzbourg et de Bamberg, ceux de Munster et de
« Constance, etc... enfin, s'il est possible, toutes les prin-
« cipautés ecclésiastiques successivement sécularisées à
« la mort des titulaires serviront à donner au Corps
« Germanique une consistance qui sera garante de sa
« longue intégrité ; et ce ne sera qu'à ce prix que l'Em-
« pereur pourra entrer en possession de l'Archevêché
« de Salzbourg et de la portion de la Bavière qui est
« indiquée dans l'article 5 ; quelques-uns même de ses
« parents pourraient acquérir par cette grande opé-
« ration des possessions héréditaires. L'influence du
« Chef de l'Empire n'en serait pas moins diminuée,
« mais la Couronne Impériale pourrait cesser d'être le
« constant apanage d'une seule Maison. Cette consé-
« quence est sentie par elle. Aussi, je le répète, que si le
« Gouvernement Français, constant dans ses premières
« pensées, persiste à vouloir appliquer dans son ensem-
« ble ou dans sa plus grande partie le principe des
« sécularisations, ce principe, déjà répandu, annoncé
« dans toute l'Allemagne, il faut s'attendre que les plus
« grandes difficultés viendront de la part de l'Empereur
« et que ce n'est que par le double effet de son intérêt
« propre et de la force donnée à la ligue protestante
« que nous pourrons parvenir à un résultat sans lequel
« je ne vois pas que nous puissions rien faire de bien,
« de grand, d'utile, et dont, au contraire, il n'est pas de
« combinaison avantageuse qui ne puisse être déduite,
« depuis la plus simple jusqu'à la plus composée.

« Avec cette source longtemps intarissable d'arron-
« dissements et de compensations, on peut, à l'aide du
« temps, obtenir et partager avec la République Batave
« la partie de l'Electorat de Cologne et des possessions
« prussiennes qui sont à la gauche du Rhin.

« On peut, en amenant dans l'Evêché de Munster
« et dans les pays adjacents les deux branches de la
« Maison de Mecklembourg, placer sur la Baltique une
« quatrième puissance maritime et faire que les pavil-
« lons de Prusse et d'Autriche puissent, à leur grande
« surprise, se rencontrer et se combattre un jour.

« On peut, en changeant de place l'indemnité du
« Duc de Modène, le faire concourir à arrondir encore
« les domaines de celui qui doit en hériter un jour, et
« se mettre à même d'organiser le Cercle de Souabe,
« de manière à ce qu'il ne soit pas une barrière impuis-
« sante entre l'Autriche et nous.

« On peut expliquer, en faveur de la Maison d'Oran-
« ge, l'article du traité qui stipule vaguement qu'elle
« sera dédommée.

« On peut compenser à la Maison Palatine les
« pertes considérables qu'elle aura faites sur tous les
« points et la mettre en état de devenir un allié utile
« pour notre République et surtout pour celle des Cisal-
« pins.

« On peut enfin, aux dépens de ce vieil amas de
« superstitions dont chaque jour on voit crouler un
« morceau, et sans léser même les titulaires usufruitiers
« qui sont sans postérité et qui ne seront pas dépouillés
« de leur vivant, renfermer dans ce mémorable traité
« des arrangements qui ne sont que la conséquence

« entière de ce qui a été fait à l'époque du traité de
« Westphalie et qui, dans vingt-cinq ans, auront abso-
« lument changé la face de l'Allemagne.

« Il est entendu que, pour que la République Fran-
« çaise puisse conduire à fin un semblable ouvrage, en
« même temps que tous les moyens de négociations
« seront employés, ceux de force ne seront pas négligés,
« que l'épée ou la présence du Général, dont la destinée
« paraît être de fixer celle de l'Europe, saura lever bien
« des difficultés, triompher de bien des longueurs et,
« qu'en définitive, les partages seront faits d'une ma-
« nière assez habile pour que peu de Princes influents
« n'aient point un intérêt direct à les voir réalisés.

« Si je ne craignais de compliquer une question qui
« est déjà assez vaste, je rappellerais au Directoire
« Exécutif que le moment est venu peut-être de jeter
« un instant ses regards sur un pays dont, par lassitude,
« on a cessé de parler après en avoir si longtemps et si
« intempestivement occupé l'univers, sur un pays dont
« l'anéantissement qui s'est opéré pendant la crise poli-
« tique de notre nation n'est pas un des moindres argu-
« ments que nous puissions employer contre ceux qui
« accusent notre ambition des succès que leurs attaques
« ont provoqués.

« La Pologne n'existe plus : des trois Puissances qui
« ont consommé ce partage, on doute si aucune est
« satisfaite. L'Empereur de Russie a seul ajouté à ses
« titres accoutumés l'énumération de celles des provin-
« ces qu'il a acquises.

« Quelques Polonais, qui se sont soustraits à l'asser-
« vissement de leur Patrie, ne pouvant croire qu'il fût
« éternel, et qui ont été combattre à l'Armée d'Italie,

« méditent les moyens d'occuper le futur Congrès du
« sort d'un Etat dont l'indépendance a été garantie par
« des traités solennels.

« Quel parti prendra la République sur cette récla-
« mation ? Son opinion constante, sa pensée secrète ne
« sont pas équivoques. Jusqu'ici elle a évité avec soin
« de reconnaître un partage contre lequel ses propres
« occupations l'ont empêché dans le temps de se pro-
« noncer. L'asile qu'elle n'a point cessé de donner aux
« réfugiés de Pologne atteste ses dispositions. Il ne s'agit
« point de savoir ce qu'elle veut, mais ce qu'elle peut,
« ce qui peut s'accorder avec les calculs de sa politique.
« Tôt ou tard, enfin, il faudra bien se décider. Dans tous
« les cas, cette question doit être abordée de bonne foi
« et, si le Directoire m'y autorise, j'en ferai l'objet d'un
« travail particulier.

« Je me résume.

« Le traité qui a été conclu avec l'Empereur est
« vraiment un traité glorieux, il peut devenir un traité
« excellent.

« Quelques articles renfermés dans le traité secret
« et qui paraissent trop favorables à l'Autriche, ou peu-
« vent être facilement éludés, ou leur exécution doit
« trouver son équivalent : c'est au Congrès de Rastadt
« que le grand ouvrage sera conduit à sa fin.

« Ce n'est point en se concentrant dans la discussion
« des intérêts qui lui sont particuliers, ce n'est point en
« persistant dans le projet toujours déçu de n'opérer
« que par le concours de la Prusse, c'est encore moins
« en se liant exclusivement avec la Maison d'Autriche,
« que la République doit exercer son influence.

« Tous les arrangements ultérieurs qui auront lieu
« en Empire devront être proposés ou consentis par elle.

« Placée entre l'Autriche et la Prusse, entre la ligue
« catholique et la ligue protestante, entre ceux qui
« craindront de perdre et ceux qui voudront acquérir,
« elle doit diriger tous ses efforts vers la plus complète
« application du principe des sécularisations.

« C'est le but unique, la source exclusive : tout
« ensuite est conséquence. Les moyens d'exécution sont
« nombreux, en voici quelques-uns. De l'empressement
« et des avances vis-à-vis de l'Autriche : il est important
« qu'elle croie que le premier effet du traité sera l'asso-
« ciation de nos communs intérêts.

« De la froideur vis-à-vis de la Prusse et des Princes
« de la Basse Allemagne : ils n'ont pas fait ce que nous
« avons droit d'attendre d'eux. Leur devons-nous
« encore l'exécution des promesses qui supposaient de
« leur part une conduite plus active ? Il importe qu'ils
« soient inquiétés sur tout ce qui les intéresse et que,
« quand il sera temps de leur prouver que nous ne vou-
« lons pas les sacrifier, ils soient eux-mêmes en état de
« seconder puissamment nos intentions.

« C'est en nous créant ainsi une marche combinée,
« c'est en nous attachant à quelques principes et en lais-
« sant ensuite l'Europe entière dans l'incertitude sur
« nos véritables projets, que nous viendrons à bout d'en
« amener l'exécution.

« Ce rôle, qui serait funeste à une puissance secon-
« daire, est celui qui convient par-dessus tout à la Répu-
« blique Française, à la nation qui sera vraiment pré-
« pondérante sitôt que son Gouvernement aura été à
« même de déployer, dans ses rapports extérieurs,

« l'énergie, la constance qui ont signalé son administration interne.

« Nous devons nous attendre que les puissances ennemies ou rivales ne cesseront de préparer contre nous quelque ligue, sous le double prétexte de l'agrandissement de notre territoire et des progrès possibles de notre liberté ; mais, en même temps, il n'est pas une d'elles qui ne s'empressera de nous courtiser en secret et de s'attacher à nous, ne fût-ce que pour nous dégager d'un système qui nous conviendrait mieux.

« Je ne prétends pas dire que la République Française doit demeurer toujours libre de ses affections et dégagée de tout système fédératif. Cette pensée est loin de moi. Je regarde une pareille indépendance comme utile dans le moment où il s'agit d'organiser l'Empire, dans le moment où toutes les Puissances de l'Europe, ébranlées par la guerre universelle qui vient de finir, ont besoin de s'asseoir et de se reconnaître, dans le moment où la République veut obtenir du concours de plusieurs factions opposées des résultats qui ne seraient obtenus séparément d'aucune d'elles.

« Toutefois cet isolement doit avoir un terme. C'est parce que la République est puissante qu'elle peut se donner le temps de faire un choix, mais toute sa force ne l'empêcherait pas de courir des chances funestes, si une trop grande indécision prouvait à l'Europe, ou qu'elle ne veut point d'alliés, ou qu'elle ne sait point se décider entre eux. »

Au fond cette étude ne conclut pas. Elle envisage des alternatives diverses et ne donne aucune directive précise. Cependant on peut en déduire que la France désire :

1° la limite du Rhin ;

2° l'abaissement de la Maison d'Autriche par la suppression des électeurs ecclésiastiques catholiques et l'importance donnée au bloc protestant, plus particulièrement à la Prusse ;

3° le paiement des indemnités au moyen des sécularisations.

Tâche formidable résumée en ces quelques lignes. Maintenir le Corps Germanique au delà du Rhin était chose relativement aisée à la suite d'une guerre victorieuse ; mais s'immiscer dans les affaires de plusieurs Etats, aboutir par leur réorganisation à un équilibre entre la puissance allemande, protestante, et la puissance autrichienne, catholique, et servir de médiateur entre ces deux forces, n'était pas aussi simple. Il fallait, au fond, mettre un point final à l'influence de la Maison d'Autriche, rêve de la Monarchie ébauché à la paix de Münster un siècle et demi auparavant !

Bientôt un siècle et demi se sera écoulé depuis Rastadt. La Prusse a absorbé l'Allemagne et la Maison d'Autriche. Le Traité de Versailles n'a pas profité d'une circonstance qui peut ne se retrouver jamais pour reprendre cette notion de balance entre les Etats protestants et les Etats catholiques du centre de l'Europe et nous sommes demeurés les témoins impuissants d'un nouvel acte de ce drame. Sera-ce le dernier ?....

Pour TALLEYRAND, le levier qui devait servir à soulever toutes les difficultés était les sécularisations, et l'intérêt qu'il y attachait était tel qu'il remit aux plénipotentiaires un mémoire sur ce sujet. Nous en reproduisons la partie la plus intéressante :

« Les instructions des plénipotentiaires de la République au Congrès de Rastadt leur ont suffisamment
« indiqué que le principal objet de leur mission était
« d'obtenir la cession des droits de l'Empereur et de
« l'Empire sur tous les pays qui *sont* et *seront* compris
« dans les nouvelles frontières des Républiques française, batave, helvétique, cisalpine et ligurienne.

« Par ceux qui y *sont* compris, on entend les pays
« dont la cession est déjà stipulée par le traité de
« Campo-Formio.

« Par ceux qui y *seront* compris on entend les cessions ultérieures qu'il est possible d'obtenir pour le
« résultat du traité futur avec l'Empire.

« Mais comme, dans l'un et l'autre cas, il y aura
« toujours un certain nombre d'Etats, de Principautés
« séculières et sacerdotales, séparés du Corps Germanique, par conséquent des propriétaires à dédommager, et comme il est reconnu que ce dédommagement
« ne peut avoir lieu que par les sécularisations, c'est ce
« principe lui-même qu'il s'agit d'appliquer.

« S'il n'était question que de faire ratifier par
« l'Empire le traité conclu avec son Chef, il ne s'agirait
« pareillement que de pourvoir aux indemnités des
« Princes qui se trouveraient dépossédés par les conséquences dudit traité et alors il n'y aurait lieu qu'à
« des sécularisations partielles ainsi qu'il est arrivé au
« traité de Münster, mais les plénipotentiaires sont
« pénétrés du prix qu'attache le Gouvernement Français à rendre la sécularisation complète.

« Quelque avantageuse que soit la limite qui est
« acquise à la République par le traité de Campo-Formio, sous le double rapport de l'extension et de la

« défense militaire, il n'est pas douteux que son intérêt
« lui conseille de la prolonger le long du Rhin jusqu'à
« Wesel et de ne laisser à la gauche de ce fleuve aucun
« Etat d'Empire. »

« Un autre intérêt d'ailleurs, qui n'est pas moins
« réel, et qui tient à nos engagements les plus sacrés,
« c'est celui de procurer à la République Batave des
« arrondissements et des extensions à l'est de ce qu'elle
« possède aujourd'hui, pour l'indemniser, aux termes
« de l'article 16 du traité de La Haye, de ce qu'elle nous
« a cédé par l'article 12 et pour nous mettre en même
« temps dans le cas d'obtenir d'elle encore quelques
« cessions de territoire à l'effet de rectifier notre fron-
« tière actuelle.

« Ce qui est vrai pour la République Batave l'est
« aussi pour la Confédération Helvétique. Nous avons
« avec elle quelques arrangements à faire pour le re-
« dressement de notre commune limite, qui supposent
« les moyens de la dédommager d'un autre côté et,
« comme ces deux puissances ne paraîtront point au
« Congrès, toutes les cessions doivent se faire à la
« France, qui saura ensuite en disposer.

« Dans cette hypothèse, la République Française se
« trouverait bornée par le Rhin depuis Bâle jusqu'à
« Wesel, et une ligne droite, tirée de ce point jusqu'à
« Berg-op-Zoom, formerait la nouvelle limite avec la
« Hollande.

« Alors la République Batave obtiendrait, outre les
« enclaves de Ravenstein, de Megen, de Gemert, de
« Sevenäer et une partie du Duché de Clèves, tout le
« pays qui s'étend à la rive gauche de l'Ems depuis son

« embouchure jusqu'à Rheinen et depuis Rheinen
« jusqu'à Wesel suivant une ligne droite tirée de l'une
« à l'autre ville.

« C'est donc sur cette base qu'il faut travailler parce
« qu'il est évident qu'il sera toujours plus facile de
« descendre du plus au moins que de remonter du
« moins au plus, parce que d'ailleurs, ainsi qu'il a été
« observé dans le mémoire remis aux plénipotentiaires
« sous le N° 1, l'exécution du cinquième des articles
« secrets qui accorde à la Maison d'Autriche un agran-
« dissement considérable dans le Cercle de Bavière et
« les autres avantages que la négociation peut lui pro-
« curer ne doivent avoir lieu qu'autant qu'elle rendra
« praticables les arrangements qui peuvent nous con-
« venir.

« Mais, avant de présenter le tableau des compen-
« sations, il faut encore rappeler le principe :

« 1° *La sécularisation doit être totale,*

« 2° Les Princes dépossédés doivent être dédom-
« magés de deux manières, savoir : les Princes Laïcs en
« territoires, les Princes Ecclésiastiques en conservation
« de jouissance uniquement viagère, même en pension,
« s'il est possible.

« Une observation qu'il est essentiel de répéter ici,
« c'est que la Maison d'Autriche a seule avantage à la
« combinaison qui conserverait trois Electeurs catho-
« liques et prêtres.

« Peut-être serait-il possible de lui insinuer que le
« Collège Electoral deviendrait sans objet si, pour réta-
« blir l'indépendance de l'Allemagne et la parité de
« garantie pour les deux religions, on rendait l'Empire

« héréditaire et alternatif dans les deux Maisons d'Autriche et de Prusse de manière que, le Chef de l'une étant Empereur, le Chef de l'autre serait Roi des Germains (car il conviendrait d'établir cette dénomination plus nationale et plus vraie que celle de Roi des Romains).

« Les Electeurs Laïcs s'opposeraient faiblement à cette innovation puisqu'aucun d'eux ne peut se flatter de parvenir jamais à l'Empire et d'y trouver ni son bonheur, ni celui de sa nation. La Prusse serait vivement attirée par cet accroissement d'honneurs et l'Autriche elle-même pourrait ne pas résister à ce moyen d'assurer à sa Monarchie l'alternance d'une dignité que, s'il lui arrivait de manquer une fois l'élection, elle ne serait pas sûre de recouvrer jamais. Les Electeurs conserveraient leurs autres prérogatives et le titre de Grand Duc remplacerait celui qui n'aurait plus ni objet, ni fonctions.

« Un moyen de décider l'Autriche à cette mesure, c'est d'insister sur la sécularisation complète, sur celle des Electorats même, soit pour le moment actuel, soit qu'à la mort de chaque titulaire son titre passe sur tel ou tel Prince d'Allemagne. Comme il n'y a guère que le Landgrave de Hesse-Cassel, le Duc de Wurtemberg et le Prince d'Orange qui puissent prétendre à cette dignité, et qu'ils sont tous protestants, l'Empereur, dans la crainte de voir la couronne impériale échapper sans retour à sa Maison, préférera d'entrer en partage avec celle de Brandebourg.

« Il serait cependant encore possible que, parmi les nouveaux Electeurs qui doivent être substitués pour

« le présent et pour l'avenir à ceux de Mayence, de
« Cologne et de Trèves, il y eut un Prince catholique,
« même un frère ou un oncle de l'Empereur. Toutes ces
« combinaisons sont possibles. C'est avec le temps, c'est
« sur les lieux que les plénipotentiaires seront à même
« de les discuter et de s'attacher à la préférable..... »

Dans quelles dispositions étaient la Prusse, l'Autriche et les autres membres du Corps Germanique ?

Les succès des armées de la République avaient frappé de stupeur les puissances européennes qui durent, bon gré, mal gré, reconnaître en elles une force avec laquelle elles devaient compter. Mais il faut bien se rendre compte qu'à cette époque « quelque puissante que soit la République, elle impose moins de confiance que de respect » (1) parce que ses principes ne peuvent s'accorder avec la forme monarchique des gouvernements d'Europe. Cette raison explique la sourde hostilité dont la France, complètement isolée, est entourée.

L'intérêt des puissances vaincues est d'empêcher le retour à des relations normales en faisant traîner les discussions en longueur et en essayant de tout remettre en question grâce à une nouvelle coalition.

La Prusse, cependant, aspirait à une alliance avec la France, à laquelle poussait M. d'HAUGWITZ, son Ministre des Affaires Etrangères. Elle avait donné, par le traité secret du 18 Thermidor An 4, son accord sur la cession de la rive gauche du Rhin et sur le principe des

(1) Talleyrand, « Mémoires sur la situation de la République Française considérée dans ses rapports extérieurs avec les autres puissances ». Au Directoire, le 22 Messidor, An 6 (10 juillet 1798).

sécularisations ; les indemnités qu'elle réclamait n'étaient pas excessives comparées à bien d'autres. Mais ce traité n'était pas définitif.

Entre les deux puissances il y a un malentendu : TALLEYRAND prétend que la Prusse s'est engagée à une participation active dans la guerre contre l'Autriche, or cette clause n'est stipulée dans aucun traité et la Prusse la nie. En outre, la Prusse ne comprend pas le traité de Campo-Formio. Pourquoi la France victorieuse n'y obtient-elle pas la ligne frontière qu'elle désirait ? Existe-t-il un traité secret ? Que contient-il ? La Maison d'Autriche cherche-t-elle à augmenter son influence en Allemagne ?

Questions angoissantes, insolubles, puisqu'en réponse à ses avances elle ne reçoit que des marques de froideur. Devra-t-elle donc s'allier à la Russie contre l'Autriche et la France pour ne pas rester isolée ?

La situation de l'Autriche est beaucoup plus nette. Quoique vaincue, son état ne s'est pas trouvé empiré. La création de la République Cisalpine inquiète bien le Cabinet de Vienne, tant par sa proximité que par la crainte de l'influence des principes démocratiques sur l'Italie, mais les acquisitions de l'Autriche en Italie constituent un équivalent complet de la perte des Pays-Bas et de la Lombardie, et l'Archevêché de Salzbourg lui est promis par le traité secret de Campo-Formio.

Il est vrai que le traité de Campo-Formio est mal rédigé, certains de ses articles étant obscurs ou même contradictoires, mais l'Autriche, tout comme la France, compte bien en profiter. Il est en effet impossible d'assurer l'exécution du traité sans une collaboration intime

et permanente entre la France et l'Autriche. Paris fait déjà des avances à Vienne qui les accueille avec calme et s'apprête à une rude opposition.

Quant aux autres membres de moindre importance du Corps Germanique, ils ne pouvaient que se rallier à la Prusse, à l'Autriche ou à la France, suivant leur intérêt, dans le cours des négociations.

CHAPITRE II

LES DISCUSSIONS

A. — La Frontière du Rhin

Sans attendre la régularisation des pouvoirs qui nécessitait la réunion de la Diète, TREILHARD commença les conversations avec les Ministres présents à Rastadt. Le point le plus important pour nous était la rive gauche du Rhin et c'est celui auquel il s'attacha tout d'abord. La Prusse nous l'avait bien accordée par le traité de Thermidor dont nous ne pouvions faire état parce qu'il était secret et n'avait jamais été ratifié ; l'Autriche nous l'accordait presque dans le traité secret de Campo-Formio, mais comme il n'avait pas été communiqué à la Diète nous ne pouvions pas davantage en faire état. Le marchandage allait commencer. Voici l'atmosphère du Congrès au début des négociations.

Rastadt, 20 Frimaire An 6.

Citoyen Ministre,

« ...Il faut cependant commencer à s'occuper du
« fond. Avant de partir, BONAPARTE m'a dit qu'il fallait
« débiter par demander la reconnaissance de nos
« limites telles qu'elles sont convenues dans le traité de
« Campo-Formio. J'y trouve de la difficulté. Je tiens
« fortement, comme de raison, aux limites du Rhin ;
« or, ne demander dans le principe que les limites de
« Campo-Formio, n'est-ce pas renoncer, en quelque ma-

« nière, à des limites plus reculées ? Quand on sera
« convenu de ces limites, comment nous y prendrons-
« nous pour en avoir d'autres ? Au contraire, si deman-
« dant des limites plus amples nous ne les obtenions
« pas, nous tomberions tout naturellement sur celles de
« Campo-Formio, ce serait notre pis-aller.

« Je sens cependant, qu'en demandant celles-ci
« l'Autriche nous appuie et, qu'en demandant les autres,
« elle peut cesser d'être d'accord avec nous parce qu'elle
« sentira que la cession de ce qui appartient à la Prusse
« entraînera une indemnité, ce à quoi elle ne veut pas
« entendre. A cette occasion je vous observerai que,
« causant avec Monsieur de COBENZEL, je lâchai qu'il
« serait fort à désirer que nous n'eussions plus de point
« de contact avec l'Empire Germanique et que le Rhin
« nous séparât.

« Il répondit que nous avions pris l'engagement de
« restituer à la Prusse ses possessions sur la rive gauche.
« Quand nous avons traité le litige, nous avons fait ce
« qui, dans le moment, nous a paru le plus utile pour
« les deux Etats, cela n'exclut pas des arrangements
« plus avantageux pour les uns et les autres si les cir-
« constances le permettent.. Il m'opposa avec beaucoup
« de vivacité notre garantie que la Prusse n'aurait
« aucun accroissement et me dit que cet article avait
« été bien médité, bien entendu ; je vis percer toute
« l'animosité de l'Autriche. Je me contentai de dire
« que nos intérêts étaient communs et que, de part et
« d'autre, nous ne voudrions jamais que ce qui serait
« avantageux aux deux parties. Je parlai d'autre chose.
« Vous pouvez entrevoir que l'Autriche ne s'éloigne

« de la cession de la rive gauche que parce qu'elle ne
« veut pas d'indemnité pour le roi de Prusse et ce
« motif subsistera à quelque instant que soit faite la
« proposition de cession ; il n'y a donc pas de raison
« de nous abstenir de la faire dans le principe.

« J'ai cru devoir fixer votre attention sur cet arti-
« cle dans le moment où vous pouvez vous expliquer
« avec BONAPARTE. Vous avez tout le temps de nous
« transmettre vos instructions ; l'ouverture du Congrès
« n'est pas prochaine. D'ailleurs l'arrivée des Ministres
« prussiens peut donner un autre cours à tout ceci et,
« si nous convenions avec eux de quelque chose, il fau-
« drait bien que l'Autriche en passât par là.

« Je prévois néanmoins des difficultés de la part
« des Prussiens vu le rôle qu'ils paraissent se proposer
« de jouer : ils ne renonceront pas à l'occasion de
« représenter l'Empereur comme ayant trahi la cause
« de l'Empire et de se patriotiser à ses dépens, mais,
« après avoir donné du jeu à leur passion, ils doivent
« cependant finir par s'entendre avec nous quand ils
« y trouveront leur avantage. Enfin, dans les hypothèses
« les moins favorables, nous nous trouverons toujours
« avec nos limites de Campo-Formio que la République
« et l'Empereur sont toujours bien forcés d'accepter
« et le roi de Prusse ne songera sûrement pas à rentrer
« en guerre quand il nous verra unis.

« Je persiste à croire qu'il ne faut pas se contenter
« de demander d'abord la reconnaissance des limites
« de Campo-Formio parce que, si l'on accédait sur-le-
« champ à cette demande, crainte de pis (ce qui serait
« possible vu le découragement des princes de l'Empire

« et l'influence de l'Autriche sur le Congrès) nous
« aurions de l'embarras à revenir à nos limites du
« Rhin, pendant qu'au contraire les oppositions à la
« demande de ces dernières limites ne préjudicieraient
« en rien à la reconnaissance de celles de Campo-
« Formio.

« On s'assemble tous les soirs chez le Ministre de
« Saxe. J'avais oublié de vous le marquer. C'est un
« de ceux que j'ai vu le moins. Il ne m'a pas paru
« mettre à la conclusion de la paix autant de prix que
« plusieurs autres mais j'ai pu mal juger le fond de
« ses sentiments ; je désire l'occasion de le revoir pour
« le mieux connaître.

« Salut et Respect.

« P. S. — Albin perd la tête pour la cession de
« Mayence. Monsieur de COBENZEL m'a dit hier qu'il
« avait dit qu'il se jetterait dans la ville et que Mon-
« sieur de l'HERBAC lui avait répondu : « C'est très bien,
« mais c'est une armée qu'il faut ».

TREILHARD ne se faisait pas d'illusions sur les difficultés qui l'attendaient : Prusse d'un côté, Autriche de l'autre, et, malgré les rapports favorables de notre Ambassadeur à Berlin, il doutait : « CAILLARD nous
« promet des merveilles, mais je le connais depuis
« longtemps. Il est un peu enclin à se flatter, en prenant ce mot dans toutes ses acceptions. J'ai peine à
« croire à la bonne foi du Cabinet de Berlin. Montrons
« lui son intérêt et il sera pour nous, mais son intérêt
« aura bien de la peine à se concilier avec celui de
« l'Autriche. Il ne sera pas facile de faire aller de
« front ces deux attelages ».

Nous avons vu la prise de contact avec l'Autriche. Celle avec la Prusse devait suivre peu de jours après et la première conversation fut assez cordiale.

Rastadt, 28 Frimaire An 6.

Citoyen Ministre,

« Le Comte de GÆRTZ et Monsieur JACOBI sont
« arrivés avant-hier. Le premier était à Carlsruhe
« depuis quelques jours. Je pensais qu'il étudiait la
« carte de Rastadt. La vérité est qu'il attendait
« Monsieur JACOBI qui, ayant passé par Berlin, était
« porteur des instructions de sa Cour.

« Hier matin, l'un et l'autre sont venus me voir.
« Je dois vous rendre un compte exact de notre
« conversation. Ils ont débuté par me dire qu'ils ap-
« portaient les dispositions les plus amicales et que le
« premier article de leurs instructions était de s'en-
« tendre et d'agir en tout de concert avec nous. J'ai
« répondu qu'ils n'ignoraient pas que la République
« avait toujours provoqué ce concert et cette union et
« que, s'ils n'ont pas existé aussi intimes que nous le
« désirions, ce n'est pas la faute du gouvernement
« français. Mais j'ai ajouté que, lorsqu'on se réunissait
« pour négocier, il fallait oublier tout ce qui, dans le
« passé, avait pu laisser quelques nuages. Ils m'ont
« paru très empressés d'entamer des conférences, je
« me suis montré aussi empressé qu'eux.

« L'article de la Bavière a été, le premier, mis en
« avant. Indépendamment de l'intérêt de la Prusse,
« qui ne lui permet pas de voir avec indifférence l'ac-
« croissement de la Maison d'Autriche, le comte de

« GÆRTZ, Beau-Père du Ministre du Duc des DEUX-
« PONTS, et qui venait de passer deux jours avec son
« gendre à Carlsruhe, avait été fortement chauffé sur
« cet objet. La République Française, dit-il, a intérêt
« de maintenir une espèce d'équilibre entre l'Autriche
« et la Prusse : or, si l'Autriche s'agrandit encore dans
« la Bavière, cet équilibre est rompu pour toujours
« sans qu'il soit possible de le rétablir, quelque indem-
« nité qu'on pût d'ailleurs donner à la Prusse. Je n'ai
« pas cru devoir convenir des dispositions du traité de
« Campo-Formio et, sans rien dénier précisément, j'ai
« dit que je ne pouvais pas savoir quel serait le résul-
« tat des conférences de Rastadt, mais qu'on devait bien
« sentir que la République n'avait ni penchant, ni inté-
« rêt à augmenter la puissance de la Maison d'Autriche
« et, qu'au contraire, elle devait être disposée à favo-
« riser les prétentions légitimes de la Prusse.

« On est revenu sur l'importance de la Bavière,
« sur les inconvénients qu'entraînerait une cession,
« même partielle, sous tous les points de vue, etc, etc...
« Vous connaissez tout ce qu'on a pu dire ».

« J'ai encore répondu d'une manière évasive. J'ai
« cependant ajouté ensuite : « Mais, enfin, si cela était
« fait (ce que je n'avoue pas) il faudrait cependant
« bien en prendre son parti ».

« Après un instant de silence, Monsieur de GÆRTZ
« a répondu : « Si cela était fait il n'y aurait pas de
« remède, et certainement, la Prusse ne ferait pas la
« guerre pour l'empêcher ; il faudrait alors tâcher de
« l'augmenter en proportion de l'augmentation accor-
« dée à l'Autriche. Il m'a répété que sa Cour voudrait

« tout ce que nous pourrions désirer, mais qu'elle comptait aussi sur l'appui de la République pour obtenir des équivalents. Il revenait toujours au désir de s'entendre avec nous et me pressait de dire ce que voulait la République. « Je peux vous dire, ai-je répondu, ce que je désirerais personnellement : c'est le Rhin pour limite jusqu'à Wesel ». Il m'a répondu à l'instant : « Nous y consentons, nous vous cédon les possessions prussiennes, mais il nous faudra une indemnité ». J'ai répondu que la République n'oublierait jamais les engagements qu'elle avait pris à cet égard.

« Enfin j'ai terminé en lui disant que le Général BONAPARTE premier de la légation, qui était sur le point d'arriver, et mon collègue BONNIER, s'applaudiraient avec moi des dispositions de la légation prussienne, qu'elle trouverait dans la légation française le désir le plus sincère de se concilier avec les Ministres de Prusse et que, certainement, nous finirions par nous entendre parfaitement.

« Il me semble que, dans une première conférence, on ne pouvait pas en dire davantage.

La Prusse semblait donc en de bonnes dispositions. La seule crainte qu'elle eût provenait de la Bavière, mais aucune ligne de conduite à son égard n'avait été fixée aux plénipotentiaires et la situation de TREILHARD était délicate. Il le sentait et réclamait des instructions en ces termes.

Rastadt, 30 Frimaire An 6.

« Depuis notre première entrevue avec les Ministres prussiens, j'ai revu deux fois M. JACOBI : une fois chez

« lui, avec mon collègue, une autre fois chez moi, seul.
« Il est si pressant pour obtenir la communication des
« conventions de Campo-Formio qu'il devient un peu
« embarrassant et que je commence à craindre qu'il
« ne les connaisse aussi bien que nous.

« Je me suis toujours tenu dans les termes géné-
« raux comme dans ma première conversation ; j'ai
« parlé des sentiments et des intérêts de la République
« qui la porteront toujours à favoriser les vues de la
« Prusse, parce que je supposais qu'elle n'en aurait
« jamais que de raisonnables, mais je n'ai pas cru
« devoir lui dire encore rien de plus particulier jus-
« qu'à ce que nous ayons reçu de vous des éclaircis-
« sements sur la manière dont nous entamerons la
« négociation et je me suis contenté de lui parler, com-
« me la première fois, de mon vœu particulier.

« Monsieur JACOBI cherchait à se faire honneur des
« sentiments que sa Cour avait toujours eus pour nous ;
« j'ai cru, sur cet article, devoir un peu rabattre son
« caquet et je lui ai dit, en plaisantant et fort honnê-
« tement, que nous aurions bien désiré que la Prusse
« ne se fût pas tenue aux premières loges et les bras
« croisés pour voir, sans risques, le combat du taureau ;
« que l'Autriche et nous avions pensé fort sagement
« que le spectacle avait duré assez longtemps mais que,
« dans ce moment, la République était fort disposée à
« s'entendre avec la Prusse dont l'intérêt bien entendu
« se confondait avec le nôtre.

« Vous voyez que notre rôle ne peut pas durer
« longtemps tel qu'il est : mettez nous en position de
« parler plus ouvertement avec les ministres prussiens ;

« songez que nous n'aurons pas plutôt commencé à
« nous expliquer que le Ministre de l'Empereur leur
« communiquera, s'il ne l'a déjà fait, les articles 9 et
« 10 secrets et il faut bien que nous sachions votre
« dernier mot pour régler notre conduite et nos dis-
« cours.

« Je vois, comme vous, que toute la négociation se
« concentrera entre les trois députations de l'Autriche,
« de la Prusse et de la République, mais ne comptez
« sur celle de la Prusse qu'autant que son intérêt s'y
« trouvera et vous sentez que, de ce moment, l'Autri-
« che ne marchera pas avec nous : c'est sur ce point
« que je désirerais vos instructions précises. Que peut-
« on promettre à la Prusse pour la satisfaire ?

« Je regrette bien que le Général BONAPARTE ne soit
« pas ici. Sa présence est nécessaire ; rien ne peut
« suppléer cette prépondérance qu'il a méritée et ac-
« quise à tant de titres. »

Nouvelle demande le 6 Nivôse :

« Nous vous demandons dans notre dépêche offi-
« cielle de ce jour des instructions plus précises pour
« régler notre marche avec les Ministres prussiens ;
« je vous ai déjà fait cette demande dans mes lettres
« particulières. Vous êtes certainement pénétré de la
« nécessité d'y répondre le plus tôt possible. Je n'ajoute
« rien à cet égard ».

Ce manque de directives gênait d'autant plus les négociateurs que les Prussiens avaient l'air pressés d'aller de l'avant et d'aboutir par crainte de l'Autriche :

Rastadt, 8 Nivôse An 6.

Citoyen Ministre,

« Monsieur le Comte de GÆRTZ est venu hier me
« voir et nous avons passé longtemps ensemble. Il m'a
« d'abord témoigné son impatience d'entrer en confé-
« rence. Je l'ai prié de se mettre à notre place et si,
« le président étant absent, devant revenir d'un mo-
« ment à l'autre après avoir discuté avec le Gouver-
« nement les objets qui doivent nous occuper, ce pré-
« sident étant BONAPARTE, il ne lui paraîtrait pas in-
« convenant de notre part de ne pas l'attendre. Il m'a
« répondu que nos raisons étaient si bonnes que, s'il
« voyait le retour du Général certain dans quelques
« jours, il demanderait lui-même qu'on l'attendît, qu'il
« espérait que le Gouvernement l'aurait fait partir
« pour Rastadt ou nous aurait dit d'aller en avant ».

« Il craint qu'on ne finisse par lui déclarer que
« tout est arrangé entre l'Autriche et nous, ce qui ferait
« jouer un bien mauvais rôle à sa légation. Je l'ai bien
« rassuré sur ce point et je lui ai dit que c'était avec
« la Cour de Berlin que le Gouvernement français
« aimerait à concerter les dispositions définitives qui
« devront être prises en Allemagne...

« Au travers de tout ce qu'il m'a dit, je vois ou
« crois voir que c'est de bonne foi que la Prusse veut
« se concerter avec nous et que, du moment où nous
« pourrons parler, nous serons près de nous entendre.
« Veuillez donc vous expliquer sur divers articles de
« mes dernières lettres et de la lettre officielle n° 11.

Salut et Respect.

La question de la Bavière risquait de faire disparaître les bonnes dispositions que montrait la Prusse tellement elle y attachait d'importance. TREILHARD s'en rendait parfaitement compte, mais comment sortir du silence auquel nous condamnait le traité secret de Campo-Formio ?

Rastadt, 12 Nivôse An 6.

Citoyen Ministre,

« La satisfaction de la Prusse est le seul point em-
« barrassant. D'après mes conversations particulières,
« nous serions d'accord sur la rive gauche... Je ne vois
« qu'un article qui présente de grandes difficultés mais
« cet article est le premier pour la Prusse ; c'est celui
« sans lequel vous ne pouvez compter sur elle. Il faut
« que nous sachions le mot du Gouvernement afin de
« nous régler là-dessus :

« Les Prussiens, qui se doutent bien (s'ils n'ont la
« certitude) des cessions à l'Autriche dans le cercle
« de Bavière, répètent sans cesse qu'ils ne voudraient
« rien si l'Autriche n'acquerrait rien et qu'il faut établir
« un équilibre entre les deux puissances. Je leur ai
« bien répondu que les acquisitions, de la part de l'Au-
« triche, ne forment pas pour elle augmentation de
« puissance puisqu'elle a perdu d'un autre côté, que
« l'Autriche était, avant la guerre, bien supérieure en
« forces et qu'il n'y aurait ni justice à prétendre deman-
« der un équilibre qui n'a pas existé, ni possibilité de
« l'établir. On convint du dernier point, mais on est
« loin de convenir que l'Autriche n'a pas beaucoup
« gagné au traité. On prétend que la centralisation seule
« est un grand avantage et qu'indépendamment de

« celui-là l'Autriche a acquis et acquerrera territoires,
« sujets et revenus plus qu'elle n'en a perdus. On ob-
« serve que nos acquisitions maintiennent bien l'équi-
« libre entre nous et l'Autriche, mais qu'elles n'en
« laissent pas moins la Prusse, relativement à l'Autri-
« che, dans un état d'infériorité plus grand qu'avant
« la guerre.

« Il paraît cependant qu'on serait disposé à
« s'exécuter. Monsieur de GÆRTZ m'a déjà dit qu'on
« pourrait céder à l'Autriche le territoire au delà de la
« Salza. C'est peu comparé à ce qui est promis, mais
« enfin c'est un pas en avant.

« Je ne peux que vous répéter que tout me porte
« à croire que, dans ce moment du moins, les Prussiens
« vont franchement et je crois que, si j'avais une
« direction précise, j'aurais avancé la besogne.

« Nous vous faisons passer avec notre dépêche
« officielle, plusieurs notes de M. de METTERNICH. Vous
« verrez que nous avons cru devoir réclamer contre
« la qualité de « Ministres de France » qu'il a em-
« ployée. Il m'a assuré qu'il nous donnerait à l'avenir,
« celle de « Ministres de la République Française »,
« mais il m'avait mis dans la nécessité de lui dire que
« nous ne recevions plus de notes dans lesquelles cette
« qualité ne serait pas exprimée. Il m'a dit tant de pla-
« titudes que je ne concevrais pas le choix d'un pareil
« homme pour une mission aussi importante, si je
« n'étais d'ailleurs convaincu que même les gouver-
« nements les plus sages font quelquefois des choix
« aussi peu convenables ».

Cette lettre rapprochée des précédentes, permet de
supposer qu'au fond TREILHARD avait l'impression qu'il

fallait mener les négociations d'accord avec la Prusse, que, l'Autriche ne nous étant pas favorable, mieux valait marcher sans elle. TALLEYRAND ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre. TREILHARD insista cependant et, tout en continuant à réclamer des instructions, il montra bien que, à ne pas s'entendre avec la Prusse, on courait le risque de la voir chercher l'appui d'une autre puissance.

Le 16 Nivôse, il affirme sa confiance dans la sincérité de la Prusse :

« Le Cabinet prussien se désiste-t-il de la prétention qu'il a montrée depuis le nouveau règne, à la
« droiture et à la loyauté ? Des lettres que j'ai reçues
« de CAILLARD et de REINHARD sont cependant faites
« pour me confirmer dans l'opinion que ce cabinet est
« aujourd'hui de bonne foi et il jouerait si gros jeu en
« mécontentant la République que je ne peux pas croire
« qu'il ose le tenter quand il en aurait envie. Hier
« encore le comte de GÆRTZ m'a renouvelé ses protestations. Il s'impatiente beaucoup (et moi encore plus)
« de ne pas voir arriver le général BONAPARTE. Il demande de toutes ses forces que nous entrions en discussion. Il faut convenir que le rôle niais auquel vous
« nous condamnez, en ne nous envoyant pas les explications demandées, est bien pénible. J'en conclus que
« le Général ne tardera pas à nous rejoindre, mais je
« voudrais bien quelque chose de plus positif à cet
« égard.

« Nous avons reçu ce matin votre lettre du 9 par laquelle vous nous annonciez des fonds et l'exécution
« de l'arrêté qui augmente les traitements.

« Pour ce qui me concerne ma maison est montée
« et j'y reçois de mon mieux ; indépendamment de la
« décence, je crois que c'est un moyen d'être au cou-
« rant de bien des choses et de maintenir, même d'aug-
« menter son influence, je ne veux pas économiser ».

Le surlendemain, 18 Nivôse, il insiste à nouveau :

« Monsieur JACOBI est venu encore hier me témoi-
« gner son impatience d'entrer en conférence. Nous
« avons longuement conversé et avons fini par nous
« dire que nous serions fort étonnés si nous ne nous
« trouvions pas d'accord par la suite. Toujours mêmes
« protestations de sincérité et d'attachement de la part
« du Cabinet prussien. »

Enfin, le 20 Nivôse, avec tout le respect qu'il doit
à son Ministre des Relations Extérieures, et bien qu'il
s'agisse de lettres non officielles, il fait clairement com-
prendre qu'il en a assez d'être tenu dans l'ignorance :

« Votre lettre du 15 de ce mois nous annonce, pour
« le courrier prochain, les instructions que nous avons
« demandées sur divers objets ; je les attends avec une
« vive impatience, persécuté que je suis par les Minis-
« tres prussiens pour leur dire quelque chose de posi-
« tif et de plus particulier que je n'ai fait jusqu'à ce
« jour.

« Je ne vous dissimulerai pas que le retard des
« explications de la part du Gouvernement me faisait
« soupçonner qu'on traitait directement avec Berlin,
« et, quoique assurément en nous envoyant à Rastadt
« le Directoire ne se soit pas interdit de traiter ail-
« leurs, même que dans plusieurs circonstances, il pût

« être utile et, par conséquent, très à propos de le
« faire, cependant je ne me voyais pas sans peine
« choisi pour jouer le rôle de mannequin et je n'étais
« nullement disposé à me féliciter de la préférence.
« D'ailleurs, dans la supposition qu'on dût négocier
« sur un autre point, il me semble que nous devrions
« en être instruit parce que, sans violer le secret, on
« mesure ses discours de manière à ne pas passer, au
« bout du compte, pour des agents qui n'ont pas même
« la confiance du Gouvernement qui les emploie.

« En mon particulier, je ne mets aucun prix aux
« traitements pécuniaires, ni à leurs augmentations ;
« il ne m'en restera rien, mais j'en mets un très haut
« au succès qui ne peut être que le résultat d'une
« grande confiance, et, si elle me manque, rappelez-
« moi. Je m'en irai avec plus de plaisir que je ne
« suis venu, j'emporterai le témoignage d'une bonne
« conscience et, quoiqu'on puisse dire et faire, l'estime
« de ceux avec qui j'ai eu des relations.

« Monsieur de METTERNICH a eu, dans le temps, la
« prétention de faire l'ouverture du Congrès. Il en a
« fait la proposition aux Ministres de l'Empire qui s'en
« sont moqués et ont toujours délibéré sans lui. Hier,
« 19 Nivôse (8 janvier), il a renouvelé sa demande,
« avec invitation de se préparer à entendre la pre-
« mière proposition de sa part au nom de Sa Majesté
« Impériale : les ministres des Etats Germaniques me
« paraissent peu disposés à reconnaître que l'envoyé
« impérial ait le droit d'ouvrir un congrès, mais il fau-
« dra bien qu'ils entendent les propositions de M. de
« METTERNICH. Quelles sont-elles ? Est-ce que l'Empe-
« reur se proposerait de nous gagner en vitesse et,

« pour prévenir de notre part des demandes plus étendues, de communiquer le premier l'arrangement de Campo-Formio sur nos limites ? La crainte de ces- sions par la Prusse qui entraîneraient pour celle-ci des indemnités, pourrait bien déterminer les Autrichiens à s'exécuter. Quoi qu'il en soit de cette conjecture, les Ministres Prussiens sont toujours moelleux, mais je vois avec peine qu'on perd du temps avec eux et vous ne doutez pas que l'Angleterre ne travaille les Cabinets du Nord. JACOBI étant chez moi, il y a quelques jours, me parla de la nécessité de réprimer le despotisme de l'Angleterre avec une chaleur qui m'étonna ; par réflexion, cette vivacité m'est suspecte. »

Enfin, arrive une lettre de TALLEYRAND datée du 17 Nivôse ! Ce sont certainement les instructions demandées. Que dit-il ?

« Je réponds, Citoyen, à vos lettres...

« Dans celle que j'adresse à la Légation, vous trouverez la réponse du Gouvernement à plusieurs des questions que vous avez faites.

« Continuez à mettre une grande franchise dans vos rapports avec la légation prussienne, mais rappelez-lui que la communication des articles secrets d'un traité n'est jamais qu'une indiscretion méditée, une preuve incomplète de confiance et souvent un piège. Car qui peut jamais dire que ce qu'on montre est ce qui existe, ou qu'il n'existe rien au-delà de ce que l'on montre.

« Nous sommes jaloux que la Prusse ait de meilleures preuves de notre sincérité et, pour peu que la

« sienne y réponde, elle verra bientôt que, bien loin
« d'avoir jamais eu l'intention de la sacrifier, nous
« conserverons l'habitude de la regarder comme un
« allié naturel de la République.

« Sur la manière dont vous devez entamer la négocia-
« tion, je n'ai rien à ajouter à ce que renferme ma
« dépêche à la légation, ainsi que vos instructions pré-
« cédentes. Mayence est en nos mains. Notre frontière
« est assurée. Vous pouvez hautement annoncer des
« prétentions avec lesquelles l'Europe est familiarisée
« depuis plus de trois ans et auxquelles nous ne pré-
« voyons pas de puissants contradicteurs, car il nous
« est impossible de croire que la Maison d'Autriche
« veuille persister à parler de l'intégrité de l'Empire,
« tandis que toutes ses conventions avec nous, à son
« profit comme au nôtre, ne sont assises que sur les
« dépouilles du Corps Germanique. »

Dans toutes ces phrases, il n'y a rien de précis. Des belles paroles et c'est tout. Heureusement nous avons la lettre officielle à la délégation. Il est inutile d'y chercher quoi que ce soit. La lettre que TREILHARD écrit le 24 Nivôse est assez éloquente à ce sujet.

« Citoyen Ministre,

« Je n'ai pas trouvé dans votre lettre officielle les
« explications que je vous avais demandées et que
« vous avez bien voulu m'annoncer par votre lettre
« particulière du 17. Nous restons, à l'égard de la
« Prusse, comme nous étions auparavant ; des géné-
« ralités et des lieux communs tirent d'affaire quel-
« ques instants, mais enfin il faut du positif quand on

« veut avancer et, ne pas avancer, c'est quelquefois
« reculer.

« Vous n'aurez pas plutôt annoncé l'intention de
« conserver toute la rive gauche (vous savez que telle
« a toujours été mon opinion) que vous cesserez d'être
« d'accord avec l'Autriche. Si vous ne l'êtes pas alors
« avec la Prusse, vous ne serez plus dans la position
« que vous avez désirée, c'est-à-dire que vous n'aurez
« ni l'une ni l'autre de ces deux puissances. Or, pour
« s'assurer de la Prusse, il faut, ce me semble, lui par-
« ler positivement de compensations et d'indemnités et
« ne pas s'en tenir à de vagues protestations.

« Le silence du Gouvernement, à cet égard, me
« fait supposer, ou que l'on traite directement avec
« Vienne et Berlin, ou que Bonaparte arrivera bientôt
« avec des instructions. C'est tout ce que je désire
« mais j'aurai toujours le regret que vous ne m'ayez
« pas dit : « attendez », on vous enverra des bases
« convenues », ou « Bonaparte vous portera notre
« vœu »...

...., « Permettez-moi de vous dire que mes lettres
« particulières ne sont pas toutes pour le Ministre, il
« y règne un abandon qui prouve assez que TREILHARD
« parle au citoyen TALLEYRAND ; mais, jusqu'ici, TREIL-
« LARD croit n'avoir reçu de réponse que du Ministre. »

Il était cependant indispensable d'aller de l'avant.
Les pleins pouvoirs, dont nous avons déjà parlé, avaient
été enfin accordés par la Diète : la France, nation victo-
rieuse, devait parler. La situation internationale ne
facilitait pas non plus les choses. Ainsi que le disait
TREILHARD, les événements de Rome étaient fort alar-

mants, ainsi que les incidents de Suisse. D'un autre côté, la Prusse était préoccupée par les projets de descente en Angleterre et JACOBI en parlait souvent. Il s'étendait avec une affectation marquée sur notre intérêt qui était de toujours menacer sans effectuer et, comme TREILHARD affirmait que notre intérêt étant d'effectuer, nous effectuerions, « il répliqua que, si nous ne réussissions pas, PITT serait plus puissant que jamais, « que nous nous trouverions fort reculés si nous succombions dans une entreprise si hasardeuse. »

Enfin, à la Légation française, tout ne marchait pas pour le mieux : « Vous savez, écrivait TREILHARD à TALLEYRAND, que j'ai toujours eu pour maxime qu'une « commission à deux n'allait jamais bien ; il faut être « un ou trois, et vous vous rappelerez peut-être que la « considération que le général BONAPARTE étant nommé « président de notre légation, nous nous trouverions « trois, a influé sur mon acceptation... Vous me rendrez, « au fond du cœur, la justice de croire que je ne tiendrais pas à ces misères si des raisons particulières ne « m'y forçaient. Du reste je répète ce que je vous ai « déjà marqué : si la confiance en moi s'est affaiblie, je « suis prêt à quitter la place ; on finira toujours par « rendre justice à qui il appartient. »

En même temps, il recevait une lettre de TALLEYRAND lui assurant qu'aucune autre négociation relative à la pacification n'était conduite à Berlin et que seule la Légation était chargée de conclure la paix. Mais pas de réponse précise à ses demandes, on le renvoie aux instructions générales données à Paris : limites du Rhin, balance entre la Prusse et l'Autriche. En ce qui

concerne la conduite à tenir avec la Prusse pour la conduite des négociations et la question de la Bavière dont il ne peut pas parler ouvertement : rien. Si, cependant : « C'est aux Ministres prussiens à faire connaître ce qu'ils demandent en échange ». Alors qu'il avait posé cette question : « Que pouvons-nous offrir à la Prusse en compensation ? ».

Alors le 27 Nivôse il ouvre officiellement la discussion et met TALLEYRAND au courant en ces termes le 28 :

« Citoyen Ministre,

« Nous avons fait avec M. ALBINI l'échange des pouvoirs et, rien ne s'opposant plus à ce que nous fixions notre première proposition (celle de la rive gauche, conformément à nos instructions), nous avons cru devoir commencer par prévenir de cette démarche les ministres prussiens. C'est une attention qui nous a paru convenable.

« Nous nous sommes donc rendus chez M. de GÖERTZ et nous avons trouvé chez lui M. JACOBI ; je vais vous rendre compte sommaire, mais exact, de notre conférence :

« Je portais la parole. J'ai dit que l'arrivée des pleins pouvoirs nous mettait en mesure de commencer nos négociations, que nous aimerions à concerter avec eux nos démarches et que nous leur communiquions, en conséquence, notre première demande ; la France attaquée, victorieuse, ne peut faire qu'une paix glorieuse, utile et durable. La base d'une paix de cette nature doit être nécessairement la rive gauche du Rhin pour limites, sans exception ni restriction. Il n'est personne qui n'ait prévu ce résultat

« et qui ne le trouve convenable. Il est aussi de l'intérêt
« de l'Empire d'avoir des limites fixes et qui prévien-
« nent tout prétexte ultérieur de discussion. Nous
« comptons que la Prusse ne laissera pas échapper
« cette occasion de nous prouver la sincérité des sen-
« timents dont elle nous a donné l'assurance et elle
« doit aussi s'attendre, de la part de la République
« Française, à un appui efficace pour lui faire obtenir
« les indemnités auxquelles elle a droit de prétendre.

« Les Ministres Prussiens n'ont témoigné ni sur-
« prise ni répugnance. Au contraire, ils nous ont dit
« que la Prusse avait déjà donné son assentiment et
« qu'elle comptait que le Gouvernement Français
« tiendrait aussi les conventions faites avec elle..

« M. de JACOBI s'est jeté dans de grand détails pour
« prouver que, si l'on donnait à l'Autriche tout ce
« qu'on assure lui avoir été cédé, aucun dédommage-
« ment ne pourrait indemniser la Prusse ni la garan-
« tir contre la puissance de sa rivale. Nous avons
« répondu que... il ne fallait rien confondre et que cha-
« que question viendrait en son temps ; qu'aujourd'hui
« il ne s'agissait que des limites de la République, de
« la rive gauche du Rhin..

« Voilà, en substance, ce qui a été dit de part et
« d'autre, mais je ne suis point mécontent de cette
« conversation. Au reste, les ministres prussiens parais-
« sent contents de la marque de confiance que nous
« leur avons donnée. »

Le lendemain, le Comte de METTERNICH réunissait les représentants du Corps Germanique et, dans un discours, il signalait le Gouvernement Français comme un

ennemi qui se permettrait d'interpréter, d'après sa convenance, la parole qu'il avait donnée, qui ne tenait aucun compte de la foi des peuples, qui, pendant l'armistice et les négociations pour la paix, avait franchi les lignes militaires tracées dans l'Empire Germanique, déclaré inadmissible l'importante condition préliminaire arrêtée sur l'intégrité de l'Empire et extorqué la production de pouvoirs illimités par la menace de rompre les négociations. Puis il fit part à la Députation que la légation française lui avait déclaré que son Gouvernement exigeait le cours du Rhin pour limite et comme base principale du traité.

TREILHARD et BONNIER lui en avaient, en effet, fait part après avoir vu les Ministres Prussiens et il avait répondu qu'il transmettrait la proposition aux Ministres du Congrès. Mais METTERNICH avait l'air d'ignorer que l'occupation de Mayence résultait du traité secret de Campo-Formio et cependant il était le seul qui en eût certainement connaissance.

Le marchandage de l'Autriche commençait, le même jour d'ailleurs, 30 Nivôse, M. de COBENZEL venait rendre visite à TREILHARD comme en témoigne la lettre particulière que celui-ci adressa à TALLEYRAND.

« Citoyen Ministre,

« Je dois vous rendre compte d'une conversation
« que j'ai eue avec M. de COBENZEL....

« Il est enfin venu à l'objet de notre conférence de
« la veille avec M. de METTERNICH. Voici le résumé de
« ce qui a été dit. Il a prétendu que notre demande
« était contraire au traité de Campo-Formio. J'ai
« répondu que je ne le pensais pas.

« — Mais nous sommes, a-t-il dit, convenu de
« limites.

« — Oui, mais cette convention n'est nullement
« exclusive d'en faire une autre avec l'Empire.

« — Il faut donc qu'aux termes de l'article 7 du
« traité secret, l'Empereur obtienne un équivalent.

« — Nous transmettrons à notre Gouvernement
« les demandes que vous pourriez nous faire et vous
« trouverez toujours dans le Directoire les sentiments
« que vous êtes en droit d'attendre.

« M. de COBENZEL m'a ensuite parlé de la Prusse.

« — Vous vous êtes engagé à rendre au roi de
« Prusse ses possessions.

« — Oui, s'il les exige, mais nous ne le forcerons
« pas à les reprendre.

« — Au moins il n'aura pas d'indemnité, vous
« l'avez garanti.

« — On a prévu un cas : celui de la restitution et
« l'on a dit que, la République n'ayant pas de diffi-
« culté de restituer, il ne serait question d'aucune
« acquisition ; il ne me paraît pas que cela s'applique
« au cas, non prévu, où on ne restituerait pas.

« — Mais que voudriez-vous donc céder à la
« Prusse ?

« — Je n'ai aucune donnée sur ce point, mais il
« me paraîtrait bien prudent de se concerter avec vous
« et avec elle ; si nous pouvions être d'accord entre
« nous trois, la paix serait bientôt faite.

« Ici je vous observe que, dans notre entrevue avec
« M. de GÖERTZ, celui-ci nous avait témoigné le désir

« d'un concert entre les trois légations, il nous avait
« même prié d'en faire l'ouverture aux Ministres de
« l'Empereur. Je lui avais répondu que je croyais que
« ce concert se formerait, mais que le moment de le
« proposer n'était peut-être pas encore venu. Je jetai
« donc en avant cette idée et il ne me parut pas que
« M. de COBENZEL y fut opposé autant que je le crai-
« gnaïs. Je crois même qu'il ne s'éloignerait pas de con-
« certer les bases d'un traité, sauf, après à appliquer
« les principes dont on serait convenu. En fait, il s'agit,
« pour terminer, de satisfaire l'Autriche et la Prusse,
« ce qui n'est pas facile, mais ce que je ne crois pas
« impossible.

« Enfin M. de COBENZEL me dit : « Vous sentez
« bien que je ne peux pas répondre sur votre demande
« de la rive gauche sans avoir obtenu des instructions.
« Nous ne nous étions pas engagé à soutenir cette
« demande. J'enverrai un courrier à Vienne ». Je lui
« ai dit que je vous ferais part de notre conversation...

« J'ai bien dit aux Prussiens ce que vous me mar-
« quez de leur dire, mais ils répondent toujours que,
« leurs demandes devant être différentes suivant le
« plus ou moins de cessions faites à l'Autriche, il faut
« avant tout que nous nous expliquions sur ce point.
« Je vous ai toujours observé que, du moment où nous
« parlerions de la rive gauche du Rhin, l'Autriche ne
« nous soutiendrait plus et qu'il serait bon alors de
« parler à la Prusse d'une manière plus positive sur
« ses indemnités ; elle veut, aux termes du traité
« secret, le 18 thermidor an 4, la cession des posses-
« sions qui y sont désignées pour prix de ce qu'elle
« cède à la gauche du Rhin. Elle réclame...

« Notre embarras à nous vient de ce que, forcés de
« tenir secrets les articles de Campo-Formio, nous ne
« pouvons pas entrer en discussion avec la Prusse sur
« le prétendu agrandissement de l'Autriche. *C'est là-*
« *dessus que nous désirerions le dernier mot du Gou-*
« *vernement.* »

Il ne restait plus qu'à attendre l'effet que ces demandes de la France allaient produire sur la Délégation de l'Empire. Cependant TREILHARD s'inquiétait de voir se prolonger l'absence de BONAPARTE. « Je
« tremble, écrivait-il, que le Général BONAPARTE ne
« finisse par nous déclarer qu'il ne peut pas venir à
« Rastadt. Pour peu qu'il tarde, le moment d'effectuer
« la descente (en Angleterre) arrivera ; c'est ce qui
« pourrait survenir de plus fâcheux pour nos négocia-
« tions. Je ne vous demande pas votre secret, mais
« enfin, si le général ne pouvait pas venir, je crois qu'il
« est de mon devoir de vous parler de l'homme qui
« me paraîtrait le plus utile ici, soit par ses connais-
« sances qu'il a des localités, soit par son excellent
« jugement : c'est REINHARD. »

C'est le 4 Pluviôse que la Députation délibéra pour la première fois, sans rien décider d'ailleurs. TREILHARD transmet à Paris les renseignements qu'il avait obtenus.

« Citoyen Ministre,

« Le Congrès a délibéré sur notre proposition,
« nous ne tarderons pas à avoir une réponse. M. de
« METTERNICH a beaucoup divagué et ses expressions
« n'ont pas été trop mesurées, mais son bavardage n'a
« pas produit un grand effet.

« Il paraît qu'on invitera le Gouvernement Français à se contenter de limites plus resserrées, qu'on demandera le maintien de l'armistice pendant la durée du Congrès, la retraite des troupes, la cessation des contributions : la première partie de cette réponse, celle relative aux limites, est clairement l'ouvrage de l'Autriche qui veut nous ramener aux conventions de Campo-Formio, ou plutôt qui veut gagner du temps jusqu'à ce qu'elle ait quelque chose de réglé pour son équivalent prétendu. La Prusse ne sera pas plus empressée à solliciter une décision définitive tant qu'elle ne saura pas à quoi s'en tenir pour elle-même. Je m'en rapporte à ce que jé vous ai marqué à cet égard, mais je ne suis pas bien convaincu qu'un peu d'ouverture avec les Prussiens sur les conventions secrètes fût actuellement hors de saison. »

Dans cet imbroglio, une lettre de TALLEYRAND vient jeter une lueur d'espoir.

« Enfin, écrit TREILHARD, nous avons la certitude du retour de BONAPARTE ! J'ai la ferme conviction qu'il peut, en très peu de temps, faire un traité, si nous voulons en éloigner les détails des applications d'indemnités.

« Votre dernière lettre a calmé toutes mes inquiétudes. J'en avais besoin pour me dédommager de bien des contrariétés. »

Et c'est l'attente de cette arrivée toujours promise et toujours différée qui le fait encore écrire.

12 Pluviôse.

« Nous attendons tous les jours le Général et vous
« devez sentir que, prévenus qu'il doit porter les der-
« nières intentions du Directoire, nous ne pouvons
« qu'être réservés jusqu'à son arrivée ; il ne faut pas
« courir le risque de contrarier, sans le vouloir, les
« vues du gouvernement.

« Quelque impulsion que puisse donner le Général
« à la négociation, et en la supposant aussi forte
« qu'elle pût l'être, la conclusion ne pourra pas être
« prompte si l'on ne détache pas l'application des
« indemnités particulières pour en faire l'objet d'un
« traité secondaire. »

16 Pluviôse.

« Le retard de l'arrivée du Général BONAPARTE
« m'afflige beaucoup. Je crois fermement qu'un *homme*
« *seul* peut terminer les négociations et même assez
« promptement (en rejetant toutefois à un traité subsé-
« quent les détails particuliers). Or BONAPARTE, ici,
« deviendra tout naturellement le centre des discus-
« sions et il pourra, quoi qu'avec nous, ce qu'il pour-
« rait seul.

« Ne vous faites pas d'illusions, la négociation ne
« marchera jamais bien avec deux personnes dont
« l'une, jusqu'à ce jour, s'est tenue dans une espèce
« d'observation qui ressemble fort à une embuscade.
« Vous m'entendez certainement.

« Le Général BONAPARTE osera ce que tout autre
« n'aurait pas le droit d'oser. Il pourra s'ouvrir à qui
« il voudra, en tout ou partie et à propos ; il pourra
« montrer les dents quand il sera nécessaire, sans
« craindre qu'on lui en fasse un crime...

« Je crois qu'on peut batailler sur le sens des articles de Campo-Formio, mais je compte surtout sur l'espèce de soulèvement qu'excite la cession à l'Autriche et qui doit finir par nous mettre dans les termes de négocier avec les deux puissances rivales. C'est ce moment qu'il faut accélérer, mais, je ne peux trop le répéter, si vous ne donnez pas la liberté de s'ouvrir plus ou moins, suivant les circonstances, *si un seul ne dirige pas la négociation*, elle ne marchera pas ou marchera mal. Que BONAPARTE vienne et se mette à la tête de tout. Croyez-vous que la députation de l'Empire, qui est toute dans les mains de l'Autriche ou de la Prusse, ne songera pas sur la proposition des limites, jusqu'à ce que la part de ces deux puissances soit faite ? Nous avons beau leur mettre l'épée dans les reins, par la dernière note que je crois avoir rédigée de manière à couper court à tout faux-fuyant, ils trouveront encore le secret d'éluder.

« Traitons avec l'Autriche et la Prusse et, pour cela, établissez un centre où tout aboutira. BONAPARTE sera encore assez adroit pour faire croire à ses adjoints qu'ils ont tout fait.

« Je ne sais pas ce que je donnerais pour vous avoir à Rastadt une heure seulement, il est une infinité de détails qu'on n'écrit pas. »

*
**

Que pouvait dire de plus TREILHARD pour arriver à convaincre TALLEYRAND, pour décider BONAPARTE à revenir à Rastadt. Tout le travail préliminaire était

fait, la conclusion arriverait fatalement, mais pourquoi perdre ainsi son temps quand le Directoire avait, semblait-il, la possibilité de faire aboutir rapidement la négociation. Pas de chef de la délégation, peu d'instructions, pas de précisions, on conviendra que la tâche n'était pas aisée. D'autant plus qu'il fallait toujours obtenir l'accord de BONNIER, poids mort sans lequel cependant aucune décision n'était valable.

TREILHARD insiste et tient le Ministre au courant.

18 Pluviôse.

« Nous avons ici le citoyen RIVALS et M. de WAITZ.
« Ce dernier nous quitte pour quelques jours. Il va
« trouver son Margrave. Il montre, en apparence, un
« grand attachement à la République ; il m'a beau-
« coup parlé de son crédit sur l'esprit du Roi de Prusse
« et il ne tient pas à lui que je ne soie persuadé que
« ce que fera de bien le Cabinet de Berlin s'opérera
« par son impulsion ; il m'a glissé dans la conversation
« qu'il faudrait ne pas presser trop fortement la dépu-
« tation sur la proposition des limites et qu'il serait
« convenable d'attendre une quinzaine. J'ai vu ici le
« bout d'oreille, il veut qu'avant qu'on nous accorde
« cet article, sa part et celle de la Prusse soient faites.
« L'Autriche en pense autant de son côté. J'ai toujours
« répondu que le règlement des limites était indépen-
« dant de tout, qu'on ne pouvait, ni capituler, ni biaiser,
« sur cet objet, que nous ne pouvions tolérer des délais,
« que la République voulait une décision prompte et
« nette, afin d'agir en conséquence. Malgré cela nous
« n'aurons pas encore de décision.

« La députation de l'Empire s'est assemblée sur
« notre dernière note, elle paraît fort embarrassée...
« personne n'ose parler net. J'ai dit doucement à l'un
« d'eux que je les croyais trop sages pour forcer, en
« tergiversant, une décision par le droit canon. On se
« rassemble aujourd'hui, on terminera par quelque
« échappatoire.

« J'en reviens à ce que j'ai toujours dit : accor-
« dons-nous avec la Prusse et l'Autriche, mais vous
« n'y parviendrez qu'en centralisant la négociation;
« *vous entendez dans quel sens je le dis* ; que BONA-
« PARTE vienne, tous les fils viendront naturellement
« aboutir à lui. Si des obstacles invincibles s'oppo-
« saient à son retour, rappelez-vous du principe *un ou*
« *trois*... Je m'en rapporte à ce que je vous ai dit et
« encore plus à ce que je ne vous ai pas dit et que
« vous avez deviné de reste. »

*
**

Cependant, à la réunion de la députation un petit résultat de principe est acquis. Les députés de Bade, Darmstadt, Francfort ont dit, assez nettement, qu'il fallait se résoudre au sacrifice ; celui de Bohême ne s'éloigne pas de la cession, mais a insinué que les Français ne devraient pas ensuite se mêler des indemnités parce que c'est une affaire domestique. L'influence de l'Autriche fera encore donner, cependant, une réponse évasive. Il y a aussi un nouvel obstacle : c'est l'électeur de Bavière qui, craignant de se voir dépouillé de tout ou partie de ses territoires en faveur de l'Autriche, réclame avant toutes choses l'appui de l'Empire et de

la Prusse pour garantir l'intégrité de ses états héréditaires. Il parle même de demander l'intervention de la Russie et, s'il le faut, de la Grande-Bretagne.

D'où vient cette complication ? L'électeur a-t-il agi de son propre chef ? L'Autriche l'a-t-elle fait pousser à cet éclat pour mettre sur pied une nouvelle coalition ou tout simplement pour faire soupçonner la Prusse ? Est-ce, en effet, une manœuvre de la Prusse pour entraver l'expansion de l'Autriche ? Cela est fort possible car le comte de PREYSING, ministre de l'électeur au Congrès, est notoirement partisan des Prussiens et le comte de GœRTZ est suffisamment fin et rusé pour nouer de telles intrigues. Qu'en pense TREILHARD ? Il nous le dit : « La « dernière version me paraît la plus probable. La suite « nous éclairera. Il faut cependant que nous tirions « parti de cette sottise lettre de l'Electeur. Voilà, ce me « semble, une occasion favorable pour pousser les « Prussiens de s'expliquer et voilà surtout un beau pré- « texte de hâter les négociations. C'est le moment de « donner une forte impulsion et vous pourriez fixer « pour la conclusion un terme qui, après tout, serait « reculé si cela était nécessaire.

TALLEYRAND semblait de son côté également embarrassé pour indiquer le moyen d'en sortir. La meilleure solution dans ce cas est quelquefois de faire des reproches pour éviter de fournir des explications. C'est ce qui se produisit et le courrier du Ministre remit à TREILHARD cette lettre :

Paris, 19 Pluviôse An 6.

« J'ai reçu, mon cher Collègue toutes vos lettres.
« particulières...

« L'empressement soutenu que vous voulez bien
« mettre à me tenir au courant de tous les détails de la
« négociation et à me faire connaître les vues qui vous
« appartiennent personnellement m'engagent à vous
« communiquer avec la même franchise, de vous à moi,
« ce que je pense de l'état actuel de la discussion et de
« la marche qui me paraît la meilleure.

« Rappelez-vous que ma première pensée avait été
« de concentrer tout à fait la négociation entre les trois
« légations de Prusse, d'Autriche et de France, et que
« c'est d'après les observations que vous avez présen-
« tées, en commun avec votre collègue, que cette idée
« fondamentale a été mise de côté, quoique l'on aper-
« çoit aujourd'hui qu'avec un peu d'obstination cette
« innovation eût été admise, et combien de délai, de
« lenteur elle nous eût épargnés ! Cela est senti aujour-
« d'hui. Les formes de délibérations qui appartiennent
« à la Députation de la Diète sont de telle nature que,
« si on n'en accélère pas la marche, il est difficile de
« leur apercevoir un terme. Je ne le vois pas même
« dans le moyen que vous proposez. Couper la négo-
« ciation en deux parties, régler par un traité prélimi-
« naire les bases principales à la satisfaction des gran-
« des puissances, c'est un moyen à peu près sûr de
« sacrifier les petites et se priver du secours qu'elles
« donnent (puisqu'elles ont été appelées) en harcelant
« la Prusse et l'Autriche, en pressant l'une et l'autre
« de conclure et de remplir les engagements qu'il est
« probable qu'elles ont contractés vis-à-vis de plusieurs
« d'entre elles. De plus, il est de notre intérêt de retar-
« der le plus possible l'anéantissement des petites puis-
« sances qui ne sont pas ecclésiastiques. J'ajouterai que

« cette division ne résoud pas la difficulté majeure qui
« est toute entière dans la solution de la première
« partie.

« C'est la Cour de Vienne et celle de Berlin qu'il
« s'agit d'arranger. Le reste est plus facile que vous ne
« paraîsez le croire, car vous sentez bien qu'en adop-
« tant des évaluations aussi justes qu'il sera possible
« on ne se piquera pas cependant de mettre dans les
« indemnités une rigueur mathématique.

« Laissez-moi ajouter un mot qui est *pour vous*,
« *uniquement pour vous*.

« Dans toutes les dépêches que j'ai adressées à la
« légation, surtout dans les dernières, j'ai appuyé sur
« l'arbitrage qu'il était à propos que vous établissiez
« entre la Prusse et l'Autriche et sur la nécessité de
« faire marcher du même pas leurs satisfactions réci-
« proques. C'est là le but vers lequel j'ai dû vous
« appeler, mais je n'ai pu vous détailler tous les
« moyens qui pourraient y conduire et qui sont dépen-
« dants de trop de circonstances pour n'être point lais-
« sés à votre habileté.

« Cependant, avec vous, j'aime à dire ce que je
« ferais si j'étais à votre place.

« Il me paraît qu'un arbitrage suppose une que-
« relle et que, dans la position où vous vous trouvez
« entre deux puissances qui peuvent difficilement
« s'entendre, votre premier soin doit être d'entretenir
« d'abord la jalousie, l'aigreur, d'exciter même quel-
« que altercation, de l'animer, de rendre enfin votre
« médiation nécessaire. Car ce n'est que lorsqu'elle
« sera invoquée qu'elle pourra s'exercer avec facilité
« et profit. Il faut bien brouiller les gens qu'on veut

« raccommoder. Ceux-ci ont d'excellentes dispositions
« pour se haïr, profitez-en pour les amener à ce qui
« nous convient. Cette vieille marche de la politique
« est encore utile quand on traite avec des gouverne-
« ments qui sont loin de s'en départir et quand on
« pense que celui de Vienne principalement, n'ayant
« plus rien à craindre de la guerre et redoutant les
« conséquences de la pacification définitive, ne manque
« point d'un intérêt direct à en éloigner la conclusion.

« Sur quoi je remarque que M. de METTERNICH
« paraît être absolument l'homme qu'on a dû choisir
« pour ne rien conclure.

« Salut et Amitié. »

Il y a de tout dans cette lettre : des reproches, des marques de confiance, des conseils. TREILHARD n'était pas disposé à se laisser ainsi blâmer. Incontestablement sa formation diplomatique ne pouvait se comparer ni à celle des adversaires qu'il avait devant lui et qui connaissaient tous les détours du métier, ni à celle de TALLEYRAND. Néanmoins il considérait qu'on ne se rendait pas bien compte à Paris des difficultés de cette négociation où, comme la suite devait le prouver, le plus tenace devait aboutir. Au lieu de temporiser, il voulait accélérer les négociations. Voici d'ailleurs sa réponse au Ministre.

Rastadt, 24 Pluviôse.

« La députation de l'Empire s'assemble aujourd'hui
« pour délibérer sur notre note. Je doute qu'on finisse
« par une réponse nette et je ne vois pas trop comment
« nous en sortirons car, enfin, cette guerre de papiers
« finira par devenir ridicule si vous ne nous mettez pas

« en état de parler avec plus de succès en fixant un
« terme. C'est ce que demandent plusieurs députés.
« Celui d'Augsbourg me le disait encore hier : l'Autri-
« che et la Prusse travaillent et travailleront à empê-
« cher une décision tant que leur part ne sera pas faite.
« Le Comte de RIEBERG m'a assuré que M. de METTER-
« NICH, après avoir reçu notre dernière note, en avait
« fait lecture à MM. de COBENZEL et l'HERBACH et qu'ils
« avaient dit à des membres présents qu'ils seraient
« responsables de leur adhésion à notre demande.

« Vous sentez combien notre position est pénible
« avec une députation composée de membres dont quel-
« ques uns ont le plus pressant intérêt à combattre notre
« proposition et dont les autres, subjugués par les
« grandes puissances, n'osent pas dire un mot sans leur
« permission. Ajoutez à cela que ni la Prusse, ni l'Au-
« triche, ne s'expliquent sur leurs prétentions, que leurs
« Ministres attendent, disent-ils, des courriers qui ap-
« porteront le vœu de leur cour ; que les Prussiens
« n'aient pas reçu de nouvelles, cela peut se supposer
« à toute force, attendu la maladie du Roi, mais que les
« Autrichiens n'en aient pas reçu c'est ce qui est incro-
« yable. La lenteur des négociations est toute contre
« nous, il faut profiter de l'espèce de stupeur dans
« laquelle nos succès ont jeté l'Allemagne, ne leur don-
« ner pas le temps de se reconnaître, annoncer un ter-
« me aux négociations. Il faudra bien qu'on s'explique.
« Ne nous rendons pas trop difficiles avec les deux
« puissances et nous terminerons.

« Certes, je n'entends pas qu'on doive abandonner
« les princes et états particuliers ; il est de notre inté-
« rêt actuel de les maintenir, aussi j'aurais désiré qu'en

« faisant le traité qui réglerait nos limites et établirait
« les grandes bases on convint par des articles, qui
« peut-être devraient être secrets, des princes et états à
« indemniser et des objets qui leur seraient livrés. C'est
« le partage entre ces princes et l'application particu-
« lière des indemnités qui me paraissent devoir entraî-
« ner une grande consommation de temps.

« Vous vous rappelez, sans doute, que la Prusse
« ne se prêtait pas à vos premières idées sur la forma-
« tion du Congrès. BONAPARTE n'était nullement de cet
« avis et ce n'est pas sur nos observations, certes, que
« le Directoire s'est désisté : nous étions ses plus faibles
« adversaires. Ce projet supposait d'ailleurs un
« Congrès à former et les Membres en étaient déjà
« nommés. Au fond il se trouverait en quelque manière
« réalisé si nous trahissions avec la Prusse et l'Autriche,
« mais, pour mener cette négociation, il faudrait une
« charrue bien attelée. C'est ce qui m'a fait vous dire
« toujours que la présence de BONAPARTE était néces-
« saire.

« De bonne foi, pensez-vous qu'on marchera à
« deux quand l'un, depuis deux mois, vit chez lui
« constamment en tête à tête avec un jeune homme
« de 20 ans, fils de son garçon de bureau dont il a fait
« son secrétaire, sans avoir offert un verre d'eau à qui
« que ce soit, pas même à Rosenstiel ! Il existe une trop
« grande opposition dans les caractères pour que la
« confiance, si nécessaire pour le succès, s'établisse.
« Croyez-moi, cependant, quand je vous proteste que
« j'ai fait, dans le principe, tout, absolument tout ce
« qu'il était possible de faire pour marcher ensemble,
« mais on a été loin d'y répondre. Je supprime tous les

« détails. Encore, si nous étions trois, il pourrait tou-
« jours y en avoir deux qui se réuniraient à des heures
« réglées. On partagerait le poids et l'on irait. Je dépo-
« se ce fatras dans votre sein : il me coûte plus à écrire
« qu'à vous de le lire. Sans parler de vos sentiments
« pour moi qui autorisent cette explication, je me
« croirais coupable si je ne vous la donnais pas. Un
« tiers serait le véritable remède.

« Je vous remercie de votre dernière lettre du 19
« Pluviôse. Elle ne résoud pas mes difficultés ; je vous
« prie de croire que je ne suis communicatif que pour ce
« que vous m'autoriseriez expressément à communiquer
« et que le reste n'est absolument que pour moi.

« Salut et respect. »

Nous pouvons penser qu'après avoir envoyé cette lettre TREILHARD a dû éprouver une certaine impression de soulagement. Il ne lui restait qu'à attendre la réaction du Ministre tout en continuant les négociations qu'il prévoyait fort longues puisqu'il lui était interdit de les diviser.

26 Pluviôse An 6.

« La députation de l'Empire a arrêté avant-hier de
« demander, sur notre proposition, l'avis des députés
« particuliers qui se trouvent auprès du Congrès. Plu-
« sieurs de ceux-ci m'ont assuré qu'ils s'expliqueraient
« franchement sur la nécessité d'accéder à notre
« demande. J'ai tâché de les échauffer, je leur ai glissé
« que nos conversations particulières supposaient une
« cession absolue de tout ce qui est sur la rive gauche,
« que, si nous n'obtenions pas cette cession, alors, tenant
« tout de nos armes et rien de la volonté de l'Empire,
« nous n'avions plus d'engagement à remplir vis-à-vis

« de ses membres, qu'ils étaient, par conséquent, direc-
« tement et fortement intéressés à empêcher que la
« considération de quelques intérêts particuliers fit
« rejeter une proposition juste et convenable, qu'après
« tout nous ne voulions que ce que nous tenions, etc...

« Ils m'ont promis monts et merveilles, mais je ne
« m'y fie que faiblement : ils n'ont pas le courage de
« parler quand ils craignent de contrarier une grande
« puissance. On m'a assuré qu'on nous proposerait une
« modification, une ligne plus rapprochée : c'est sans
« doute celle de Campo-Formio. On s'assemble aujour-
« d'hui ».

28 Pluviôse.

« La députation de l'Empire n'a pas encore répon-
« du. Elle a reçu l'avis des députés particuliers. Vous
« jugez bien que Trêves et Cologne ne veulent pas de
« la cession, les états héréditaires de la rive gauche
« y consentent, par états je veux dire les princes, l'Au-
« triche a enfin parlé dans l'Assemblée de la dépu-
« tation. Elle avait arrangé son thème avec la Saxe. Le
« Ministre de cet Electeur, après un préambule germa-
« nique, a dit que si le gouvernement français faisait
« une proposition modérée et qu'il ne demandât que
« la moitié du pays de l'Empire situé sur la rive
« gauche, alors on pourrait fonder des négociations sur
« cette base. L'Autriche est venue ensuite et, après
« avoir longtemps pataugé, a déclaré très brièvement
« qu'elle accédait à la proposition de la Saxe électorale.
« Vous jugez bien, d'après cela, que nous n'aurons pas
« encore de ce coup la totalité de la limite. On nous
« proposera de couper le différend par la moitié. Je
« les attends, je crois qu'il y aura « *conclusum* »
« aujourd'hui...»

C'est toujours cette question d'interprétation du traité de Campo-Formio qui, en apparence, permettait à l'Autriche de freiner les négociations. Nous disions que la partie cédée en Bavière l'avait été en compensation de notre accroissement jusqu'au Rhin. L'Autriche répliquait que la portion de la Bavière formait équivalent aux limites fixées à Campo-Formio et que, pour nous accorder le Rhin, il fallait un nouveau dédommagement.

Sous couleur de tourner la difficulté, M. de COBENZEL vint proposer un nouvel arrangement de la part du Cabinet de Vienne. Il disait en substance : Nous renonçons à toute prétention en Bavière, accordez-nous des territoires en Italie et vous aurez votre frontière du Rhin. TREILHARD se rendit compte que cette nouvelle demande cachait une arrière-pensée et rendrait, par la suite, impossible le règlement des indemnités. Il refusa et informa le Gouvernement, en motivant les raisons de son refus. Nous aurons l'occasion d'en parler.

Si nous avons signalé cette manœuvre dès à présent c'est que, puisque nous l'avions déjouée, il devenait absolument certain que l'Autriche ferait tout pour nous empêcher d'obtenir nos limites naturelles. Aussi TREILHARD continua-t-il à batailler, tout en demandant à TALLEYRAND de nouvelles instructions.

*
**

Rastadt, 2 Ventôse.

« L'on nous a offert, comme je vous en avais pré-
« venu, la moitié de ce que nous demandions. J'avais
« rédigé d'avance une note que mon collègue a approu-
« vée et que je crois convenable dans les circonstances...

« J'espère du succès de notre réplique d'aujourd'hui, sans me dissimuler néanmoins que l'influence autrichienne peut renverser toutes mes espérances. Au surplus, je crois n'avoir rien négligé de ce qui peut mener notre affaire à bien.

« Si nous en croyons BACKER, les esprits sont disposés au mieux à Ratisbonne, mais une lettre écrite par le Ministre de Darmstadt à son Landgrave, et que j'ai vue, ne s'accorde pas parfaitement avec cette version ; il rapporte ce qu'il entend dire et il prétend qu'on se plaint de ce que la Députation de l'Empire montre ici trop de faiblesse, de ce qu'elle va trop vite, de ce que nos notes sont trop fières, trop dures, de ce qu'il y a de la mésintelligence entre la députation impériale et la plénipotence, etc.....

« Tout cela sent furieusement l'Autriche..... »

Nous avons bien lu... On se plaignait de ce que la Députation de l'Empire allait trop vite ! Ce n'était certes pas l'avis de TREILHARD. Quant à BONNIER, avait-il seulement un avis ? On ne sait. Cependant il finit par en avoir assez de sa réclusion : « Enfin le Cher Collègue a rompu son tête à tête, il a donné à dîner avant hier pour la première fois ! C'était pour les Ministres autrichiens que la fête avait lieu. ROSENSTIEL et BERTOLIO et moi avons été priés. Comme ce dîner faisait la nouvelle de Rastadt et qu'on a présumé qu'on pourrait être reçu ce jour-là, il est venu l'après-midi beaucoup de monde ».

Toutefois ce fait du jour n'amenait pas une solution et, après plusieurs lettres qui toutes répètent forcément plus ou moins la même chose, TREILHARD décida

de faire mettre la Députation au pied du mur en demandant un ultimatum au Directoire, d'autant plus que les Ministres Prussiens avaient l'air de témoigner moins de franchise dans leurs rapports avec la Légation.

Il avait d'ailleurs témoigné de son impatience aux ministres autrichiens : « J'ai dit, écrit-il, à M. de COBENZEL qu'il serait bien embarrassé si nous allions lui déclarer que la République ne veut plus que l'Empire lui fasse de concessions, qu'elle se contente de sa possession qu'elle trouve suffisante telle qu'elle est et que l'Autriche n'a qu'à s'arranger comme elle pourra pour ses équivalents en Bavière, que nous verrions si la Prusse et les autres Etats les lui laisseraient occuper tranquillement ! »

Voici comment il s'ouvrit à TALLEYRAND de son idée d'ultimatum :

Rastadt, 12 Ventôse An 6.

« Le courrier d'hier ne nous ayant rien appris de positif sur le retour du général BONAPARTE, je crains toujours qu'il n'arrive pas ; il est cependant impossible que nous avancions si le Gouvernement ne nous met pas en mesure de le faire. Nous avons demandé le Rhin pour limite. Que la Députation de l'Empire ait éludé par suite des intrigues de l'Autriche, ou parce qu'elle a cru ne pouvoir pas céder sur-le-champ avec honneur, ou pour ces deux causes réunies, toujours est-il vrai qu'il faut que la comédie des notes finisse et que nous ne pouvons pas la prolonger sans compromettre la dignité de la République ; on nous assure qu'un ultimatum bien prononcé et un terme fixé entraîneront l'adhésion à notre demande ;

« je serais porté à le croire et, même en supposant que
« cette démarche ne dût pas produire entièrement son
« effet, elle me paraîtrait encore à sa place parce
« qu'elle ne nous empêcherait pas de faire ensuite, s'il
« était nécessaire, avec l'Autriche des conventions qui,
« à coup sûr, nous mèneraient à notre but. Mais cet ulti-
« matum, ce terme nous ne pouvons pas les donner
« sans y être autorisé. Le conclusum de la Députation
« a été formé, ainsi que je vous l'ai marqué, sur les
« avis de la Saxe et de l'Autriche ; on joint à l'offre
« d'une portion, des conditions dont quelques-unes
« sont très ridicules. On s'assemble aujourd'hui pour
« lire la note à donner d'après ce conclusum. C'est
« l'Autriche qui a tout fait jusqu'ici : Saxe et Brême
« sont dans sa main, Wurzburg, Bavière et la ville
« d'Augsbourg opinent aussi comme elle. Nous avons
« Bade, Hesse-Darmstadt et Francfort qui se pronon-
« cent fortement pour nous ; ils ne sont que trois, mais
« leur nombre s'accroîtra et déjà Augsbourg a reçu
« hier les pouvoirs de consentir à tout.

« Vous voyez que les Prussiens ne nous aident que
« faiblement : ou ils n'emploient pas leur crédit, ou ils
« n'ont pas de crédit même sur les Etats protestants.
« Je m'en suis expliqué fortement avec eux, j'ai tâché
« de les piquer d'honneur, ils nous disent (et sur ce
« point leur langage s'accorde avec celui des députés
« qui votent pour nous) que nous n'aurons pas plutôt
« donné l'ultimatum et fixé un terme, que notre limite
« sera reconnue. Sans me livrer entièrement à cet
« espoir, parce que je crains l'influence autrichienne
« sur des êtres faibles et instruits seulement de tout ce
« qui est parfaitement inutile, je serai, je le répète,

« porté à croire que la majorité de la Députation cède-
« rait, mais comme, en tout évènement, l'Autriche ne
« demanderait pas mieux que de s'entendre pour
« obtenir son équivalent, je n'hésiterais pas, si cela
« dépendait de moi, à déclarer que la base proposée
« est une condition *sine qua non*, que son refus est un
« refus de la paix et je demanderais une réponse sous
« trois jours.

« Puisse le général BONAPARTE et, s'il ne vient pas,
« une dépêche nette et précise, nous porter les véri-
« tables intentions du Directoire ».

C'est alors qu'il reçut de TALLEYRAND l'approbation du Directoire pour la réponse qu'il avait faite aux Autrichiens relativement au changement demandé dans l'attribution de leurs indemnités, ainsi que l'autorisation, s'il était nécessaire, d'agir seul.

Paris, 9 Ventôse An 6.

« Ainsi que vous l'aviez prévu, on s'en tire par un
« faux-fuyant, on cherche à composer, on offre la
« moitié et c'est moins pour contester le tout que pour
« gagner du temps et faire décider auparavant ce qui
« tient au cœur. Il est plus évident que jamais que c'est
« l'Autriche, toujours l'Autriche, et quelque peu l'in-
« fluence anglaise, qui travaille contre nous : je con-
« nais tout l'embarras de votre position. Pour ma part
« je ne néglige rien afin de vous mettre en état d'agir.
« Je presse le Général BONAPARTE de se rendre à Ras-
« tadt, je lui en fais sentir la nécessité et je ne lui tais
« pas même les motifs de détail qui doivent l'y déter-
« miner. J'espère qu'il va bientôt se rendre à votre

« vœu, au mien, à celui du Gouvernement. L'expédition
« d'Angleterre, qui porte tout entière sur lui, a été jus-
« qu'à présent la cause de son retard.

« Le Directoire repousse sans hésiter la propo-
« sition qui vous avait été faite de transporter en Italie
« les indemnités ou équivalents de Sa Majesté Impé-
« riale.

« Vous voudriez, mon cher TREILHARD, connaître
« les instructions *précises* du Directoire. Son intention
« précise est que l'Autriche ne soit pas mécontente,
« que la Prusse soit satisfaite, que les indemnités soient
« en Allemagne, que nous obtenions la limite du Rhin,
« et que la négociation soit bientôt terminée. Elle est
« encore de laisser beaucoup à l'habileté des négocia-
« teurs et de leur abandonner tous les détails du grand
« ouvrage dont les bases ont été posées. Tout ce que
« vous ferez dans ce sens, *seul*, ou avec votre collègue,
« sera utile et approuvé.

« Je ne regarde point comme perdu le temps qui
« s'est écoulé depuis l'ouverture du Congrès. Je pense
« que ces fastidieux préliminaires, cet échange de notes,
« ont dû précéder l'instant décisif et qu'il n'est point
« inutile qu'il y ait de la méfiance de quelque côté,
« partout de l'inquiétude pour amener bientôt de l'im-
« patience et nous mettre dans le cas de prendre un
« ton plus prononcé et de marcher au dénouement. »

On avouera que ces *directives précises*, après plu-
sieurs mois de négociations, n'apportaient pas grand
élément nouveau. TREILHARD était têtue, il insista.

Rastadt, 14 Ventôse, An 6.

« La réponse de la députation de l'Empire nous
« est enfin parvenue, c'est encore une évasion. Comme

« il faut soutenir le ton qu'on a pris, nous répondrons
« très brièvement et de manière à presser la députa-
« tion dans ses derniers retranchements. Mais cela ne
« peut pas aller plus loin et il faut, de toute nécessité,
« que le Gouvernement nous mette en état de montrer
« autre chose que de vaines paroles, je m'en rapporte
« à mes précédentes lettres.

« L'Autriche fait répandre que nous avons fait
« proposer par BERNADOTTE de la dédommager en Italie,
« c'est un moyen de s'attacher ici la Bavière et tout le
« parti catholique. Je suis bien persuadé, comme vous
« me le dites dans votre lettre particulière du 9, que
« l'intention du Gouvernement est que l'Autriche ne
« soit pas mécontente, que la Prusse soit satisfaite, que
« nous obtenions la limite du Rhin et que la négocia-
« tion soit bientôt terminée, mais donnez-nous le moyen
« de remplir ces vues. Il est bon, assurément, de lais-
« ser de la latitude aux négociateurs, mais il faut leur
« donner les bases sur lesquelles ils puissent asseoir
« l'édifice et leur indiquer des points généraux aux-
« quels tout se rapportera. Voulez-vous oui ou non,
« augmenter l'équivalent de l'Autriche pour s'assurer
« de son consentement à la cession de la rive gauche,
« voulez-vous donner à la Prusse un équivalent pour
« l'augmentation de puissance de l'Autriche résultant
« des cessions qui lui ont été ou qui lui seront faites ?
« Voulez-vous tenir les promesses faites pour le Prince
« d'Orange ?

« Dites-nous jusqu'où vous pourriez aller et où
« vous préféreriez qu'on pût s'arrêter sur tous ces
« points, nous tâcherons de bien user de la latitude
« que vous nous aurez laissée. Votre intention est-elle,

« dans le cas d'un refus de la rive gauche, que l'on
« cherche à traiter avec les princes qui sont et ont inté-
« rêt d'être pour nous, pourrait-on lier leur sort au
« nôtre par des alliances offensives et défensives ? Indi-
« quez-nous aussi dans cette supposition les vues du
« Gouvernement.

« Je ne vois ici qu'un petit coin du tableau. Je crois
« fermement que le Gouvernement a un ensemble
« d'opérations et que tout doit s'y rapporter, les négocia-
« tions de Rastadt ne font que partie de cet ensem-
« ble, nous ne pourrons aller qu'à tâtons et en trem-
« blant de faire des gaucheries avec les meilleures
« intentions tant que nous n'aurons pas une direction
« plus précise.

« J'ai toujours cru que la Prusse avait trop d'in-
« térêt à s'attacher à la République pour ne pas accé-
« der à des arrangements raisonnables pour elle et
« pour nous. Je suis très disposé à penser que le
« tâtonnement de ses ministres à Rastadt vient de fai-
« blesse, de méfiance, de leur habitude de finasser et
« non d'éloignement pour le Gouvernement français.

« Je vous prie d'agréer l'hommage de mes vieux
« sentiments de dévouement et de respect. »

Nous ne voudrions pas affirmer que la dernière phrase de cette lettre, par laquelle TREILHARD déroge pour une fois, la seule d'ailleurs dans les 67 lettres qu'il adressa à TALLEYRAND personnellement, à son habitude « Salut et Respect », laisse supposer un changement dans l'atmosphère des négociations. Il n'en demeure pas moins que le 17 Nivôse, il pouvait écrire pour affirmer son espoir d'avoir, enfin, obtenu la limite du Rhin.

« Malgré les intrigues de l'Autriche j'espère que
« notre base sera reconnue par la Députation de l'Em-
« pire. Voici notre position :

« J'ai rappelé aux députés de Francfort l'article 4
« de notre traité avec cette ville libre et impériale. Je
« leur ai fait sentir que nous ne leur avions promis nos
« bons offices pour la conservation de leur indépen-
« dance constitutionnelle que sur l'engagement formel
« de leur part de nous seconder de tout leur pouvoir
« dans nos arrangements avec l'Empire Germanique :
« ils voteront pour nous.

« J'avais déjà parlé fortement aux députés d'Augs-
« bourg, je leur avais laissé entendre que les Ecclé-
« siastiques n'aspiraient qu'à faire retomber sur les
« villes impériales le fardeau des indemnités et que
« celles-ci ne pouvaient trouver de protection efficace
« que dans la République. Ils écrivirent en conséquence
« et ils m'ont assuré qu'ils avaient reçu le pouvoir de
« voter pour notre demande.

« Quant aux Prussiens, je leur ai dit et fait dire
« très nettement que, tant que Saxe et Brême se déclá-
« reraient contre nous, je croirais, ou qu'ils n'emploient
« pas leur crédit en notre faveur, ou qu'ils n'ont
« aucune espèce de crédit.

« M. de GÖERTZ est venu me voir hier et il m'a
« assuré que le Ministre de Saxe, qui parle le premier,
« ne nous serait pas contraire et qu'il finirait par se
« réunir à ceux qui auraient accédé à la limite du
« Rhin. Il a ajouté que le Ministre de Brême voterait
« très positivement pour cette limite. Il pense même
« qu'ALBINI sera du même avis si l'on pouvait le rassu-
« rer sur l'existence de l'Electorat de Mayence... Je
« compte sur lui.

« Enfin le Ministre de Darmstadt est venu pour me
« communiquer son avis et il est impossible que celui
« de Bade n'y soit pas conforme.

« Vous voyez que, si rien ne dérange mes calculs,
« nous aurons notre base. Je ne me livre cependant
« pas outre mesure à cette espérance, je ne connais
« pas assez tous ces personnages pour savoir jusqu'à
« quel point je peux compter sur eux et je connais la
« mauvaise volonté de l'Autriche ou plutôt son avidité.

M. de COBENZEL vint hier parler de ses transports
« d'indemnité. Je lui répondis d'après votre dernière
« lettre. Il a paru étonné et peiné et s'est réduit à
« demander si les équivalents pour l'excédent de la
« ligne pouvaient être fournis en Italie. Je lui ai
« observé que sa note n'ayant parlé que des transports
« d'indemnité et la réponse du Gouvernement n'étant
« relative qu'à ces transports je ne pouvais pas lui
« dire le vœu du Directoire dans le cas où il y aurait
« lieu à un nouvel équivalent, que, s'il voulait nous
« parler officiellement sur cet objet, nous nous ren-
« drions chez mon Collègue, qui est indisposé depuis
« quelques jours, au moment où il pourrait nous rece-
« voir.

« Nous l'avons vu cet après-midi et il n'en a pas
« été dit chez lui plus qu'hier.

« Je dois vous observer que, dans le cours de la
« conversation, M. de COBENZEL nous a parlé de la
« Valteline comme d'un article fournissant matière à
« compensation. Je lui ai dit en riant : « Faut-il pas
« vous payer aussi pour vous faire consentir ? »

« Sans doute, a-t-il répondu, les limites de la République Cisalpine ont été dressées à Campo-Formio. La Valteline n'y est pas comprise. »

« J'ai répliqué qu'il fallait bien indiquer les limites du nouvel Etat qui se formait, sans quoi on n'aurait pas su ce que signifiait ce mot République Cisalpine. Mais il me paraît plaisant que vous prétendiez que cette République ne puisse pas acquérir un pouce de terrain sans vous en payer la valeur à vous à qui elle ne prend rien ». — « Cela n'est pas douteux », m'a-t-il dit. « Si vous voulez, ai-je répliqué, nous ferons notre mémoire de toutes vos acquisitions, de toutes vos nouvelles usurpations, nous n'oublierons pas la Pologne et nous compterons ensuite. »

« Je vous rapporte mot pour mot la conversation. Tout cela a été dit fort gaiement ; il n'y a pas eu de suite.

« J'ai cru ne devoir pas vous sauver ce détail. Je voudrais bien savoir si le voyage de M. de WAITZ à Berlin a influé sur la conduite des Prussiens et si nous lui devons, en tout ou partie, leurs démarches actuelles pour nous.

« Salut et respect. »

« Du 18. — P.-S. — ALBINI a convoqué la Députation pour demain. Il est venu me remercier de ma démarche d'hier et m'assurer que son parti était bien pris et que je pouvais compter sur lui. Il ira ce soir chez mon collègue pour lui faire part de ses bonnes dispositions et, comme le Citoyen BONNIER se porte mieux, il est vraisemblable qu'il pourra le recevoir. »

Cette lettre, comme on peut le penser, fut bien accueillie à Paris où TALLEYRAND avait demandé et obtenu du Directoire l'ultimatum qui devait servir à tout faire aboutir ou à tout rompre. Aussi il répondit aussitôt par deux dépêches dans lesquelles il félicitait d'avance TREILHARD pour les résultats qu'il espérait obtenir, pensant que ces félicitations feraient paraître plus légère la nouvelle que BONAPARTE ne viendrait pas à Rastadt. Voici ces deux dépêches.

Paris, 23 Ventôse An 6.

« Je ne veux pas laisser partir le courrier que nous
« vous expédions, mon cher TREILHARD, sans vous
« témoigner particulièrement que votre dernière lettre
« m'a donné l'espoir que la limite du Rhin pourrait
« être obtenue avant que vous ayez été dans le cas de
« faire usage de l'ultimatum du Directoire Exécutif.
« Vous avez pris la bonne voie en arraisonnant sépa-
« rément les membres de la Députation et en prouvant
« à chacun que son intérêt était d'accord avec le nôtre.
« Le plus difficile à persuader était sûrement d'ALBINI.
« Si vous en êtes venu à bout, ce n'est point un petit
« succès. Dans tous les cas, si la bonne volonté par-
« tielle qu'on vous a témoignée était de nature à céder
« encore aux suggestions de l'Autriche et à s'évanouir
« devant son influence, je crois fermement qu'elle sera
« réchauffée par la crainte de vous voir partir et qu'on
« ne sera point tenté de fournir les chances de cette
« séparation. »

« Entre nous, je puis vous dire à présent que le
« Général BONAPARTE n'ira point à Rastadt. Vous juge-

« rez s'il n'est point utile de laisser ceux qui vous
« entourent croire encore à sa prochaine arrivée.
« N'imaginez pas, cependant, que j'aie entretenu à
« plaisir votre erreur sur ce point. Ce n'est que depuis
« quelques jours qu'il est décidé que le Général n'ira
« point vous joindre. Tranquille du côté de la Suisse,
« où tout se termine à notre satisfaction, nous nous
« portons sans partage contre l'Angleterre et la pré-
« sence de BONAPARTE à Paris, ses fréquentes appari-
« tions sur les côtes ne sont pas de mauvais préalables
« pour la grande expédition.

« Après tout il est trop juste, et je vois avec un
« vrai plaisir, qu'ayant eu tous les ennuis de la négo-
« ciation vous n'en partagiez point l'honneur, et qu'il
« vous revienne tout entier. »

« Salut et Amitié. »

« Par supplément à ce que je vous écris aujour-
« d'hui, mon cher TREILHARD, et pour que vous n'hési-
« tiez pas à nous transmettre par un courrier extraor-
« dinaire une nouvelle à laquelle nous attachons une
« grande importance, je vous prie de nous en expé-
« dier un aussitôt que vous aurez reçu le consentement
« de la Députation à notre demande.

« Salut et fraternité. »

Revenons à Rastadt. Le 19 Ventôse, enfin, et mal-
gré l'opposition de l'Autriche, la Députation de l'Em-
pire accorde à la France la frontière du Rhin. TREIL-
HARD en transmet la nouvelle à Paris tout en faisant
observer que le Ministre Impérial, M. de METTERNICH,
n'a pas ratifié.

Rastadt, 20 Ventôse An 6.

« Citoyen Ministre,

« Tout s'est passé hier à la Députation de l'Empire
« comme je vous l'avais annoncé par ma lettre parti-
« culière du 17.

« Le Ministre de Saxe, sans adhérer formellement
« à notre proposition, s'est réservé de se réunir à ceux
« qui adhèreraient. Celui d'Autriche s'est opposé nette-
« ment à l'adoption de la base, celui de la Brême a voté
« pour cette adoption ; la Bavière et Wurtzbourg ont
« suivi l'avis de l'Autriche, mais Bade et Hesse-Darm-
« stadt, Francfort, Augsbourg et Mayence ont voté au
« fond comme Brême ; Saxe est revenu à cet avis ainsi
« que Bavière, même Wurtzbourg et il a bien fallu que
« l'Autriche parût s'y ranger pour ne pas rester seule.

« Nous vous avons adressé un conclusum avec
« notre lettre officielle, vous remarquerez certainement
« qu'après l'adhésion à la base on ne pose pas pour
« condition la restitution de quelques parties, mais
« qu'on n'énonce qu'un simple vœu. On a cru devoir
« faire encore cette simagrée qui ne signifie rien.

« Le Ministre Impérial ratifiera-t-il ce conclusum ?
« Je n'oserais l'assurer, mais, dans la supposition
« même d'un refus, il est toujours très bon que la dépu-
« tation se soit prononcée. Cet exemple apprendra à
« l'Autriche qu'elle n'est pas ici toute-puissante. D'ail-
« leurs elle balancera peut-être à annoncer, par ses
« hésitations, que c'est elle seule qui s'oppose au vœu
« de la République.

« Les Ministres Prussiens se sont montrés dans
« cette occasion et m'ont paru agir assez franchement.

« Si je jugeais de la disposition de leur Cour par leur
« conduite depuis qu'ils sont ici, malgré leurs tâton-
« nements que j'attribue à la faiblesse et à de mauvaises
« habitudes plus qu'à toute autre cause, je ne croirais
« pas que l'inquiétude manifestée dans l'apostille dont
« vous m'avez envoyée copie fût fondée. Nous avons
« nous-mêmes un peu contribué à accréditer les bruits
« de coalition par une note dans laquelle, voulant tirer
« parti de la sottise de l'électeur de Bavière pour nous
« montrer plus pressants, nous avons dit que nous vou-
« lions couper le cours de nouvelles intrigues, mais je
« n'ai jamais cru à cette coalition. Je peux cependant
« me tromper et tâcherai de découvrir ce qu'il y a de
« vrai dans l'avis qui vous a été donné. »

*
**

Pour en terminer définitivement avec cette ques-
tion il ne restait plus qu'à obtenir le consentement de
l'Autriche. Si le Ministre Impérial allait ne pas trans-
mettre le « conclusum » de la députation parce qu'il
refusait de le ratifier, que devrait faire la légation
française ? TREILHARD demanda des instructions à
Paris.

Rastadt, 22 Ventôse.

« Le conclusum de la députation a été envoyé
« hier à M. de METTERNICH. Il ne nous a encore rien
« adressé. Je ne sais s'il se dépêchera de ratifier une
« solution qui, à coup sûr, ne plaît pas aux Autri-
« chiens. C'est bien malgré eux qu'elle a été prise. Je
« crois qu'ils boudent un peu ; pour m'en assurer j'ai

« fait prier M. de METTERNICH à dîner pour demain. Je
« sais qu'il a dépêché hier un courrier à Vienne ; s'il
« ne ratifiait pas ou, ce qui revient au même, s'il nous
« disait qu'il ratifiera à l'instant où son équivalent
« prétendu sera réglé, que devons-nous faire ?

« Voulez-vous ou non donner un équivalent ? Dans
« le premier cas, en quoi voulez-vous qu'il consiste ?
« Dans le second cas devons-nous dire nettement qu'il
« n'en est pas dû et batailler sur l'article du traité ?
« C'est au gouvernement à peser les suites de ce der-
« nier parti et à nous tracer une marche soit vis-à-vis de
« l'Autriche, soit vis-à-vis d'autres puissances que nous
« pouvons lier à notre cause. J'attends. »

*
**

Il reçut d'ailleurs une réponse immédiate, car la question avait déjà été posée maintes fois, mais jusqu'alors sans succès.

« Vous demandez si nous voulons augmenter
« l'équivalent de l'Autriche pour nous assurer de son
« consentement à la cession de la rive gauche. Non.
« Nous consentons, nous persistons, nous travaillerons
« pour qu'elle obtienne tout ce qui lui a été promis par
« le traité de Campo-Formio et, croyez-moi, elle ne
« demande à son profit l'interprétation du septième
« des articles secrets, elle n'élève si haut ses préten-
« tions que pour obtenir plus facilement ce qui a été
« déjà stipulé. Cette part est déjà trop belle pour que
« nous ayons l'idée d'y rien ajouter. »

Cette réponse est nette. Aussi devant le refus d'augmenter son équivalent, M. de METTERNICH emploie un procédé qui lui permet de céder sans en avoir l'air ; il enverra la note de la Députation sans l'approuver ni la désapprouver. Que vont en conclure les Français ? Voilà l'avis de TREILHARD.

Rastadt, 25 Ventôse.

« Nous vous adressons aujourd'hui, avec notre
« lettre officielle, le conclusum de la Députation et le
« billet d'envoi de M. de METTERNICH. Nous vous obser-
« vons la différence qui existe entre cette communica-
« tion et les précédentes, mais comme il n'y a pas
« d'improbation de la part du Ministre Impérial, ni un
« seul mot qui annonce une non-adhésion, il a été, ce
« me semble, très sage de prendre le fait de la trans-
« mission pour une adhésion tacite. En général, celui
« *qui n'improove pas approuve*, cela est vrai surtout
« dans l'espèce où, n'étant pas forcé de communiquer
« un acte on en donne cependant volontairement con-
« naissance sans aucune réclamation.

« Le Ministre de Darmstadt n'en fait aucun doute
« et le Baron d'ALBINI m'a ajouté que, dans la Dépu-
« tation formée à Wetzlar, plusieurs actes n'avaient
« reçu qu'une approbation tacite, mais il désire que je
« ne le cite pas ; enfin, il m'a dit que le Ministre de
« Saxe, très versé dans les usages germaniques, était
« aussi de cet avis. Nous avons dû, par conséquent,
« aller en avant tout comme si la communication s'était
« faite à l'ordinaire ; il me suffirait d'ailleurs de savoir
« que M. de METTERNICH avait compté que nous lui
« demanderions à cette occasion une conférence pour
« nous tenir tranquilles et le voir venir. »

A une rouerie de diplomate, TREILHARD répond par un adage de droit et considère que la question est réglée. Quel dommage de n'avoir pas pu faire une première convention sur les bases déjà obtenues, car avant de rien signer il faut régler toute la question des indemnités !

Cependant, à Paris, la nouvelle du succès remporté à Rastadt est accueillie avec une grande joie et les félicitations ne sont pas ménagées à TREILHARD.

C'est tout d'abord TALLEYRAND qui lui écrit, le 25 Ventôse :

« Je me sais gré, mon cher TREILHARD, de ce que
« je vous écrivais avant-hier. Je n'ai pas douté du suc-
« cès du moment que vous me l'avez annoncé, mais je
« ne regrette point d'avoir provoqué du Directoire une
« mesure qui, devenue inutile vis-à-vis de la Députa-
« tion, pourra cependant vous servir encore vis-à-vis
« de l'Empereur si son Ministre balançait à ratifier le
« *conclusum*.

« Ce n'est point avec vous que j'ai besoin de
« m'étendre sur l'usage que vous pourriez faire de la
« déclaration qui vous était prescrite pour forcer, s'il
« était besoin, le Chef par les Membres, l'Empereur
« par l'Empire, et rendre le premier non moins docile
« que le second.

« Demain j'entretiendrai, avec détails, le Directoire
« Exécutif des résultats importants que vous venez
« d'obtenir et dont je lui ai déjà donné connaissance
« hier. C'est après avoir reçu ses ordres que je répon-
« drai aux questions que vous me faites, quoique leur
« solution se trouve à peu près déjà dans les dernières
« dépêches qui vous ont été adressées. Je vous salue et

« je vous adresse mon compliment bien sincère sur un
« succès qui est garant de ceux qui vous sont réservés.
« Salut et Amitié. »

Puis, témoignage infiniment plus précieux pour lui,
c'est une lettre que lui envoie BONAPARTE.

Paris, 28 Ventôse, An 6.

« Je vous fais mon compliment, Citoyen Collègue,
« sur la bonne réussite de votre négociation de Ras-
« tadt. Vous venez d'obtenir le principal et ce qui inté-
« resse le plus la France.

« Les différentes lettres que vous avez écrites au
« Gouvernement et au Ministre, dans lesquelles vous
« paraissiez désirer mon retour à Rastadt m'ont seules
« empêché de prier le Gouvernement de me dispenser
« d'y retourner. Mais désormais la principale besogne
« étant faite, mon intervention y devient absolument
« inutile.

« Dans le peu de temps que j'ai eu l'honneur d'y
« rester, j'ai eu le plaisir de faire particulièrement
« votre connaissance que je serai toujours charmé de
« trouver l'occasion de renouveler et de vous convain-
« cre des sentiments d'estime et de considération avec
« lesquels je suis. »

BONAPARTE.

La lettre de remerciements de TREILHARD exprime
cependant un regret :

Rastadt, 4 Germinal, An 6.

« Citoyen Général,

« Votre lettre me ferait presque regretter le succès
« que nous avons obtenu sur notre première proposi-

« tion, puisque vous trouvez dans cet avantage une raison pour vous dispenser de venir à Rastadt.

« Vous savez que j'ai toujours fortement désiré votre présence, elle eût aplani et aplanirait encore bien des difficultés, mais vous voulez vous occuper surtout du grand événement qui doit faciliter et terminer toutes les négociations. Vous tenez dans vos mains le destin de l'Europe.

« Je me féliciterai toujours d'une nomination au Congrès qui m'avait rendu votre collègue. Je n'aurai rien à désirer si j'ai mérité de vous un peu d'estime.

« Agréez, Citoyen Général, l'hommage très sincère de tous les sentiments dûs à BONAPARTE. »

B. — Les indemnités — Les équivalents Le principe des sécularisations

La limite du Rhin avait été tout de même obtenue. Cependant, il est certain qu'une grande partie des oppositions que nous avons éprouvées provenait de fautes commises par le Directoire et par la délégation en employant vis-à-vis de l'Autriche la manière forte, en ne cédant pas sur la question des équivalents, en ne respectant pas les formes chères à M. de METTERNICH, etc... Nous aurons l'occasion de constater les effets de toutes ces erreurs qui contribuèrent à la rupture entre la France et l'Autriche et à la formation de la seconde coalition.

Il restait maintenant à régler la question des indemnités. Ainsi que nous l'avons vu, TALLEYRAND fondait, à ce sujet, les plus grandes espérances sur le principe des sécularisations et nous avons déjà cité l'essentiel du

Mémoire qu'il remit, avant leur départ, aux plénipotentiaires. Toutefois, depuis lors, de sérieuses modifications y avaient été apportées. BONAPARTE et TREILHARD avaient été d'accord pour convenir qu'une application rigide entraînerait les plus grands retards et TREILHARD s'en était, dès le début, ouvert à TALLEYRAND dans sa lettre du 12 Frimaire, an 6.

« BONAPARTE ne m'a pas paru touché de l'utilité
« d'une sécularisation entière et absolue, il doit aussi
« vous expliquer ses motifs. Quant à moi je serais aussi
« porté à croire que le mieux possible pour nous est
« la rive gauche, que, si nous pouvons l'avoir, nous
« aurons fait, pour la République, tout ce que désirent
« les hommes les plus exigeants et, lorsqu'on aura sécu-
« larisé ce qui est nécessaire pour les compensations
« et les indemnités, je m'embarrasserai fort peu qu'il
« reste des princes ecclésiastiques dans l'Empire.

« Avons-nous un intérêt réel à remonter cette
« vieille machine ? et BONAPARTE n'a-t-il pas raison de
« penser qu'à la première brouillerie, vous formeriez
« de l'autre côté du Rhin une République qui serait
« pour nous préférable à tous ces petits Etats ? Mais,
« sans porter nos espérances si loin, croyez-vous qu'il
« serait utile de nous exposer à de nouvelles difficultés
« et à des longueurs, interminables peut-être, pour
« obtenir cette sécularisation entière qui n'est même
« pas nécessaire pour diminuer l'influence de l'Autri-
« che qu'on peut atteindre d'une autre manière et ne
« devons-nous pas prévoir qu'en la poursuivant, nous
« fournirions un champ bien plus vaste aux intrigues
« et aux corruptions de l'Angleterre ? Vous avez un
« article qui ne fournira que trop d'aliments à la mal-

« veillance : c'est celui de la cession faite à l'Autriche
« dans le Cercle de Bavière. Je vois une grande coa-
« lition toute formée contre cet article qu'on connaît,
« quoique destiné à être secret.

« Les deux parties s'accordent à le contester, les
« catholiques ne veulent pas de sécularisation de l'ar-
« chevêché de Salzbourg et les protestants consentiront
« avec encore plus de peine à cet agrandissement
« d'une puissance qui déjà leur paraît si redoutable.

« Si vous ne trouvez pas moyen d'intéresser la
« Prusse par d'autres avantages, je doute que vous
« obteniez un résultat qui vous convienne. »

De son côté, BONAPARTE, en rentrant à Paris, avait exposé aux Directeurs qu'il ne jugeait pas désirable de compliquer des négociations qui lui paraissaient présenter déjà de très nombreuses difficultés. Aussi TALLEYRAND donna-t-il de nouvelles instructions à la légation. « Après un nouvel examen des préalables et des probabilités », le Directoire avait abandonné certaines de ses prétentions. En ce qui concerne les sécularisations, « il suffira qu'elles soient effectuées en proportion des dédommagements reconnus nécessaires. Ainsi
« le Directoire cesse de provoquer la destruction des
« trois électeurs ecclésiastiques. Il consent à ce qu'ils
« soient maintenus, mais à la condition expresse qu'ils
« seront reportés à la rive droite du Rhin. Ayant, de
« cette manière, resserré la question pour en rendre la
« solution plus prompte et plus facile, il est loin de la
« pensée du Directoire de s'occuper encore de l'alternance de la couronne impériale entre l'Autriche et
« la Prusse. Cette idée ne vous avait été présentée.

« Citoyens, que dans un mémoire purement indicatif
« et comme une des suites possibles de la négociation
« embrassée dans toute l'étendue dont elle était sus-
« ceptible. »

Ces modifications allaient rendre les pourparlers relativement aisés. Il subsistait encore assez de problèmes à résoudre.

Dès sa première entrevue avec les Ministres prussiens, TREILHARD s'était entretenu de la question avec M. de GÆRTZ et pouvait écrire : « Le principe des
« sécularisations lui paraît juste et d'une application
« nécessaire : alors je lui ai fait sentir que la Prusse
« pourrait être satisfaite, et dans sa personne (passez-
« moi l'expression), et dans celle de ses amis. Je lui
« ai parlé des dispositions du Gouvernement pour la
« Maison d'Orange et pour le Landgrave de Hesse-
« Cassel; il m'a paru qu'il recevait ces assurances avec
« plaisir, il a même ajouté qu'il serait d'autant plus
« facile de faire un électeur du Margrave, qu'il pour-
« rait y avoir suppression de quelques électeurs ecclé-
« siastiques. »

Ce qui gênait la Prusse, c'était la cession à l'Autriche de l'Archevêché de Salzbourg, mais non le fait de la sécularisation de cet évêché.

« J'ai vu plusieurs fois Monsieur de GÆRTZ et Mon-
« sieur JACOBI, écrivait TREILHARD le 6 Nivôse. Si le
« fonds ne dément pas les apparences, nous avons lieu
« d'être satisfaits d'eux. Ils tiennent à la suppression
« des électors ecclésiastiques. S'ils n'y parviennent
« pas, ils se réduiront à la création de quelques élec-
« torats pour leurs amis.

« La cession de l'Archevêché de Salzbourg à l'Autriche leur tient fort à cœur par la facilité qu'aura cette Maison, devenue propriétaire des riches minières de Hallein, d'augmenter ses revenus en haussant le prix du sel. Mais ne pourrait-on pas taxer, par le traité, la quantité et le prix des fournitures en Bavière et Souabe : j'entrevois qu'on calmerait ainsi des inquiétudes et qu'on aplanirait des difficultés.

« Les Archevêques de Salzbourg cédaient aussi, en vertu d'anciens traités, à l'usage des Mines bavarroises, les combustibles des forêts des montagnes depuis Saint-Jean jusqu'à Zelle. On pourrait aussi prendre à cet égard quelques mesures. »

Le Comte de GERTZ était manifestement inquiet de voir grandir l'influence de l'Autriche et sans cesse il revenait entretenir TREILHARD de ce sujet : « L'agrandissement de la Maison d'Autriche dans le cercle de Bavière le tourmente ; il m'a répété plusieurs fois que, si l'Autriche voulait n'y rien prendre, le Roi de Prusse ne demanderait rien et que sa seule ambition était de pourvoir aux indemnités des Etats héréditaires ; il craint qu'il n'y ait pas d'étoffe suffisante, si l'on ne sécularise pas tout. » (Lettre du 8 Nivôse.)

C'était évidemment l'intérêt des Etats protestants d'insister pour une sécularisation totale qui amènerait une réduction à la Diète du nombre des ecclésiastiques et y amoindrirait la puissance de l'Autriche catholique. Seulement la Prusse ne savait pas au juste ce qui avait été promis à l'Autriche et était de ce fait gênée pour exprimer elle-même ses revendications : « Les ministres prussiens, écrit TREILHARD le 28 Nivôse, nous ont

« marqué le désir d'indemniser les princes héréditaires : cela ne peut se faire que par les sécularisations et par une sécularisation *totale*. Nous leur avons observé que ce mot « totale » donnerait lieu à des difficultés, qu'il fallait mettre en avant le principe et, quand il serait convenu, on tirerait les conséquences ; que peut-être alors la sécularisation totale s'ensuivrait-elle, mais que, quant à présent, il fallait se borner au principe. On a trouvé ma réflexion juste.

« Les Prussiens ne voudraient pas se donner l'air de poursuivre des sécularisations pendant que l'Empereur ferait semblant d'y résister, ils voudraient que ce fût la France qui les demandât. Observé de notre part : 1° que les sécularisations devant amener un autre ordre de choses, il y aurait plutôt, par la suite, avantage que défaveur de les avoir provoquées ;

« 2° que les Etats perdants avaient un intérêt pressant à les solliciter ;

« 3° que nous nous concerterions sur la manière de faire arriver leur demande.

« M. JACOBI est alors revenu aux avantages que les sécularisations devaient procurer à l'Autriche ; il a demandé à connaître les conventions de Campo-Formio, il a insisté pour savoir si nous avions simplement *consenti* les cessions à l'Autriche ou si nous les avions *garanties*, en observant qu'une garantie comportait obligation de soutenir. Nous lui avons répondu vaguement qu'il devait bien sentir que le gouvernement français n'aurait pas pris des engagements contraires aux sentiments qui l'animent et que nous exprimions de sa part.

« M. de GÆRTZ a produit alors les mêmes idées
« sous des expressions différentes ; il a demandé si la
« cession à l'Autriche était un objet à négocier et si
« l'on pouvait espérer de la restreindre. Nous avons
« dit qu'étant ici pour négocier, lorsque nous serions
« à l'application du principe, nous examinerions la
« valeur de ce qu'on prétendrait de part et d'autre,
« que la Prusse trouverait alors la République dispo-
« sée à la soutenir dans toutes ses prétentions raison-
« nables.

« Les Prussiens prétendent que l'électeur de Saxe
« est contre les sécularisations parce qu'il tient pour
« principe que chacun doit garder ce qu'il a. Ils ont
« dit que, dans les projets de partage qui pullulent de
« toute part, on leur donnerait la Lusace et un dédom-
« magement à l'électeur.

« J'ai répondu en riant : « Eh bien, vous êtes aussi
« arrondis. »

« Je crois que cela leur plairait fort s'il y avait
« possibilité. »

*
**

Les prétentions de la Prusse pouvaient toutefois être à peu près fixées en se reportant au traité secret du 18 Thermidor, an 4. Elle réclamait seulement un supplément pour l'augmentation de puissance de l'Autriche. De plus, toujours en vertu du traité du 18 Thermidor, elle demandait, mais pour le Prince d'Orange, les évêchés de Wurzburg et Bamberg avec la dignité électoral.

Mais, comme le disait TREILHARD : « Ce n'est pas
« la connaissance des indemnités réclamées ou à récla-

« mer qui nous tourmente, c'est le moyen d'y satisfaire. Tant que nous n'aurons pas déterminé l'application du principe des sécularisations, nous ne marcherons qu'à tâtons sur l'objet des indemnités. »

S'il était utile de prévoir les demandes, il était indispensable d'étudier à l'avance le moyen de les satisfaire, aussi demanda-t-il à Paris les renseignements qu'il ne pouvait se procurer lui-même.

Rastadt, 2 Pluviôse.

« Je me suis surtout occupé de réunir des renseignements sur la valeur des possessions ecclésiastiques médiates et immédiates, j'ai déjà un travail complet sur celles du cercle de Bavière ; je suis un peu moins avancé pour la Souabe et moins encore pour la Franconie et la Westphalie.

« Je compte cependant, sous peu, être en état de vous présenter des tableaux aussi approchants de l'exactitude qu'il est possible ; c'est, je crois, le point le plus essentiel car nous aurons de suite le tableau des réclamations. Il faudra seulement trouver de bons contrôleurs, ce qui ne sera pas si facile ; cependant j'ai déjà jeté les yeux sur quelques personnes à qui je communiquerai les exposés des pertes et qui pourront m'éclairer sur les exagérations.

« JACOBI me répétait encore hier que la Prusse voulait ce qui lui avait été promis en Thermidor an 4, plus un équivalent pour la cession à l'Autriche. Il a cependant reconnu que les cessions qui ne seraient qu'un équivalent des pertes ne devraient donner lieu à aucune demande de la part de la

« Prusse, mais ils évaluent très haut Salzbourg et dépendances. Que serait-ce s'il fallait encore donner à l'Autriche un équivalent en vertu de l'Article 7, pour les nouvelles cessions sur la rive gauche du Rhin ?

« M. de GÆRTZ, que j'ai vu depuis JACOBI, m'a dit qu'il attendait un courrier de sa Cour et que, sous quelques jours, il aurait ses dernières instructions sur les cessions qui conviendraient à la Prusse. Comme le moment n'est pas loin où il faudra comparer les pertes de l'Autriche avec ce qu'elle a acquis, je désirerais avoir un état des cessions en Italie, en territoire, population et revenus, avec des observations sur la possibilité des améliorations. J'aurai assez de renseignements sur les cessions en Bavière ; je désirerais aussi un tableau exact des pertes de l'Autriche en Italie et dans les Pays-Bas. Je n'ai sur ce point rien d'assez précis.

« Je crois aussi qu'il serait bon de dresser d'avance un état de toutes les répétitions à faire contre l'Autriche et autres parties de l'Allemagne. Le commissaire ordonnateur DU BRETON nous a envoyé le tableau de ce qui est dû par les cercles de Souabe et de Bavière pour contribution, il pourra y avoir d'autres objets à répéter que nous ne connaissons pas, il serait bon que tout cela fût prêt pour s'en servir dans l'occasion.

« Je suis toujours effrayé des difficultés sans nombre qu'entraîne le règlement des indemnités d'une foule de prétendants, et je persiste à croire qu'il serait sage et très utile de faire un premier traité qui réglerait les limites, établirait le principe des sécularisations et le mode des indemnités. Je sens

« qu'on n'y parviendrait qu'en réglant en même temps
« les intérêts de l'Autriche et de la Prusse. On pourrait
« aussi dresser un état de ceux qui auraient droit à
« indemnité, même indiquer le cercle dans lequel
« chacun d'eux les recevrait ; mais leur liquidation et
« l'assignation de ce qui leur reviendrait devraient être
« la matière d'un traité séparé. Si vous confondez tous
« ces objets, indépendamment du retard de la conclu-
« sion, vous vous préparez des réclamations de toute
« espèce contre le résultat quel qu'il soit ; mais si,
« posant seulement les bases dans le premier traité,
« vous renvoyez l'application au traité subséquent,
« personne n'osera se plaindre, tout le monde espérera
« et aura un grand intérêt à accélérer la ratification
« de ce qui aura été d'abord convenu. Bien entendu
« que, dans le premier traité, on comprendrait d'autres
« articles généraux, comme par exemple la libre navi-
« gation du Rhin, etc...

« Je vous prie de peser mes réflexions. »

Alors que le principe des sécularisations n'avait pas encore été proposé au Congrès, les princes à indemniser soumettaient leurs prétentions, à tel point que TREILHARD fut submergé de mémoires.

« Tous les réclamants nous accablent de tableaux
« exagérés de leurs pertes et de demandes extrava-
« gantes : je prends pour exemple le Prince de LINAN-
« GES dont vous nous avez adressé le mémoire. Il a
« perdu, dit-il, 700.000 francs de rente ; soit, adoptons
« son évaluation. Les objets qu'il demande en indem-
« nité produisent annuellement plus de 2 millions,
« encore y en a-t-il deux dont je ne connais pas le

« produit. Je sens qu'il ne faut pas compter rigoureu-
« sement parce que, après tout, ce n'est pas sur nous
« que se prend l'indemnité, mais enfin faut-il s'arran-
« ger de manière qu'il y en ait pour tous ceux qui ont
« perdu. N'oublions pas que la Prusse réclame pour
« le Stathouder les Evêchés de Wurzburg et de
« Bamberg qui sont un objet de plus de 3 millions
« de revenus. Si vous conservez les électeurs ecclésias-
« tiques (ce qui pourrait être), où trouvera-t-on matière
« suffisante, je ne dis pas pour indemniser complète-
« ment, mais seulement pour arroser les perdants. Ne
« nous jetons pas actuellement dans ce détail et éta-
« blissons d'abord des bases, réglons les articles de
« quelques Etats dont l'assentiment nous est nécessaire,
« et laissons le surplus de l'application à un traité
« subséquent.

« Plus j'y réfléchis et plus je persiste dans ce que
« je vous ai marqué à ce sujet. »

TALLEYRAND ne comprenant pas ce que voulait
TREILHARD, celui-ci s'expliqua alors en ces termes :

« Je n'ai jamais pensé qu'il fallût nécessairement
« s'occuper de connaître les objets des indemnités
« avant d'examiner les prétentions des réclamants ;
« j'ai voulu dire seulement que ceux-ci seraient assez
« empressés à donner des tableaux vrais ou faux de
« leurs pertes et qu'il fallait, par conséquent, chercher
« surtout à connaître les moyens d'y faire face ; je ne
« suis pas convaincu qu'il y aura dans tous les cas de
« quoi indemniser tout le monde.

« J'ai peine à le croire si l'on conserve les 3 élec-

« teurs ecclésiastiques et s'il faut prélever pour le
« Stathouder les évêchés de Wurzburg et Bamberg,
« qui forment un objet de plus de 3 millions de florins
« de revenus — je dis de florins, j'avais omis ce mot
« important dans ma dernière lettre. J'espère, sous
« peu, vous faire passer un tableau général des posses-
« sions ecclésiastiques dans les cercles de Souabe,
« Bavière, Franconie et Westphalie. »

C'est alors, comme nous l'avons vu, que TREILHARD fut saisi par le Comte de COBENZEL d'une demande de l'Autriche relative à l'interprétation du traité secret de Campo-Formio et tendant à l'attribution d'un équivalent en Italie pour les territoires de la rive gauche du Rhin cédés à la France. TREILHARD, qui y avait déjà pensé, s'en était ouvert à TALLEYRAND et n'avait pas reçu de réponse. On lui a reproché de n'avoir pas assez insisté sur ce point. Il le fit à trois reprises et se borna ensuite à appliquer la décision du Directoire qui avait pris ses responsabilités.

Il est évident que l'esprit du traité de Campo-Formio, tel que l'avait conçu BONAPARTE, était de diminuer autant que possible la puissance autrichienne en Italie. Mais l'Autriche, au Congrès de Rastadt, pouvait tout ce qu'elle voulait et, en la heurtant sur l'interprétation de l'article 7 du traité, nous nous aliénions sans retour son influence. Le Directoire s'en souciait fort peu, à tel point que TALLEYRAND pouvait écrire à CAILLARD, son Ambassadeur à Berlin : « Notre position
« est telle qu'il s'agit beaucoup moins d'arguer de ce
« qui a été convenu que de s'occuper de ce qui sera
« fait. »

M. de COBENZEL proposait également de transporter son équivalent en Italie et de renoncer à toute prétention sur la Bavière. Cette demande était plus dangereuse pour nous. TREILHARD déclina tout net et en donna les raisons à TALLEYRAND le 30 Pluviôse. « La demande de l'Empereur de transporter ses indemnités en Italie me paraît cacher une arrière-pensée. S'il n'a plus de prétentions sur l'archevêché de Salzbourg, il combattra le système des sécularisations et nous contrariera sur ce point en s'attachant encore une grande partie de l'Allemagne ; il sera ensuite bien plus difficile sur l'article des indemnités de la Prusse, que nous ne devons cependant pas délaissier quand nous agrandissons son rival. D'ailleurs tout ne sera pas bénéfice pour l'Empereur dans la cession qui lui a été faite, puisque la Bavière a en horreur la domination autrichienne et que cette cession sera, par conséquent, un germe d'inquiétude et de troubles pour l'Autriche.

« J'ignore si l'état actuel des choses en Italie permettra de céder quelques petites portions de territoires qu'on ferait passer pour un équivalent de notre nouvelle acquisition. Si on le pouvait, sans compromettre la sûreté de nos alliés, il serait peut-être convenable de le faire, mais j'ai peine à croire que nous fissions une bonne opération en transportant en Italie toutes les indemnités de l'Empereur. »

L'Autriche ne pouvait admettre d'être dupée et il est probable que, dès ce moment, elle prit la décision de trancher la question par les armes. Quoi qu'il en soit, et alors que le Congrès était encore en pleine

discussion sur les limites du Rhin, elle multipliait les obstacles : « Les Autrichiens emploient toutes sortes de
« ruses pour qu'on n'accorde pas notre demande ou du
« moins pour qu'on recule une décision. Ils font espérer
« aux ecclésiastiques qu'il n'y aura pas de sécularisa-
« tions, ils disent aux princes héréditaires qu'il n'y
« aura d'indemnités que pour ceux qui auront perdu
« et que les indemnités seront nécessairement très
« courtes. Ils insinuent ensuite qu'il faut que la dépu-
« tation de l'Empire consulte encore une fois les prin-
« ces perdants, parce qu'ils espèrent que, dans l'incer-
« titude de l'indemnité, ils balanceront à se déclarer
« nettement pour la cession. Vous n'avez pas idée de
« la facilité avec laquelle on tourne ici les têtes qui
« passent pour être les meilleures. Dans ce chaos, nous
« ne pouvons pas faire tout ce que nous désirerions
« parce que, ne connaissant pas les intentions précises
« du gouvernement, nous ne devons pas courir le
« risque de les contrarier en nous avançant indiscre-
« tement, soit vis-à-vis de l'Autriche, soit vis-à-vis de
« la Prusse. Ayez donc une personne revêtue de toute
« la confiance du Directoire qui, sachant jusqu'où elle
« peut aller, parviendra à une solution avec plus de
« facilité peut-être qu'on ne le pense.

« Voulez-vous donner à l'Autriche un dédomma-
« gement en Italie plutôt qu'en Allemagne ?

« Voilà un premier point à décider.

« Je vous ai déjà marqué mon opinion particu-
« lière. Que vous accordiez ce dédommagement à
« droite ou à gauche, toujours faut-il expliquer nette-
« ment le minimum et le maximum de ce que vous

« voulez donner et vous en rapporter ensuite un peu
« aux négociateurs. »

Pour réduire cette opposition des ministres autrichiens, TREILHARD changea vainement de raisonnement : « Nous avons eu beau leur observer que, d'après
« le texte du traité, ils ne pourraient demander cet
« équivalent que lorsque nous aurions fait l'acquisition, que l'accession à notre demande était un préalable indispensable, ils s'obstinent à prétendre que ces
« deux choses doivent aller ensemble.

« Nous leur avons dit tout ce qu'on peut dire pour
« les déterminer à ne pas nous entraver dans cette
« occasion : que pour inspirer de la confiance, il fallait
« en montrer, qu'ils n'éprouveraient jamais de difficultés déraisonnables de la part de la République,
« etc... tout cela a été inutile. Ils sont disposés à partager avec nous tout ce que nous voudrions prendre,
« même le Piémont, etc... mais ils ne veulent nous
« laisser rien acquérir sans avoir assuré leur part. »

Quant à la Prusse, elle informait TALLEYRAND que, pour ses pays situés à la gauche du Rhin, elle se contenterait de l'Evêché d'Hildesheim, mais qu'elle entendait bien voir augmenter son équivalent en proportion de la prépondérance que l'Autriche acquerrait en Allemagne, prépondérance à laquelle elle voulait être en état de s'opposer.

Le moment de poser la question des sécularisations au Congrès approchait et, par conséquent, son application allait suivre. Quel était l'avis du Gouvernement, décidément peu prodigue d'instructions ? TREILHARD en demande dans sa lettre du 20 Ventôse :

« Le principe de la sécularisation une fois adopté,
« il restera à en faire l'application, ce qui ne sera pas
« le plus facile. Il faut bien alors que nous ayions notre
« marche tracée avec l'Autriche et la Prusse. Vous
« n'aurez que l'un de ces trois partis à prendre :
« satisfaire l'Autriche sans s'embarrasser de la Prusse,
« ou se lier à la Prusse pour éviter d'agrandir l'Autri-
« che, ou chercher à satisfaire l'une et l'autre en même
« temps. Ce dernier parti me paraît plus dans le sens
« du gouvernement, mais il suppose des cessions faites
« à ces deux puissances et il me semble qu'il faut :

« 1° que le gouvernement s'explique nettement sur
« la mesure de ces cessions,

« 2° qu'on donne aux négociateurs le pouvoir de
« s'ouvrir suivant les occasions et avec prudence sur
« les articles de Campo-Formio.

« P.-S. — J'avais oublié de vous dire que, causant
« en dernier lieu sur le Stathouder avec M. de GERTZ
« qui me rappelait l'article 5 du traité de Berlin, je
« lui ai dit que l'exécution de cet article, quant aux
« évêchés de Wurzburg et Bamberg, éprouverait en
« Allemagne des obstacles invincibles. Il me parut tout
« converti et me répliqua que l'exécution de l'autre
« partie du même article, relative à l'indemnité paya-
« ble par la République Batave pour les biens immeu-
« bles de cette maison situés dans l'étendue des pro-
« vinces unies du pays dit de la généralité des colonies
« hollandaises, faciliterait bien des arrangements.
« Jusqu'à quel point peut-on compter sur l'engagement
« pris dans ce traité par la République Batave ? »

En ce qui concerne la valeur de l'équivalent promis à l'Autriche, TALLEYRAND fit parvenir à la légation une lettre de CAILLARD qui donnait une base de calcul : Voici ce qu'écrivait CAILLARD :

« Je crois, Citoyen Ministre, que, dans un moment
« où l'on s'occupe de la sécularisation des grands bénéfices et de leur distribution entre les princes qui ont
« droit à des indemnités, il convient de vous donner
« une notion juste des revenus de l'Archevêché de
« Salzbourg afin que, si vous le destinez à l'Empereur,
« vous sachiez au juste ce que vous lui donnez.

« Sa grande branche de revenus consiste dans les
« salines situées près de Halle, sur la Salza, lesquelles
« fournissent 775.000 quintaux de sel. Il s'est vendu
« jusqu'à présent sur le pied de 2 florins $\frac{2}{5}$ le quintal
« et produisait à l'archevêque 1.860.000 florins d'empire
« qui, à 2 fr. 10, font, en argent de France, 4.550.000
« francs. Or, l'Empereur a fixé le prix de celui qu'il
« tire de ses salines de Pologne à 8 florins $\frac{2}{5}$ le quintal ;
« comme il établira sûrement le même prix sur
« celui de Salzbourg, il en tirera par conséquent
« 6.510.000 florins, lesquels donnent, en argent de
« France, une somme de 16.275.000 francs ; et, si l'on
« suppose que tout le reste du revenu de ce pays sera
« absorbé pour les frais d'exploitation, il s'ensuit que
« cette somme entrera franche dans ses coffres. Vous
« pouvez être assuré, Citoyen Ministre, que jamais ses
« ci-devant Pays-Bas ne lui ont rapporté la moitié de
« cette somme, déduction faite de tous frais d'administration. Vous pouvez d'ailleurs compter sur ce calcul
« dont les éléments me sont fournis par une main
« sûre. »

TREILHARD confirma l'exactitude de ces renseignements qu'il possédait déjà et attira l'attention du Ministre sur l'inconvénient qu'il y aurait à ne pas augmenter malgré tout l'équivalent de l'Autriche :

« Je ne suis pas surpris que vous ne vouliez pas
« augmenter l'équivalent de l'Autriche, mais attendez-
« vous, dans ce cas, pour le moins à toutes les difficultés
« possibles de la part de cette Cour et mettez-vous en
« mesure de préparer une défense de concert avec sa
« rivale.

« Le calcul sur l'archevêché de Salzbourg qui vous
« a été envoyé par CAILLARD est celui du Baron de REI-
« BERG, ministre du Duc des DEUX-PONTS, gendre de
« M. de GERTZ. D'après mes renseignements le revenu
« de Salzbourg est de 3 millions 1/2 à 4 millions de flo-
« rins, on pourrait l'augmenter en haussant le prix du
« sel, mais on pourrait prévenir cette hausse par un
« article de traité. »

Enfin la question des sécularisations est officielle-
ment posée au Congrès. Que va-t-il en résulter ? Com-
ment fera-t-on pour dédommager tout le monde ?
TREILHARD aimerait bien voir clair.

Rastadt, 27 Ventôse.

« On s'assemble aujourd'hui « *ad notitiam* » seule-
« ment. Je sais que les membres de la députation (les
« ministres de Saxe par exemple) font semblant de
« croire qu'ils ne sont pas compétents pour consentir
« une sécularisation. J'espère que la majorité ne par-
« tagera pas cet avis. Il faut les laisser se développer
« dans la première séance, nous les attaquerons ensuite
« suivant les circonstances. ALBINI m'a fait dire qu'il

« viendrait ce soir me faire part de ce qui se serait
« passé. Je vous en instruirai demain par la poste ordi-
« naire, si cela en vaut la peine. En attendant, je vous
« prie de fixer votre attention sur notre marché ulté-
« rieur. Je suppose la nécessité des sécularisations
« reconnue, ce n'est pas avec des notes que nous régle-
« rons les indemnités. Il faut, ce me semble, un travail
« préliminaire concerté avec ceux qui peuvent le faire
« adopter. Je ne conçois pas qu'il soit possible de don-
« ner à la Prusse un équivalent raisonnable et propor-
« tionné pour l'accroissement de puissance de la Cour
« de Vienne, tant que nous ne pourrons pas dire à la
« première ce que celle-ci doit acquérir. Je vous prie
« encore de considérer que le travail ultérieur suppose
« une grande connaissance des localités et entraînera
« nécessairement de longs détails. Je vous présente
« cette observation afin que vous pesiez, dans votre
« sagesse, si, étant bien constant que BONAPARTE ne
« viendra pas, il ne serait pas utile de nous adjoindre
« un tiers. Il faudrait le choisir travailleur, sociable et
« déjà instruit sur l'état de l'Allemagne. »

Et voici le compte rendu promis :

« La députation veut se faire violer sur le point
« des sécularisations comme sur celui des limites.
« ALBINI m'a dit très verbeusement que l'on n'osait pas
« prendre sur soi de dépouiller un Etat en faveur d'un
« autre, que, lorsque la République aurait bien déclaré
« que la sécularisation est une base sans laquelle on ne
« peut pas faire de paix, alors on ne craindrait plus
« de reproche pour avoir accédé. En conséquence, on
« nous répondra, selon toutes les apparences, que l'Em-

« pire voudrait traiter la question des indemnités sans
« l'intervention d'une autre puissance, etc...

« Comme je ne vois rien dans ce que m'a dit
« ALBINI qui ne s'accorde avec la tournure de ces Mes-
« sieurs, je crois qu'il a dit vrai ; notre principe pas-
« sera, mais seulement après avoir échangé quelques
« notes. Prenons patience. Au surplus, ils prétendent
« n'avoir dans les annales de l'Empire aucun exemple
« de négociation aussi rapide que celle-ci. »

✱
✱✱

Les Ministres Autrichiens qui n'avaient pas encore ratifié officiellement la cession de la rive gauche essayèrent une dernière fois d'obtenir un équivalent. Ils revinrent trouver TREILHARD qui, d'après les instructions du Directoire, avait ordre de ne rien céder. L'entrevue fut cependant plus cordiale que les précédentes. C'était au contraire sur les intentions de la Prusse que couraient, à nouveau, des bruits pessimistes.

Rastadt, 30 Ventôse.

« Les comtes de COBENZEL et de L'HERBACH m'ayant
« fait demander hier matin un rendez-vous, je les ai
« reçus sur le champ. Ils m'ont dit que le fils de M. de
« METTERNICH, arrivé dans la nuit, leur avait porté la
« réponse aux dépêches du courrier qu'ils avaient
« expédié, qu'ils pouvaient actuellement voter pour la
« cession entière de la rive gauche, qu'ils ne deman-
« daient qu'une déclaration écrite des Ministres de la
« République portant l'assurance à l'Autriche de son
« équivalent pour l'excédent des limites conformément
« au traité de Campo-Formio.

« J'ai répondu que la France tenait fortement à
« l'exécution de ce traité mais que nous ne l'entendions
« pas de même, que la cession en Bavière nous paraîs-
« sait un équivalent anticipé de ce que nous avions
« obtenu sur la rive gauche, que, s'ils voulaient une
« promesse d'exécuter le traité ainsi que nous l'enten-
« dions, je n'y voyais pas de difficultés, que je met-
« trais beaucoup de prix au vote de l'Autriche pour
« la cession, quoique cette cession existât déjà sans ce
« vote. Vous jugez bien qu'on n'a pas pu tomber
« d'accord du sens que je donnais à l'article du traité.
« J'ai vu, cependant, que l'assurance de son exécution
« quant à la cession déjà stipulée en faveur de l'Autri-
« che faisait beaucoup de plaisir et je me suis bien
« trompé si on ne s'y réduit pas bientôt. J'ai dit, au
« surplus, à ces Messieurs, que nous nous réunirions
« avec mon collègue quand ils voudraient pour traiter
« cette matière. M. DE COBENZEL ayant affaire aujourd'-
« hui, c'est demain matin que nous nous reverrons.
« Sur mon observation que, dans tous les cas, l'Autri-
« che ne pouvait se dissimuler la nécessité des sécula-
« risations et qu'il fallait voter dans ce sens, M. de
« L'ERBACH m'a fait une réponse satisfaisante. Ainsi
« tout me confirme dans l'opinion que ce point sera
« emporté, sinon du premier coup, du moins sans de
« longs délais.

« On m'a parlé de la Prusse et de l'article qui
« l'exclut de toute indemnité. J'ai fait sentir, sans beau-
« coup de peine, qu'il fallait un équivalent pour ses
« Etats sur la rive gauche. C'est à peu près convenu,
« mais on ne voudrait donner qu'un équivalent bien
« strict. J'ai dit à ces Messieurs que la Prusse ne

« demandait elle-même qu'un équivalent pour ses pos-
« sessions transrhénanes, mais qu'elle en désirait un
« pour l'augmentation de puissance de l'Autriche, que
« j'avais toujours répondu aux Ministres prussiens
« (sans m'ouvrir avec eux sur les articles secrets) qu'il
« ne fallait pas regarder comme un accroissement tout
« ce qu'obtenait une puissance qui perdait d'un autre
« côté et que ses ministres étaient convenus du prin-
« cipe.

« MM. de COBENZEL et de L'HERBACH m'ont dit alors
« qu'ils seraient d'accord d'une augmentation pour la
« Prusse s'il y avait, en effet, augmentation pour l'Au-
« triche, mais, qu'au lieu d'avoir accru sa puissance,
« elle l'avait affaiblie. Je leur ai répliqué que je voyais
« avec plaisir que nous étions tous d'accord sur les
« principes et qu'il n'y aurait, par conséquent, que des
« points de fait à vérifier entre nous, ce qui faciliterait
« beaucoup les rapprochements. J'ai ajouté que, dans
« le calcul des avantages, il fallait comprendre aussi
« celui de la centralisation des forces. Comme ils dis-
« cutaient sur les pertes et les acquisitions, je les ai
« priés de me donner leurs évaluations ; ils me les ont
« envoyées ce matin et je vous fais passer copie de la
« note qui n'est nullement officielle.

« D'après sa tournure vous jugerez sans doute,
« comme moi, qu'ils n'ont pas grand espoir dans l'équi-
« valent pour l'excédent de la ligne. Je suis plus con-
« tent d'eux que par le passé, ce changement peut tenir
« à bien des causes ; la santé chancelante de l'Empe-
« reur fait désirer, peut-être, une prompte conclusion.

« Le dernier arrêté de la députation leur annonce
« qu'on peut jusqu'à un certain point se passer du

« suffrage de l'Autriche. On peut aussi craindre une
« liaison plus étroite de notre part avec la Prusse.
« Enfin l'humeur revêche des Bavarois et un change-
« ment dans les dispositions de cette Cour font entre-
« voir de grandes résistances et sentir la nécessité de
« ne pas nous l'aliéner par des prétentions excessives.
« Quoi qu'il en soit, les Autrichiens sont plus traita-
« bles.

« Vous avez reçu une lettre d'IFLINGER dans laquelle
« il a dû vous faire part des insinuations de la Prusse
« auprès de la Saxe pour augmenter son état militaire.
« Je crois, qu'en effet, la Cour de Berlin veut se donner
« de l'importance et qu'elle désire en imposer par sa
« contenance pour se faire un meilleur sort, mais j'ai
« peine à me persuader qu'elle veuille une rupture. Je
« ne vois dans tout ceci que faiblesse, comme je n'ai
« vu dans la conduite de ses ministres à Rastadt que le
« résultat d'une habitude d'intrigalleries. Il ne faut
« cependant pas perdre la Prusse de vue. On prétend
« que le gouvernement d'Hanovre enrégimente trois
« bataillons de vétérans, mesure qu'on ne prend, dit-on,
« dans ce pays, que lorsqu'on veut disposer de troupes
« excellentes. On assure que ce gouvernement fait des
« provisions de guerre, qu'il a frété des bâtiments
« pour les transports et que même, le vent qui nous
« poussera en Angleterre leur facilitant les embarca-
« tions, il se propose de nous suivre et de nous attaquer
« sur nos derrières après notre descente ou de faire
« une diversion par une descente sur les côtes de la
« République Batave.

« Ces avertissements sont donnés par un ancien
« magistrat qui plaide contre la Régence d'Hanovre..

« Le Ministre de Brême nie tous les faits, le Gouver-
« nement Français a sans doute des notions plus posi-
« tives sur ce qui se passe. »

**

Cette conversation avec les Ministres d'Autriche était intéressante pour la suite prévisible des négociations. L'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'emparant de l'Archevêché de Salzbourg ne pouvait pas voter contre le principe des sécularisations, dont il était un des plus importants bénéficiaires et sa voix au Congrès devait donc nous être assurée. Heureusement METTERNICH ne mettait que fort peu de grâce à presser les choses, car il manquait à la délégation française des instructions précises. Inlassablement, TREILHARD en demandait.

Rastadt, 4 Germinal.

« Citoyen Ministre,

« Lorsque la base des sécularisations sera admise,
« il se présentera, pour l'application, des difficultés
« qu'il est bon de prévoir et sur lesquelles il est conve-
« nable que le Gouvernement s'explique : pour con-
« naître la masse des indemnités à fournir, il faut
« d'abord établir la masse des pertes.

« Les domaines des princes et états passent à la
« République, point d'embarras à cet égard, mais les
« possessions particulières des princes, celles qui ne
« font pas partie du domaine public, leur seront-elles
« conservées ? La noblesse immédiate a des possessions
« plus distinguées, elle n'est cependant pas souveraine.
« Conservera-t-elle aussi ses possessions ? Dans le cas

« où elles ne lui seraient pas enlevées, la dédommagera-
« t-on de la perte de droits féodaux supprimés sur la
« rive gauche ? Dans tous les cas, comprendra-t-on,
« dans le calcul des pertes, les défauts de jouissance,
« dégradations et spoliation du mobilier pendant la
« guerre ? La suppression du régime féodal du côté
« gauche du Rhin a affranchi plusieurs fiefs situés du
« côté droit et relevant de chef-lieu du côté gauche. Les
« possesseurs de ces fiefs paieront-ils une indemnité
« sur cet affranchissement ? ne doit-on pas, du moins,
« mettre cet avantage en ligne de compte pour le
« compenser avec des pertes ?

« Comment traitera-t-on les ecclésiastiques dont
« les bénéfices seront sécularisés ? Ne convient-il pas
« de laisser à la députation une grande influence sur
« la solution de cette dernière question. J'appelle votre
« attention sur tous ces points. Je me permettrai cepen-
« dant de vous donner mon opinion, en vous observant
« que je n'y tiens en aucune manière et que je crois
« même qu'on peut sans inconvénient, et suivant les
« circonstances, décider pour l'affirmative ou pour la
« négative.

« Les princes et les immédiats devront être fort
« aises de se voir débarrasser de leurs possessions par-
« culières de l'autre côté du Rhin : ils n'en jouiraient
« jamais bien tranquillement et le moins qui puisse
« leur arriver c'est d'être écrasés dans la répartition
« des contributions. Il vaudrait mieux, pour eux, pos-
« séder des domaines du côté droit et, comme ces
« domaines ne nous coûtent rien, la cession de ceux du
« côté gauche serait un bénéfice réel. Mais y aurait-il,
« dans ce cas, de quoi faire face à toutes les indem-

« nités ? D'ailleurs la nécessité où se trouveront les
« possesseurs de ces domaines (en supposant qu'on les
« leur laisse), de les aliéner dans un court délai n'équi-
« vaudrait-elle pas à peu près à une cession de leur
« part ?

« Je ne crois pas qu'il soit dû, à la rigueur, des
« indemnités pour les défauts de jouissance, les dégra-
« dations, les spoliations : ce sont faits ordinaires de
« la guerre, mais, comme ce n'est pas nous qui payons,
« je ne vois pas d'inconvénients à avoir égard à ces
« malheurs dans le calcul des pertes, si toutefois il y a
« possibilité d'y pourvoir.

« Il me semble aussi qu'on ne doit aucune espèce
« d'indemnité à ceux qui restent possessionnés sur la
« rive gauche pour la suppression des droits féodaux :
« les propriétés territoriales sont toujours régies par
« la loi du lieu où elles sont situées, on ne les possède
« qu'à cette condition et il serait d'une dangereuse con-
« séquence de se départir de ce principe. Quant aux
« particuliers possessionnés sur la rive droite, et par
« conséquent sous l'empire du régime féodal, ils béné-
« ficient sans contredit de la succession des fiefs dont
« ils relèvent. J'aimerais assez à leur faire payer cet
« avantage, les sommes qu'on retirerait d'eux pour-
« raient être utilement employées à d'autres arrange-
« ments.

« Je vous sou mets toutes ces réflexions et peu m'im-
« porte comment vous déciderez, pourvu que vous vous
« expliquiez.

« Je ne finirai pas cette lettre sans vous demander
« aussi une direction sur quelques autres articles. Je
« ne vous parle pas des cessions et arrangements à

« faire avec les Bataves et les Suisses. Il suffit, ce me
« semble, quant à nous, d'avoir le Rhin depuis Hunin-
« gue jusqu'à Wesel. Mais comment le Rhin servira-t-il
« de limites ? A qui appartiendra son cours ? La règle
« générale est que chaque Etat riverain ait la moitié
« du fleuve ; il est cependant, sur la rive droite, au
« moins deux points qui peuvent être essentiels à la
« République : Kehl et Ehrenbreitstein (il n'est pas
« question de Cassel et des îles et forts qui en dépen-
« dent, je regarde ces objets comme faisant partie de
« Mayence). Aux termes de l'article 13 secret de Campo-
« Formio, Ehrenbreitstein a été évacué par les troupes
« de l'Empereur, nous ne tenons cependant pas ce fort
« et il ne nous a pas été cédé. Kehl, suivant l'article 4
« de la convention additionnelle, doit continuer d'être
« occupé par nos troupes. Le Margrave de Bade nous
« l'a cédé, mais il faut aussi l'accession de l'Empire. Je
« prévois des difficultés sur ces deux objets. Faut-il
« absolument avoir l'un et l'autre ? Ce serait le mieux.
« Faudrait-il, si on ne pouvait les obtenir tous les deux,
« se contenter d'un seul ? Dans ce cas, quel est celui
« que vous préféreriez ?

« Enfin, s'il se présentait trop d'obstacles à la ces-
« sion, ou même si nous nous déterminions à abandon-
« ner ces deux objets pour nous assurer des avantages
« d'une autre espèce, faudrait-il en stipuler la démoli-
« tion ? Ne pourrait-on pas en interdire la reconstruc-
« tion, même l'occupation ? Ne pourrait-on pas neu-
« traliser pour toujours ces deux points ? Ce serait un
« pis-aller dont il ne faudrait se contenter qu'à la der-
« nière extrémité ou parce qu'on obtiendrait en échange
« quelque chose qui conviendrait mieux.

« Je réclame une direction sur les divers articles
« de ma lettre. La meilleure de toutes les instructions
« serait un projet de traité à mi-marge et, à côté des
« articles susceptibles de discussion, vous marqueriez
« si le gouvernement y tient absolument ou si l'on peut
« se relâcher en tout ou en partie ; ce serait à nous
« ensuite à opérer pour le mieux.

« Salut et respect. »

Sa lettre se croisait avec une dépêche que TALLEY-RAND lui adressait le 3 Germinal et qui, au lieu de lui donner l'avis du Directoire, demandait celui de la légation.

« Placé au milieu de tous les intérêts, de toutes les
« conversations, vous devez connaître les désirs de cha-
« cun, en même temps ce qu'il convient de leur accor-
« der. C'est à vous de proposer, à nous d'approuver.

« Travaillez pour l'Autriche et pour la Prusse,
« pour tous les Princes à dédommager d'après les
« engagements que vous nous connaissez et de la
« manière qui vous paraîtra la plus convenable. Faites
« un traité complet, chargez-moi de le communiquer au
« Directoire ; qu'il l'approuve, et j'ose presque répon-
« dre que nous le ferons signer par tous les plénipo-
« tentiaires en profitant de leurs divisions, de leurs
« vues particulières et de l'influence prépondérante que
« nous saurons nous conserver. C'est là le rôle qui
« convient à la République et à vous. Dictons la paix
« dans le cabinet comme nous l'avons fait sur le champ
« de bataille. Faisons même, s'il est possible, plus et
« mieux. Si vous persistez à croire qu'un nouveau coo-
« pérateur vous soit indispensable, j'en ferai la propo-

« sition au Directoire et je tâcherai qu'il vous con-
« vienne. »

Toutefois, dans une lettre officielle du 1^{er} Germinal, le Ministre des Relations Extérieures avait répondu à quelques points de détails. Mais les désirs du Directoire étaient encore bien peu précisés. Il demandait, par exemple, « un arrondissement convenable sur
« la rive droite du Rhin ». Il est incontestable que « ces
« expressions sont bien vagues et demandent une expli-
« cation. »

Cependant, pour suivre les directives reçues, TREILHARD s'apprêta à « préparer une décision positive sur
« la base des sécularisations, sans nouvelle réponse
« évasive de la part de la députation ». En ce qui concerne le projet de traité, il écrit : « Je croyais qu'il
« devait nous venir du gouvernement, mais, puisque
« vous nous en demandez un, je vais me mettre en état
« de vous satisfaire, » et, le 10 Germinal, il soumet ses intentions, en réclamant, toujours, des précisions et des critiques :

« La députation s'est assemblée sur notre dernière
« note et, après lecture, on s'est ajourné au 13 de ce
« mois. Nous obtiendrons notre base de sécularisation
« à cette séance ou je me trompe fort.

« ROSENSTIEL a proposé hier, de ma part, à mon
« collègue, de nous réunir pour travailler au plan d'ap-
« plication d'indemnité que vous nous demandez. Il
« m'a fait répondre qu'il ne pouvait pas et m'a fait
« espérer qu'aujourd'hui il serait plus libre. Dieu le
« veuille !

« Comme il faut aller, je vous propose mes idées.

« Il est bien entendu que je ne les donne que comme
« des aperçus très vagues. Vous connaissez notre posi-
« tion avec l'Autriche et la Prusse. La dernière ne s'est
« pas expliquée parce que nous avions nous-mêmes la
« bouche close à son égard, la première a toujours mis
« en avant son équivalent prétendu pour l'excédent de
« la ligne Campo-Formio et, comme nous n'en voulons
« pas, il faut bien qu'elle s'en désiste avant qu'on puisse
« avancer avec elle. D'ailleurs, jusqu'à ce que vous
« ayez déterminé si, oui ou non, vous voulez conserver
« les électors de Trêves et de Cologne, il est difficile
« d'appliquer la base des indemnités.

« Quoi qu'il en soit, voici, dans la position actuelle,
« mes vues particulières.

« — Je suppose la suppression de l'Electorat de
« Trêves et je suppose aussi que les ecclésiastiques
« supprimés seront indemnisés par des traitements
« pécuniaires et viagers comme de raison.

Autriche. — Ce qui est assuré par le traité de
« Campo-Formio. On y ajouterait quelque chose, si on
« lui retirait le Brisgau dont le Margrave de Bade s'ac-
« commoderait très bien.

« *Prusse.* — La portion promise de l'Evêché de
« Münster, l'évêché d'Osnabrück ; je crois qu'ils vou-
« draient la ville de Nuremberg, mais je ne serais pas
« d'avis de toucher aux villes impériales. Au surplus,
« la Prusse mettra très peu de prix aux sécularisations
« des bénéfices situés dans ses Etats, parce qu'elle croit
« pouvoir séculariser sans permission, étant maîtresse
« chez elle. Mais, suivant les circonstances, on pourrait
« l'arrondir de quelques établissements ecclésiastiques.

« sur ses frontières. On pourrait aussi lui donner la
« souveraineté sur les terres de l'ordre teutonique encla-
« vées dans les principautés de Bayreuth et Anspach.
« Enfin, on ajouterait ce qui paraîtrait convenable
« après les explications qui auront lieu lorsque nous
« pourrions nous ouvrir avec elle.

« *Hesse-Cassel.* — Ce qui lui a été promis par son
« traité, en y ajoutant quelques villages qu'elle partage
« avec Mayence. Les Prussiens m'ont assuré qu'ils
« n'insisteraient pas pour l'enrichir.

« *Mayence.* — Sa conservation nous est nécessaire.
« Il demande ce qui reste sur la droite de l'évêché de
« Worms et la Principauté de Fulda, mais je voudrais,
« dans ce cas, faire céder par l'électeur ce qu'on donne
« à Hesse-Cassel et quelques baillages qu'il faudrait
« donner à Hesse-Darmstadt.

« *Maison d'Orange.* — Les Prussiens sentent l'im-
« possibilité de donner Wurtzbourg et Bamberg au Sta-
« tholder. Ils seront contents si on donne à la Maison en
« général quelques baillages de Trêves qui se trouvent
« sur la rive droite. Ils supposent toujours que, confor-
« mément au traité, on lui paiera le prix de ses domai-
« nes particuliers. Je vous ai déjà parlé de ce dernier
« objet dans une de mes lettres.

« *Cologne.* — Je voudrais transporter l'électorat
« sur la grande maîtrise de l'ordre teutonique. Ce serait
« un moyen de le voir bientôt détruit, car les princes
« laisseraient passer peu de temps sans s'emparer des
« commanderies qui se trouveraient dans leur terri-
« toire. Mais je n'ai parlé de ceci à personne, c'est une
« idée particulière qui ne vaut peut-être rien.

Bade et Hesse Darmstadt. — Il faut les satisfaire ;
« ils peuvent contribuer au succès. Il faut tenir à Bade
« ce qu'on lui a promis, ou ménager en sa faveur la
« cession du Brisgau, sauf l'indemnité à l'Autriche, et,
« quant à Hesse-Darmstadt, nous l'arrondirions avec
« quelques baillages dépendant de Mayence. J'observe
« que nous avons promis à Bade, par son traité, quel-
« ques possessions de Hesse-Darmstadt et qu'au moyen
« du Brisgau (si nous pouvions l'obtenir), on aplanirait bien des difficultés.

La Maison Palatine. — Wurtzbourg, Bamberg et
« les autres objets que vous proposiez de lui donner
« par le mémoire sur les sécularisations.

« Remarquez cependant qu'il se trouve des parties promises à d'autres par traité, mais on les remplacerait sans peine.

« Je ne vous parle pas aujourd'hui des autres princes qu'on peut satisfaire avec des établissements ecclésiastiques et avec la suppression des exemptions et des privilèges dans leurs arrondissements.

« J'ai des tableaux de tous les biens ecclésiastiques en Allemagne et je trouverai matière pour les indemnités.

« Voilà mes aperçus sur lesquels je voudrais avoir votre avis, ainsi que sur plusieurs points dont je vous ai entretenu dans mes précédentes lettres, notamment par celle du 4 Germinal, n° 46.

« Toutes les bases d'un traité se trouvent dans celle-là et dans celle-ci. *Rectifiez, prenez définitivement un parti* qui nous mette en état de convenir de quelque chose avec l'Autriche et la Prusse, sans le concours desquelles vous n'irez pas loin, *et ordonnez.* »

On peut, croyons-nous, être difficilement plus explicite. TREILHARD craint cependant de ne pas recevoir en temps utile l'approbation ou les critiques qu'il sollicite et, tout en informant TALLEYRAND de quelques événements du Congrès, il insiste encore.

Rastadt, 12 Germinal.

« Citoyen Ministre,

« Nous nous sommes réunis, mon collègue et moi,
« pour conférer sur le projet d'application d'indemni-
« tés. La lettre officielle que vous recevrez à ce sujet ne
« vous apprendra rien de nouveau sur ce que je vous ai
« marqué dans mes précédentes. Je crois que nous
« aurons demain notre base de sécularisation ; il fau-
« dra occuper ensuite la députation, en attendant que le
« travail sur l'application soit terminé et convenu. Nous
« pourrons l'inviter à examiner la manière dont on
« traitera les titulaires supprimés. Nous recevrons, sans
« doute, avant qu'elle ait fixé cet objet, les instructions
« nécessaires pour le complément du travail sur les
« sécularisations.

« Permettez que je vous répète qu'avant tout il faut
« nous tracer définitivement notre conduite et vos der-
« nières intentions avec la Prusse et l'Autriche. Nous
« ne ferons rien sans elles, ou tout au moins sans l'une
« d'elles. M. de COBENZEL m'a dit hier que sa Cour était
« disposée à prendre des arrangements pour la fourni-
« ture du sel à la Bavière à un prix modéré, qu'il avait
« toujours été de cet avis quand je lui en avais parlé,
« mais qu'il se trouvait actuellement autorisé à nous en
« donner l'assurance.

« BUCH, envoyé de la République Batave, m'assure
« tenir d'une personne méritant toute confiance que le
« Landgrave de HESSE-CASSEL a fait un nouveau traité
« de subsides avec l'Angleterre. La soif de l'or est si
« forte chez ce prince que tout, de sa part, est possi-
« ble. Je doute néanmoins que, dans sa position
« actuelle avec nous, il ait osé faire un pareil traité.

« Les journaux affectent d'annoncer que le Minis-
« tre impérial n'a pas ratifié le conclusum sur la ces-
« sion de la rive gauche, mais, d'après les instructions
« générales de l'Empire arrêtées à la Diète le 4 novem-
« bre 1797 et approuvées par l'Empereur, la remise de
« la note par le Ministre Impérial est une approbation
« formelle.

« Voici l'article : « Tout arrêté pris par la députa-
« tion sera porté à la connaissance de la respectable
« mission impériale par la voix du Directoire de
« Mayence ou bien d'une subdélégation et, de la même
« manière, on conviendra avec elle d'une opinion una-
« nime pour que, par l'organe de la mission de Sa
« Majesté Impériale, *les objets arrêtés d'un accord*
« *commun soient insinués à la mission française.*

« Vous voyez que la respectable mission impériale
« ne doit insinuer à la mission française que ce qui
« est arrêté d'un accord commun, d'où il suit très évi-
« demment que la transmission de la note en contient
« l'approbation. Peut-être ne trouverez-vous pas inu-
« tile de faire connaître cet article des instructions et
« de le donner à quelques journalistes.

« J'ai appris avec bien du plaisir, par votre der-
« nière lettre, qu'instruit de ce qui se passait en

« Prusse et en Saxe, vous n'aviez aucune inquiétude
« sur les dispositions de ces deux Cours. »

*
**

Pendant quinze jours encore, seules les négociations vont occuper TREILHARD. Puis les premiers craquements vont se faire entendre dans l'édifice de la paix si laborieusement construit.

Tout d'abord, le 13 Germinal, la députation de l'Empire vote sur les sécularisations. TREILHARD en informe le Ministre le 14 :

« Je ne m'étais pas trompé et la députation de
« l'Empire a adopté hier le principe des sécularisa-
« tions, le conclusum sera rédigé et relu demain.

« Le Ministre de Bavière a opiné dans ce sens ;
« il faut actuellement appliquer ce principe et vous
« devez sentir que j'attends, avec impatience, un mot
« de vous sur mes précédentes lettres et particulière-
« ment sur celle du 4 de ce mois, n° 46.

« Quand nous aurons reçu la note de la députa-
« tion, nous fixerons son attention sur la manière dont
« on traitera les titulaires supprimés et dont les pos-
« sessions seront sécularisées. Nous y trouverons le
« double avantage d'occuper la députation, en atten-
« dant que notre répartition soit faite, et de montrer
« l'esprit de justice qui nous anime.

« L'Autriche a voté, a-t-on dit, d'une manière très
« entortillée, mais Brême a été pour les sécularisations
« et Saxe s'est réunie à l'avis de la majorité. Les dépu-
« tés d'Augsbourg n'ont pas voté. On m'a assuré qu'ils
« avaient reçu, hier matin, l'instruction de tirer en
« longueur.

« Je ne les ai pas encore vus, mais je tirerai tout
« cela au clair et je leur ferai sentir facilement que,
« dans la nécessité de donner des indemnités, les Villes
« Impériales sont les plus intéressées à les rejeter sur
« les ecclésiastiques. »

TREILHARD a maintenant le désir d'en terminer
« lestement et bien ». Il écrit : « J'attends avec impa-
« tience une réponse à mes précédentes lettres ». —
« Il faudrait que je sache si mes bases plaisent. » Tout
cela est urgent parce que « je ne sais comment nous
« ferons pour satisfaire l'avidité des Etats perdants. Il
« faudrait, pour les contenter, avoir une seconde Alle-
« magne à leur partager. De leur côté, les prêtres ne
« s'endorment pas ; prévoyant leur sort, ils vendent
« tout, leur mobilier, leurs bois, leurs cens et rentes,
« leurs domaines et, si cela va ce train encore quelque
« temps il ne restera bientôt plus rien que des princi-
« pautés toutes nues. »

En attendant, voici comment il envisage le projet
du traité qui ne sera jamais signé :

« Voici l'aperçu des principaux articles qui, à mon
« avis, doivent former le traité, de ceux auxquels tous
« les autres doivent se rapporter et dont ils seront le
« développement.

« 1° Déterminer les limites, régler la manière dont
« le Rhin en servira et indiquer les points qu'on con-
« servera sur la droite, si on doit en conserver.

« 2° Appliquer la base des indemnités et des sécu-
« larisations, ce qui suppose un travail concerté avec
« les deux principales puissances, au moins avec une.

« 3° Transporter les dettes, dont sont grevés les
« domaines qui passent à la République, sur les objets
« donnés en remplacement, assurer l'exécution de ces
« transports et le paiement des créanciers par la for-
« mation d'une commission, mi-partie de Français et
« d'Allemands, qui prononcerait sur toutes les affaires
« de cette nature et dont les jugements seraient exécu-
« tés dans les deux Etats comme les jugements des tri-
« bunaux en dernier ressort de l'une et l'autre nation.

« 4° Faire payer une somme aux possesseurs du
« fief affranchi sur la droite. C'est sur cette caisse que
« se prélèveraient les frais de la commission.

« 5° Abolir tous les péages sur le Rhin et, s'il le
« faut, indemniser avec des sécularisations. On pour-
« rait même, au besoin, prendre l'indemnité dans la
« caisse de l'article précédent.

« 6° Maintenir la prestation des sommes dues par
« quelques Etats d'après les traités d'armistice ou par
« toutes autres causes.

« 7° Rétablir la communication entre le Vieux et
« le Neuf Brisach. La caisse établie par l'article 4
« pourrait en faire les frais.

« 8° Poser les bases d'un traité de commerce, en
« s'assurant dès à présent les avantages des nations
« les plus favorisées.

9° Faire reconnaître toutes les Républiques nos-
« alliées, faire renoncer à toutes prétentions de quel-
« que nature qu'elles soient sur leur territoire et à
« prendre dans aucun acte les titres jadis assis sur
« ces objets.

« 10° Les troupes se retireront et les réquisitions
« cesseront après l'échange des ratifications.

« Voilà, si je ne me trompe, les vrais éléments du
« traité à faire ; tout se rapportera à ces principaux
« articles. S'il y a des omissions essentielles, je vous
« prie de m'en faire part. »

D'ailleurs TALLEYRAND a l'air également pressé
d'en terminer et écrit : « Toute latitude vous est lais-
« sée, profitez-en pour faire bien et surtout vite. Nous
« avons hâte de conclure. » Mais la situation interna-
tionale n'est pas rassurante. TREILHARD s'en rend par-
faitement compte, ainsi que des raisons qui provoquent
le mécontentement de l'Autriche et il écrit à Paris :

« M. de COBENZEL est parti ainsi que nous vous
« l'avons marqué. Reviendra-t-il ? Il l'a promis ; quoi-
« que je sois porté à croire que, personnellement, il
« tient à l'union de la France et de l'Autriche, ce
« voyage me laisse cependant des inquiétudes. L'An-
« gleterre n'épargnera rien pour former une nouvelle
« coalition. Ce qui se passe en Suisse et en Italie ne
« plaît sûrement pas à l'Autriche ; elle n'a pas été
« satisfaite non plus de ce qui s'est passé à Rastadt où
« nous avons obtenu notre rive gauche sans lui donner
« d'équivalent. Ces circonstances, et quelques autres
« de la même nature, auraient-elles déterminé l'Autri-
« che à écouter des insinuations étrangères ? S'il ne
« s'agissait que d'un accord entre elle et la Prusse, sur
« les indemnités, pourquoi quitter Rastadt où les
« agents des deux puissances se voient tous les jours
« avec trop d'apparence d'intimité ?

« Tout cela n'est pas encore net. »

Voici d'ailleurs qu'éclate l'affaire de Vienne. Que va-t-il en résulter ?

Rastadt, 2 Floréal.

« L'événement de Vienne me tracasse furieusement. J'avais espéré qu'on ne laisserait pas partir BERNADOTTE et qu'on lui donnerait satisfaction, mais, la nuit dernière, un second secrétaire de légation a passé par Rastadt et m'a assuré que l'Ambassadeur était en route.

« Il est difficile de supposer que les Autrichiens n'ont pas été instruits ici par un courrier qu'on a dû leur expédier. Cependant, on m'a bien assuré qu'il n'était pas arrivé de courrier et personne ne paraissait hier instruit de l'événement.

« BERNADOTTE, qui arrivera dans deux jours, nous donnera des détails ; en attendant, je me tiendrai sur une grande réserve. Plus j'y réfléchis, et moins je me persuade que l'Autriche, en lui supposant l'intention de rompre, ait choisi gratuitement la manière la plus révoltante, et la plus atroce. Il y a donc eu un mouvement excité par la malveillance et sans l'aveu du gouvernement. Cependant, comment s'expliquer l'inaction de ce même gouvernement pendant 5 heures et surtout l'indigne proclamation dans laquelle on ne parle même pas de punir les coupables. Je suis bien aise actuellement du voyage de M. de COBENZEL à Vienne. Je crois, non pas qu'il nous aime, mais que l'union de la République et de l'Autriche lui paraît utile à celle-ci et, quoique ses liaisons anciennes avec les Russes puissent donner de l'ombrage, cependant

« j'espère qu'il ne leur sacrifiera pas l'honneur et le
« bien de son pays.

« M. de GÆRTZ et M. JACOBI ont bien protesté l'un et
« l'autre qu'il n'était question entre leur Cour et celle
« de Vienne que d'un règlement de leurs équivalents.

« Ils sont convenus que l'Autriche leur a proposé
« de prendre la Russie pour médiatrice de ce diffé-
« rend particulier. Cela peut être vrai. M. de COBENZEL
« me dit un jour que, lorsque tout serait ici terminé,
« il voulait faire garantir, par la Russie, l'article de la
« Prusse, afin, disait-il, de prévenir toute discussion
« ultérieure de la part de cette puissance ; mais M. de
« COBENZEL ajoutait qu'il ne serait question de cette
« précaution qu'après que nous aurions tout terminé à
« Rastadt entre nous et sans aucune intervention étran-
« gère. Quoiqu'il en soit, il résulte de ce que m'ont dit
« GÆRTZ et JACOBI que la Prusse ne s'est pas éloignée,
« que même elle a consenti à cette intervention de la
« Russie entre elle et l'Autriche.

« J'ai observé à JACOBI, avec qui j'ai eu une con-
« versation plus longue qu'avec GÆRTZ, qu'il me parais-
« sait fort étrange qu'on allât chercher un médiateur
« quand nous étions à Rastadt et qu'il me paraissait
« encore plus étonnant que la Russie eût pu accéder
« à une mesure si dangereuse pour elle sous tous les
« rapports, etc...

« JACOBI m'a dit que c'était contre son opinion
« personnelle, qu'il avait écrit au Roi et il a cherché
« à m'expliquer la conduite de son gouvernement par
« les inquiétudes qu'on a inspirées sur de prétendus
« projets de républicanisation de l'Allemagne. Il a

« battu la campagne ; il a cependant bien protesté que
« jamais la Prusse n'entrerait dans aucune espèce de
« coalition contre la République, qu'elle attendait tout
« de notre amitié, etc...

« Au fond, j'ai peine à croire que la Prusse ou
« l'Autriche veuille la guerre. La première veut paraître
« complètement dupe de la seconde. Jusqu'ici je n'a-
« vais vu dans l'Autriche qu'un vif désir d'empêcher
« la Prusse d'améliorer sa situation et, comme nous
« n'étions pas assez dans ses sentiments, elle a voulu
« tenir encore la Prusse par la Russie. Voilà, du moins,
« ce que j'ai pensé jusqu'au dernier événement de
« Vienne. Les véritables circonstances ne m'en sont pas
« assez connues pour juger à quel point il doit changer
« mon opinion précédente. J'attends ».

A Paris on était également inquiet et TALLEYRAND, par une lettre du 3 Floréal, avisait TREILHARD de sa ligne de conduite : « Je n'ai point voulu différer à vous
« instruire d'une nouvelle démarche que le Directoire
« exécutif a jugé convenable de faire vis-à-vis le Gou-
« vernement de Berlin et qui est de nature, si elle a les
« suites qu'on doit prévoir, à influencer considérablement
« sur votre négociation.

« L'avis que vous me donnez des efforts que fait
« l'Angleterre pour renouer contre nous une coalition
« n'est pas le seul qui nous soit parvenu et les rensei-
« gnements qui nous ont été transmis de Vienne même,
« venant à l'appui des faits qui sont en évidence, ont
« inspiré au Directoire une inquiétude assez grave sur
« les dispositions actuelles du Gouvernement Autrichien
« et sur ses projets ultérieurs, pour le déterminer à ,

« réitérer à la Prusse la proposition d'une alliance offensive et défensive.

« CAILLARD est chargé de cette négociation. Par le
« courrier de ce jour, il a ordre de sonder M. d'HAUGWITZ et de ne s'avancer qu'autant qu'il trouvera le
« terrain disposé et l'accueil favorable. Aussitôt que
« j'aurai sa première réponse, je ne manquerai point
« de donner à votre Légation connaissance officielle de
« ce qui aura été fait. Mais j'ai pensé, mon cher TREILHARD, que cette communication particulière et
« anticipée pourrait vous être utile d'autant plus que,
« comme j'ai dû prévoir que le premier soin de
« M. d'HAUGWITZ, s'il entraît vivement en discussion,
« serait de réclamer de nouveau la participation des
« articles secrets du traité de Campo-Formio, j'ai autorisé CAILLARD à lui répondre que cette participation
« aurait lieu aussitôt que la négociation du traité d'alliance offensive et défensive ne laisserait plus de
« doute sur sa conclusion et à l'assurer, à l'avance, que
« si, dans ces clauses secrètes, la République avait été
« forcée de consentir à quelques avantages pour l'Autriche plus grands que nous n'aurions désiré, ce qu'on
« y remarquait surtout c'était l'animosité constante,
« implacable, de cette maison contre celle de Brandebourg ».

Par la force des événements, toute négociation était arrêtée. D'ailleurs, en quittant Vienne, BERNADOTTE, sans encore rentrer en France, s'était arrêté à Rastadt et TREILHARD, qui se trouvait engagé dans de nouvelles complications, ne devait pas avoir, dans ces circonstances, un rôle des plus faciles à jouer.

« Le Général BERNADOTTE est ici depuis deux jours,
« il vous écrit tous les détails de son aventure. Quel
« que soit le jugement que vous porterez sur le prin-
« cipe du mouvement, et en supposant même qu'on pût
« reprocher à l'ambassadeur un peu d'imprudence,
« toujours est-il vrai que le Gouvernement autrichien
« n'a rien fait de ce qu'il devait faire pour arrêter le
« tumulte : la police est trop bien servie à Vienne, la
« garnison trop nombreuse, les troupes trop dociles,
« pour qu'un noyau de quelques centaines de séditieux
« n'y soit pas dissipé à l'instant où on le veut effica-
« cement. On paraît ici fort affecté de cet événement
« et, si j'en crois plusieurs personnes, la peine des mi-
« nistres impériaux n'est pas factice.

« Vous pensez bien que cet incident n'avance pas
« nos affaires ».

Pour tenter de limiter cet incident, le Directoire arrêta d'envoyer BONAPARTE à Rastadt. Cette décision donna lieu à un inextricable quiproquo. A Paris, on croyait M. de COBENZEL à Rastadt alors qu'il était à Vienne, l'Empereur d'Autriche l'ayant nommé Ministre des Affaires Etrangères. En cette qualité l'Empereur le renvoya à Rastadt pour y rencontrer BONAPARTE, mais celui-ci jugeant inutile de se déranger, partit pour l'Egypte. Seule la correspondance peut donner une idée de ces malentendus successifs.

Voici tout d'abord les deux premières lettres que TALLEYRAND et BONAPARTE envoyèrent respectivement à M. de THUGUT et à M. de COBENZEL, croyant l'un à Vienne et l'autre à Rastadt.

Paris, 6 Floréal An 6.

Monsieur,

« Avant que votre lettre du 15 Avril m'eût été
« remise par M. le Commandeur de RUFFO, je connais-
« sais déjà toutes les circonstances de l'événement qui
« avait lieu à Vienne dans la journée du 24 Germinal
« et qui avait mis le Citoyen BERNADOTTE dans la néces-
« sité de quitter cette ville.

« Je ne puis vous rendre tout ce qu'a éprouvé le
« Directoire Exécutif en apprenant que, dans le centre
« de la monarchie autrichienne, sous les yeux de Sa
« Majesté Impériale, un attroupement séditieux avait
« pu se former autour de la résidence de l'Ambassadeur
« de la République et se porter à des excès qui, pendant
« plus de 5 heures, n'ont point été réprimés.

« S'il a été impossible au Directoire Exécutif de
« ne pas reconnaître dans cet attentat l'effet des intri-
« gues de la constante animosité et peut-être de la plus
« atroce combinaison des Cours qui sont encore enne-
« mies de la France, il lui est excessivement douloureux
« de n'avoir pas reçu, en même temps que la nouvelle
« d'une telle violation du droit des gens, celle de son
« châtimement mémorable, de sa complète réparation ;
« et il n'en faut pas moins que les assurances trans-
« mises au Citoyen BERNADOTTE de la part de l'Empe-
« reur et la confiance que met le Directoire dans la
« parole de ce Prince pour que, malgré cet inconce-
« vable événement, son opinion ne soit point changée
« sur les intentions de Sa Majesté Impériale. Il se
« refuse à croire qu'elle ait eu le moindre pressenti-
« ment du délit qui était tramé sous ses yeux, il est
« convaincu de la sincère douleur qu'elle en aura res-

« sentie et, loin de concevoir l'idée qu'elle ait été un
« instant ébranlée par les suggestions perfides qui
« l'incitèrent à ranimer sur le continent le fléau de
« la guerre, il reçoit avec confiance les paroles de con-
« ciliation portées au nom de l'Empereur, comme
« un gage certain de la disposition où est Sa Majesté
« Impériale de donner à la République Française la
« satisfaction qui lui est due. Il ne doute point qu'elle
« appelle toute la sévérité des lois contre les hommes
« coupables qui ont outragé, dans la personne de l'Am-
« bassadeur français, la République elle-même et sur-
« tout les instigateurs visibles et secrets d'un tumulte
« qui, s'il avait rempli leur criminel espoir, aurait
« désuni sans retour les deux Gouvernements par un
« de ces attentats qu'aucune satisfaction n'eût pu
« réparer.

« Le Directoire reçoit comme un nouveau motif de
« confiance la nouvelle qui nous est donnée, Monsieur,
« du prochain départ de M. de DEGELMAN et de sa mis-
« sion en France. Il ne doute point qu'il ne soit chargé
« d'apporter la preuve des démarches qui auront été
« faites pour connaître et punir les auteurs de l'atten-
« tat du 24 Germinal.

« Sa Majesté Impériale peut être assurée que son
« Ministre jouira en France de tous les droits, de toute
« l'inviolabilité qui appartiennent aux agents recon-
« nus des puissances amies et que si, par une de ces
« suppositions auxquelles il n'est pas permis de croire,
« son caractère et sa sécurité étaient un instant mena-
« cés, l'un et l'autre seraient promptement garantis
« par les moyens qui ne cessent point d'être à la dis-
« position du Gouvernement.

« Empressé de répondre aux sentiments dont il
« suppose Sa Majesté Impériale constamment animée
« et de dissiper sans aucun délai les germes de dis-
« corde et de haine qu'un pareil événement pourrait
« faire naître entre les deux Etats, le Directoire a
« chargé le Citoyen BONAPARTE de se rendre sur-le-
« champ à Rastadt, à l'effet de s'y entendre avec les
« Ministres que Sa Majesté Impériale aura investis de
« sa confiance et de terminer toutes les difficultés qui
« auraient pu survenir entre la République Française
« et la Maison d'Autriche.

« Je pense, Monsieur, que Sa Majesté Impériale
« trouvera dans cette détermination du Directoire,
« ainsi que dans le choix de son négociateur, l'inten-
« tion bien évidente d'arrêter, dès son principe, une
« mésintelligence dont les effets terribles pour l'humani-
« té, terribles pour les deux nations, ne seraient un
« triomphe que pour les ennemis qui les auraient pro-
« voqués et qui auraient réussi à détruire, presque au
« moment de la conclusion, l'heureux traité de Campo-
« Formio.

« Mais, s'il arrivait (ce qui est impossible à
« croire), que les dispositions conciliatrices de la puis-
« sance qui a été outragée ne fussent que froidement
« accueillies par celle chez qui s'est commis l'outrage,
« s'il devenait manifeste que votre gouvernement con-
« çut l'idée de recommencer la guerre, l'affreuse ini-
« tiative de nouvelles hostilités et leurs cruelles consé-
« quences retomberaient tout entières sur le Cabinet
« qui paraîtrait aux yeux des nations avoir approuvé
« l'attentat qu'il n'aurait ni prévu, ni puni.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute
« considération. »

Ch.-Mau. TALLEYRAND.

Paris, 6 Floréal An 6.

« Lorsque le Gouvernement a appris, Monsieur,
« l'événement arrivé à Vienne le 24 Germinal dernier,
« il n'a pas douté que l'intention du Cabinet de Vienne
« ne fût d'avoir la guerre. La proclamation affichée
« dans Vienne au nom de Sa Majesté Impériale et la
« conduite singulière de M. de THUGUT pendant tout
« cet événement l'ont confirmé dans cette idée.

« La note remise par M. de COLLOREDO, la lettre
« envoyée par M. de THUGUT au Ministre des Rela-
« tions Extérieures, l'annonce du Baron de DEGELMAN,
« m'ont fait entrevoir qu'il y avait encore des moyens
« d'empêcher la rupture. On a pensé que, pour dissi-
« per tous les nuages et pour avoir une explication
« prompte et efficace qui consolidât la paix ou déci-
« dât la guerre, il était utile que j'eusse une entrevue
« avec vous ou tout autre ministre de confiance de Sa
« Majesté, le Roi de Hongrie et de Bohême. Malgré
« mon éloignement, Monsieur, pour la carrière et les
« discussions diplomatiques, j'ai saisi avec empresse-
« ment cette circonstance pour convaincre l'Europe et
« Sa Majesté Impériale du désir qu'a la France d'évi-
« ter les horreurs d'une guerre dont les maux, pour
« notre pauvre continent, seraient incalculables et de
« consolider, autant qu'il dépendra de moi, l'œuvre de
« la paix que j'avais crue éternelle, puisque, faisant
« abstraction des événements militaires, nous l'avions
« fondée sur les intérêts réciproques des deux Etats.

« Cette paix doit, ce me semble, durer encore.
« puisque je n'entrevois rien dans les intérêts des deux
« nations qui doivent la faire cesser.

« Je connais, Monsieur, vos intentions pacifiques et
« l'attachement déclaré que vous avez pour votre
« Prince. Je sais aussi la juste considération qu'il a
« pour vous, je désire que vous lui fassiez connaître
« directement le calme que montre le gouvernement
« français dans une circonstance aussi essentielle et
« que vous le convainquiez du désir que nous avons de
« faire tout ce que vous feriez vous-même à notre
« place pour maintenir la bonne intelligence établie
« par le traité de Campo-Formio.

« Il nous sera facile, en écartant toutes les pas-
« sions, de détruire tous les soupçons, de concilier tous
« les intérêts et, partant, de déjouer l'intrigue des puis-
« sances étrangères aux maux du continent, et qui ne
« cherchent, en y suscitant du trouble, qu'une occasion
« de faire leur paix. Mais, si cette influence, ou des inté-
« rêts individuels, guidaient la Chancellerie de Vienne,
« comme ils ont paru guider les opérations de la police
« dans la journée du 24 Germinal, il ne resterait plus
« à la Nation Française qu'à se laisser effacer du nom-
« bre des puissances de l'Europe ou en effacer elle-
« même la Maison d'Autriche ; lutte terrible qui peut
« présenter une vaste carrière militaire à parcourir.
« mais que l'homme qui connaît les maux que produi-
« rait une guerre de cette nature ne peut envisager
« qu'en vouant à l'exécration des peuples et de la
« postérité ceux qui l'auraient provoquée.

« Je vous prie de croire, Monsieur, à la haute

« estime et à la considération distinguée que j'ai pour
« vous. »

BONAPARTE.

*
**

Cependant TREILHARD, qui ne pouvait supposer un instant que BONAPARTE ne viendrait pas, tenait TALLEYRAND au courant :

« Citoyen Ministre,

« Votre lettre à THUGUT, celle du Général BONA-
« PARTE à M. de COBENZEL ont produit leur effet. M. de
« COBENZEL a reçu l'ordre de se rendre sur-le-champ
« à Rastadt, M. de L'HERBACH en donne la nouvelle
« qu'il apprend dans le moment et le secrétaire HOPPE
« m'a montré le billet par lequel M. de COBENZEL lui
« marque qu'il suivra de près l'estafette. J'ai cru ne
« devoir pas perdre un instant pour vous instruire de
« ceci et je fais partir un courrier extraordinaire que
« j'expédie à l'insu de mon collègue, parce qu'il n'était
« pas d'avis qu'il y eût assez d'urgence pour prendre
« cette mesure.

« Salut et Respect. »

Mais le lendemain, arrive une lettre de TALLEYRAND datée du 17 floréal :

« Mon Cher TREILHARD,

« J'ai hâte de vous expliquer comment le voyage
« de BONAPARTE à Rastadt se trouve une seconde fois
« manqué. C'était de très bonne foi qu'il s'était offert
« d'y aller. Vous avez vu sa lettre à M. de COBENZEL,
« elle était positive ; mais le départ de M. de COBENZEL
« pour Vienne, l'incertitude de son retour, l'effet

« funeste que ce délai pouvait avoir, par rapport à la
« grande expédition projetée par le Directoire, ont
« amené d'autres résolutions. BONAPARTE est parti
« avant-hier pour Toulon. De cette sorte de versatilité
« dans nos projets, il est résulté cet avantage : c'est
« qu'une opération dont on avait beaucoup trop parlé
« a paru abandonnée un instant, ce qui n'a pas man-
« qué d'être favorable à son exécution.

« Je vous envoie copie de la lettre que BONAPARTE
« m'a laissée pour M. de COBENZEL et que je lui adres-
« serai aussitôt que notre courrier sera revenu de
« Vienne.

« Si le ministre de l'Empereur se rend à Rastadt,
« ce sera sur vous que reposera le soin de traiter avec
« lui. S'il vient ici, nous traiterons directement. Dans
« tous les cas, nous aurons soin d'exiger une répara-
« tion convenable, et nous ne serons pas tellement dif-
« ficiles que l'accommodement soit rendu impossible
« par notre fait, et je persiste à croire que la paix
« actuelle ne sera point troublée par le fâcheux résul-
« tat des efforts de l'Angleterre et de la Russie pour
« nous remettre les armes à la main avec la Maison
« d'Autriche. »

Cette fois-ci la mesure est comble. TREILHARD, non
seulement n'accepte pas de négocier, mais encore
annonce au Ministre qu'il abandonne le Congrès :

Rastadt, 21 Floréal, An 6.

« Citoyen Ministre,

« Votre lettre du 17 de ce mois me surprend et
« m'afflige. Le Gouvernement Français avait écrit à
« M. de THUGUT le 6 que le général BONAPARTE se ren-

« dait sur-le-champ à Rastadt à l'effet de s'y entendre
« avec le *Ministre* que Sa Majesté Impériale aurait
« investi de sa confiance. L'Empereur envoie en consé-
« quence, à Rastadt, COBENZEL, son Ministre des Affai-
« res Etrangères et celui-ci en arrivant trouvera quoi ?
« Une lettre de BONAPARTE qui lui apprendra qu'il est
« parti pour Toulon.

« Le motif de ce départ n'est pas moins extraor-
« dinaire que la lettre même ; BONAPARTE a contre-
« mandé son voyage lorsqu'il a appris que M. de COBEN-
« ZEL était parti de Rastadt pour Vienne, mais d'abord
« le Gouvernement avait annoncé que BONAPARTE irait
« à Rastadt pour traiter, non pas avec M. de COBENZEL
« en particulier, mais avec le Ministre que Sa Majesté
« Impériale aurait investi de sa confiance. Ensuite, com-
« ment persuadera-t-on que, le 5 Floréal, date de la pre-
« mière lettre du Gouvernement, on ignorait à Paris le
« départ de M. de COBENZEL qui avait eu lieu le 26 Ger-
« minal et qui, en effet, avait été annoncé dès le 24.
« Enfin, je ne peux me dispenser d'observer que, dans
« la lettre à M. de THUGUT, on marquait que BONAPARTE
« se rendrait à Rastadt, non pas seulement pour termi-
« ner les difficultés à raison de ce qui s'était passé à
« Vienne, mais encore celles relatives à Rome, Naples,
« la Toscane, la Suisse et tous autres objets qui seraient
« à régler entre les deux puissances. Ce qui semblait
« concentrer toute la négociation dans la main de BONA-
« PARTE. Je ne doute pas que cet espoir n'ait beaucoup
« contribué à déterminer l'envoi de COBENZEL à Rastadt.

« Vous savez, au surplus, depuis longtemps, mon
« opinion personnelle sur l'utilité d'une concentration
« de la négociation dans une seule tête et, sous ce point

« de vue, j'applaudissais à la mesure. Tout est changé
« par le départ de **BONAPARTE** pour Toulon.

« Dans notre position actuelle, il serait à désirer
« qu'on pût attirer à Paris l'affaire particulière de
« Vienne et laisser à Rastadt la négociation générale
« aller son train. Quoi qu'il arrive, vous ne serez pas
« surpris, Citoyen Ministre, quand je vous dirai que je
« profiterai certainement de l'occasion qui m'est donnée,
« ma nomination au Corps Législatif, pour quitter ce
« pays dont l'air n'est pas sain pour moi. Les grandes
« bases de la paix sont posées, il ne reste, pour ainsi
« dire, que des opérations mécaniques à terminer pour
« le règlement des indemnités et je suis décidé, sans
« retour, à laisser ce soin à d'autres. Mon Collègue est
« au courant de tout ; même sans autre secours, il met-
« trait la dernière main à l'ouvrage qu'il a commencé.
« Il vous serait facile d'ailleurs de lui donner un colla-
« borateur qui pourrait arriver avant mon départ, ne
« pouvant et ne devant pas quitter Rastadt avant la
« réunion des nouveaux membres du Corps Législatif.

« Salut et respect. »

*
**

Il avise par le même courrier le Directeur **MERLIN**
de sa résolution :

« C'est à mon ancien collègue, à mon vieil ami, que
« j'écris et non pas au Citoyen Directeur. Je le préviens
« que depuis l'adoption des bases de la paix avec l'Em-
« pire, je désire une occasion de quitter Rastadt. Je me
« propose de saisir celle de ma nomination au Corps
« Législatif.

« J'en parle au Ministre des Relations Extérieures
« dans une réponse à une lettre particulière et je le
« prie de communiquer sa réponse au Citoyen Directeur
« MERLIN. Il pourrait l'oublier, parce qu'il a bien d'au-
« tres affaires. Je prie mon ancien Collègue de la lui
« demander, de recevoir l'assurance de mes vieux sen-
« timents et de faire agréer au Citoyen Directeur MER-
« LIN celle de mon respect. »



Il reste encore à accueillir M. de COBENZEL qui va arriver incessamment. Il reçoit, heureusement, deux lettres de TALLEYRAND qui vont lui permettre d'agir en connaissance de cause, mais la seconde lui révèle un nouveau malentendu dont il ne se doutait guère.

Paris, 22 Floréal.

« Je sors du Directoire où j'ai communiqué, Mon
« Cher TREILHARD, l'avis que vous me donnez de la
« très prochaine arrivée de M. de COBENZEL à Rastadt.
« Vous concevez que si d'un côté son empressement
« nous est agréable, de l'autre il nous embarrasse en
« raison du départ de BONAPARTE. Il a fallu prendre un
« parti rapide et le voici.

« Le courrier, qui vous remettra cette lettre, est
« porteur de celle dont je vous ai déjà envoyé copie et
« que BONAPARTE, avant de quitter Paris, avait écrite
« à M. de COBENZEL. Elle est adressée à Vienne (ce qui
« est à remarquer et à faire remarquer). C'est à
« Vienne qu'elle devait être remise et, si M. de COBEN-
« ZEL est déjà à Rastadt, vous voudrez bien la lui faire

« tenir et, en même temps, vous aurez soin de faire
« que sa première surprise ne devienne pas du mécon-
« tentement et ne le porte à reprendre aussitôt la route
« de Vienne ou à transmettre à sa Cour quelques im-
« pressions fâcheuses.

« Vous entrez en explications, vous emploierez
« tous les moyens de délai qui peuvent faire gagner du
« temps. Peu d'heures après l'arrivée de ce premier
« courrier, un autre arrivera pareillement porteur de
« deux lettres de moi : une pour M. de THUGUT (laquelle
« sera portée sans délai à Vienne), et une pour M. de
« COBENZEL. Celle pour M. de COBENZEL lui annoncera
« que, depuis le départ de la lettre que lui écrivait à
« Vienne le Général BONAPARTE, nous avons appris
« qu'il était arrivé à Rastadt muni des ordres et des
« instructions de Sa Majesté Impériale, que le Direc-
« toire Exécutif s'empresse de faire partir un négocia-
« teur pour s'entendre avec lui sur les objets contenus
« dans ma lettre à M. de THUGUT, que ce négociateur
« est le Citoyen François de NEUFCHATEAU et que,
« comme il ne peut sortir du territoire de la Républi-
« que, il convient que la conférence entre M. de COBEN-
« ZEL et lui s'établisse à Seltz, en face de Rastadt, de
« l'autre côté du Rhin. Cette lettre ne doit vous servir
« qu'à une seule chose : c'est à faire que ce que vous
« direz dans le premier moment ne soit point en
« désaccord avec ce qui se fera. Vous vous tairez
« cependant sur le nom du négociateur jusqu'à ce que
« M. de COBENZEL en soit officiellement instruit.

Paris, 22 Floréal.

10 heures du soir.

« Vous aurez vu, mon cher TREILHARD, par ma
« lettre de ce matin que j'ignorais encore la nomina-
« tion de M. de COBENZEL à la place de M. de THUGUT.
« Comment se fait-il que dans votre lettre du 19, envoyée
« par un courrier extraordinaire, vous ne m'ayez rien
« dit de cette nouvelle confiée à la poste avec votre
« lettre du 18 ? Il en est cependant résulté peu de mal ;
« la lettre de M. de THUGUT se trouve supprimée ; je
« vous envoie copie de celle à M. de COBENZEL. Il est
« entendu que si, cependant, elle ne le trouvait point
« à Rastadt, elle irait le chercher à Vienne. J'émetts
« cette supposition, car il me paraît encore étonnant
« qu'à peine nommé au Ministère des Affaires Etran-
« gères M. de COBENZEL se rende à Rastadt. Cette
« démarche de la Cour de Vienne a quelque chose de
« très remarquable que je ne me hâte point d'inter-
« préter. »

*
**

Et voici d'abord les lettres que BONAPARTE et TALLEYRAND envoyaient à M. de COBENZEL :

Quartier général de Paris, 15 Floréal An 6.

Bonaparte, Membre de l'Institut National, Général en Chef, à Monsieur le Comte de Cobenzel.

« J'étais, Monsieur, sur le point de monter en voi-
« ture pour me rendre à Rastadt, lorsque j'ai appris
« que vous en étiez parti pour Vienne. J'ai contre-
« mandé mon voyage.

« Les Ministres de Sa Majesté l'Empereur trouve-
« ront à Rastadt des plénipotentiaires animés du même
« désir que moi de lever toutes les difficultés qui pour-
« raient être survenues depuis le traité de Campo-
« Formio.

« Puisque vous vous trouvez à Vienne, je vous
« prie, Monsieur, de réitérer de vive voix à Sa Majesté
« l'Empereur le désir que le Directoire Exécutif de la
« République Française a de vivre en bonne intelli-
« gence.

« Recevez, Monsieur, les assurances de l'estime et
« de la considération distinguée que je vous ai
« vouées. »

BONAPARTE.

Paris, 23 Floréal An 6.

« Monsieur le Comte,

« En même temps que je reçois la lettre que vous
« m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 1^{er} mai,
« et que je suis empressé de vous adresser mes sin-
« cères félicitations sur le nouveau témoignage que Sa
« Majesté l'Empereur et Roi vient de vous donner de
« sa plus intime confiance, j'apprends que vous vous
« disposez à vous rendre à Rastadt. Le choix simultanément
« que vient de faire Sa Majesté Impériale du négocia-
« teur de Campo-Formio pour le Ministère des Affaires
« Etrangères et pour la mission la plus importante est
« une preuve, à laquelle le Directoire n'a pas pu man-
« quer d'être sensible, du désir dont est animée Sa
« Majesté d'arrêter, dès son principe, la mésintelligence
« que des ennemis communs cherchaient à fomenter
« entre les deux Etats.

« Pourquoi faut-il que la nouvelle de votre départ
« de Rastadt, l'incertitude de votre retour et l'envoi,
« annoncé par M. de THUGUT, de M. de DEGELMAN à
« Paris aient fait penser au Directoire Exécutif qu'il
« pouvait ne pas différer davantage l'emploi qu'il se
« proposait de faire de l'influence et des talents du
« Général BONAPARTE pour une expédition importante ?

« Vous savez maintenant, Monsieur le Comte, qu'il
« a quitté Paris depuis plusieurs jours. Avant son
« départ, il eut soin de vous écrire et hier je vous ai
« expédié cette lettre à Vienne où elle vous est adressée
« et où je vous supposais encore. Le Directoire vient
« d'être informé, depuis quelques heures, de la résolu-
« tion prise par Sa Majesté Impériale de vous envoyer
« à Rastadt. Jaloux de témoigner, pour sa part, son
« empressement à répondre aux démarches concilia-
« trices de votre Cour, et ne pouvant plus douter de
« l'intention où elle est d'accorder les satisfactions
« convenables, il a cru qu'il ne pouvait mieux choisir
« pour une mission d'un si grand intérêt que celui de
« ses membres désigné par le sort pour ne plus faire
« partie du Gouvernement : le Citoyen François de
« NEUFCHATEAU qui, par sa profonde connaissance des
« vues, des intérêts de la République, autant que par
« son caractère particulier et par l'estime universelle
« dont il n'a jamais cessé de jouir, est, plus que per-
« sonne, en état de s'entendre avec vous, Monsieur le
« Comte, sur tous les points qui sont en discussion et
« de rendre, aux liens d'amitié récemment rétablis
« entre les deux puissances, l'énergie et la stabilité
« qui importent au bonheur de l'une et de l'autre.

« Mais, comme la loi constitutionnelle s'oppose for-

« mellement à ce que le citoyen François de NEUFCHA-
« TEAU puisse sortir avant deux ans du territoire de
« la République, le Directoire espère que vous voudrez
« bien, Monsieur le Comte, vous transporter dans tel
« point qui vous conviendra à la rive gauche du Rhin,
« pour y tenir les conférences dont dépend le parfait
« rétablissement de la bonne harmonie entre la France
« et l'Autriche. Il indiquerait volontiers le village de
« Seltz qui, par sa position en face de Rastadt, vous
« exposerait à un moindre déplacement. Vous trou-
« verez sûrement que le choix du négociateur et la loi
« à laquelle il est soumis justifient la proposition que
« j'ai l'honneur de vous faire.

« Recevez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma
« plus haute considération. »

Ch.-Mau. TALLEYRAND.

Et voici les derniers actes de TREILHARD à Rastadt.
Tout d'abord il reçoit M. de COBENZEL à son arrivée et
en rend compte :

24 Floréal, An 6.

« Citoyen Ministre,

« Nous vous annonçons, par notre lettre officielle,
« l'arrivée à Rastadt de M. de COBENZEL ; elle ne vous
« surprendra pas. Vous saviez, par le courrier que je
« vous ai expédié le 19, l'arrivée de l'estafette qui le
« précédait et votre courrier de Vienne vous l'aurait
« appris si vous n'en aviez été prévenu.

« M. de COBENZEL m'a fait demander à quelle heure
« je pourrais le recevoir ce matin. Je lui ai répondu
« que nous nous verrions au moment qui lui convien-

« drait, chez lui ou chez moi à son choix. Il est venu à
« 11 heures. Il m'a parlé de la lettre qu'il avait reçue
« du général BONAPARTE et de la vôtre à M. de THUGUT.
« Il m'a fait valoir l'empressement de son gouverne-
« ment à envoyer le Ministre des Affaires Etrangères
« et m'a paru très pressé de voir arriver le Général.
« Je lui ai répondu qu'il se passerait peu de temps,
« selon toute apparence, avant qu'il en eût des nou-
« velles.

« J'ai trouvé chez M. de COBENZEL la politesse et
« les manières affectueuses qui lui sont naturelles,
« mais je ne l'ai pas vu aussi communicatif que je
« l'aurais désiré. Je vous prie de ne pas oublier l'article
« de ma lettre relatif à mon retour à Paris. Je quitterai
« Rastadt au plus tard le 10 Prairial ; vous avez tout
« le temps de me remplacer si vous le jugez conve-
« nable. »

Puis il annonce l'accord du Ministre autrichien pour
l'ouverture de la conférence de Seltz avec François de
NEUFCHATEAU :

Rastadt, 26 Floréal, An 6.

Citoyen Ministre,

« Le courrier porteur de la lettre du Général BONA-
« PARTE est arrivé ce matin à 5 heures. Je l'ai envoyé
« tout de suite chez M. de COBENZEL. Un instant après
« j'ai fait demander à celui-ci s'il pouvait me recevoir.
« Je l'ai trouvé fort étonné et recommençant des calculs
« qu'il avait faits, disait-il, à Vienne, d'après lesquels
« BONAPARTE avait dû être instruit de son départ de
« Rastadt le 5 Floréal, époque de sa première lettre,
« attendu que ce départ était antérieur de dix jours.

« Je lui ai répondu froidement qu'il se trompait et,
« qu'au 5 Floréal, on ignorait à Paris qu'il fût parti pour
« Vienne. Nous avons eu ensuite une assez longue
« conversation. Je suis content des dispositions dans
« lesquelles je l'ai laissé. Je lui ai bien observé, qu'au
« moment où le courrier était parti de Paris, on n'avait
« pas encore reçu le mien qui annonçait son retour ici,
« mais qu'il n'avait pas dû tarder à arriver, qu'il était
« impossible que la journée se passât sans que nous
« eussions de nouvelle dépêche qui lui prouverait com-
« bien le Directoire désire de maintenir l'harmonie
« entre les deux Etats, dans la supposition toutefois
« que la Cour de Vienne nous donne les satisfactions
« convenables. Nous nous sommes quittés satisfaits
« l'un de l'autre.

« A 9 heures, votre second courrier est arrivé, il
« a été chez M. de COBENZEL et je l'ai suivi de près.
« Votre lettre me paraît avoir produit son effet. M. de
« COBENZEL a cependant observé qu'il trouve de la diffi-
« culté à sortir du territoire de l'Empire, pour aller
« conférer sur l'autre rive, sans une permission
« expresse de l'Empereur. Il y réfléchira encore, ce ne
« sera pas un obstacle.

« Je m'empresse d'expédier ce premier courrier
« pour vous instruire de ce qui s'est passé, le second
« ne partira que demain, il sera porteur de la réponse
« de M. de COBENZEL.

« Salut et Respect.

« P.-S. — Je ne vous ai pas parlé dans ma lettre
« du 19 de la nomination de M. de COBENZEL à la place
« de M. de THUGUT, parce que je vous en avais instruit
« par celle du 18 et je ne présumais pas que mon

« courrier dût gagner plus de 24 heures sur la poste ;
« j'aurais dû rappeler ce changement dans ma dernière lettre. »

*
**

Le rôle de TREILHARD à Rastadt était terminé. Il y avait obtenu les deux points essentiels qui devaient constituer les bases principales du traité projeté. Les négociations étaient momentanément reléguées au second plan et, seule, la conférence de Seltz retenait l'attention.

D'ailleurs le Congrès ne devait plus enregistrer de décisions importantes. Après le départ de TREILHARD, TALLEYRAND parut, peu à peu, se désintéresser des discussions. Il restait à opérer le règlement des indemnités et à fixer les avantages que le Directoire désirait obtenir sur la rive droite du Rhin.

Attribuant les lenteurs de la négociation au scepticisme et au peu de zèle de BONNIER, Jean de BRY fut nommé pour remplacer TREILHARD, avec qui il demeura d'ailleurs en correspondance suivie.

Le Gouvernement Français avait essayé d'obtenir toutes les îles du Rhin et les têtes de pont, principalement Kehl et Ehrenbreitstein. Afin d'aboutir plus rapidement, il recourut à l'ultimatum, en consentant toutefois à partager les îles du Rhin, mais en persistant à garder Kehl, en exigeant le démantèlement d'Ehrenbreitstein, l'occupation des ponts de Huningue et de Brisach et le rejet de toutes les dettes des pays de la rive gauche nouvellement acquis. ROBERJOT fut chargé d'aller à Rastadt soutenir ces demandes. Il se heurta aux résistances de la députation et n'obtint rien.

Il est toujours de mauvaise politique d'employer la méthode de l'ultimatum sans appuyer son refus d'aucune manifestation. Or, non seulement le Directoire céda purement et simplement, mais encore, le 25 Thermidor, il chargea ROBERJOT de présenter un nouvel ultimatum par lequel il abandonnait presque toutes ses prétentions, sans arriver pour cela à un résultat satisfaisant.

Visiblement l'Autriche cherchait à gagner du temps parce que ses troupes n'étaient pas encore prêtes et que PAUL I^{er}, Tsar de Russie, n'avait pas contracté avec elle une alliance définitive.

La France tenta alors vainement d'exercer une dernière pression sur M. d'HAUGWITZ par l'entremise de SIEYÈS, qui avait remplacé CAILLARD comme Ambassadeur à Berlin.

A ce moment, arrivait en Europe la nouvelle de la prise de Malte par BONAPARTE. PAUL I^{er} se décida et la seconde coalition fut formée entre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre.

A Rastadt, les discussions s'éternisaient. Personne ne voulait rompre et on put assister pendant quelques semaines à un spectacle paradoxal : la guerre déclarée entre l'Autriche et la France et les pourparlers pour la paix durant toujours.

Les Autrichiens contraignirent enfin les négociateurs à se séparer. On sait qu'au moment de leur départ, les plénipotentiaires français furent attaqués, et BONNIER et ROBERJOT tués.

Un récit de cette agression fut fait à TREILHARD, sur sa demande, par BOCCARDI, attaché à la Légation

de la République Ligurienne. Il nous a paru intéressant de le reproduire,

« Il n'en coûte pas peu à mon cœur, Citoyen Directeur, de vous tracer ici quelques détails de l'affreux assassinat dont j'ai été témoin en partie et dont j'ai failli être une des victimes.

« Je m'empresse cependant de vous satisfaire.

« Vous connaissez la sommation qui fut faite à vos Ministres le 9 Floréal, à 7 heures du soir, par l'officier autrichien qui devança de quelques moments à peine l'entrée de 400 hussards de SZEKLER qui occupèrent la ville de Rastadt. Ce fut une heure après que nous montâmes en voiture. Nous étions à peine sur la place de Rastadt qu'on nous empêche de continuer notre route. Vos Ministres se rendent sur-le-champ au Château, chez le Baron d'ALBINI ; celui-ci sur leur demande, envoya son secrétaire de légation, le Baron de MUNICH, chez le commandant autrichien Colonel BARBASCY pour savoir les motifs de cet événement, pour réclamer le libre passage de la Légation et une escorte pour la protéger.

« MUNICH apporte bientôt la réponse. La voici : que c'est par une équivoque que la marche de la voiture a été arrêtée et que des ordres venaient d'être donnés pour que la Légation pût sortir, que ce serait faire tort à l'armée impériale que de demander une escorte et que des ordres avaient été donnés pour le libre passage de la Légation jusqu'au Rhin, qu'elle ne rencontrerait pas même une seule patrouille.

« On remonte en voiture, mais nous n'étions pas encore à la barrière que l'on fait halte de nouveau. Les ordres n'étaient pas encore parvenus à la garde,

« ou plutôt tout n'était pas encore prêt pour notre
« massacre. On nous retint encore une bonne demi-
« heure. Pendant cet intervalle, je vois qu'un hussard
« de SZEKLER, tout près de ma voiture, me remarquait
« attentivement ; un moment après, un homme, enve-
« loppé dans une houppelande grise, s'approche de
« lui, lui parle à l'oreille, me regardant toujours tous
« les deux. Mon frère saisit ces derniers mots : « Ligu-
« richen, ligarien » et, un instant après, les deux
« hommes disparaissent, allant vers la barrière.
« L'homme à la houppelande grise a été vu ensuite
« parmi les assassins et reconnu.

« J'ai cru que les deux hommes étaient allés dire
« à la garde qui j'étais et, comme je savais que, dans
« la sommation, on n'avait fait mention que des Minis-
« tres français et que les ordres avaient été donnés de
« ne laisser sortir de la ville qui que ce fût, je crains
« qu'on ne m'empêchât de suivre vos Ministres ; pas
« du tout. Nous nous remettons en route. Le Ministre
« de Baden, le Baron d'EDELSEIN, était allé lui-même
« à la barrière pour aplanir toutes les difficultés avec
« les officiers du Margrave. Il me voit, il me reconnaît
« et me dit à Dieu. Les Autrichiens étaient en file à la
« barrière. Nous sortons. Nous étions dans l'allée que
« vous connaissez, le long du canal de la Mourge, à
« 500 pas à peu près de Rastadt, lorsque, tout d'un
« coup, les voitures s'arrêtent. Je crois d'abord qu'étant
« tout près du pont de la Rhinau, qui a été fort endom-
« magé lors du dégel, les dames voulaient descendre
« pour le passer à pied comme je le leur avais con-
« seillé. Je le dis à mon frère et nous nous disposons
« à leur aller donner le bras.

« Je n'avais pas encore fini de parler que j'entends
« et je vois..... ce que je ne puis vous exprimer assez,
« je vois la première voiture investie par des hussards,
« le sabre à la main, plusieurs d'entre eux se saisissant
« des torches que tenaient les domestiques... Les cochers
« descendant de leur siège et se sauvant de tous côtés...

« J'entends les coups de sabre sur les voitures et
« sur les personnes, les hurlements horribles des assassins, les cris des victimes.

« Mon frère, témoin de cette scène épouvantable,
« s'écrie : « Nous sommes assassinés, sauvons-nous ! »

« Nous sautons de voiture, il me dit : « Sauvez-vous dans le bois. » Je m'y élance en sautant le fossé, mais je courais à la mort, présumant l'éviter, car mon valet de chambre, qui me suivait, aperçut de loin des hussards dans les champs qui couraient sur nous ventre à terre, le sabre nu à la main. Il m'engage à regagner la chaussée. Je suis son conseil et, pour déjouer davantage les projets de nos assassins, je me lance, toujours en courant au plus vite, du côté opposé. Je tombe au delà des arbres qui bordent la route et peu s'en est fallu que je ne me précipitasse dans le canal. Je dois la vie à mon valet de chambre qui m'aida à me relever et nous regagnâmes la chaussée.

« Mon frère, en descendant de ma voiture, s'était lancé vers celle du malheureux ROBERJOT qui précédait la nôtre immédiatement. Il voulait l'avertir, lui et son épouse, du danger qui les menaçait, les inviter et les aider à se sauver. Il était presque à la portière lorsqu'il aperçoit deux hussards qui allaient

« au petit trot, la tête de leurs chevaux était presque
« à l'avant-train. Il a franchi aussitôt le fossé, il voit
« d'autres hussards qui longeaient la chaussée par les
« champs, il doute que d'autres peut-être l'ont déjà
« devancé sur la même ligne, il fait un demi-cercle
« dans les champs, il parvient à gagner la chaussée et
« me rencontre au moment que je la remontais du
« côté du canal. Il me reconnaît, il m'appelle. Nous
« courons toujours, la nuit était obscure, n'ayant d'au-
« tres lumières que celles de nos voitures. Bientôt
« nous sommes enveloppés de ténèbres qui nous déro-
« bent à la vue de nos assassins.

« Nous voilà à la barrière ; elle était gardée par des
« hussards du même régiment hongrois de SZEKLER.
« Nous remarquâmes qu'ils causaient entre eux en cer-
« cle et qu'il y avait à côté assez d'espace pour passer.
« Nous ralentîmes notre marche, nous nous glissons
« sans être remarqués, mais de si près que mon frère
« toucha par le gras de sa jambe le sabre d'un Autri-
« chien. Nous vîmes qu'heureusement il n'y en avait
« pas dans l'intérieur de la ville. Nous volons chez le
« Baron d'EDELSEIN. Il était par bonheur chez lui avec
« M. MAYER et le Baron de DRAIS. Il est étonné de nous
« voir. Je lui dis : « Voilà, Monsieur le Baron, les
« débris d'un affreux assassinat ».

« Je n'ai pas encore achevé le récit très rapide de
« ce que j'avais vu et entendu que le valet de chambre du
« malheureux BONNIER entre tout éploré et nous dit
« avoir vu tomber son maître sous le fer des assassins.
« Je presse d'EDELSEIN de prendre les mesures conve-
« nables pour sauver, s'il en était encore temps, les
« malheureux compagnons d'infortune. Je lui propose

« d'aller avec moi chez les Ministres prussiens. Il donne
« des ordres à DRAIS et dit à M. MAYER d'aller chez
« d'ALBIN.

« Je ne puis pas vous exprimer l'étonnement, la
« surprise, les sentiments, dont tous les trois ont été
« pénétrés. EDELSEIN en fut frappé comme d'un coup
« de foudre. Nous sortons ; mon frère vole seul chez le
« Comte de GERTZ qui demeurait, dans ces derniers
« temps, dans la maison où était le casino lorsque vous
« étiez à Rastadt. EDELSEIN et moi, nous allons chez
« JACOBI ; il n'était pas chez lui, nous passons chez
« GERTZ, il n'était pas encore rentré non plus. Mon
« frère était entré au casino qui est au rez-de-chaussée.
« Il y avait déjà du monde, il avait déjà fait le récit de
« ce qu'il savait et était saisi d'une terrible convulsion.
« Je le trouve dans cet état lorsque j'entre. Bientôt
« GERTZ, JACOBI, d'OHM, BERNSTORF, REDEL, ROZEN-
« KRANTZ, SOLMS, REICHBERG, tout, en un mot, le corps
« diplomatique qui était encore à Rastadt s'y rend.

« On envoie, sur-le-champ, chez le commandant
« autrichien, qui était à Niderbül, tout près de Ras-
« tadt, allant à la Favorite, pour obtenir la permission
« de sortir de la ville et apporter du secours à ceux de
« vos malheureux ministres qui étaient encore en vie.
« Ce barbare s'y refuse. Il n'a permis que plus tard, au
« commandant de Rastadt pour le Margrave, le brave
« Major de HARAN, de sortir avec quelques ordonnan-
« ces. Il est arrivé que tout était fini.

« Il est parvenu à faire ramener à Rastadt les voi-
« tures ; les Dames et Demoiselles de BRY et Madame
« ROBERJOT étaient dans les leurs. Elles sont rentrées

« deux heures après le massacre, entourées des hus-
« sards.

« Celle de Madame ROBERJOT s'arrêta devant la
« maison de JACOBI, nous voulûmes, moi et mon frère,
« nous élancer à sa portière ; nos amis, qui nous entou-
« raient, nous en empêchèrent, craignant pour notre
« vie. Le Baron d'EDELSEIN, couvert de ses crachats
« pour en imposer si cela était possible à nos bour-
« reaux, éclairé par ses domestiques, se présenta le
« premier et fut repoussé et menacé par ces barbares ;
« ce fut le courageux Baron de ROSENKRANTZ et le Che-
« valier de DRAIS qui franchirent tous les obstacles,
« ouvrirent la portière, prirent cette femme infortunée
« et la portèrent dans la Maison du Ministre de Prusse
« où se rendit, entre autres, la sensible Madame de
« REDEN. Madame de BRY et les deux demoiselles
« avaient été ramenées au château. On jugea convena-
« ble de les tirer d'un endroit où on ne pouvait rester,
« peut-être, sans danger et, au moins, où elles étaient
« entourées d'objets qui devaient leur rappeler de
« trop tristes souvenirs. Madame de REDEN s'offrit avec
« empressement de les recevoir chez elle. Elle me pria
« de les persuader de vouloir bien accepter ses offres.
« Je cours au Château avec SOLMS et d'autres qui ne
« me quittaient jamais et parviens à persuader
« Madame de BRY et les demoiselles. Madame de
« REDEN arrive elle-même, les prend dans sa voiture et
« les emmène chez elle.

« Vous savez, peut-être, Citoyen Directeur, com-
« ment ROSENSTIEL s'est échappé à la mort ; c'est un
« prodige. Il fut si étourdi, qu'il restait immobile sans
« savoir que faire. Son domestique l'arrache de la voi-

« ture, il le lance dans le bois ; il tombe, fort heureusement, dans un fossé et disparaît à la vue des égorgeurs.

« Après une demi-heure, il reprend ses sens. Il ne voit plus personne ; il se relève et s'enfonce dans le bois s'approchant de la ville.

« Il grimpe sur les murailles des jardins qui entourent la ville et gagne la maison d'EDELSEIN. On me l'annonce, j'y cours avec mon frère. Sa raison était si altérée que d'abord il ne me remit pas ; il me reconnaît enfin et les yeux hagards exclama : « Ah ! les bourreaux, les assassins, les barbares, ah ! mon cher BOCCARDI, ils nous égorgeront cette nuit ici où nous sommes. »

« Je tâche de le consoler, de le rassurer. Je lui dis qu'il était entouré de ses amis. Il était entre MAYER et ZAPPLER qui lui serraient les mains.

« Vous savez aussi, Citoyen Directeur, que Jean de BRY doit sa vie à un prodige et, pour parler des circonstances qui y ont contribué, je vous dirai qu'il la doit d'abord à sa perruque, à son chapeau, à ses habits. Etant naturellement frileux il était très habillé, ce qui a amorti les coups dont plusieurs auraient dû être mortels. Je crois que sans ses cravates et ses cotets aux gilets et l'habit et la redingote, le coup dont il a été frappé dans cette partie lui aurait fait sauter la tête. Il doit aussi la vie à sa présence d'esprit. Errant dans les bois dans cette nuit affreuse, ne sachant que devenir, il entend tout d'un coup la marche d'un cheval, il aperçoit un buisson très épais, il se lance derrière, s'étend par terre, s'enfonce le plus qu'il peut dans la crotte, s'y tient immo-

« bile. Au bout de quelques secondes, le hussard passe à
« quatre pas de lui et ne le voit pas.

« Le lendemain matin, à 7 heures environ, il sort
« du bois, se confond avec des paysans et se glisse dans
« la ville, sans chapeau, tout crotté, défiguré, il risquait
« d'être remarqué. Il le fut, en effet, par un hussard. Il
« crut de lire sur la physionomie de ce barbare le pro-
« jet de l'arrêter. Il court et se sauve chez le comte de
« GÆRTZ où on lui prodigue tous les soins possibles.

« Vous savez comme BONNIER a été massacré.
« ROBERJOT était, quelque temps après moi, descendu
« de voiture avec son épouse et son valet de chambre,
« apparemment du côté du canal où les hussards
« n'étaient pas encore arrivés. Ils pensèrent d'abord à
« se sauver, ils arrivent jusqu'à la portière de ma voi-
« ture qu'ils trouvèrent ouverte. Ils auraient dû, pour
« cela même, se convaincre davantage du danger qui
« les menaçait. Pas du tout. ROBERJOT croit que j'en
« étais descendu pour soutenir que j'avais le droit de
« suivre la Légation Française et que j'étais à cause
« de cela aux prises avec une patrouille autrichienne.

« Quel raisonnement absurde ! Il revient sur ses
« pas, il paraissait même avoir le projet d'aller
« m'avouer. Il était arrivé à la portière de mon car-
« rosse lorsque les Autrichiens tombent sur lui et lui
« demandent s'il est Ministre français. Il répond qu'oui.
« Il dit son nom, il le répète, son épouse, ses domesti-
« ques le confirment. Il croit trouver là sa garantie, il
« y trouve la mort. Les hussards lui portent un coup
« terrible sur la tête ; il tombe. Son épouse infortunée
« avait voulu se jeter sur lui pour le couvrir de son
« corps, les barbares l'en empêchent, la tiennent et

« l'obligeant à être témoin du massacre de son mari. Les
« assassins s'élancent aussitôt sur ma voiture, je n'y
« étais plus. Ils reviennent. L'infortuné ROBERJOT se
« mouvait encore, ils l'achèvent et en font une bou-
« cherie. Sa femme, toute éperdue, remonte en voiture
« et y attend la mort. Après quelque temps, deux hus-
« sards reviennent et éteignent, on ne sait pas pour-
« quoi, les bougies des lanternes. Ce fut alors que cette
« femme infortunée crut voir la mort, mais les hus-
« sards disparurent.

« Le corps qui nous a attaqués a semblé, à ceux
« qui ont été plus à portée de le calculer, assez nom-
« breux, cependant les égorgeurs n'ont été que 5 à 6
« autant qu'on a pu en juger. Jean de BRY assure avoir
« vu parmi eux l'homme à la houppelande grise dont
« je vous ai parlé d'abord et qu'il désignait les victi-
« mes. Les domestiques l'ont dit être un palefrenier ou
« cocher ou, sous une autre qualité que je ne saurais
« pas bien dire, attaché aux écuries du Comte de MET-
« FERNICH à Rastadt. Le maître d'hôtel de ROBERJOT,
« l'ayant reconnu, et le croyant là comme par hasard,
« lui a remis une de ses montres pour la soustraire au
« pillage qui, en partie, avait précédé même le mas-
« sacre.

« A côté de ces lâches bourreaux, il y avait des
« hommes qui paraissaient ne pas avoir déposé tout
« sentiment d'humanité. Des hussards qui entouraient
« la voiture de Jean de BRY paraissaient émus de la
« situation plus que pénible de Madame de BRY et des
« deux jeunes personnes. Ils leur ont offert, avec beau-
« coup d'instance de l'eau-de-vie et, pour les rassurer,
« ils en ont bu les premiers sous leurs yeux. Un jeune

« homme, habillé de même que les autres, d'une phy-
« sionomie douce et sensible, s'est tenu constamment à
« la portière du côté où était l'aînée des deux demois-
« selles qui a appris à Rastadt l'allemand, il causait
« avec elle et la rassurait, lui disant qu'elle n'avait rien
« à craindre. Il paraissait infiniment ému, il lui serra
« la main pendant plus d'une demi-heure, la baignant
« de ses larmes.

« Le Corps Diplomatique se tint en séance toute
« la nuit. Il écrivit d'abord une lettre infiniment éner-
« gique au Colonel autrichien BARBASCY ; elle a été
« telle que devaient l'écrire des hommes qui étaient
« profondément pénétrés des sentiments qu'une si
« grande circonstance devait inspirer. Ils lui ont écrit
« qu'après un forfait si inouï, ils ne voulaient plus
« demeurer un seul instant dans un endroit qui avait
« été souillé d'un si grand crime, qu'ils voulaient par-
« tir tous dès le lendemain en deux colonnes et qu'ils
« demandaient une escorte, mais qu'avant tout, ils
« demandaient formellement que les débris de la Léga-
« tion Française et la Légation Ligurienne fussent escor-
« tés et mis en sûreté sur la frontière de France.

« Ils lui déclarèrent solennellement qu'il répon-
« drait sur sa tête à l'Empereur, à l'Empire, à l'Huma-
« nité entière de la moindre insulte qui serait faite à
« qui que ce fût des individus appartenant aux deux
« Légations et à ceux du Corps Diplomatique.

« Je n'ai point lu cette lettre, je vous répète à peu
« près les mêmes mots qui m'ont été dits par le Baron
« de JACOBI lorsqu'il m'en donna connaissance en ren-
« trant chez lui à une heure du matin.

« Le conseiller de la légation prussienne, M. DEJORDAN, fut le porteur de cette lettre. Il trouva le Colonel BARBASCY saisi de stupeur, désolé, agité par la fièvre. Il lui dit qu'il était au désespoir de ce qui était arrivé la nuit, qu'il ne pouvait concevoir un pareil événement, que son imagination était étourdie et son cœur déchiré, qu'il était très fâché que le mauvais état de sa santé ne lui permettait pas de se mettre lui-même à la tête de son régiment et de nous accompagner jusqu'au Rhin, mais qu'il nous donnerait une escorte pour que notre passage fût libre et sûr et qu'il engagerait pour cela sa parole d'honneur. On lui fit répondre qu'on la voulait par écrit ; il l'envoya. On lui fit dire que l'on garderait sa lettre comme un dépôt sacré et comme un monument irrécusable de l'engagement qu'il avait pris.

« Je ne pus pas m'empêcher de dire au Baron de JACOBI et à d'autres, qu'infiniment sensible à tous les soins généreux que le Corps Diplomatique prenait pour la Légation Française et pour la mienne, nous ne pouvions voir sans frémir notre vie confiée de nouveau à ceux mêmes qui avaient été tout à l'heure nos assassins. J'ai su après que le Citoyen Jean de BRY fit le lendemain la même observation.

« On me répondit que l'on avait prévu nos justes inquiétudes, qu'on avait songé au moyen de les calmer, que le Corps Diplomatique avait même voulu partager nos dangers, qu'il s'était proposé de nous accompagner en masse jusqu'au Rhin, que l'on avait, en outre, demandé qu'une escorte des troupes du Margrave fût réunie à l'escorte hongroise, mais que le commandant autrichien, adhérant à cette seconde

« mesure, s'était absolument refusé à la première
« déclarant qu'il ne permettrait pas que l'on rendît à
« la République Française un témoignage si éclatant
« de considération et d'égards.

« Cependant plusieurs membres du Corps Diplo-
« matique voulurent faire encore une dernière tenta-
« tive à cet égard ; dès le matin du 10 Floréal, le Barou
« ROSENKRANTZ et son secrétaire de légation, le Baron
« EYBEL, étaient déjà en uniforme ; le Comte de SOLMS,
« le Baron Oton de GEMINGEN, beau-frère de SIKINGEN
« dont vous vous rappelez peut-être, le Baron de REICH-
« BERG, de Bavière, et d'autres voulaient les suivre,
« mais l'Autrichien fut inflexible. Le courageux Major
« de HARAN, commandant les troupes du Margrave à
« RASTADT, s'offrit alors à répondre de nous. Nous
« devons beaucoup à ce brave officier. Je l'ai vu, lors-
« qu'un moment avant notre départ il s'approcha de
« l'officier qui devait commander l'escorte autri-
« chienne, lui montra l'ordre et la parole d'honneur
« donnée par écrit par son chef, le Colonel BARBASCY
« et exigea la sienné.

« JORDAN, de Prusse, qui seul a obtenu la permis-
« sion de suivre le Major de HARAN comme officier, y
« était présent. J'ai remarqué que, pendant la route, le
« Major de HARAN se tenait constamment à côté de
« l'officier autrichien ; d'après sa contenance, j'ai cru
« voir son plan : il me semblait le voir prêt à brûler la
« cervelle de l'officier autrichien au moindre mouve-
« ment qui eût pu lui faire accroire que celui-ci allait
« manquer à la parole qu'il avait donnée. Lorsqu'au
« bord du Rhin, je l'ai embrassé en le remerciant, il
« ne me dissimula pas qu'il avait eu beaucoup d'in-

« quiétude. Je suis persuadé que l'escorte de Baden
« était prête à le seconder. En effet, lorsque les pre-
« mières voitures s'arrêtèrent en route un moment,
« pour attendre les dernières qui se trouvaient un peu
« éloignées, mon frère, qui était dans celle de Madame
« ROBERJOT, vit que les hussards de Baden prirent
« aussitôt leur carabine.

« Je reprends le fil de ma narration. Dans la même
« nuit du 9 Floréal, le Corps Diplomatique écrivit une
« lettre à l'Archiduc CHARLES que le Baron Otton de
« GEMINGEN se chargea de lui porter. Je ne l'ai point
« lue, ce qu'on m'en a dit annonce que le Corps Diplo-
« matique de Rastadt, dans cette occasion unique dans
« les annales de l'Europe civilisée, s'est montré péné-
« tré du sentiment de sa dignité, il s'est vraiment cou-
« vert de gloire, il a prouvé que, si l'Allemagne a le
« malheur de recéler dans son sein des monstres qui
« font horreur à l'Humanité, elle a aussi des hommes
« qui l'honorent.

« La lettre écrite à l'Archiduc contient le récit de
« l'horrible événement que l'on y dit ne pouvoir pas
« être assez qualifié, qu'on appelle forfait inouï, que
« l'Allemagne voit pour la première fois.

« On observe à l'Archiduc que les conséquences de
« ce forfait sont déjà irréparables, on en appelle à son
« cœur pour la réparation qui est dûe à la France, à
« l'Empire, aux Ministres qui la représentaient à Ras-
« tadt, à l'Humanité entière.

« Toutes ces lettres seront imprimées et il sera
« rendu de tout un compte public et éclatant.

« Notre départ avait été fixé à une heure de
« l'après-midi du 11 Floréal. Tout Rastadt était sur

« notre passage. Les Ministres nous faisaient leurs der-
« niers adieux. L'intérêt que tout le monde s'empres-
« sait de nous témoigner a dû être le plus grand sup-
« plice de nos assassins.

« Un trompette et six hussards de SZEKLER ayant
« à leur tête leur officier, le Major de HARAN, ouvraient
« la marche, un autre officier hongrois se tenait tout
« près du premier carosse où était le Citoyen Jean de
« BRY, le Conseiller de Prusse JORDAN a été aussi pres-
« que toujours à sa portière. Les six hussards de Baden
« marchaient des deux côtés des voitures, six autres
« hussards autrichiens fermaient la marche.

« A 3 heures, nous arrivâmes à Blitesdorff sur le
« Rhin sans aucun accident et sans avoir rencontré
« personne. A notre arrivée un piquet autrichien de
« sept à huit hussards se mit sous les armes ; avant de
« sortir du village on fit halte. L'officier autrichien eut
« l'attention de nous en dire le motif. Il fit avancer le
« trompette pour avertir les Français qui étaient sur
« la rive gauche d'envoyer les barques pour un pas-
« sage paisible et de ne pas tirer le canon.

« Pendant cet intervalle, l'officier autrichien s'ap-
« procha des voitures et les parcourut en nous saluant
« assez honnêtement. Remontant à la tête de la
« colonne, il nous salua de nouveau et nous souhaita
« bon voyage. Nous descendîmes de voiture et, après
« avoir remercié tout le monde, nous montâmes tous
« sur la première barque, nous fûmes bientôt sur la
« rive gauche. Nos voitures passèrent ensuite le fleuve
« et les deux escortes ne partirent qu'après que tout
« fut embarqué.

« Vous savez que nos voitures ont été pillées dès
« la nuit du 9, que la malle qui contenait les papiers
« de votre Légation a été portée chez le commandant
« autrichien, qu'elle a été réclamée le lendemain et
« qu'on a refusé de nous la rendre.

« Voilà, Citoyen Directeur, les détails qui sont à
« ma connaissance. Je puis en avoir oublié quelques-
« uns, il en est d'autres que je n'ai pas encore vérifié
« et que je n'ai pas osé vous soumettre, ils sont pour-
« tant très intéressants. J'abandonne à votre sagesse et
« à votre prudente discrétion tout ce récit. Très em-
« pressé de ne pas manquer tout à fait à votre attente,
« j'ai été forcé de l'écrire avec précipitation. Permet-
« tez que je réclame votre indulgence et que je vous
« présente l'hommage de ma plus haute considéra-
« tion. »

BOCCARDI.

Paris, le 20 Floréal, An 6 de la République Française.

Ce Congrès, sur lequel le Directoire fondait de si grandes espérances se terminait donc par un acte sanglant qui est demeuré dans l'histoire beaucoup plus célèbre que les longues négociations qui l'ont précédé.

Seul, peut-être, le Général BONAPARTE aurait-il pu aboutir ; c'était d'ailleurs la pensée de TREILHARD. Lui seul pouvait imposer sa volonté à l'Autriche et au Directoire, mais il n'aurait pu éviter la formation de la coalition que l'Angleterre, depuis Campo-Formio, travaillait à grouper. Nous avons dit que PRYT faisait une « guerre d'extermination ». Pourquoi ? La raison primordiale et classique était l'occupation par la France de la Belgique, mais ce n'était pas là un levier suffi-

sant pour décider les puissances continentales à recommencer la guerre.

Il y avait la crainte des idées égalitaires de la Révolution, de ce fameux virus révolutionnaire essentiellement destructeur de tout ordre précédemment établi. Et nous pouvons, maintenant, le comprendre mieux peut-être qu'il ne l'a jamais été, non pas seulement grâce à un recul de cent cinquante années, mais aussi à la lueur des événements actuels. N'assistons-nous pas à la constitution de groupements, d'ententes, d'axes, dirigés contre telles ou telles idéologies : anti-démocratique, anti-totalitaire, anti-communiste. Et ces coalitions de défense sont-elles tellement différentes à un siècle et demi d'intervalle de celles qui se formèrent contre la France à la fin du xviii^e siècle ?

CONCLUSION

Il est une des puissances ayant fait partie du Congrès de Rastadt sur laquelle nous voulons nous arrêter dans cette conclusion : c'est la Prusse.

Certes, il serait exagéré de prétendre que c'est Rastadt qui vit la formation de l'unité allemande, mais il semble bien que l'on y trouve une ambiance favorable à son éclosion.

Deux constatations ressortent particulièrement de l'étude que nous avons faite : rivalité de la Prusse et de l'Autriche, du groupe protestant et du groupe catholique, et attitude réservée vis-à-vis de la France. Car ce sont les premières campagnes de la Révolution française qui ont créé, entre les peuples français et allemand, cette animosité qui a fait, de deux races rivales, des ennemis héréditaires. C'est aussi de cette époque, principalement, que date le rêve de domination de la Prusse, sa lutte sans merci contre la Maison d'Autriche.

Presque tout était dit du Saint-Empire Romain Germanique lorsque VOLTAIRE écrivait qu'il n'était plus ni saint, ni empire, ni romain depuis qu'il contenait un si grand nombre de protestants, qu'il n'avait plus de puissance effective et qu'il avait perdu l'Italie. Il n'était même plus exclusivement germanique puisque des Slaves en faisaient partie. C'est cependant du Saint-Empire Romain Germanique que l'Allemagne d'avant 1914 avait hérité son organisation fédérative.

L'Empereur du Saint-Empire conférait les titres, donnait l'investiture, convoquait la Diète ; celle-ci com-

prenait des ecclésiastiques, des princes et des villes libres. Mais, entre ces membres, point de cohésion, point d'unité d'action ; ils tenaient du traité de Westphalie une souveraineté absolue sur leurs territoires respectifs et même le droit de s'allier à une puissance étrangère. C'est ainsi qu'en 1648 la France avait été faite « protectrice de la liberté germanique ». De même lorsqu'en 1740, 1756 et 1785, la Prusse et l'Autriche s'étaient battues, les autres Etats d'Allemagne s'étaient joints, en chaque occasion, à l'une ou à l'autre selon leur intérêt du moment.

Ce fut l'œuvre de FRÉDÉRIC II d'avoir imposé une politique uniquement prussienne en rejetant toute intervention étrangère. Il n'y avait, à vrai dire, pas encore de peuple allemand à cette époque. L'Allemagne n'avait pas de manifestation sensible. On parlait de l'Empereur lorsqu'il s'agissait de lever des troupes, mais, pour chaque Etat, il n'y avait, en temps normal, que le joug du Seigneur. Peu ou pas de relations commerciales n'étaient établies entre ces petits Etats morcelés par trois cent vingt lignes douanières. C'est à peine s'il y avait une langue commune.

La grande activité littéraire des XVII^e et XVIII^e siècles forma une indiscutable unité de la pensée allemande. Depuis LESSING jusqu'à KANT, à GÖTTE et à SCHILLER, une langue, une philosophie, une littérature s'imposèrent au-dessus des domaines, des princes et des rois : un génie germanique s'était révélé et avait posé les bases d'une nationalité allemande.

Les grands esprits, cependant, n'avaient pas senti l'Allemagne, ni fait quoi que ce fût pour donner au peuple conscience de son unité. Bien au contraire.

Débordant le cadre trop étroit des petites Cours qui leur permettaient de vivre, mais où ils étouffaient, l'humanité seule leur apparut assez vaste pour leurs conceptions ; ils ne s'arrêtèrent pas à la patrie allemande dont rien, autour d'eux, ne pouvait leur donner la notion. S'ils préparèrent l'unité allemande, c'est à leur insu, presque à leur corps défendant ; mais, en donnant à leur pays un patrimoine commun de pensée, un être moral à faire vivre, ils lui donneront conscience de sa puissance intellectuelle ; le désir de la puissance matérielle ne viendra qu'après.

Car, pour opérer cette transformation définitive, pour faire jaillir le sens national de l'Allemagne, il fallait une commotion susceptible de réunir les énergies encore éparses : ce fut la France qui apporta cette commotion sous la forme de la déclaration des Droits de l'Homme de 1789.

Le caractère humain et universel de cette déclaration accroissait, jusqu'à la rendre foudroyante, sa puissance de propagation et elle reçut en Allemagne un accueil enthousiaste. Aussi, quelle déconvenue, et par suite, quelle haine, lorsque la Révolution, déviant de son programme primitif, pressée par le danger, entraînée par les circonstances, se mit à conquérir des territoires pour se protéger et à assujettir des peuples sous prétexte de les soustraire à la tyrannie !

Nulle part, peut-être, il ne fut donné de suivre la progression de ces sentiments de haine autant qu'en Allemagne ; nulle part on ne peut mieux fixer le moment exact où les bornes de la patience furent dépassées et où le Directoire, par son intransigeance, ses prétentions,

rendit impossible la conclusion des pourparlers de Rastadt.

En 1798, ce n'est pas surtout la revendication par la France de la limite du Rhin qui devient odieuse à l'Allemagne, c'est l'intrusion dans ses arrangements intérieurs. Qu'il s'agisse de sécularisations, de compensations, etc... elle ne peut admettre que l'on s'occupe de ces questions qui ne regardent que le Corps Germanique. Toutefois, deux raisons contribuent à lui faire prendre patience. La première est la crainte de BONAPARTE qui représente le Directoire, la seconde est l'absence de centre d'attraction : Vienne ou Berlin ?

Après le départ de BONAPARTE en Egypte, Vienne déclenche la deuxième coalition, Berlin se réserve. Ce n'est qu'après Iéna, en 1806, que la patrie allemande va vraiment naître. Sous l'impulsion de la Reine LOUISE, il se formera en Prusse un centre de l'idée nationale, noyau auquel viendront s'agréger tous les mécontents et tous les patriotes. Il ne faut pas oublier que les hommes dont se glorifie encore l'Allemagne moderne et qui ont contribué grandement à son unité n'étaient pas Prussiens : le Baron de STEIN venait de Nassau, HARDENBERG et SCHARNHORST, du Hanovre, GNEISENAU, de la Saxe, BLUCHER, de Mecklembourg.

Cette cristallisation de la Patrie Allemande autour de la Prusse est peut-être une des conséquences les plus importantes de la Révolution, celle qui a pesé le plus lourdement sur l'évolution politique de l'Europe des xix^e et xx^e siècles, celle qui, aujourd'hui encore, nous fait assister à un bouleversement complet de toutes les théories de droit international admises jusqu'à présent.

Dans ce dernier domaine, la Révolution à ses débuts n'avait pas innové et il est certain que le Traité de Campo-Formio aurait tout aussi bien pu être conclu par Louis XIV. La notion d'équilibre européen pouvait justifier, en 1798, les demandes territoriales de la France qui n'avait point pris part au partage de la Pologne et n'y avait point acquiescé. Nous avons vu, dans le Mémoire remis par TALLEYRAND au Directoire, que tel était bien l'argument que la France comptait opposer, dans le cours des discussions, tant à la Prusse qu'à l'Autriche.

Mais TALLEYRAND poussait déjà son raisonnement à ses limites extrêmes. Il prévoyait une réorganisation complète du Corps Germanique sous le prétexte de l'équilibre, mais l'appliquait par un véritable droit d'intervention. Et ce droit, qui ne fut affirmé officiellement par la Sainte Alliance qu'en 1818 pour garantir les traités de Vienne, était aussi bien une mesure anti-révolutionnaire qu'une imitation des actes de la Révolution.

Mesure anti-révolutionnaire parce que l'intervention était le fait d'Etats Monarchiques qui sauvegardaient les droits des dynasties régnantes et était toujours dirigée contre les droits des peuples qui tendaient à s'affranchir.

Imitation des actes de la Révolution parce que la Sainte Alliance se proposait de porter secours aux Monarchies exactement comme la Convention Nationale déclarait vouloir porter secours et fraternité à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. Et, si l'on a reproché à la France de s'être servi de ce prétexte pour conquérir tant la Belgique que le Piémont,

du moins elle créa par son intervention les « Républiques Sœurs » Cisalpine, Batave, Ligurienne et Helvétique. Créations qui inquiétèrent les Monarchies par crainte de l'idéologie nouvelle, mais conquêtes qui ne doivent pas être jugées plus sévèrement que le dernier partage de la Pologne en 1830 !

Si, jusqu'en 1830, ce principe fut régulièrement appliqué en Europe, s'il a été abandonné en 1848 par suite de la reconnaissance de l'idée de souveraineté nationale, il a une tendance très nette à se manifester de nouveau sous deux formes : celle de 1818 et celle de 1793.

La Sainte Alliance intervenait parce que la Révolution Française avait prouvé qu'en cas de troubles graves dans un grand pays une répercussion internationale presque immédiate était fatale. La Révolution Espagnole n'a fait que confirmer le fait, et la question de l'intervention s'est posée. Les deux théories se sont de nouveau affrontées et certaines grandes nations se sont montrées non-interventionnistes. D'autres n'ont pas hésité à intervenir. Seulement, au nom d'idéologies différentes, leur aide s'est portée dans les deux camps et la répercussion internationale qui en est résultée a failli devenir infiniment grave.

Quant à la forme de 1793 qui s'était manifestée par des annexions, ne la voyons-nous pas reparaître sous le signe de la théorie des aspirations naturelles ?

De même qu'au début la France révolutionnaire a peut-être agi uniquement dans le but de libérer des peuples « tyrannisés », de même, en vertu de la théorie raciale dont nous parlerons, l'Allemagne a peut-être voulu libérer des minorités « opprimées ». Mais, dans

les deux cas, cette intention très pure s'est vite transformée en désir de conquête.

Pour la France ce fut le cas de la Convention d'abord, et surtout de NAPOLÉON. En déclarant qu'il était obligé de se défendre contre les coalitions suscitées par l'Angleterre, il fut amené à étendre son champ d'action, puis, grisé par ses victoires et inquiet du renouvellement ininterrompu des attaques dirigées contre lui, il se laissa aller aux rêves les plus ambitieux qui amenèrent sa chute.

Quant à l'Allemagne, elle a déclaré être obligée de se défendre contre la propagande communiste car elle risquait, sous l'influence de ces idées nouvelles, de voir s'effondrer son unité si péniblement acquise ; c'est pourquoi elle ne pouvait tolérer de les voir pratiquer si peu que ce fût par ses voisins immédiats. Elle trouve là un prétexte accessoire dans la lutte entreprise contre la Tchéco-Slovaquie. Maintenant, les annexions et les conquêtes, ou ne sont pas seulement justifiées, ou le sont sous la raison qu'un Etat qui ne peut ni ne veut se défendre par les armes est un fruit trop mûr, bon à être cueilli par celui qui est le plus apte à se l'approprier, par un voisin puissant et protecteur.

Et, les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous assistons, sinon à une coalition, du moins à des pactes de garantie de la part des Puissances européennes qui appliquent encore le principe des Nationalités. Ce principe, conséquence des idées de ROUSSEAU et de KANT, propagé par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, a atteint son apogée au traité de Versailles. C'est lui qui a permis à l'Italie et à l'Allemagne de conquérir leur autonomie, mais c'est lui également qui

a amené un déséquilibre en Europe par la création d'Etats secondaires à intérêts limités.

Poussé à l'extrême, il est devenu la conception allemande de la race dont l'exaltation a permis le succès du national-socialisme. La volonté d'appliquer cette théorie dans toute sa rigueur devait conduire l'Allemagne à se débarrasser des entraves du traité de 1919 afin de pouvoir être assez forte pour faire rentrer dans la patrie allemande les peuples de sa race qui en étaient exclus.

C'est en se basant sur ce principe, et avec l'aide d'une propagande habile, que l'Anschluss a pu être réalisé sans coup férir, que la Tchéco-Slovaquie a pu être partiellement démembrée dans une première étape, que l'Allemagne peut se dire le défenseur et le protecteur de toutes les minorités de sa race séparées du Corps Germanique.

Mais la théorie raciale ne suffit plus à expliquer les conquêtes et, comme il faut leur trouver au moins un semblant de justification, les Etats totalitaires comme l'Allemagne se retranchent derrière l'excuse de l'espace vital.

C'est là une notion qui contient en elle-même son explication. Mais les limites de l'espace vital peuvent être reculées à l'infini. Car, si l'Allemagne est plus grande que jamais au point de vue territorial, il semble bien qu'elle estime ne pas avoir obtenu encore l'espace vital auquel elle prétend. La complexité de sa situation économique risque de la pousser à étendre ses conquêtes pour se procurer le capital et les matières premières qui semblent bien près d'être épuisés chez elle. Or les matières premières indispensables à la vie d'une nation

moderne sont chaque jour plus variées et plus diversement réparties. Alors, où s'arrête l'espace vital ? où s'arrête le besoin en économie politique ? où s'arrêtaient les ambitions de NAPOLÉON, héritier de la Révolution ?

Nous assistons donc au spectacle d'une Europe dont une partie continue à pratiquer des principes de droit international couramment admis, et dont l'autre semble faire table rase de ces mêmes principes.

Les grandes démocraties, intervertissant la situation telle qu'elle se présentait en 1793, éviteront-elles, devant les appétits déchaînés, de subir une lutte qui serait vraiment une guerre d'extermination ?

Quoiqu'il advienne, qu'on nous permette, en terminant, de rappeler ces quelques phrases de TREILHARD : « La République ne peut subsister que par la
« vertu ; il n'y a pas de véritable vertu sans courage
« et sans lumières. Puisse le Peuple Français, pénétré
« de cette grande vérité, se diriger toujours d'après elle
« dans ses choix politiques... Voilà le coup le plus terrible qu'on puisse porter à la coalition, voilà le plus grand pas que nous puissions faire vers l'aisance, le repos et la prospérité ».

ANNEXE 1

TRAITE DE CAMPO-FORMIO

Sa Majesté l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohême et la République Française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au Château d'Eckenwald près de Léoben, en Styrie, le 18 avril 1797 (29 Germinal, an 5 de la République Française Une et Indivisible) ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté l'Empereur et Roi :

le Sr D. Martius MASTRILLI, noble patricien napolitain, Marquis de GALLO, Chevalier de l'Ordre Royal de Saint-Janvier, Gentilhomme de la Chambre de S. M. le Roi des Deux-Siciles et son Ambassadeur extraordinaire à la Cour de Vienne,

le Sr Louis Comte du Saint Empire Romain de COBENZL, Grand' Croix de l'Ordre Royal de Saint-Etienne, Chambellan, Conseiller d'Etat intime actuel de sadite Majesté Impériale et Royale Apostolique et son Ambassadeur près de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies,

le Sr Maximilien Comte de MERVELDT, Chevalier de l'Ordre Teutonique et de l'Ordre militaire de Marie-Thérèse, Chambellan et Général Major de Cavalerie dans les armées de sadite Majesté l'Empereur et Roi

et le Sr Ignace Baron de DEGELMANN, Ministre Plénipotentiaire de sadite Majesté près de la République Helvétique.

Et la République Française :

BONAPARTE, Général en Chef de l'Armée Française en Italie, lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE 1. — Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et inviolable entre Sa Majesté l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs et la République Française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

ARTICLE 2. — Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y seront réunis, ainsi que des établissements publics qui y sont situés ; elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissements publics et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la République Cisalpine.

ARTICLE 3. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême renonce pour Elle et ses successeurs, en faveur de la République Française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La République Française possédera ces pays à perpétuité en toute souveraineté et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE 4. — Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédents et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage seront à la charge de la République Française. Les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie

et de Bohême, en remettront l'état le plus tôt possible aux plénipotentiaires de la République Française et avant l'échange des ratifications afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs et additionnels au présent article et les signer.

ARTICLE 5. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la République Française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo et autres îles en dépendantes, ainsi que Batrinto, Lasta, Vonizza et, en général, tous les établissements ci-devant vénitiens en Albanie qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

ARTICLE 6. — La République Française consent à ce que Sa Majesté l'Empereur et Roi possède en toute propriété et souveraineté les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi, la Mer Adriatique et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Guarda jusqu'à la Sise ; de là une ligne militaire jusqu'à Saint-Giacomo offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers de génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à Saint-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du Canal Blanc, y compris la partie de Porto Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige avec l'arrondissement d'un rayon de 3.000 toises. La ligne se continuera par la rive gauche du Canal dit la Polisella jusqu'à son embouchure sur le Pô et la rive gauche du Grand Pô jusqu'à la mer.

ARTICLE 7. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité pour Elle, ses successeurs et ayant cause en faveur de la République Cisalpine

à tous les droits et titres provenant de ces droits que sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre et qui font maintenant partie de la République Cisalpine, laquelle les possèdera en toute propriété et souveraineté avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE 8. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême reconnaît la République Cisalpine comme puissance indépendante. Cette République comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamesque, le Bressan, le Cremasque, la ville et la forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article 6 pour la frontière des états de Sa Majesté l'Empereur en Italie, le Modénois, la principauté de Massa et Carrara et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

ARTICLE 9. — Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitants et propriétaires quelconques mainlevée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus à cause de la guerre qui a eu lieu entre Sa Majesté Impériale et Royale et la République Française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif ; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles ou en disposer à leur volonté.

ARTICLE 10. — Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

ARTICLE 11. — La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limite entre les possessions de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême et celles de la République Cisalpine sera libre sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage ni tenir aucun bâtiment armé en guerre ; ce qui n'exclut pas les précau-

tions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto Legnago.

ARTICLE 12. — Toutes ventes et aliénations faites, tous engagements contractés soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles ou administratives des pays ci-devant vénitiens pour l'entretien des armées allemande et française jusqu'à la date de la signature du présent traité seront confirmés et regardés comme valides.

ARTICLE 13. — Les titres domaniaux et archives des différents pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité leur seront fidèlement remis. Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux Etats-Majors des armées respectives seront pareillement rendus.

ARTICLE 14. — Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement rétablie entre elles, s'engagent de la manière la plus solennelle de contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

ARTICLE 15. — Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables et telles qu'elles assurent à Sa Majesté l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohême et à la République Française des avantages égaux à ceux dont jouissent dans les états respectifs les nations les plus favorisées. En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

ARTICLE 16. — Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées allemande et française ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles militaires ou commerciales pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

ARTICLE 17. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre appartenant à chacune des puissances belligérantes.

ARTICLE 18. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême s'oblige à céder au Duc de MODÈNE, en indemnité des pays que ce Prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgau qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

ARTICLE 19. — Les biens fonciers et personnels de Leurs Altesses Royales l'Archiduc CHARLES et l'Archiduchesse CHRISTINE, qui sont situés dans les pays cédés à la République Française, leur seront restitués à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de Son Altesse Royale l'Archiduc FERDINAND dans le territoire de la République Cisalpine.

ARTICLE 20. — Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire Germanique et de ceux de la République Française pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité ou plus tôt s'il est possible.

ARTICLE 21. — Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre qui n'auraient pas été restitués le seront dans quarante jours à dater de la signature du présent traité.

ARTICLE 22. — Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE 23. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême et la République Française conserveront entre elles le même cérémonial quant au rang et autres étiquettes que ce qui a été constamment observé pendant la guerre.

Sadite Majesté et la République Cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite Majesté et la République de Venise.

ARTICLE 24. — Le présent traité est déclaré commun à la République Batave.

ARTICLE 25. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême et la République Française dans l'espace de trente jours à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt si faire se peut, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

26 vendémiaire, an 6 (17 octobre 1797).

ANNEXE 2

TRAITE DE CAMPO-FORMIO

(Articles Secrets)

ARTICLE 1. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême consent que les limites de la République Française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée et s'engage à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'Empire Germanique, pour que la République Française obtienne cette même ligne, savoir : la rive gauche du Rhin depuis la frontière de la Suisse au-dessous de Bâle jusqu'au confluent de la Nette au-dessus d'Andernach, y compris la tête de pont de Mayence, l'une et l'autre rive de la Nette depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Bruch ; de là une ligne passant par Seuscherode et Borlay jusqu'à Korpen et, de cette ville, jusqu'à Ludensdorf, Blanckenheim, Marmagen, Jactenigt, Call, Gemand, y compris les arrondissements et banlieues de ces communes, puis les deux rives de l'Olf jusqu'à son embouchure dans la Roër ; les deux rives de la Roër en y comprenant Heimbach, Nideggen, Duren, Julliers avec leurs arrondissements et leurs banlieues ainsi que les villages riverains et leurs arrondissements jusqu'à Limnich. De là une ligne passant par Rofens, Thalens, Radenberg, Haversloo (s'il se trouve dans la

direction de la ligne), Kirchen, Wambach, Hemingen, avec la ville de Venloo et son arrondissement ; et si, malgré les bons offices de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, l'Empire Germanique ne consentait pas à l'acquisition par la République Française de la ligne de limites ci-dessus désignée, Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême s'engage formellement à ne fournir à l'armée d'Empire que son contingent qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que par là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre sadite Majesté et la République Française.

ARTICLE 2. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, emploiera également ses bons offices lors de la pacification de l'Empire Germanique : 1° pour que la navigation du Rhin soit libre pour la République Française et les Etats d'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la République Batave ; 2° pour que le possesseur de la partie allemande du Rhin opposée à l'embouchure de la Moselle ne puisse jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation et sortie des bateaux, barques et autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière ; 3° pour que la République Française ait la libre navigation de la Meuse et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Venloo jusqu'à son entrée dans le territoire batave soient supprimés.

ARTICLE 3. — Sa Majesté Impériale et Royale renonce pour Elle et ses successeurs, en faveur de la République Française, à la souveraineté et propriété du Comté de Falkenstein et de ses dépendances.

ARTICLE 4. — Les pays que Sa Majesté l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohême doit posséder en vertu de l'article 6 du traité patent définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles 3 et 7 patents dudit traité et par l'article précédent. Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de Sa Majesté Impériale et Royale occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article 6 susdit.

ARTICLE 5. — La République Française emploiera ses bons offices pour que Sa Majesté l'Empereur acquierre en Allemagne l'Archevêché de Salzbourg et la partie du cercle de Bavière situé entre l'Archevêché de Salzbourg, la rivière d'Inn et de Salza et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de 3.000 toises.

ARTICLE 6. — Sa Majesté Impériale et Royale cèdera, à la paix de l'Empire, à la République Française la souveraineté et propriété de Frikthal et de tout ce qui appartient à la Maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin entre Zurzach et Bâle, moyennant qu'à la paix sadite Majesté obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne qui soit à sa convenance. La République Française réunira lesdits pays à la République Helvétique moyennant les arrangements qu'elles pourront prendre entre elles sans porter préjudice à Sa Majesté l'Empereur et Roi, ni à l'Empire.

ARTICLE 7. — Il est convenu entre les deux puissances contractantes que, lors de la pacification prochaine de l'Empire Germanique, si la République Française fait une acquisition en Allemagne, Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obtenir un équivalent et réciproquement, si Sa Majesté Impériale et Royale fait une acquisition de cette espèce, la République Française obtiendra un pareil équivalent.

ARTICLE 8. — Il sera donné une indemnité territoriale au Prince de Nassau, ci-devant Stathouder de Hollande. Cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des Provinces Autrichiennes ni dans celui de la République Batave.

ARTICLE 9. — La République Française n'a point de difficulté à restituer au Roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin ; en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle par le Roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

ARTICLE 10. — Si le Roi de Prusse consent à céder à la République Française et à la République Batave des petites portions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Sevenaer et autres possessions vers l'Issel, Sa Majesté l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohême emploiera ses bons offices pour rendre praticables lesdites cessions et les faire adopter par l'Empire Germanique.

L'exécution du présent article ne pourra détruire l'effet de l'article précédent.

ARTICLE 11. — Sa Majesté l'Empereur ne s'oppose pas à l'usage que la République Française a fait des fiefs impériaux en faveur de la République Ligurienne. Sa Majesté l'Empereur réunira ses bons offices à ceux de la République Française pour que l'Empire Germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie spécialement sur les pays qui font partie des Républiques Cisalpine et Ligurienne ainsi que sur les fiefs impériaux tels que la Lusignana et tous ceux situés entre la Toscane, les Etats de Parme, les Républiques Ligurienne et Lucquoise et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs feront partie de la République Cisalpine.

ARTICLE 12. — Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême et la République Française réuniront leurs bons offices lors de la pacification de l'Empire Germanique pour que les différents Princes et Etats dudit Empire qui se trouveront éprouver quelques pertes de territoires ou de droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix ou enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire Germanique et particulièrement les Electeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'Electeur palatin de Bavière, le Duc de Wurtemberg, le Margrave de Bade, le Duc de Deux-Ponts, les Landgraves de Hesse-Cassel et Darmstadt, les Princes de Nassau Saarbruck, de Salm Kirbourg, Læwens-theim et de Wied Runkel obtiennent en Allemagne des indemnités convenables qui seront réglées d'un commun accord avec la République Française.

ARTICLE 13. — Les troupes de Sa Majesté l'Empereur évacueront vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité les ville et forteresse de Mayence, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Manheim, Kœnigstein, Ulm et Ingolstadt ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire Germanique jusqu'à ses états héréditaires.

ARTICLE 14. — Les troupes de la République Française évacueront également vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité la partie des pays vénitiens que doit occuper Sa Majesté l'Empereur, et notamment les forteresses de Palma Nova, Ozoppo, Porto Legnago et les Châteaux de Vérone.

ARTICLE 15. — Il ne sera distrait aucune partie de l'artillerie qui se trouve dans Mayence et dans les forteresses vénitiennes ci-dessus désignées au moment de leur occupation par les troupes autrichienne et française, ni rien changé à l'état actuel de leurs fortifications.

ARTICLE EC. — Les deux parties contractantes se promettent mutuellement de la manière la plus obligatoire de garder le plus profond secret sur les présents articles. Elles ne pourront publier les articles patents qu'après la ratification donnée par les deux Gouvernements.

ARTICLE 17. — Les présents articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité patent signé aujourd'hui. Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

ANNEXE 3

TRAITE DE CAMPO-FORMIO

(Convention additionnelle et secrète)

Sa Majesté l'Empereur et Roi et la République Française voulant pourvoir à tout ce qui pourrait retarder l'exécution du traité de paix conclu aujourd'hui conviennent :

ARTICLE 1. — Sa Majesté l'Empereur et le Directoire Exécutif de la République Française nommeront de part et d'autre deux de leurs généraux, lesquels se rendront près des plénipotentiaires qui seront chargés d'effectuer l'échange des ratifications du présent traité. Chacun de ces généraux devra être muni des pouvoirs nécessaires pour faire exécuter aux troupes de sa nation le mouvement d'évacuation prescrit par les articles 13, 14 et 15. Il sera nécessaire que l'un et l'autre de ces généraux soit d'un grade tel qu'ils puissent donner des ordres aux généraux qui commanderaient les armées de Sa Majesté l'Empereur et de la République Française qui devront effectuer ledit mouvement d'évacuation.

ARTICLE 2. — Les deux généraux ci-dessus mentionnés échangeront en présence des plénipotentiaires désignés en l'article 1 les pouvoirs dont ils seront revêtus en conformité du même article. Il en sera fait mention dans le procès-verbal de l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE 3. — Les deux généraux conviendront entre eux, en présence des plénipotentiaires susdits, de tous les détails relatifs à l'exécution des articles.

ARTICLE 4. — Les troupes françaises évacueront, après l'occupation de Mayence par celles de leur nation, la partie de l'Empire sur la rive droite qu'elles occupent au-dessus de cette Place, à l'exception du Fort de Kehl ; elles conserveront leurs positions actuelles sur la rive droite du Mein et de la Midda, sans pouvoir franchir les rivières pendant tout le temps que durera l'armistice avec l'Empire Germanique.

ARTICLE 5. — L'intention de la République Française étant de n'évacuer les pays et forteresses que Sa Majesté l'Empereur doit posséder en Italie que lorsque la République Française sera assurée de l'occupation de Mayence, les deux généraux se concerteront à cet effet et ils lèveront également tous les obstacles qui pourraient se rencontrer à l'occupation de Venise et des lagunes par les troupes de Sa Majesté Impériale et Royale. Ils feront, après s'être con-

certés, toutes les démarches diplomatiques nécessaires pour remplir ces deux objets.

Ils combineront en conséquence les mouvements qui doivent être commandés aux armées des deux puissances et exécutés par elles.

ARTICLE 6. — Les deux généraux seront individuellement responsables à la face de l'Europe et sur leur honneur de la stricte exécution des mesures qu'ils prendront et des ordres qu'ils donneront.

ARTICLE 7. — La présente convention sera annulée par les deux généraux et en présence de l'un et de l'autre après parfaite exécution de tous les articles.

ANNEXE 4

TRAITE DE BALE (Articles secrets)

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas que le gouvernement de Hanovre se refusât à la neutralité, Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage à prendre l'Electorat de Hanovre en dépôt afin de garantir d'autant plus efficacement la République Française de toute entreprise hostile de la part de ce gouvernement.

ARTICLE 2. — Quoique le passage des troupes, soit françaises, soit de l'empire ou autrichiennes, par la ville de Francfort, soit stipulée par l'article 4 de la Convention particulière de cejourd'huy entre le Roy de Prusse et la République Française, il ne pourra être placé ni garnison française, ni autrichienne dans cette ville.

Les présents deux articles séparés et secrets auront la même force que s'ils étaient en mot à mot insérés dans la Convention particulière de cejourd'huy entre le Roi de Prusse et la République Française et ils seront également ratifiés par les parties contractantes.

Fait à Bâle, le 28 Floréal, An 3 de la République Française une et indivisible.

ANNEXE 5

CONVENTION SECRETE AVEC LA PRUSSE

La République Française et Sa Majesté le Roi de Prusse, ayant jugé convenable de modifier d'une manière conforme aux circonstances actuelles les stipulations concernant le Nord de l'Allemagne, convenues par le traité de Bâle du 5 avril 1795 et par la Convention du 17 mai ejusdem, elles ont nommé, pour se concerter à ce sujet, savoir, la République Française le citoyen Antoine Bernard CAILLARD, son Ministre Plénipotentiaire à Berlin et Sa Majesté Prussienne le Général Crétien Henry Carle Comte de HAUGWITZ, son Ministre d'Etat de Guerre et de Cabinet et lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — La République s'abstiendra de pousser les opérations de la guerre ou de faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par mer, dans les pays et états compris dans la ligne de démarcation suivante :

Cette ligne commencera depuis la partie du duché de Holstein situé sur la Mer du Nord s'étendant le long des bords de cette mer du côté de l'Allemagne et comprenant l'embouchure de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, ainsi que les cités situées dans ces parages jusqu'à Borkum. De là, elle suivra les frontières de la Hollande jusqu'à Anhalt, en passant Hecremberg et en comprenant les possessions prussiennes près de Seven jusqu'à Boër sur l'Yssel. Elle ira ensuite le long de cette rivière jusqu'à son confluent avec le Rhin, de là elle remontera ce dernier fleuve jusqu'à Wesel et plus loin jusqu'à l'endroit où la Roër s'y jette. Elle longera ensuite la rive gauche de la Roër jusqu'à sa source. De là laissant la ville de Medenbach à sa gauche, elle prendra sa direction vers l'Eder dont elle suivra le cours jusqu'à son confluent avec la Fulda et remontera enfin cette rivière jusqu'à sa source.

ARTICLE 2. — La République Française regardera comme pays et états neutres tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté une stricte neutralité dont le premier point sera de ne plus fournir pour la continuation de la guerre, aucune contribution pécuniaire, quelle qu'en soit la dénomination, de rappeler réellement, s'ils ne l'ont déjà fait leurs contingents et cela dans le délai de deux mois à compter de la signature du présent traité et de ne contracter aucun nouvel engagement qui puisse les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France. Ceux qui ne rempliront pas ces conditions seront exclus du bénéfice de la neutralité.

ARTICLE 3. — Quant à la partie du Comté de Mark qui, se trouvant sur la rive gauche de la Roër, n'est pas comprise dans la ligne susdite, elle n'en jouira pas moins d'une entière neutralité, mais Sa Majesté le Roi de Prusse consent à ce que les troupes des puissances belligérantes puissent la traverser, bien entendu qu'elles ne pourront y établir le théâtre de la guerre, ni prendre des positions retranchées.

ARTICLE 4. — Sa Majesté le Roi de Prusse nommera des commissions qui, dans le cas du passage effectif des troupes françaises par la susdite partie du comté de la Mark, veilleront au maintien du bon ordre et auxquelles les généraux et agents français s'adresseront. La République promet et s'engage de faire payer au plus tard dans trois mois, en espèces sonnantes, tout ce qui y sera fourni et consommé pour le compte de l'armée française, de procurer tous les dédommagements justes et raisonnables et de faire observer une discipline sévère.

ARTICLE 5. — Les principautés de Sa Majesté Prussienne en Franconie ainsi que le Comté de Sayn-Altenkirchen sur le Westerwald, y compris le petit district de Benn-dorff au-dessous de Coblençe étant dans la possession de Sa Majesté le Roi de Prusse, il est censé compris dans les

stipulations exprimées ci-dessus en faveur du comté de la Marck situé sur la rive gauche de la Roër.

ARTICLE 6. — Sa Majesté le Roi de Prusse se charge de la garantie qu'aucune troupe des états compris dans la neutralité du Nord de l'Allemagne ne sortent de la ligne indiquée à l'article premier pour combattre les armées françaises, ni pour exercer aucune hostilité contre les Provinces Unies. Pour cet effet, elle rassemble un corps d'observation suffisant et se concertera à cet égard avec les princes et états dont les pays sont renfermés dans la ligne de démarcation, afin qu'ils se joignent à elle pour concourir à ce but. L'unique destination de ce rassemblement sera de garantir le Nord de l'Allemagne contre ce qui porterait atteinte à sa sûreté.

ARTICLE 7. — La présente convention sera ratifiée par les parties contractantes et les ratifications seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt, à compter de la signature.

En foi de quoi ladite convention a été signée par les plénipotentiaires susmentionnés.

Fait à Berlin, le 18 Thermidor, An 4 de la République Française une et indivisible.

ANNEXE 6

CONVENTION SECRETE AVEC LA PRUSSE

La République Française et Sa Majesté le Roi de Prusse, animées d'un égal désir de voir cesser bientôt la guerre funeste qui afflige l'Europe, et se flattant que l'accomplissement de ce désir salutaire ne saurait être fort éloigné, ont cru devoir entrer d'avance en communication amicale sur plusieurs objets relatifs à cette pacification qu'elles espèrent prochaine.

Sa Majesté Prussienne, par un effet de la franchise dont elle s'est fait une loi dans toutes les explications entre

Elle et la France qui ont suivi le traité de Bâle, n'a point caché à la République le vœu, que lui dictait sa qualité de membre du Corps Germanique et les devoirs qu'elle lui impose, que la constitution et le territoire de l'Empire pussent être maintenus dans toute leur intégrité, Elle s'est de même ouvert avec confiance envers le Gouvernement français sur le désir que lui inspiraient également les liens étroits qui l'attachent à la Maison d'Orange que cette Maison pût être rétablie dans ses charges et dignités en Hollande, moyennant telles modifications équitables dont on pourrait convenir, Elle a fait usage de tous les arguments et des instances amicales qui lui ont paru les plus propres à appuyer ses propositions à cet égard, mais, la République Française ayant persisté dans les sentiments qu'au point où les choses sont venues les circonstances ne lui permettent point de partager ce double vœu ni d'en favoriser l'accomplissement, les deux parties se sont ultérieurement concertées entre elles, par l'organe du Citoyen Antoine Bernard CAILLARD, Ministre Plénipotentiaire de la République Française et du Général Crétien Henri Carl, Comte de HAUGWITZ, Ministre d'Etat de la Guerre et du Cabinet de Sa Majesté Prussienne, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs sont tombés d'accord des stipulations éventuelles suivantes qui supposent l'admission, à la pacification avec l'Empire Germanique, des bases sur lesquelles elles se fondent.

ARTICLE PREMIER. — L'intention des deux parties contractantes étant d'abord de s'entendre sur une indemnisation territoriale de la perte des provinces prussiennes sur la rive gauche du Rhin, pour le cas où ladite rive serait cédée à la France à l'époque de la paix avec l'Empire, on a jeté les yeux pour cet effet sur l'Evêché de Munster y compris le pays de Recklinghausen, mais le Gouvernement français, ayant manifesté le désir que la République des Provinces Unies obtint, en guise de dédommagement des cessions qu'elle lui a faites, cette partie du susdit Evêché qui s'étend depuis l'endroit où l'Ems entre l'Ost-Frise, le long de cette rivière en la remontant jusqu'à Wintruf, de

là, en ligne droite par Heyden et, longeant ensuite la frontière du Duché de Clèves, jusqu'à l'endroit où elle coïncide avec celle de la Hollande Sa Majesté Prussienne, pour donner à la République Française une preuve de ses sentiments d'amitié, déclare que, lorsqu'il sera question de la cession de la rive gauche du Rhin à la France, elle ne s'y opposera pas et comme alors, pour dédommager les princes séculiers qui perdront à cet arrangement, le principe des sécularisations devient absolument indispensable, Sa Majesté consent à accepter ledit principe et elle recevra en dédommagement de sesdites provinces rhénanes, y compris l'enclave de Sevenaer, lesquelles dans ce cas seront cédées à la France, le reste de l'Evêché de Munster avec le pays de Recklinghausen, déduction faite de la partie énoncée ci-dessus et moyennant leur sécularisation préalable, se réservant toutefois Sa dite Majesté d'y ajouter ce qui pourrait être de sa convenance pour compléter son indemnisation, objet sur lequel les deux puissances s'entendront amicalement.

ARTICLE 2. — L'article 11 du traité de Bâle du 11 Floreal An 3 (5 avril 1795) est maintenu. En conséquence, la République Française accepte la médiation du Roi de Prusse en faveur des autres princes d'Allemagne qui désireraient de traiter directement avec elle sur les bases énoncées en l'article précédent.

ARTICLE 3. — Dans la double supposition, exprimée en l'article premier, de la cession de la rive gauche du Rhin à la France et de l'admission du principe des sécularisations, la République Française et Sa Majesté le Roi de Prusse s'obligent à réunir leurs soins pour procurer aux Princes de la Maison de Hesse la sécularisation des états ecclésiastiques à leur bienséance, pour les indemniser des états et biens fonds qu'ils se trouveront perdre au delà du Rhin et, à la branche de Hesse-Cassel, la dignité électorale.

ARTICLE 4. — Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage à conserver les villes de Hambourg, Bremen et Lubeck dans leur intégrité et leur indépendance actuelle.

ARTICLE 5. — Si, lors de la pacification future, le rétablissement de la Maison d'Orange dans ses charges et dignités en Hollande est jugé inadmissible, la République Française et Sa Majesté Prussienne s'engagent pour le cas, à interposer leurs offices et puissante médiation pour moyenner un arrangement convenable entre la République Batave et le Prince de Nassau Orange dont les clauses fondamentales seront, d'une part la renonciation à toutes prétentions sur la dignité de Stathouder, ainsi qu'aux biens immeubles de ce Prince situés sur la Rive Gauche du Rhin et dans les provinces Beligues et, réciproquement, que la République Batave paiera au Prince de Nassau-Orange une indemnité équivalente au prix de tous les biens immeubles situés dans l'étendue des Provinces Unies du pays dit de la Généralité et des Colonies Hollandaises ; si mieux n'aime ladite République Batave laisser cesdits biens immeubles au Prince de Nassau-Orange, pour en disposer dans un délai qui sera convenu de gré à gré, ou réglé par les arbitres que les parties choisiront. Et, pour effectuer ledit arrangement, la République Française s'engage à employer tous ses efforts pour opérer, en faveur dudit Prince de Nassau-Orange et de ses héritiers mâles, la sécularisation des Evêchés de Wurtzbourg et de Bamberg auxquels sera attachée la dignité Electorale et de faire stipuler la réversion desdits évêchés en faveur de la Maison de Brandebourg, faute d'héritiers mâles de ladite Maison de Nassau-Orange.

ARTICLE 6. — La présente convention secrète sera ratifiée par les parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi la présente convention a été signée et scellée par les plénipotentiaires sus mentionnés.

Fait à Berlin, le 18 Thermidor de l'An 4 de la République Française une et indivisible.

ANNEXE 7

**CONVENTION SECRETE AVEC LE LANDGRAVE
DE HESSE-CASSEL**

ARTICLE PREMIER. — Si, par l'arrangement définitif renvoyé par l'article 5 du traité après la pacification entre la République Française et les états d'Allemagne encore en guerre avec elle, la partie des états du Landgrave de Hesse-Cassel située sur la rive gauche du Rhin reste définitivement à la France, le Landgrave pourra s'indemniser en possessions territoriales ecclésiastiques, ou autres, sur la rive droite de ce fleuve auquel cas la République Française consent à les lui garantir.

ARTICLE 2. — Les deux baillages d'Amenebourg et de Fritzlar dépendant de l'électorat de Mayence se trouvant entièrement enclavés dans le pays de Hesse-Cassel, la République Française s'emploiera de tout son pouvoir pour déterminer l'Electeur à consentir à une cession ou tout autre arrangement qui assurera ces deux baillages au Landgrave de Hesse-Cassel.

ARTICLE 3. — Comme trois régiments hessois, à la solde de l'Angleterre et prisonniers en France, ont été relâchés sans avoir prêté serment de ne pas porter les armes contre la République ni contre ses alliés avant leur échange, le Landgrave garantit que ces troupes ne seront, sous un prétexte quelconque, employées contre la République Française ni contre ses alliés pendant la guerre actuelle.

ARTICLE 4. — Comme il est stipulé dans les deux traités de subsides entre le Landgrave de Hesse-Cassel et le Roi d'Angleterre que les recrutements ne doivent s'effectuer qu'au printemps de chaque année, le Landgrave ne fournira plus aucune recrue au corps hessois qu'il tient à la solde de l'Angleterre jusqu'à l'expiration de ces traités qui aura lieu au mois d'octobre 1796.

Les présents quatre articles séparés et secrets auront la même force que s'ils étaient de mot à mot insérés dans

le traité principal conclu et signé cejourd'hui et ils seront également ratifiés par les parties contractantes.

Fait à Bâle, le 11 Fructidor, An 3 de la République Française une et indivisible.

ANNEXE 8

CONVENTION SECRETE AVEC LE DUC DE WURTEMBERG

Les plénipotentiaires soussignés, en addition au traité de paix par eux arrêté et signé ce jourd'hui, sont convenus des articles suivants, lesquels demeureront secrets tant que l'intérêt des puissances contractantes paraîtra l'exiger.

ARTICLE PREMIER. — Lors du traité de paix avec l'Empire, la République Française demandera et insistera pour qu'il soit cédé au Duc de Wurtemberg et que l'on sécularise en sa faveur quelques principautés ecclésiastiques.

Et, sur la demande de Son Altesse Sérénissime, la République Française consent à ce que le baillage d'Oberkirchen, dépendant du ci-devant Evêché de Strasbourg, l'abbaye de Zutalten et la prévôté princière d'Elwangen soient désignés pour remplir le vœu du présent article.

ARTICLE 2. — Le Duc de Wurtemberg s'oblige spécialement à payer ce qu'il peut devoir personnellement, à quelque titre que ce soit, aux habitants des pays par lui cédés et à rembourser, dans le délai de cinq années, les capitaux versés dans sa caisse particulière et pour lesquels il a constitué des rentes au profit des établissements publics qui y sont situés ou des particuliers.

Il s'engage également à accorder sur les revenus des territoires d'Elwangen et Oberkirchen aux titulaires des charges et offices établis dans les territoires par lui cédés à la République Française un dédommagement égal à 8 % d'intérêt viager des sommes par eux versées dans le trésor du prince.

ARTICLE 3. — Le Duc de Wurtemberg s'oblige en sa qualité de membre de l'Empire germanique, à concourir par son suffrage à la Diète lorsque le traité à conclure entre la République Française, l'Empereur et l'Empire y sera porté :

1° à ce que les territoires dépendant de l'Empire Germanique situés sur la rive gauche du Rhin, les îles et le cours de ce fleuve soient remis à la République Française ;

2° à ce que les différents états d'Italie soient dégagés de tous liens de féodalité envers l'Empire Germanique ;

3° à ce qu'il soit sécularisé un nombre de principautés ecclésiastiques situées sur la rive droite du Rhin suffisant pour dédommager les princes laïcs des possessions qu'ils se trouveront perdre sur la rive gauche.

ARTICLE 4. — Le Duc de Wurtemberg désirant vivre à perpétuité en bonne harmonie et intelligence avec la République Française s'engage à observer pour les guerres futures qui pourront s'élever entre elle et quelque autre puissance que ce soit, la plus exacte neutralité et à ne fournir contre elle aucun contingent ni secours à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit.

ARTICLE 5. — Dans toutes les guerres qui pourraient être suscitées à l'avenir à la République Française, ses troupes pourront séjourner dans les états de Son Atesse Sérénissime le Duc de Wurtemberg, y occuper tous les postes militaires nécessaires à leurs opérations ; elles y observeront une discipline exacte et s'y comporteront en tout comme dans un pays neutre et ami.

ARTICLE 6. — Tous les individus qui pourraient avoir été arrêtés dans les états de Son Altesse Sérénissime ou poursuivis pour leurs opinions politiques seront sans délai mis en liberté ; toutes poursuites cesseront contre eux, leurs biens, s'ils avaient été saisis ou confisqués, leur seront rendus ou le prix restitué en cas de vente. Il leur sera loisible d'en disposer, de rentrer et demeurer dans les états de Son Altesse Sérénissime ou de s'en retirer.

ARTICLE 7. — Il est expressément convenu que tous les différends civils qui pourraient s'élever entre citoyens français dans les états du Duc de Wurtemberg seront jugés par l'agent diplomatique de la République Française.

ARTICLE 8. — Son Altesse Sérénissime le Duc de Wurtemberg renonce à prendre à l'avenir aucun des titres des principautés et seigneuries qu'il cède à la République Française par le traité de ce jour.

ARTICLE 9. — L'Armistice conclu le 29 Messidor dernier aura son exécution pleine et entière en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent traité.

ARTICLE 10. — Les contributions qui y sont stipulées seront acquittées en entier sauf les conversions qui pourront être convenues de gré à gré. Il sera en outre payé une contribution de 200.000 livres par mois à compter du 1^{er} vendémiaire prochain jusqu'à la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche.

ARTICLE 11. — Le présent traité de paix est déclaré commun aux Villes impériales d'Elfingen et de Rintlingen.

Fait à Paris, le 20 Thermidor, An 4 de la République Française une et indivisible.

Nota. — Par une convention supplémentaire, conclue et signée à Paris le 7 Brumaire An 5, le Directoire Exécutif avait consenti qu'aux objets spécifiés dans le traité secret ci-relatés comme devant servir d'indemnité au Duc de Wurtemberg fussent ajoutées encore les abbayes de Mauhthall, de Rothminster et de Neresheim ainsi que le village d'Elfingen.

ANNEXE 9

CONVENTION SECRETE AVEC LE MARGRAVE DE BADEN

Les plénipotentiaires soussignés, en addition au traité de paix par eux arrêté et signé cejourd'hui sont convenus des articles suivants, lesquels demeureront secrets tant que l'intérêt des puissances contractantes paraîtra l'exiger.

ARTICLE PREMIER. — Lors du traité de paix entre l'Empereur et l'Empire, la République Française accordera ses bons offices à Son Altesse Sérénissime le Margrave de Bade pour que les possessions ecclésiastiques suivantes avec les droits y appartenant, lui soient cédés et soient sécularisés en sa faveur :

1° l'Evêché de Constance et l'Abbaye de Reichenau et la prévôté d'Ahmingen y réunis, les terres et revenus du Grand Chapitre et de la prévôté chapitrale, distraction faite des seigneuries et juridictions de l'Evêque et du Grand Chapitre situées dans le territoire des Suisses et de leurs alliés, lesquels seraient réservées à la disposition de la République Française ;

2° le Baillage de Schingen, dépendant du ci-devant Evêché de Bâle ;

3° la partie de l'Evêché de Spire située sur la rive droite du Rhin, compris les terres du Grand Chapitre, la prévôté et le revenu chapitral de Udenheim. Son Altesse Sérénissime s'oblige en ce cas à démolir et raser les fortifications de Philipsbourg, sans jamais souffrir qu'elles soient relevées, si mieux elle n'aime consentir à ce que cette place soit occupée militairement par les troupes de la République qui aura seule la faculté de faire rétablir le pont sur le Rhin pour le service de la place ;

4° le Baillage d'Elkenheim dépendant du ci-devant Evêché de Strasbourg ;

5° la ville de Schlingenstade et les petites portions du territoire dépendantes de l'Archevêché de Mayence situées entre la rive gauche des rivières de Gersprentz et du Mein, jusqu'à Guimhein pour être échangées contre différentes enclaves de l'état de Bade et notamment contre la partie du Comté de Hanau-Lichtenberg, située le long de la rive droite du Rhin, les Seigneuries de Lahn et Gerdstock ;

6° la sécularisation et réunion au domaine de Margrave de tous les biens fonds, revenus et droits que possèdent, dans le Margraviat ou dans les états qui y seront réunis, les communautés ecclésiastiques dont le chef-lieu est situé sur la rive droite du Rhin.

Réciproquement, Son Altesse Sérénissime s'oblige à faire connaître et remettre à la République Française, pour en disposer ainsi qu'elle jugera à propos, tous les biens fonds, revenus et droits situés dans les territoires qui lui appartiennent ou appartiendront, qui étaient possédés par les Corps et Communautés dont le Chef-lieu était placé sur la rive gauche du Rhin, à l'exception toutefois des biens fonds et droits que possédaient, dans l'étendue du Margraviat, les Evêchés et Grands Chapitres de Bâle, Strasbourg et Spire.

7° l'Abbaye de Salinansweiter qui serait mise dans la possession des Princes Frédéric et Louis de Bade pour leur tenir lieu de la terre de Kutren-Hausen qu'ils possèdent dans le département du Bas-Rhin et qui se trouve cédée à la République Française par l'article 5 du traité de ce jour.

ARTICLE 2. — La République Française accordera également ses bons offices au Margraviat de Bade pour lui faire obtenir 1° le privilège illimité de non appellando ; 2° l'abolition dans ses états de la poste de... ; 3° l'exemption de toute mouvance et devoirs féodaux envers les Evêques de Bade et de Spire, ainsi que de toute autre autorité ecclésiastique ; 4° les droits attachés à l'Evêché de Constance relativement à la convocation, tenue des Etats et directoires des affaires du cercle.

ARTICLE 3. — Les articles du traité patent, relatifs au Rhin, à sa navigation, à ses bords, aux îles qu'il renferme seront exécutés pour tous les districts situés sur le bord de ce fleuve qui par la suite, pourront appartenir à Son Altesse Sérénissime ou à ses successeurs ou ayant-cause.

ARTICLE 4. — Son Altesse Sérénissime cède à la République Française tous les droits qui peuvent lui appartenir sur la ville, fort et territoire de Kehl.

Elle lui cède également sur la rive droite du Rhin, en place de l'ancien pont d'Huningue, un terrain de 50 arpents (l'arpent de 100 perches, la perche de 22 pieds, le pied de 12 pouces, le pouce de 12 lignes). Ce terrain sera pris dans

l'emplacement qui sera jugé le plus convenable et limité d'après le tracé qui en sera fait par un commissaire que le Directoire Exécutif nommera à cet effet, en présence d'un commissaire de Son Altesse Sérénissime Il sera livré en outre un chemin pour arriver au terrain s'il est jugé nécessaire.

ARTICLE 5. — Son Altesse Sérénissime renonce pour lui, ses successeurs et ayant-cause à tous les droits, même éventuels, qui peuvent ou pourront lui appartenir sur les territoires situés sur la rive gauche du Rhin, les îles et le cours de ce fleuve qui pourront être cédés à la République Française par d'autres princes d'Allemagne avec lesquels elle aurait quelque pacte de succession ou de réversion.

ARTICLE 6. — Le Margrave de Bade s'engage, en tant que besoin serait, à garantir la République Française de toute action ou prétention sur les territoires, droits et revenus par lui cédés qui pourraient être formées contre elle par les créanciers de Son Altesse Sérénissime. Elle s'oblige également à toute garantie de droit pour les mêmes objets envers les Princes d'Allemagne avec lesquels elle aurait quelque pacte de succession ou de réversion.

ARTICLE 7. — Le Margrave de Bade s'oblige spécialement à payer ce qu'il peut devoir personnellement à quelque titre que ce soit aux habitants des pays par lui cédés et à rembourser dans le délai de cinq années les emprunts qu'il a pu y faire et pour lesquels il a constitué des rentes au profit des établissements publics qui y sont situés, ou des particuliers.

ARTICLE 8. — Le Margrave de Bade s'oblige, en sa qualité de membre de l'Empire Germanique, à concourir par son suffrage à la Diète lorsque le traité de paix à conclure entre la République Française, l'Empereur et l'Empire y sera porté :

1° A ce que tous les territoires dépendant de l'Empire Germanique situés sur la rive gauche du Rhin, les îles et le cours de ce fleuve soient réunis à la République Française ;

2° A ce que les différents états d'Italie soient dégagés de tout lien de féodalité envers l'Empire Germanique ;

3° A ce qu'il soit sécularisé un nombre de principautés ecclésiastiques situées sur la rive droite du Rhin suffisant pour dédommager les Princes laïcs des possessions qu'ils se trouvent perdre sur la rive gauche.

ARTICLE 9. — Le Margrave de Bade, désirant vivre à perpétuité en bonne harmonie et intelligence avec la République Française, s'engage à observer, pour les guerres futures qui pourraient s'élever entre elle et quelque'autre puissance que ce soit, la plus exacte neutralité et à ne fournir contre elle aucun contingent ni secours à quelque titre et sous quelque prétexte que ce soit.

ARTICLE 10. — Dans toutes les guerres qui pourraient être suscitées à l'avenir à la République Française en Allemagne, ses troupes pourront passer et séjourner dans les Etats de Son Altesse Sérénissime le Margrave de Bade, y occuper tous les postes militaires nécessaires à leurs opérations. Elles y observeront une discipline exacte et s'y comporteront en tout comme dans un pays neutre et ami.

ARTICLE 11. — Tous les individus qui pourront avoir été arrêtés dans les états de Son Altesse Sérénissime ou poursuivis pour leurs opinions politiques seront sans délai mis en liberté. Toutes poursuites cesseront contre eux. Leur biens, s'ils avaient été saisis ou confisqués, leur seront rendus, ou le prix restitué en cas de vente. Il leur sera loisible d'en disposer de rentrer et demeurer dans les états de Son Altesse Sérénissime ou de s'en retirer.

ARTICLE 12. — Tous jugements rendus pour vente de chevaux, bœufs ou autres effets qui ont pu être faites par des particuliers du Margraviat à l'armée française, seront regardés comme non avenus. Les amendes payées en vertu de ces jugements et versées dans les caisses de Son Altesse Sérénissime seront restituées.

ARTICLE 13. — Il est également expressément convenu que tous les différends civils qui pourraient s'élever entre citoyens français dans les états du Margrave de Bade seront

jugés par le représentant diplomatique de la République Française.

ARTICLE 14. — Son Altesse Sérénissime le Margrave de Bade renonce à prendre, à l'avenir, aucun des titres des principautés et seigneuries qu'il cède à la République Française par le traité de ce jour.

ARTICLE 15. — Les conditions de l'armistice conclu le 7 Thermidor dernier auront leur exécution pleine et entière en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent traité.

ARTICLE 16. — Les contributions qui y sont stipulées seront acquittées en entier sauf les conversions qui pourraient être convenues de gré à gré et l'imputation sur lesdites contributions des fournitures dûment constatées qui ont été faites aux armées de la République pour le compte de Son Altesse Sérénissime depuis la signature dudit armistice. Il sera en outre payé une contribution de 20.000 livres par mois à compter du 1^{er} Vendémiaire prochain jusqu'à la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche .

ARTICLE 17. — Le Margrave de Bade s'oblige de fournir en supplément d'indemnité à la République Française dans l'espace de trois années et par parties égales d'année en année, huit mille pieds d'arbres propres aux constructions maritimes, choisis et marqués par les agents de la République Française et transportés aux frais de Son Altesse Sérénissime sur les bords du Rhin, des canaux ou rivières navigables y affluent, les plus à portée des chantiers d'exploitation. Tous les officiers civils et militaires du Margraviat recevront les ordres nécessaires pour qu'ils prêtent toute aide et assistance auxdits agents de la République Française et leur procurent toutes les facilités possibles pour l'exécution de leur mission.

ARTICLE 18. — Son Altesse Sérénissime s'oblige à conserver ou à rendre aux habitants des différentes parties de ses Etats, ainsi que des territoires qui pourront lui être cédés à la paix générale, les droits et privilèges dont ils

jouissent ou ont joui et notamment ceux qui concernent l'administration intérieure du pays. Il s'oblige également à abolir toutes les servitudes personnelles et mainmortes qui existent dans les possessions ecclésiastiques qui pourront être sécularisées en sa faveur et à régler les droits et redevances avec équité et douceur.

Fait à Paris, le 5 fructidor de l'an 4 de la République Française une et indivisible.

ANNEXE 10

CONVENTION MILITAIRE DE RASTADT

En exécution du Traité de Campo-Formio et de la Convention additionnelle secrète, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et le Plénipotentiaire de la République Française, s'étant réunis avec les Généraux chargés respectivement d'ordonner les mouvements d'évacuation, ils sont convenus des articles suivants et se les sont mutuellement garantis.

ARTICLE 1. — Les troupes de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et celles de l'Empire qui sont à sa solde, évacueront le territoire de l'Empire, de manière que, le 25 décembre, elles soient dans les Etats héréditaires de Sa Majesté et au delà de la rivière de l'Inn.

ARTICLE 2. — Le contingent de Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, repassera le Leck et ne pourra être employé dans les forteresses de l'Empire.

ARTICLE 3. — Les troupes autrichiennes de la garnison de Mayence ne pourront, au 25 décembre, excéder 15.000 hommes.

ARTICLE 4. — Le même jour, l'Armée Française évacuera les pays Vénitiens que doit occuper Sa Majesté l'Empereur.

ARTICLE 5. — Il restera 15.000 hommes de troupes françaises dans les susdits pays Vénitiens, tant pour for-

mer les garnisons des différentes places, que pour maintenir l'ordre.

ARTICLE 6. — Le 20 décembre, les troupes de Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, auront évacué les places de Mannheim, Philipsbourg, Ehrenbreits-
tein, Ulm, Ingolstadt et Wurtzbourg et elles les remettront à qui il appartient. — L'artillerie et les approvisionnements de guerre et de bouche, existant actuellement dans ces places et appartenant à Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, devront en être évacuées à cette époque.

ARTICLE 7. — Les troupes de Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, l'artillerie ainsi que les approvisionnements de guerre et de bouche appartenant à Sa Majesté, sortiront de la ville de Mayence, de manière que cette opération soit entièrement achevée le 30 décembre.

ARTICLE 8. — Le 10 décembre, les troupes françaises investiront la ville de Mayence, en laissant les communications ouvertes aux troupes autrichiennes.

ARTICLE 9. — Avant le 8 décembre, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, déclareront à l'Empire que l'intention de leur Souverain est d'évacuer le territoire et les forteresses de l'Empire.

ARTICLE 10. — Les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'emploieront pour procurer aux troupes françaises, de la part de l'Electeur de Mayence ou de celle de l'Empire, l'occupation de la ville de Mayence pendant le cours des négociations, de manière que les troupes françaises puissent y pénétrer le 30 décembre, et, si l'Electeur de Mayence ou l'Empire ne voulaient pas y consentir, la République Française pourra les y obliger par la force.

ARTICLE 11. — Les Généraux Français commandant les troupes qui se trouvent autour de la Forteresse d'Ehrenbreitstein donneront aux troupes autrichiennes qui éva-

cueront cette place toutes les facilités nécessaires pour leur passage ; ils procureront en même temps aux Généraux Autrichiens les chevaux, bateaux et autres moyens nécessaires pour le transport de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche.

ARTICLE 12. — Les troupes françaises et cisalpines évacueront le 30 décembre les places de Palma Nova, Ozoppo, Porto Legnago, Vérone et ses deux châteaux, Venise et tout le territoire vénitien jusqu'à la ligne de démarcation.

ARTICLE 13. — Le Général commandant les troupes de Sa Majesté l'Empereur en Italie et le Général commandant les troupes françaises, prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 6 du traité de Campo-Formio ; ces deux Généraux se concerteront également pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à l'occupation pour le 30 décembre par les troupes impériales, des pays et forteresses qu'elles doivent occuper en conséquence du susdit article et de l'article 5 de la convention additionnelle et secrète.

ARTICLE 14. — S'il restait encore de l'artillerie ou des magasins de guerre et de bouche appartenant à la République Française dans les pays ou forteresses que son armée évacuera en Italie, lorsque ces pays ou forteresses seront occupés par les troupes de Sa Majesté l'Empereur, il sera accordé toute facilité et protection nécessaires pour l'évacuation desdits magasins.

Fait et signé à Rastadt, le 1^{er} décembre 1797 (11
Frimaire An 6 de la République Française
Une et Indivisible).

Pour le Doyen : L'ASSESSEUR, Vu : LE PRÉSIDENT,
A. GIDEL A. DE LA PRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

Archives de la famille TREILHARD.

Archives de la famille de NUSSAC.

Archives du Ministère des Affaires Etrangères.

Archives de la Ville de Brive-la-Gaillarde.

AUCOC. — Histoire du Conseil d'Etat.

AUDOUIN (Martial). — Galerie des hommes célèbres du
Limousin.

AULARD. — Histoire politique de la Révolution.

CORMENIN. — Livre des orateurs.

GUYOT. — Le Directoire et la Paix de l'Europe.

GUYOT D'AMFREVILLE. — Vie de Jean-Baptiste Treilhard.

LAVISSE (Ernest). — Etude sur l'Histoire de la Prusse.

LEFÈVRE, GUYOT et SAGNAC. — La Révolution française.

LE FUR. — Précis de droit international public.

MADELIN. — La Révolution.

MARBEAU (Eugène). — Etude sur Treilhard.

MONTERLOT et PINGOUD. — Le Congrès de Rastadt.

Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.

*Bulletin de la Société Scientifique, Historique et Archéolo-
gique de la Corrèze.*

Choix de Rapports, Opinions et Discours prononcés à la
Tribune Nationale.

Réimpression de l'ancien *Moniteur*.

Revue politique et parlementaire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Jean-Baptiste Treilhard	1
Introduction à l'étude du Congrès de Rastadt.....	29
Situation de la France en 1797	29
PREMIERE PARTIE	
LES DÉLÉGATIONS EN PRÉSENCE	35
CHAPITRE PREMIER — <i>La délégation française</i>	37
CHAPITRE II. — <i>Le Corps Germanique</i>	40
A) Comment Talleyrand désirait-il le voir re- présenté	40
B) Difficultés de cette réalisation.....	54
DEUXIEME PARTIE	
LE CONGRÈS	67
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les désirs et les craintes des parties en présence</i>	69
CHAPITRE II. — <i>Les discussions</i>	94
A) La frontière du Rhin.....	94
B) Les indemnités. Les équivalents. Le prin- cipe des sécularisations.....	151
CONCLUSION	229
ANNEXES	238
BIBLIOGRAPHIE	269
TABLE DES MATIÈRES.....	270

Imprimerie
H. JÉHAN
GAILLON - EURE

